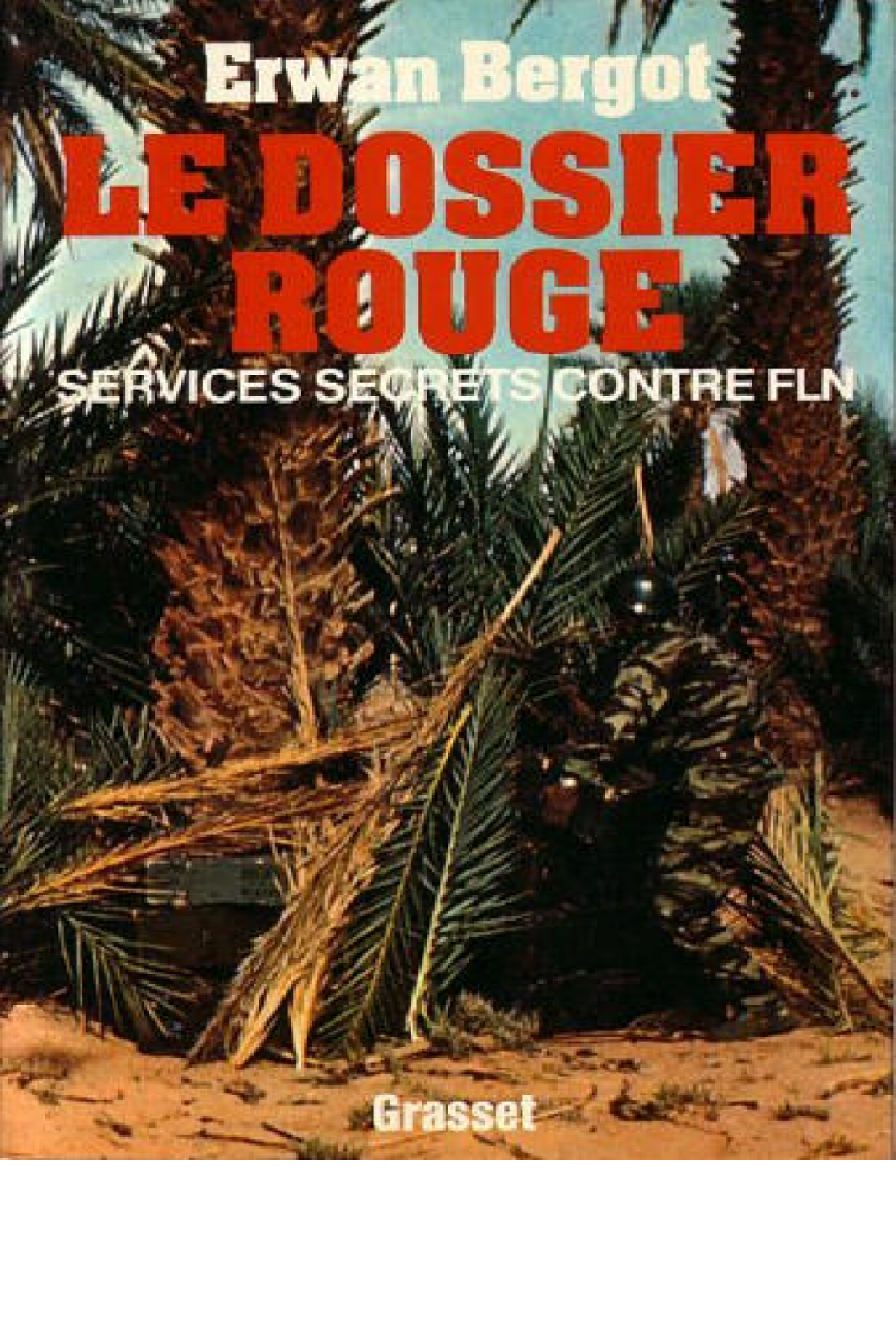


Le dossier rouge. Services secrets contre F.L.N.

Erwan Bergot

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.com

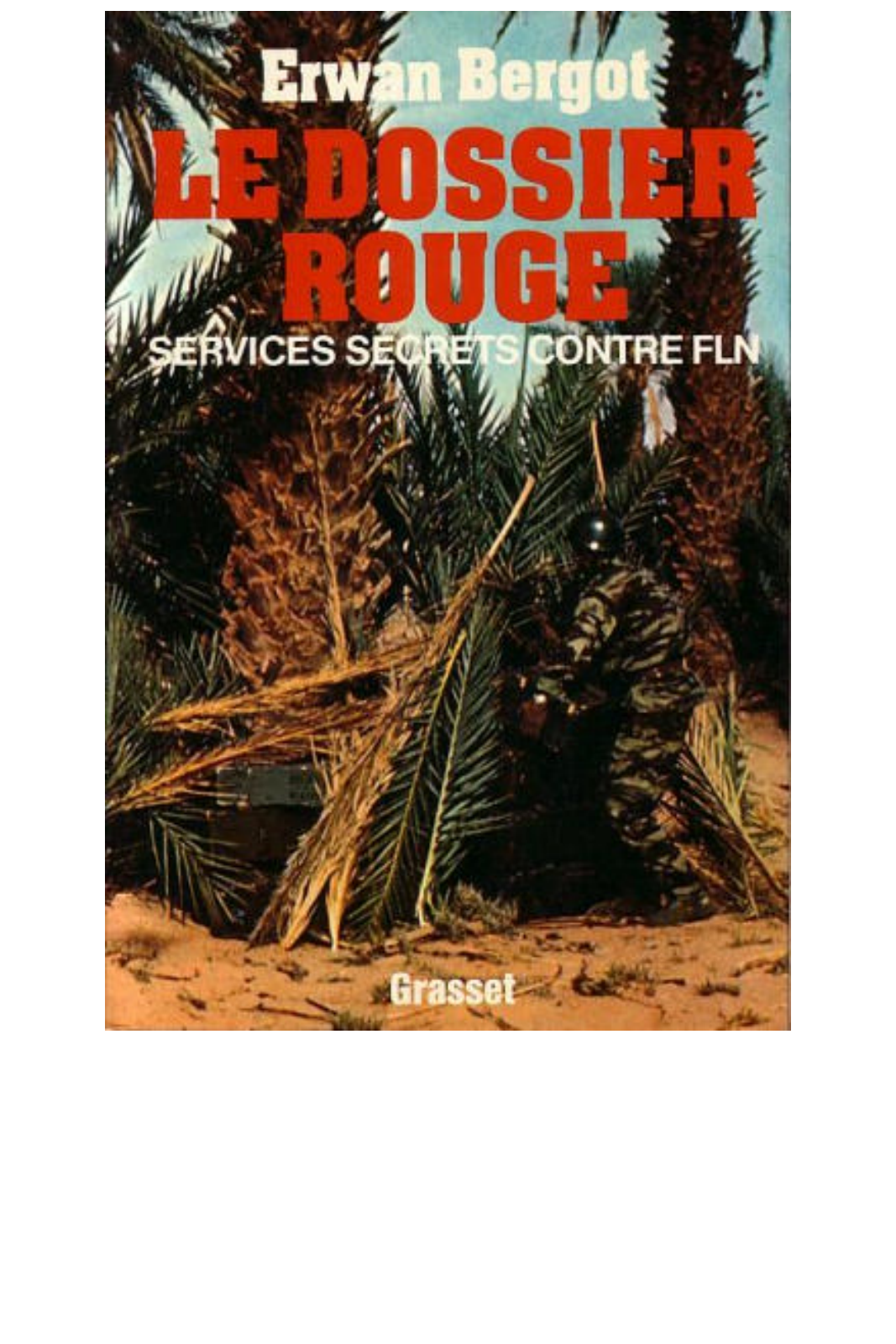


Erwan Bergot

LE DOSSIER ROUGE

SERVICES SECRETS CONTRE FLN

Grasset



Erwan Bergot

LE DOSSIER ROUGE

SERVICES SECRETS CONTRE FLN

Grasset

ERWAN BERGOT

LE DOSSIER ROUGE
Services Secrets
contre F.L.N.

BERNARD GRASSET
PARIS

PREMIÈRE PARTIE

L'ENGRENAGE

I

Mai 1954

Loin, très loin, à treize mille kilomètres de là, l'écho des montagnes du Tonkin ne renvoyait plus que le piétinement de milliers d'hommes blessés et captifs entraînés vers la jungle. La bataille de Dien Bien Phu venait de se terminer et la guerre d'Indochine approchait de son terme. Ici, en Algérie, si la Légion avait ressenti comme un drame personnel la disparition de plus de trois mille des siens, le quotidien continuait malgré tout. À Saïda, près de la frontière marocaine, le Groupement d'instruction poursuivait sa tâche et, tous les matins, les pelotons s'en allaient pour leurs harassantes marches d'exercice.

Ce soir-là, 9 mai 1954, après un raid de trente kilomètres mené à un train d'enfer, le peloton d'élèves caporaux avait fait halte, autour des feux de bivouac, au pied d'un piton rocailleux, à l'écart d'une mechta endormie.

Par escouades, les légionnaires s'affairaient, creusant leurs emplacements, des trous rectangulaires dans lesquels ils passeraient la nuit, en position de combat.

— Sergent ! Venez voir, j'ai trouvé des bâtons !

Haussements d'épaules. Par principe, les trouvailles des légionnaires à l'instruction ne méritent guère qu'un examen sommaire, assorti d'un jugement souvent malveillant. Pourtant, intrigué sans doute par le terme de « bâtons », le sous-officier adjoint consentit à s'approcher :

— Qu'est-ce que c'est, tes « bâtons », espèce d'idiot ? Encore une de tes conneries ? Je vais t'en foutre, moi, des bâtons.

— Mais, sergent, j'invente rien ! Même qu'ils sont bien enveloppés, ces bâtons.

Le sergent s'accroupit, tendit la main et se montra surpris du poids des paquets longs et rigides, enturbannés de chiffons huileux, gorgés de sable.

— C'est drôle, dit-il, on dirait des armes.

C'étaient des armes. Les paquets défaits révélèrent des fusils de modèle inconnu, ni rouillés, ni abîmés.

— Ah ben, ça, alors...

Le sergent n'en revenait pas. À la lueur de son briquet, il déchiffra lentement l'inscription en caractères fleuris qui ornait la boîte de culasse : *Fabbrica regale di arme di Firenze. 1940.*

L'inscription était suivie d'une couronne royale, italienne de toute évidence. Un vieux caporal sicilien confirma la qualité de la découverte :

— Je les reconnais, ce sont des fusils Statti : nous avons les mêmes en Libye, en 1942.

Il s'étonna :

— On dirait même que nous les avons abandonnés hier tant ils ont été entretenus. Et ce n'est pas le sable qui a pu leur conserver cet état de fraîcheur...

Il leva le nez :

— D'ailleurs, jamais les troupes italiennes n'ont traîné leurs guêtres de ce côté-ci de l'Afrique. Si nous avons trouvé ces armes deux mille kilomètres à l'est, je ne dis pas. Mais pas ici. Sauf si quelqu'un les a apportées...

— Tu as raison, dit le chef du peloton avec un rien d'ironie dans la voix. Je dirai même mieux : je présume qu'on ne s'est pas donné le mal de transporter des fusils Statti jusqu'ici pour fournir un sujet de méditation aux élèves du P.E.G.

Insensible à l'humour, le sous-officier ne bronchait pas :

— Mettez tous les hommes en ligne avec des pelles individuelles et agrandissez-moi ce trou...

Surprise. En moins de vingt minutes, les légionnaires avaient mis au jour une quarantaine de fusils Statti, tous dans le même parfait état de propreté et d'entretien.

Le lieutenant hocha la tête et se décida vite :

— À ce stade, le reste ne me regarde plus. On rentre. Faites boucler les sacs. Un Statti par homme. Rassemblement dans dix minutes.

Réveillé à l'aube, l'officier de Sécurité se montra aussi perplexe que le chef du peloton.

— L'Algérie est calme, observa-t-il. Certes il existe quelques nationalistes, mais ils sont inoffensifs. Des bavards, d'ailleurs tous Fichés par la D.S.T. ou les Renseignements généraux.

— Ces fusils sont peut-être destinés aux Marocains ?

— Je ne vois pas pourquoi. Jusqu'à maintenant, seuls les Tunisiens du Néo-Destour sont passés à l'action. Mais à l'autre bout du pays, à quinze cents kilomètres à l'est.

— Quarante fusils ne traversent pas un pays sans raison...

L'officier de Sécurité rendit compte et attendit. À leur tour, les chefs des 2^{es} Bureaux se montrèrent indécis. Rien dans leurs renseignements

n'indiquait qu'il puisse se préparer quelque insurrection en Algérie. À plus forte raison dans cette région oranaise où jamais il n'y avait eu le moindre problème.

— Passe encore pour la Kabylie ou le Constantinois, rappela un vieil officier des Affaires indigènes. Il y a eu des troubles graves dans ces régions au mois de mai 1945. Mais les rapports indiquent que le pays est calme...

La provenance de ces armes italiennes ne semblait pas constituer un mystère insoluble. Lorsque les troupes germano-italiennes avaient été battues, et refluaient en désordre d'El Alamein, en Égypte jusqu'au cap Bon en Tunisie, elles avaient abandonné ici et là d'importants stocks d'armes éparpillés sur les champs de bataille et sans doute récupérés par les troupes du roi Idris de Libye. En toute logique, les fusils Statti ne pouvaient provenir que de là. Mais par quelles filières et surtout dans quel but ?

— Nous pourrions peut-être essayer de découvrir ceux qui les acheminent, proposèrent les officiers de la Sécurité-Légion. Peut-être alors sera-t-il possible de démasquer les bénéficiaires.

Ils se penchèrent sur la carte murale :

— De Libye à Saïda, expliqua l'un des officiers, le choix des itinéraires est limité. En fait, il se borne à un seul chemin : la transversale présaharienne qui relie le Sud tunisien à la frontière marocaine.

La règle de bambou délimita le tracé de la route en s'arrêtant sur les oasis qui la jalonnent : Gafsa, Tozeur, El Oued et Laghouat.

— Après, reprit l'officier, toutes les suppositions sont permises. Les armes peuvent filer vers l'ouest ou remonter vers le nord.

Tout le monde était d'accord :

— Nous n'avons qu'une solution, ajouta le légionnaire. Essayer d'implanter un informateur à Laghouat.

Il fit face et s'adressa à ses homologues des unités de Légion stationnées en Oranie :

— Quelqu'un a-t-il un candidat à proposer ?

— Je crois que j'ai ce qu'il vous faut, dit le représentant du 1^{er} Étranger. Il s'appelle Marco Calvert. Adjudant, quinze ans de service. Calvert a demandé sa mise à la retraite et je sais qu'il ne souhaite pas quitter le pays. Son ambition est de prendre la gérance d'une station-service dans le Sud...

— Envoyez-le-moi, je le sonderai.

Le mercredi suivant, Marco Calvert était mis en présence de l'officier de Sécurité :

— J'ai vu ton dossier. Il est excellent. J'ai également noté que tu avais déclaré avoir appartenu, dans ton pays d'origine, à un service de renseignements. Tu connais donc le métier. Voici de quoi il s'agit. Nous

savons que tu souhaites prendre la gérance d'une station-service dans le Sud. Justement, celle de Laghouat est disponible...

Calvert écarta les mains :

— Elle n'est pas dans mes cordes, répondit-il. Il faut une caution importante, deux millions de francs. Je ne les possède pas...

— Je te propose un marché : nous te prêtons les fonds nécessaires pour te permettre de t'installer à Laghouat.

— Et en échange ?

— Tu ouvres l'œil et tu tâches de savoir comment, par qui et pour qui sont acheminées des armes qui arrivent de Libye ou de Tunisie. Naturellement, rien ne t'oblige à accepter.

Calvert écoutait, attentif, les lèvres pincées, tout en caressant une longue cicatrice blême qui fendait sa joue hâlée. Un souvenir du Tonkin qui étirait sa pommette et accentuait l'aigu de son visage de loup maigre. Il hocha la tête en disant :

— J'accepte, bien entendu.

Depuis deux mois, c'était presque un rituel. Une voiture civile s'arrêtait à la petite station-service et le conducteur écrasé de chaleur, s'extirpait de son siège en disant au pompiste arabe :

— Ahmed, le plein. Je vais me mettre à l'abri dans le bureau.

Là, invariablement, le touriste s'assurait d'être seul en tête à tête avec le gérant :

— Alors, Calvert, quoi de neuf ?

— Pas grand-chose, mon capitaine. Par des conversations de routiers, j'ai appris que deux camions se traînaient entre El Oued et Ouargla, venant de Libye au-delà de Ghadamès. C'est peut-être nos clients, mais j'attends de les voir. D'après leur vitesse, ils passeront ici demain dans la nuit, au plus tard après-demain. Je vous alerterai.

— Tu te rappelles le mot de passe ?

— Oui. Je vous commande du fuel s'il ne se passe rien, et du super si j'ai besoin de vous voir.

Calvert commanda du super à son correspondant de Sidi-bel-Abbès. Quinze heures après, le capitaine était là :

— J'ai la confirmation, annonça Calvert. Les deux camions transportent réellement des armes. Ils ont été spécialement aménagés pour ça, avec une fausse trappe sous le plancher de la cabine. Quant aux Statti, ils proviennent du Fezzan : ce sont effectivement des stocks de l'armée italienne qui datent

de 1942. Le roi Idris les a spécialement débloqués pour ses amis algériens.

– Des Algériens ?

– Je ne sais pas lesquels, mais je suis certain du tuyau. On m'a même affirmé que le roi de Libye agissait ainsi car sa famille est originaire d'Algérie.

Le capitaine enregistrait tout ce que lui disait le pompiste. Celui-ci enchaînait :

– Pour l'itinéraire, voici ce que j'ai recueilli : les Statti sont acheminés par chameaux à travers le Fezzan jusqu'à la frontière saharienne, entre les postes militaires de Ghadamès et de Fort-Saint. Ensuite, après un transbordement, ils sont pris en charge par d'autres chameaux qui les amènent entre El Oued et Ouargla où les deux camions prennent le relais.

Il était trop tard pour monter contre les camions une opération d'interception offrant toutes les garanties de sécurité pour l'informateur. Il fallait donc se borner à suivre et à surveiller les transporteurs. Cette tactique porta ses fruits. Le 14 octobre, Calvert reprit contact et signala :

– Les camions sont repartis ce matin. Il doit y avoir sous peu une nouvelle cargaison à transporter. Pour l'instant, je sais que les armes sont encore en transit au sud de Ghadamès. En faisant vite, on peut encore les intercepter.

Seul poste français en territoire libyen, Ghadamès était tenu par un peloton saharien de la Légion. Alertés par radio, les légionnaires se mirent en chasse. Quarante-huit heures après, ils rendaient compte :

« Avons trouvé et exploré deux caches. Dans la première, avons découvert soixante carabines Statti. En revanche, la seconde cache était vide, peut-être même a-t-elle été démenagée avec précipitation. »

Cette dernière information pouvait signifier que Calvert était démasqué. Il importait donc qu'il soit rapidement retiré du circuit.

Pourtant, à la fin du mois d'octobre, les journaux d'Alger publiaient un entrefilet laconique : « À l'aube du 28 octobre, les douaniers ont retiré du port le corps d'un homme ficelé avec du fil de fer et transpercé de coups de poignard. Dépourvu de papiers, l'inconnu, âgé d'une quarantaine d'années, était vêtu d'une saharienne de toile beige et d'un pantalon de même couleur. D'après les premiers résultats de l'enquête, il pourrait s'agir de Marco Calvert, ancien sous-officier de la Légion étrangère, gérant d'une station-service à Laghouat. Jusqu'à présent, aucune hypothèse n'a été formulée pour expliquer cet étrange assassinat. »

Mais l'information eut peu d'échos. Plus personne ne s'intéressait au sort du malheureux gérant : les premiers coups de feu venaient d'être tirés en

Algérie, le 1^{er} novembre 1954, prélude à une guerre qui allait durer huit ans. La presse faisait état d'embuscades et d'attentats dans le massif montagneux des Aurès, d'assassinats de fermiers en Kabylie. Elle mentionnait également des attaques de colons dans la région de Cassaigne et de Bosquet, en Oranie. Quelques armes avaient été saisies. «Des fusils Statti», disaient les gendarmes.

Au début de l'année 1955, arrivait à Tanger un petit truand comme il y en avait déjà beaucoup dans la ville internationale. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale en effet, le statut particulier de cette «zone franche» en avait fait la plaque tournante de tous les trafics, de toutes les contrebandes : aucune des marchandises transitant par le port n'acquittait le moindre droit de douane pour autant qu'elles ne soient pas destinées au commerce local.

Il suffisait seulement aux transitaires de louer un hangar, voire un entrepôt sous douane, pour y entreposer leur cargaison avant qu'elles ne reprennent la mer, pour des destinations de fantaisie, Malte ou Corfou. En cours de voyage, ces marchandises étaient mystérieusement débarquées sur les côtes d'Espagne ou de Provence, à moins qu'elles n'aient été discrètement transbordées en haute mer, donc tout à fait légalement, à bord de chalutiers qui assuraient la liaison avec la côte.

Les fabuleux profits réalisés par ces «négociants de haute mer» avaient attiré à Tanger toute une faune particulière d'aventuriers fastueux ou interlopes, de petits ou de gros truands, de gangsters en cavale, d'anciens tortionnaires de la Gestapo, tous en passe de réaliser facilement des fortunes fabuleuses.

Il fut donc fort aisé au nouveau venu de se fondre dans cette masse de gens, discrets sur eux-mêmes ou sur leurs activités, prêts à tout pourvu que l'argent coulat à flots. En 1955, Tanger était la capitale de la contrebande des «blondes», du trafic des diamants, des lingots d'or et même de la drogue. On commençait même à y parler de transports d'armes, et la proximité du Maroc et de l'Algérie où s'annonçaient des troubles y était pour beaucoup.

Petit, maigre, vif, le teint olivâtre des Catalans, Pedro, le nouveau venu, s'installa dans un modeste logement en bordure du Petit Socco, sorte de Casbah pittoresque où grouillait le «prolétariat» du milieu : indicateurs, rabatteurs, proxénètes et voleurs à la tire.

Régulier en affaires, dur au travail, toujours disposé à donner un coup de main, Pedro devint rapidement un auxiliaire précieux, que ce soit pour

décharger une cale, réparer un moteur ou remplacer au pied levé un matelot défaillant.

Il connaissait parfaitement les bateaux utilisés, autant les *Fairmiles*, d'anciens patrouilleurs côtiers reconvertis dans la contrebande hauturière, que les *P.T. boats*, vedettes rapides destinées à des débarquements hâtifs et clandestins, engins d'une vitesse stupéfiante puisqu'ils pouvaient atteindre les 40 nœuds et semer n'importe lequel des éventuels poursuivants, vedettes douanières italiennes, espagnoles ou françaises.

En quelques semaines Pedro prit même ses habitudes. Il allait, comme tout le monde, boire l'apéritif avec Jo Renucci, un « grand » des années d'occupation, et sa compagne Manouche au Djorrys Bar de Jean Colonna. Pedro était devenu un élément du décor tangérois. On appréciait son caractère taciturne, son efficacité professionnelle et certain reflet de ses yeux qui révélait l'homme dangereux. Et la longue cicatrice blême qui courait, de la pommette au menton, accentuait ce côté pirate barbaresque et son air d'affranchi.

De temps à autre, Pedro disparaissait, en proie à quelque mystérieuse crise de misanthropie. On le laissait tranquille sans savoir qu'il profitait de ce calme pour tendre, sur le toit de son immeuble, camouflée sous l'aspect inoffensif d'une corde à linge, une antenne filaire qui lui permettait d'expédier à un lointain correspondant de brefs messages codés.

Formé aux arcanes du Renseignement, Marco Calvert – alias Pedro – était devenu, en quelques mois de stage effectués au sein des services secrets français, ce petit truand sympathique, chargé d'avoir l'œil sur ceux qui, dans l'ombre, servaient de fournisseurs aux Algériens du F.L.N.

Un jour sale et gris filtrait à travers les rideaux, accentuant l'aspect de cave du bureau installé pourtant au premier étage de la rue Ozenne, une venelle étroite comme une tranchée, entre la préfecture et l'état-major. À Toulouse, en ce mois d'avril 1955, le printemps ne se décidait pas à éclore.

Gérard Larzac releva la tête après avoir largement paraphé l'ultime feuillet d'une épaisse liasse de documents à l'en-tête du « Bureau d'expertises comptables », et soupira tout en écrasant sa cigarette « Troupe » dans le grand cendrier débordant de mégots. Il fumait trop, il prenait du poids et cela ne lui valait rien. Quarante-cinq ans étaient un cap difficile à franchir pour cet ancien international de rugby habitué à une vie active, en plein air. De plus, cette atmosphère confinée du Bureau d'expertises comptables, cette vie sédentaire qu'il était obligé d'y mener, tout cela lui pesait. Il manquait d'espace.

La vitre assombrie de la fenêtre lui renvoya son reflet, un visage lourd, au nez cassé, avec un menton qui s'enlisait dans une mauvaise graisse. Grimace agacée. Gérard Larzac se leva et ses quatre-vingt-dix kilos répartis sur son mètre quatre-vingts emplirent la pièce qui sembla se rétrécir d'un coup. Il sonna.

Béchu, un ancien premier maître radiotélégraphiste de la Marine, passa une tête ronde aux cheveux roux par l'embrasure de la porte et plissa ses yeux délavés, agressés par la fumée :

— Mon commandant ?

Larzac renonça à expliquer une fois de plus que ce terme risquait de compromettre la sécurité du Bureau d'expertises comptables, couverture toulousaine de l'antenne du S.D.E.C.E. Après tout, cela pouvait passer pour de la déformation professionnelle, et Béchu était un trop bon opérateur pour être aisément remplaçable. Chef de l'équipe des radios, en liaison permanente avec tous les agents égrenés au sud de la frontière franco-espagnole, il fournissait un extraordinaire travail et son rendement était digne d'éloges.

De la main, Larzac désigna les feuillets paraphés :

— Expédition normale, dit-il. Arrange-toi pour faire acheminer le courrier par le train de cinq heures. Tu as juste le temps.

Il hésita, faillit prendre une cigarette, suspendit son geste et demanda :

– Du neuf ?

– Oui, mon commandant, un long message de Pedro. Il a logé un type et demande des tuyaux sur lui.

Larzac tendit la main, prit la feuille de papier pelure et lut :

« De TA 26 à Numéro Un TO – Ai été contacté par nommé Puchert Georg, dit « captain Morris » – Contrebandier important Tanger – Se dit allemand, mais tuyaux disent qu'il est apatride lituanien – Façon procéder indique un professionnel S.R. – Demande feu vert pour collaboration avec captain Morris – Travail douteux – Sans doute contrebande diamants – Stop et fin. »

Larzac passa le dos de sa main sur son menton. Il réfléchissait. Le nom de Georg Puchert lui disait quelque chose, mais très vaguement. En tout cas il s'agissait d'un individu intelligent, retors, et sûrement dangereux. Il était normal que Pedro sollicite l'avis de son officier traitant, à la fois son chef, son conseiller et son seul contact avec la « boîte », mais Larzac ne pouvait prendre seul l'initiative d'autoriser Pedro à se lancer, en enfant perdu, dans l'illégalité. Non qu'il redoutât quelque bavure, car le S.D.E.C.E., pragmatique, laissait toujours tomber un agent compromis avec la justice. Il se demandait seulement si Pedro serait de taille à tenir jusqu'au bout son rôle auprès d'un homme tel que ce Puchert qui s'était imposé dans un milieu difficile où la compétition était sévère. Larzac décrocha le téléphone.

La réponse arriva sous la forme d'une fiche biographique, une « bio » établie par le contre-espionnage (C.E.) de la caserne des Tourelles. Elle était édifiante et, à la limite, exemplaire de la manière dont s'y prennent les Soviétiques pour infiltrer un de leurs agents en un point névralgique pour y exploiter une crise prévisible comme celle qui menaçait l'Afrique du Nord.

Georg Puchert était né en 1920 à Libau, en Lituanie. En 1939, au moment où les Soviétiques avaient occupé son pays, la famille Puchert avait émigré en Allemagne et le jeune Georg s'était engagé dans la Kriegsmarine. Fait prisonnier en mars 1945, libéré par anticipation un an plus tard, il refaisait bientôt surface à Hambourg où, sous le couvert d'une entreprise d'import-export, il se livra activement au marché noir. Cela dura dix-huit mois, jusqu'à la fin de 1947. Mais, l'ordre étant rétabli en République fédérale, il n'y eut bientôt plus de place pour les trafiquants et comme ses collègues, Puchert se trouva bientôt acculé à la faillite. Il échappa de peu à la prison, mais il était complètement ruiné.

Et pourtant, moins de quatre mois plus tard, au printemps de 1948, Georg Puchert menait à nouveau un train de millionnaire. Il achetait comptant un

petit chalutier, la *Bruja Roja* – la *Sorcière Rouge* – avec lequel il décidait de s'expatrier pour aller faire fructifier son bien à Tanger.

Cet achat coïncidait avec l'arrivée à Hambourg d'une « cousine » de Lituanie, providentiellement évadée de zone russe avec une assez jolie fortune. Rompant avec sa femme légitime, Georg Puchert prenait la mer au mois d'avril, en compagnie de la « cousine » de Libau et de Marina, sa fillette de dix ans.

La personnalité de Puchert était à ce point trouble qu'à son arrivée à Tanger, les autorités de la zone internationale lui refusaient l'autorisation de débarquer. Il en fallait davantage pour décourager l'aventurier. Pendant deux ans, il vécut sur son bateau, pratiquant activement le trafic des cigarettes blondes, principalement les Philip Morris, d'où son surnom de « captain Morris ». Tenace, endurant, infatigable, Georg Puchert finissait par imposer sa présence et, après avoir obtenu du consulat du Costa Rica à Tanger l'autorisation d'immatriculer ses bateaux à Puerto Limon, c'est sous pavillon bleu et blanc qu'en 1950, il débarquait enfin à Tanger.

Dès lors, ses affaires prospérèrent. Ce furent deux, puis trois *Fairmiles*, rachetés aux Anglais, qui, bientôt, sillonnèrent la Méditerranée bourrés de cigarettes, trois bateaux nommés : *Typhoon*, *Wild Dove* et *Flor de Lis*. Un peu plus tard, trois *P.T. boats* devaient compléter la flottille du captain Morris : le *Sirocco*, le *Copacabana* et, en hommage à sa fille, le *Marina*.

Ainsi pourvu, Georg Puchert amena la contrebande à un stade quasi industriel. Des cargos déchargeaient leurs cargaisons à Tanger et les trois *Fairmiles* les ventilaient rapidement en Méditerranée. De plus, avec le *Bruja Roja*, un petit caboteur pouvant remonter jusqu'à Hambourg, il instaurait des liaisons régulières entre le continent et les côtes marocaines, où les *P.T. boats* se chargeaient de débarquer de mystérieuses caisses, principalement des armes destinées aux rebelles en lutte contre le protectorat français.

Cette dernière activité ne reposait, bien entendu, que sur des soupçons, car jamais encore les patrouilles de surveillance de la marine française n'avaient réussi à prendre, ni même à intercepter l'un de ces *P.T. boats* à la vitesse stupéfiante. Pour le C.E. français, aucun doute n'était permis, Puchert était un agent soviétique actif, d'autant plus redoutable qu'il possédait, outre un physique impressionnant, des manières de « caïd » du milieu, et, sans doute, une intelligence au-dessus de la moyenne, jointe à une parfaite connaissance du métier. Face à lui, Pedro ne pèserait pas lourd.

Toutefois, la « boîte » donnait le feu vert, à condition que Pedro ne prenne aucun risque et qu'il reste dans son emploi d'homme de main subalterne.

Rapidement, Larzac rédigea le message qui partit par la vacation du soir.

Quinze jours passèrent et, le 17 avril, Larzac s'envola pour Gibraltar afin de « débriefier » son agent arrivé sur le Rocher par la « malle-poste », le ferry-boat qui faisait plusieurs fois par jour la navette entre les deux ports.

Les deux hommes se retrouvèrent comme convenu dans un café populaire, près du port de guerre. À côté de l'imposante stature de Larzac, son correspondant semblait frêle, mais son œil brillait de malice, presque clair dans son visage tanné par le soleil et le vent marin :

— Alors ? demanda Larzac.

— Tout est O.K., monsieur. Le « captain Morris » me prend pour un brave bougre, un peu plus malin que les autres, mais tout à fait inoffensif. Il m'a demandé de l'accompagner dans un des voyages qu'il effectue régulièrement à Hambourg ou à Anvers. Nous transportons des diamants de contrebande, venus en fraude du Congo belge. C'est pratique, les diamants, cela ne prend pas de place et n'a pas besoin d'être répertorié pour être transformé en objet « légal ».

— Au retour ?

— Avec les diamants, il a acheté des armes. Des P.M. allemands fournis par la société Sporthaus City de Hambourg, qui appartient à un certain Otto Schlüter. Je sais que ces mitraillettes ont été livrées voici deux nuits à Melilla, sur la frontière entre les deux Marocs.

— C'est tout ?

— Non. (Pedro esquissa un mince sourire et son œil se fit plus malicieux.) Je suis assuré d'être employé à nouveau par le captain Morris, monsieur. J'ai fait la connaissance de sa fille, Marina. Je crois que je ne lui suis pas indifférent.

Larzac fit la grimace. Il savait par expérience que si les aventures féminines font toujours bien au cinéma, elles compliquent souvent les missions dans la réalité.

— Sois prudent, ordonna-t-il. Est-ce que Puchert est au courant ?

— Il s'en doute, mais sa fille lui fait admettre n'importe quoi. Autant il est dur en affaire, difficile avec ses associés, tyrannique avec ses hommes, le coup de poing facile et un langage approprié, autant il est tout miel avec Marina.

— Justement, méfiance ! S'il ne t'agrée pas comme ami officiel, stoppe les frais. Il est capable de t'éliminer...

Pedro sourit. Avec un geste de la main fataliste, il assura qu'il n'y avait aucun danger.

Entre le mois de mai et le mois d'octobre 1956, si le « captain Morris » se

rendit à Hambourg, il ne fit pas appel aux services de Pedro, lequel, profitant des absences du père, poussait ses avantages auprès de la jeune et jolie Marina. Il semblait d'ailleurs que le trafiquant lituanien ait renoncé à son fructueux commerce d'armes pour se consacrer à la très pacifique pêche à la langouste. Il restait environ trois jours à la mer et revenait des côtes dakaroises rempli de caisses à claires-voies dans lesquelles s'ébattaient nombre de crustacés.

Pourtant, les armes ne cessaient d'affluer, via les côtes, aux « rebelles » marocains.

Sur l'ordre du colonel Verneuil^[1], patron du C.E., Gérard Larzac se rendit au Maroc et reprit contact, avec Pedro. Mais celui-ci fit la grimace.

— Il semble, expliqua-t-il, que Georg Puchert ait pris très au sérieux mes relations avec Marina et c'est sans doute la raison pour laquelle il me tient en dehors de ses activités illégales. Je suis en tout cas certain d'une chose, c'est que ses approvisionnements en armes n'ont pas cessé. Le problème est qu'il s'entoure d'un épais secret...

Larzac avait des ordres et aussi une large autonomie. C'est pourquoi il proposa :

— Débrouille-toi pour faire savoir à Puchert que tu es peut-être en mesure de l'aiguiller sur une autre source de ravitaillement en armes. Tu verras s'il est intéressé...

— Et dans ce cas ?

— Pas de souci à te faire, nous lui fournirons la marchandise.

Moins d'une semaine plus tard, à Toulouse, Pedro faisait savoir que le « poisson avait mordu ». Puchert était intéressé par ce nouveau fournisseur providentiel et souhaitait le rencontrer de toute urgence.

— Sois prudent, prévint Larzac : arrange-toi pour faire languir ton client. Et insiste pour servir d'intermédiaire, la seule façon pour toi de rester renseigné...

Larzac avait raison. Il connaissait suffisamment le milieu des trafiquants de toute espèce pour savoir que l'existence des intermédiaires est contestée par les « gros » qui préfèrent s'entendre directement entre eux afin d'éliminer tout à la fois les mandataires, et les risques de fuite. Pedro accepta et rendit compte que Puchert lui avait passé commande de mille mitraillettes françaises.

— Et maintenant ? demandait-il.

Rendez-vous fut pris à Madrid où, depuis le milieu du mois de juillet

1955, le S.D.E.C.E. avait permis à un brocanteur parisien d'installer une succursale.

Propriétaire de « stocks américains », Joseph Belaïr avait édifié une petite fortune dans l'achat et la revente d'objets de friperie provenant des dépôts d'habillement et d'équipements abandonnés par l'armée américaine après la Seconde Guerre mondiale. Activité tout à fait légale dans la mesure où Joseph Belaïr commerçait avec des clients ordinaires, mouvements de jeunes, étudiants fauchés ou nostalgiques du ceinturon de toile. Or, à la fin de 1954, Belaïr avait été contacté par un membre du F.L.N. algérien désireux d'acheter des quantités considérables de surplus militaires, treillis, vestes imperméables, équipements et même « Pataugas » de toile, fort prisés des combattants du djebel.

Après une enquête rapide, les enquêteurs de la D.S.T. puis du S.D.E.C.E. avaient découvert la destination finale de ces surplus que Belaïr accumulait en quantités de plus en plus importantes, dépassant largement le volume ordinaire de sa clientèle. D'autant plus qu'aux équipements individuels s'étaient ajoutés des matériels collectifs, tentes de section, cuisinières roulantes et que les bidons étaient maintenant vendus avec... des baïonnettes ou des poignards. Interrogé, Belaïr n'avait fait aucune difficulté pour admettre que ses clients étaient les émissaires du F.L.N. et que les surplus qu'il leur vendait s'en allaient vers le djebel.

Deux solutions s'étaient offertes. La première consistait à inculper Belaïr, coupant du même coup la source d'approvisionnement du F.L.N. La seconde, dite de la « longue corde », visait à permettre au commerçant de poursuivre ses tractations dans la mesure où il rendait compte, et des achats effectués et des contacts qu'il avait. Belaïr accepta de jouer le double jeu. Il accepta même de fournir au F.L.N. des séries de Pataugas, spécialement dessinées par les techniciens de la caserne des Tourelles qui avaient substitué au numéro de série habituellement incrusté dans la semelle, des étoiles d'un dessin aisément identifiable. Et, sur le terrain, en Algérie, les soldats ne manquaient pas de les signaler[2].

Pour leur part, satisfaits de l'aide de Joseph Belaïr, les émissaires du F.L.N. lui demandèrent, à mots couverts, s'il ne lui serait pas possible de les fournir également en armes. Avec l'accord du S.D.E.C.E. et aux mêmes conditions, Belaïr implanta à Madrid une petite officine de revente d'armes, approvisionnée, notamment en pistolets mitrailleurs, par l'armée elle-même.

À la fin du mois de décembre 1955, Pedro entra en contact avec Belaïr et obtint de lui, à des prix avantageux, un certain nombre de mitraillettes, avec les cartouches correspondantes. Bien sûr, les lots de munitions étaient

déclassés et, pour beaucoup, défectueux. Mais, comme le disait avec un certain cynisme Joseph Belaïr lui-même :

— Pour le prix que je pratique, vous ne pouvez tout de même pas exiger en prime une bombe atomique.

Pedro était tout à fait de cet avis. Il n'oubliait pas, quant à lui, à quelle destination étaient vouées ces armes et ces munitions et souhaitait secrètement qu'elles ne servent jamais contre ses compatriotes, voire ses anciens camarades de combat.

Quand Puchert reçut les premiers envois de son « cher » Pedro, ses doutes s'évanouirent complètement. Il admit qu'il avait découvert là un associé de premier plan auquel il pouvait désormais faire totalement confiance.

Pedro était maintenant au cœur de la place. Rien de ce que faisait Georg Puchert ne lui échappait.

Jour après jour, par l'intermédiaire de Gérard Larzac, Paris fut tenu au courant des faits et gestes du trafiquant lituanien. Et quand, au cours de l'été 1956, Abdelhafid Boussouf, commandant la Wilaya V, proposa à Georg Puchert de devenir le fournisseur exclusif du F.L.N. de l'Ouest (Oranie - frontière marocaine) le texte de l'accord passé entre les deux hommes fut immédiatement connu du S.D.E.C.E.

Le service « Action », formé d'agents spéciaux préparés aux missions « musclées », allait bientôt pouvoir entrer en lice.

Le système mis au point par Georg Puchert fonctionnait à plein. Retors, doué pour l'action illégale, connaissant à fond les règlements maritimes pour pouvoir les tourner sans risques, il avait mis à profit l'année 1956 pour ravitailler ses clients du F.L.N. tout en s'en tenant à la plus stricte légalité tangéroise.

Pour le commerce légitime des armes, les commerçants ayant pignon sur rue peuvent négocier la vente de stocks, même importants, pourvu que l'acheteur dispose d'un certificat international, appelé *end use certificate*. Ce «certificat de destination finale» ne peut être délivré que par un gouvernement accrédité auprès des Nations unies. Les gouvernements signataires de la Charte s'engagent à n'exporter les armes ainsi achetées sous aucun prétexte, et, en tout cas, à les utiliser seulement dans un but défensif.

En réglementant ainsi le commerce des armes, l'O.N.U. avait espéré décourager la course aux armements, tout comme l'agitation subversive qui, d'un pays à l'autre, secouait la planète depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Avec un pareil système, s'il s'en tenait à la légalité, jamais le F.L.N. n'aurait eu la possibilité d'équiper ses unités, étant dépourvu de représentativité internationale. Il lui restait une solution : la contrebande. Celle-ci, tout comme le commerce légal, était soigneusement structurée, et le mouvement politique désireux d'acquérir fusils, mitraillettes, voire bazookas ou canons, devait utiliser plusieurs voies. Soit obtenir d'une nation « amie » le fameux *end use certificate*, fourni gracieusement par un allié objectif ou monnayé en devises fortes. (Ainsi le Pakistan ristournait au signataire 7 p. 100 du montant de la commande.) Soit acheter auprès de nations favorables des armes discrètement livrées en territoire étranger. Ou en pleine mer.

C'est dans ce trafic maritime que s'était spécialisé Georg Puchert. Des cargos quittaient souvent les ports de l'Europe du Nord, Hambourg, Anvers ou Ostende, emportant dans leurs flancs des matériels militaires destinés à de jeunes pays du tiers monde. Au large des côtes marocaines, à quelques milles au-delà de la limite des eaux territoriales, ces cargos mettaient en panne et, pendant la nuit, nombre de caisses passaient par-dessus bord pour

être transbordées sur les rapides vedettes de Georg Puchert, puis, alors que le cargo innocent reprenait son itinéraire officiel, les P.T.boats du capitain Morris, le *Sirocco*, le *Marina* ou le *Wild Dove* fonçaient vers une crique déserte de la côte marocaine où les attendaient des mulets et des convoyeurs.

Ces opérations duraient à peine quelques heures et, parties au soir, les ponts garnis de caisses vides – destinées aux langoustes –, les vedettes étaient de retour au matin, après avoir garni les casiers de crustacés préalablement pêchés par les Marocains.

Le système était ingénieux, pratiquement indécélable et, en tout cas, sans risques : même en cas de fuite, les délais étaient bien trop courts pour pouvoir permettre une intervention des forces militaires françaises.

Aussi, au mois de février 1957, le résident du C.E. à Tanger, le lieutenant Bureau, fut chargé d'avertir officieusement Georg Puchert que la France voyait d'un œil navré un commerçant de sa qualité s'aboucher avec des rebelles :

– Regardez l'usage que vos « clients » font du matériel que vous leur livrez.

Et, sous le regard indifférent de Georg Puchert, l'officier fit défiler des photos abominables d'enfants égorgés et crucifiés par des baïonnettes, de villages détruits, de femmes assassinées.

– Cela ne me concerne en rien, répliqua le Lituanien. Je suis un homme d'affaires, pas un philanthrope. Du reste, si j'avais des scrupules je serais éliminé du marché.

Comme par défi, quelques jours plus tard, il abandonnait ses bureaux de la rue Érasme pour d'autres, bien plus vastes, en pleine ville, près de la place de France, rue Vermeer, et accrochait, sur la façade, un panonceau portant la raison sociale de sa nouvelle société : « Astramar – Import-export ».

Le soir même, avec un certain nombre d'amis – dont Pedro – il arrosait copieusement sa « réussite », ajoutant :

– Je bois à la santé des Algériens.

Impavide, Pedro rendit compte. Et, une semaine plus tard, par la poste, Puchert reçut un petit cercueil de bois, contenant seulement une feuille de papier portant la mention : « Premier avertissement. »

Puchert haussa les épaules. Le 1^{er} juillet, il annonça à Pedro :

– Je pars pour Hambourg. Une grosse commande cette fois. Je compte sur toi pour veiller sur Marina. Je serai de retour dans quinze jours.

Puchert était méfiant. Au cours de son voyage de retour, il effectua un large crochet à travers l'Atlantique, de façon à éviter les risques d'arraisonnement près des côtes françaises. Il n'arriva à Tanger que le 15 juillet dans la nuit.

Aussitôt, Pedro expédia un message pour signaler à son relais en France, l'arrivée du trafiquant et de sa *Bruja Roja*. Il précisa également que la durée de l'escale ne dépasserait pas trois jours.

Le message était arrivé à 11 heures du soir. C'était une confirmation, Gérard Larzac avait suivi, par d'autres sources, la randonnée du captain Morris. Depuis une semaine d'ailleurs, le service « Action » était en alerte, prêt à appliquer le plan soigneusement mis au point et rigoureusement minuté.

Le même soir, une 203 Peugeot quittait le centre d'entraînement du service, près d'Orléans, et prenait la route de Paris. De là, elle gagna un aérodrome militaire de l'Oise. Deux caissettes furent transférées à bord d'un appareil de transport qui décolla aussitôt. Dans ces caissettes se trouvaient deux mines magnétiques d'un type particulier, élaborées par les services techniques du commandant Lesurques. Le système de fonctionnement était basé sur le « loch », petite hélice montée sur les voiliers pour mesurer la vitesse. À l'ancrage, l'hélice reste immobile, mais, dès que le bateau prend la mer, l'hélice se met en rotation, enroulant le fil d'un allumeur à traction. Ce système présente donc l'avantage de faire couler le bateau en eau profonde, rendant aléatoire une enquête policière, ou, au moins, la retardant assez pour permettre à l'équipe d'intervention de prendre le large.

L'avion se posa aux premières lueurs de l'aube à Oran et les caissettes furent immédiatement acheminées sur le port d'Arzew où, depuis quelques jours, était ancré un petit yacht de plaisance transportant une bande de joyeux navigateurs dont la principale activité, à terre, semblait être de traîner de bistrot en bistrot ou de flemmarder au soleil.

En réalité, ces cinq play-boys sans souci étaient les membres d'une équipe Action, constituée de nageurs de combat regroupés autour de leur chef, le capitaine Manessier, quadragénaire athlétique et bronzé surnommé le « beau Bob ». Sitôt les caissettes réceptionnées, les plaisanciers levèrent l'ancre et prirent la mer, cap à l'ouest.

Ils accostèrent à Tanger le lendemain matin et amarrèrent le yacht au port de plaisance, situé à l'écart du bassin de commerce où se balançait mollement la petite flotte du captain Morris.

Après avoir accompli les formalités d'usage, les yachtmen supposés se répandirent en ville, avec l'air détendu de fils de famille désœuvrés qu'ils affectaient de paraître. Personne ne fit attention à eux, noyés dans la masse des aventuriers fortunés venus de tous les horizons pour tromper dans l'alcool et le dépaysement l'ennui d'une vie trop facile. En réalité, ils procédaient avec minutie à l'examen des lieux, prenant des repères, reconnaissant les emplacements des objectifs, en y apportant tout le soin et

le sérieux d'un chef de section étudiant le terrain de son futur combat.

Jamais en effet, ni le capitaine Manessier, ni ses équipiers ne perdaient de vue leur métier et leur mission :

– Servir aux renseignements, disait le capitaine, n'est pas une aventure romanesque, ni le moyen d'aller en voyage touristique à l'étranger. C'est un travail laborieux, dur, réclamant beaucoup de résistance, de force, de maîtrise de soi et un entraînement rigoureux...

À la nuit tombée, les cinq hommes regagnèrent le bord. Tout était prêt et les autorités portuaires avaient été avisées que le yacht quitterait Tanger dans le courant de la nuit, à destination de Malaga.

Il était 9 heures du soir. Dans le carré, quatre hommes s'équipaient sans hâte, avec le calme des professionnels. Combinaisons de caoutchouc noir, bouteilles d'air comprimé, palmes et, passé à la ceinture, seulement un poignard léger. Ils accrochèrent le masque ovale sur leur visage, tout en écoutant les dernières consignes données par leur capitaine.

Environ deux kilomètres les séparaient de leur objectif, deux kilomètres qu'ils devaient couvrir en moins d'une heure. L'appareillage était prévu à 11 heures.

Pouce en l'air, les quatre hommes signalèrent qu'ils étaient prêts et, discrètement, se mirent à l'eau entre la coque de leur yacht et le quai.

Le premier, le sergent-chef Bandonneau, s'éloigna à grands battements silencieux de ses palmes. Leader des hommes-grenouilles, il avait la lourde responsabilité d'amener ses compagnons à pied d'œuvre. Leur cible, c'étaient deux des bateaux de la flottille de Georg Puchert. Le *Bruja Roja* en premier lieu, puis, au bout du môle, le Fairmile le plus accessible, le *Typhoon*.

Les quatre plongeurs avaient l'habitude des randonnées en eau noire, et la distance, même importante, ne les effrayait pas. De temps à autre, Bandonneau sortait la tête au ras des courtes vaguelettes et se repérait par rapport aux jalons notés dans l'après-midi au cours de la reconnaissance.

Les quatre hommes se séparèrent à l'entrée du bassin de commerce, par groupes de deux, chacun ayant son objectif. Il était 10 heures. Guère loin maintenant, la silhouette trapue de la *Bruja Roja* se détachait, massive, le pont encombré de casiers à langoustes, au milieu des autres bâtiments de plus faible tonnage. Se coulant de coque en coque, Bandonneau et son équipier s'approchèrent et se collèrent contre l'étrave du petit chalutier. Sortant la tête hors de l'eau, le sergent-chef entendit distinctement le pépiement rageur de la perruche du bord, un volatile irascible qui s'appelait – elle aussi – *Bruja Roja*. Sous son masque, Bandonneau eut un petit sourire amusé : dans quelques heures, l'oiseau aurait de sérieuses raisons d'être en colère.

À deux, il fallut à peine moins d'une minute pour repérer l'emplacement le plus favorable à la pose de la mine, au milieu de la coque, à la hauteur des chaudières. Retenu par de puissants aimants, l'engin fut éprouvé par quelques tractions. Il tenait ferme. Un dernier geste pour retirer la goupille de sécurité et le capuchon de plastique retenant la petite hélice, et, tout aussi silencieusement qu'ils étaient arrivés, les deux plongeurs regagnèrent rapidement le yacht.

À peine cinq minutes après leur retour, les nageurs de la seconde équipe étaient, eux aussi, remontés à bord. Le yacht pouvait prendre le large.

Le yacht vira vers l'est et hissa la voile, partant pour sa destination initiale, Malaga. Un peu avant l'aube, cependant, les cinq plongeurs effacèrent sur la coque et les bouées de sauvetage le nom du bateau qu'ils remplacèrent soigneusement. Toutes traces de leur passage à Tanger disparurent ainsi. Ils n'étaient plus que d'innocents plaisanciers regagnant leur port d'attache, sur la côte languedocienne.

À Tanger, le jour pointait à peine lorsqu'une déflagration assourdie acheva de réveiller le port. En plein milieu du bassin, la *Bruja Roja* venait de couler au moment où elle s'apprêtait à prendre le large.

Peu de temps après, Georg Puchert et Pedro se retrouvèrent au bout du môle. Le Lituanien était furieux. Pedro, lui, était surpris et il ne jouait pas la comédie. Par simple souci de cloisonnement, ses patrons s'étaient bien gardés de le mettre dans la confidence.

La journée qui suivit fut mauvaise pour Puchert. Par les scaphandriers du port, il apprit que sa *Bruja Roja* était irréparable, pratiquement coupée en deux à la hauteur de la machinerie. Il n'était même pas question de la renflouer, seulement indispensable d'extraire l'épave, en deux morceaux, de façon à dégager la route des autres bateaux. C'était une catastrophe, d'autant plus ennuyeuse que les compagnies d'assurance ne consentiraient sans doute pas à régler la facture.

Dans la même matinée, il reçut un envoi qui acheva d'accroître sa mauvaise humeur. Dans le paquet se trouvait un second petit cercueil de bois accompagné d'une feuille manuscrite : « Second avertissement. »

Il piétina l'objet, déchira la feuille de papier. Mais il n'était pas question pour lui d'envisager de modifier ses activités. Du reste, il était déjà trop tard : la nuit du 20 juillet, à trois heures du matin, le *Typhoon* qui s'apprêtait à quitter son mouillage, sautait à son tour et coulait au milieu du port.

Georg Puchert prit avec une relative philosophie ce nouveau coup du sort. En fait, avec un certain pragmatisme, il était obligé d'admettre qu'il ne pouvait rien opposer aux « arguments » des Français. Il se garda soigneusement, et de porter plainte, et de donner à cette affaire une trop

grande publicité.

Pour manifester sa « bonne volonté », il se lança même ouvertement dans le trafic des cigarettes, un ancien passe-temps dont il n'avait conservé que le surnom de captain Morris.

Mais Pedro, qui était devenu l'un de ses proches et qui recueillait ses confidences, savait bien que le trafiquant n'avait pas renoncé. Cette fois ce ne seraient ni l'appât du gain, ni le zèle pro-algérien qui le pousseraient en avant, mais le désir d'avoir sa revanche.

Étroit et sombre, le petit bureau haut de plafond était modestement meublé d'un matériel austère fourni par l'intendance militaire. Une table métallique, une chaise en tubes chromés recouverte d'une moleskine grise qui s'avachissait et des coffres-forts de tôle peinte en vert olive. Plus deux fauteuils de bois, modèle S.O.C.[3], ridicules et inconfortables. Au mur, un calendrier de 1955 surchargé de traits bleus et rouges achevait son existence.

Indifférent au décor, Gérard Larzac remarqua surtout l'odeur tenace de tabac froid qui poissait l'atmosphère. En quatre enjambées, il s'approcha de la fenêtre, l'ouvrit et jeta un œil dans la cour de la caserne des Tourelles où, trois étages en dessous, près des 203 noires de service, les chauffeurs parlaient de Noël en battant la semelle. Il faisait très froid sous le ciel presque noir et l'hiver, disait-on, serait rude.

Gérard Larzac frissonna, referma la fenêtre avant de prendre place à sa table et ouvrit l'épais dossier à couverture rouge qu'il avait préparé. Tout à l'heure, après la traditionnelle cérémonie des vœux, les chefs de services présenteraient les synthèses de l'année écoulée avant que Pierre Boursicot, le directeur du S.D.E.C.E., ne trace les grandes lignes d'action de l'année à venir.

Pour Larzac, récemment affecté auprès de la Direction de Paris pour centraliser tout ce qui se rapportait aux armes, l'année 1956 s'annonçait remplie de problèmes nouveaux et difficiles, mais aisément prévisibles.

Depuis le 1^{er} juin précédent, la Tunisie avait accédé à l'autonomie interne, vocable prudent qui cachait une réalité s'appelant « indépendance ». De plus, le 16 novembre, le gouvernement Edgar Faure avait ramené au Maroc le sultan déchu, Mohammed Ben Youssef. Il y avait gros à parier que ce retour sonnerait à court terme le glas de la présence française dans le protectorat. L'Algérie allait, de ce fait, être investie au plus près de ses frontières.

Gérard Larzac souligna la phrase qui clôturait sa synthèse, un propos de vieil Arabe rencontré quelques jours plus tôt à Alger :

— Sans ses deux ailes, la colombe ne peut pas voler...

Une grimace. Sans ses deux ailes, bien sûr. Sans sa tête, encore moins. Or la « colombe » n'avait plus de tête. La chute du gouvernement Edgar Faure,

le 29 novembre 1955, avait entraîné la dissolution de l'Assemblée nationale et, depuis le 13 décembre, la France était mollement entrée en campagne... électorale.

Sous la date du 26 décembre 1955, Gérard Larzac parapha son rapport. Il était prêt.

Souriant, son visage lisse à peine griffé de quelques rides, Pierre Boursicot accueillait ses subordonnés. Calme, le geste rond, il avait cet air sûr de lui de haut fonctionnaire averti. Cadre du corps préfectoral, deuxième directeur du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage – la D.E.C., disait-on le plus souvent –, Pierre Boursicot avait succédé en 1953 à Henri Ribière après la retentissante « affaire des généraux ». Quand il avait pris ses fonctions, en pleine guerre d'Indochine, son premier soin avait été de rappeler à ses subordonnés la définition des missions prescrites au S.D.E.C.E. par le décret de 1946: « Rechercher, hors du territoire national, tous les renseignements et la documentation susceptibles d'informer le gouvernement pour signaler aux administrations intéressées les agents des puissances étrangères qui nuiraient à la Défense nationale ou à la sûreté de l'État. »

En fait, au début, il s'était borné à chausser les bottes de son prédécesseur en conservant à leur poste les responsables des deux principaux services: Dumont, à la tête du « renseignement » – S.R. – et Verneuil à la tête du Contre-espionnage – C.E.

La guerre froide d'abord, la guerre d'Indochine ensuite l'avaient pourtant amené à étoffer d'une façon sensible les effectifs et les moyens du service « Action » du commandant Morlanne[4], mais d'une manière « militaire » en accentuant le caractère opérationnel du bataillon de parachutistes mis à sa disposition, le 11^e bataillon de choc de Perpignan.

En Indochine, officiers et sous-officiers du 11^e avaient, en particulier, étoffé les maquis du G.C.M.A.[5], et maintenant depuis un an ils opéraient en unité constituée dans les djebels de Kabylie.

– En théorie, dit paisiblement Pierre Boursicot, les événements qui se déroulent en Algérie ne nous concernent pas directement dans la mesure où ils se passent à l'intérieur d'une portion du territoire national.

« La rébellion est en effet justiciable de l'action des polices: Renseignements généraux, P.J. ou Surveillance du territoire, voire la gendarmerie ou les troupes de maintien de l'ordre.

« En revanche, notre intervention peut se justifier à l'étranger où le F.L.N. possède des alliés. Je pense notamment aux pays membres de la Ligue arabe, et, peut-être, bientôt, au Maroc et à la Tunisie.

« Dans cette optique, et en vue d'une meilleure adaptation du service à la lutte contre la rébellion, j'ai décidé d'étoffer les sections Maghreb tant du S.R. que du C.E. et de les confier au commandant de Grassi qui, du reste, pourra à tout instant solliciter l'aide de chacun de vous, je pense notamment au commandant Larzac, plus spécialement chargé des dossiers "armement", ainsi qu'au service "Action". »

Les responsables présents se jetèrent un regard entendu. Les propos de leur Directeur signifiaient clairement que si les missions essentielles du S.D.E.C.E. ne changeaient pas, la priorité était désormais accordée aux événements d'Algérie. Cela voulait dire que le gouvernement – en tout cas celui d'Edgar Faure dont le rôle se bornait à expédier les affaires courantes en attendant le résultat des élections du 2 janvier prochain – avait clairement défini les buts et accordé son attention aux affaires algériennes.

En fait, tous les services étaient concernés. En cette fin d'année 1955, il devenait clair que si le sort de la rébellion algérienne se jouait militairement sur le terrain, son existence internationale constituait également un objectif essentiel.

Que ce soit au Caire et dans les capitales arabes avec Ahmed Ben Bella, Mohammed Boudiaf et Ait Ahmed, dans les pays du tiers monde ou les démocraties populaires, les Algériens multipliaient les démarches. Jusque dans les couloirs de l'O.N.U. où Mohammed Yazid tenait ouvertement des conférences de presse et intensifiait les interventions auprès des délégués étrangers :

– Et ça marche, observa le colonel Dumont : le 30 septembre dernier, l'Assemblée plénière de l'O.N.U. a accepté d'inscrire la question algérienne à son ordre du jour.

– À ce propos, intervint Fauvert, le chef de la section financière, j'ai reçu une étrange note de frais de notre représentant à Washington. Il veut se faire rembourser un manteau de vison acheté chez Saks, sur la V^e Avenue à New York.

– Je sais, dit doucement Dumont, le chef du S.R. J'ai donné le feu vert : il s'agissait, par le biais de l'épouse d'un délégué à l'O.N.U., d'obtenir un vote favorable. Le délégué a bien voté, la femme a eu son vison.

– Pourquoi pas une voiture de sport ? maugréa Fauvert.

– Là, reprit Dumont d'une voix enjouée, j'ai refusé. Un attaché d'ambassade voulait échanger ses codes secrets, contre une Alfa Romeo ou une Mercedes... Malheureusement, je possédais déjà les codes en question.

Autour de la table, les assistants eurent un sourire entendu. Gestionnaire des fonds secrets – chichement mesurés par une présidence du conseil qui estimait toujours exorbitantes les dépenses des services spéciaux –, Fauvert exagérait encore l'avarice officielle et les couloirs résonnaient souvent de ses

protestations ou de ses démêlés avec les responsables opérationnels.

— Allons, conclut Boursicot, admettez que, pour une fois, on ne pourra pas reprocher au Service de se comporter d'une manière scandaleuse.

Fauvert ne répondit pas. Il n'était pas loin de partager les réserves du gouvernement sur la dilapidation des fonds secrets, même si les motifs étaient différents. Pour les politiciens, ces fonds constituaient souvent un « trésor de guerre » destiné à financer des manœuvres électorales. Pour lui, au contraire, les agents amis, les correspondants locaux tout comme les « occasionnels », recrutés pour une mission déterminée, devaient agir par patriotisme et non par appât du gain. C'était du reste une opinion largement répandue et fausse, bien entendu :

« Il est rare, expliqua Larzac, que nous ayons affaire à des hommes désintéressés. Et ce qui est vrai pour certains membres du F.L.N. qu'il serait possible d'acheter, l'est plus encore pour les contrebandiers ou les trafiquants d'armes. Tout est une question de prix... »

Le colonel Verneuil approuva. Chef du contre-espionnage, c'était un vieux routier de la guerre secrète. S'il n'avait guère d'illusions, il promenait sur le monde un regard lucide, pourtant plein d'indulgence. Courtois, affable, disert, il savait être d'une extrême rigueur intellectuelle et s'il lui arrivait de condamner un adversaire, il ne se permettait jamais de le juger. Il réservait ses sarcasmes à ses alliés :

— La neutralité de principe dont s'enorgueillit la Suisse, expliquait-il, revient à tolérer les agissements des émissaires du F.L.N. Sans vergogne, ces hors-la-loi, par ailleurs citoyens français, organisent la subversion contre notre pays, mènent au grand jour une activité révolutionnaire contre la métropole. J'ai sollicité du Quai-d'Orsay une intervention énergique, mais nos diplomates se sont montrés, comme d'habitude, inopérants...

— Une mollesse de bon aloi, ironisa de Grassi.

— D'autant que je ne parle pas en l'air. (Verneuil montra des fiches.) Voici en vrac le pedigree de ces messieurs : Moulay Merbah, adjoint politico-militaire de Messali Hadj, condamné par contumace pour atteinte à la sûreté de l'État. Se promène en liberté entre Berne, Zurich et Genève. Abdelkader Nouasri, envoyé très officiel de Boussouf, le chef de la Wilaya VI, Oranie. Organise au grand jour les liaisons entre l'Algérie et la fédération de France du F.L.N. Mohammed Boudiaf, responsable du déclenchement de la rébellion, agent de liaison de Ben Bella entre Le Caire et Berne... Il y en a des dizaines et des dizaines comme cela. Ils sont connus, mais personne ne fait rien contre eux, ils sont intouchables.

— Il faudra demander un jour au service Action de s'en occuper, répondit Grassi, récemment promu au poste de coordination des diverses sections travaillant sur le Maghreb. La quarantaine, sportif, ce Bordelais avait un

physique de Viking et passait pour ne pas s'embarrasser d'états d'âme. Il faisait la guerre avec ténacité, passion même, appliquant son esprit à trouver et mettre au point des combinaisons machiavéliques avec l'imagination et la minutie d'un joueur d'échecs.

Sa remarque, moitié boutade, moitié suggestion, visait plus à sonder l'état d'esprit de ses collègues qu'à faire un mot d'esprit.

Morlanne ne s'y trompa guère, qui eut un geste évasif :

— Ça se pourrait, en effet, dit-il, l'air absent. Pour l'instant, laissez-moi tester les hommes et les méthodes sur le terrain.

— Alors, Krotoff, ce projet ?

Sans répondre, le capitaine Krotoff hoche la tête. À la fois une affirmation et le résumé des difficultés rencontrées. Il ne sourit pas. D'ailleurs, Krotoff sourit rarement et, quand cela lui arrive, c'est seulement un pli de ses lèvres minces qui ne parvient pas à masquer l'expression de vague mélancolie empreinte sur son visage. C'est un homme secret, taciturne, très slave, que l'on imagine plein d'une intense vie intérieure.

Au service Action, Krotoff est un cas. Imposé par Morlanne au lendemain de la guerre, le jeune capitaine d'artillerie qu'il était, tout droit sorti de cinq années de captivité, n'a guère mis de temps pour s'imposer face aux baroudeurs à béret rouge venus des maquis de France ou de Birmanie. Patron du centre d'instruction des agents du service, Krotoff s'est montré d'une efficacité extraordinaire, payant de sa personne, n'hésitant pas, à trente-cinq ans passés, à entreprendre l'entraînement para.

Lentement, en détachant chaque mot, il expose son plan :

— Vous m'avez demandé d'étudier une opération destinée à atteindre, au niveau le plus haut possible, un chef rebelle.

— C'est cela, confirme Morlanne. Sur le terrain, il est rare que les unités opérationnelles aient affaire à des adversaires d'un grade élevé. Notre idée consistait donc à tenter de désorganiser une zone, une région – une Wilaya –, en frappant à sa tête.

Autour des deux officiers, deux hommes sont présents, deux capitaines. Le premier, Evrard, ancien du G.C.M.A. et patron de l'école de Ty Wan, est présentement le commandant du Groupement léger d'intervention, une sorte de super-commando rattaché au 11^e Choc pour des missions particulières. Le second, le capitaine Duruy, assure, sur le terrain, la liaison entre la « boîte » et les chefs du 11^e Choc. Ils sont attentifs et tendus, indifférents au décor champêtre de la petite auberge campagnarde de l'Orléanais. Il est neuf heures du soir et la clientèle est clairsemée. Le réveillon du Nouvel An ne date que de la veille.

— J'ai examiné nombre de possibilités, reprend Krotoff de sa voix lente. Aucune ne m'a satisfait. Le problème consiste à frapper haut, mais à coup sûr. Après avoir longtemps cherché, je crois avoir une solution à proposer. Le

principe consiste à ne viser personne a priori, cela dépendra, après étude, des possibilités offertes par le terrain et surtout de la situation militaire locale. Je suis donc parti d'une idée de base très simple : atteindre l'objectif par le biais d'un piège ne fonctionnant qu'en présence d'un chef.

Intrigués, les deux capitaines froncent les sourcils. Ils ne voient pas d'issue à ces obligations, contradictoires en apparence.

— J'ai donc passé au crible tous les objets, tous les moyens correspondant à ces critères. Du fusil au canon de 106 en passant par les colis de vivres ou les dossiers truqués. Et j'ai trouvé. Je propose la formule du poste radio. Pas n'importe quel émetteur banal, dont le premier fellagha venu s'emparerait, mais un poste assez sophistiqué pour allécher un chef, assez délicat à manipuler pour nécessiter l'intervention d'un opérateur qualifié. Or ce genre d'individus est trop précieux pour être envoyé risquer sa vie dans le djebel : les « grands » chefs préfèrent les garder à leur côté. Pour plus de sécurité, ajoute Krotoff de la même voix égale, nous pouvons envisager un modèle qui ne fonctionne que sur le courant électrique. Cela présente deux avantages : premièrement, les fellouzes ne pourront pas le faire fonctionner n'importe où – et en tout cas pas dans leur maquis. Deuxièmement, comme les rebelles disposent rarement de l'électricité, ils seront obligés d'avoir recours à un groupe électrogène, engin rare et coûteux qui, s'il existe, ne se trouve que dans les P.C. importants.

Il s'interrompt, avale une gorgée d'eau. Il ne sourit toujours pas, ne montre aucune excitation. C'est un exposé de technicien froid. Seul Evrard, qui lui fait face, a remarqué une petite lueur qui danse dans son regard. Krotoff s'est en réalité passionné pour ce problème.

— Quel poste envisagez-vous d'utiliser, et de quelle façon arriverez-vous à le piéger ?

— Un 694, émetteur-récepteur à grande portée, équipant ordinairement les blindés et l'artillerie...

— Nous en possédions nous-mêmes dans les maquis d'Indochine, note Evrard : c'est un outil remarquable qui, effectivement, ne fonctionne pas sur pile, mais à l'aide d'un groupe ou d'une génératrice à manivelle.

— Voici donc le scénario que je propose, reprend Krotoff : nous nous arrangeons pour « perdre » ce 694 au plus près d'un P.C. rebelle localisé avec plus ou moins de précision. Nous donnons à cet incident assez de « publicité » pour alerter le « grand chef » le plus proche qui doit exiger que le poste lui soit amené dans les délais les plus brefs. Et après...

— Mais le piégeage ? demande encore Duruy.

— Ça, c'est une question technique que notre ami le commandant Lesurques se fera un plaisir de résoudre : après tout, c'est lui le spécialiste des gadgets de la section « technique ».

— Reste maintenant à déterminer l'endroit où nous perdrons ce poste, dit Morlanne.

— Je crois pouvoir répondre, dit Duruy. Je reviens d'Alger où, avec les officiers du 2^e Bureau opérationnel, nous avons étudié le dispositif rebelle, le découpage politico-militaire des « zones », les Wilayas, ainsi que les emplacements probables des P.C. en recoupant les renseignements locaux et les zones dans lesquelles se produisent les « exactions » suivant le terme à la mode. La Wilaya la mieux connue est incontestablement celle des Aurès. Pour notre opération, elle conviendrait tout à fait : c'est une région peu peuplée, à peu près entièrement contrôlée par les rebelles. Je pense plus particulièrement à la vallée de l'oued Abdi où, selon toute vraisemblance, est installé le P.C.

« Autre avantage, la vallée de l'oued Abdi reste pour les troupes françaises d'un accès difficile, autant par les embûches du terrain que par le réseau très serré de surveillance mis en place et qui comprend des guetteurs et des sentinelles armés.

— Je rentre à Alger, dit Evrard, je vais donc préparer mon commando pour cette mission.

Krotoff relève la tête. Il n'y a pas la moindre trace d'hésitation quand il affirme :

— Je crois qu'il est de mon devoir de partir en Algérie à la tête des parachutistes désignés pour cette mission...

Morlanne hésite. Doit-il laisser partir ce capitaine à peine remis d'une récente fracture à la colonne vertébrale ? Mais Krotoff est intraitable.

— Je sais, dit-il. Mais je ne peux pas me contenter de concocter des « coups » depuis mon bureau sans, au moins, courir le risque de mettre mes théories en application sur le terrain...

Morlanne ne répond rien. Il sait, depuis que la guerre d'Algérie a commencé, que son capitaine-adjoint souffre de ne pas partager le sort de ses camarades. Personne ne le fera revenir sur sa décision.

— D'accord, finit par consentir Morlanne. Je ne peux pas vous refuser ce que vous considérez comme un privilège.

Cette fois, le sourire du capitaine est presque gai. Avec un peu d'ironie, il conclut :

— J'ai lu un jour quelque part qu'un officier qui ne faisait pas la guerre était un escroc...

D'en bas, la falaise fait penser à un gigantesque château fort, muraille d'un blanc éblouissant, sculptée de stries parallèles, creusées d'alvéoles rondes, et qui plonge droit au fond du canyon, dans le lit d'un oued à sec où des touffes de doum blond s'accrochent entre les galets bleus. L'hiver s'achève comme à regret, l'hiver le plus rude qu'ait jamais connu l'Algérie. Une bise glaciale balaie, de l'autre côté de la gorge, le plateau ras semé de rochers jaunes, et les éclaireurs qui viennent de stopper, après une rude escalade, remontent en frissonnant le col de leur treillis.

— Dis-donc, Labrisse, t'as bonne mine, pour un commando !

En riant, le caporal chef de groupe se retourne vers son copain Niort, un Vendéen au poil roux qui ahane sous le poids de son sac de montagne.

— Tu t'es pas regardé, eh, bidasse !

Labrisse hausse les épaules et, par défi, hisse sur le sommet de son crâne le calot noir à fond bleu de l'arme des Transmissions. Les deux hommes prennent la pose, comme s'il s'agissait d'une bonne plaisanterie. Ils s'amuse à singer les pousse-cailloux, en exagérant les effets, sous l'œil ironique des légionnaires qui ont pour eux le mépris du professionnel envers les amateurs. Il est vrai que Labrisse et ses trente camarades sont entrés de plain-pied dans leur nouveau rôle : depuis une semaine, le Groupement léger d'intervention s'est déguisé en rappelés des Transmissions pour mener à bien sa mission.

L'idée est du capitaine Krotoff. En prenant son commandement, au début du mois de février 1956, il a émis cette phrase sibylline :

— La meilleure cachette pour une brique consiste à la camoufler dans un mur...

Aux parachutistes étonnés, il a expliqué :

— Depuis un an, les Aurès sont restés le fief d'une unité d'élite de la Légion, la 13^e demi-brigade. Si nous apparaissions dans le secteur habillés en paras, cela va se remarquer et peut-être amener un remaniement du dispositif adverse. Or il est important que les fells ne se doutent de rien et, surtout, qu'ils apprennent à ne pas nous craindre.

— Mais pourquoi nous déguiser en soldats des Transmissions ?

— Ça, c'est un secret, mais ce n'est pas une idée gratuite. Je vous demande seulement de jouer le jeu. Du reste, nous pousserons le souci du camouflage jusqu'au bout. En premier lieu, chacun de vous va choisir un pseudonyme, une biographie et une famille fantaisiste. Nous ferons établir les papiers à ces nouveaux noms. Vous recevrez du courrier à ces noms et au secteur postal particulier, prévu pour cette opération : il est important qu'à aucun moment, s'ils s'emparent du courrier ou des papiers de l'un d'entre vous, les fellaghas aient jamais le moindre soupçon sur votre identité exacte, ni sur votre appartenance aux parachutistes. Vu ?

Impressionnés, les hommes approuvent, gravement.

— Pour accréditer encore davantage votre qualité de « rappelés », vous allez tous enlever vos galons : ils seront redistribués suivant les tableaux théoriques d'effectifs.

Pratiquement tous les gradés se sont retrouvés soldats de deuxième classe, à l'exception de deux adjudants, promus sergents et de trois sergents-chefs, nommés caporaux.

Sachant qu'ils participent à une mission « moustache », les parachutistes du G.L.I. ont tout accepté, même l'agaçante nécessité d'abandonner le bérêt pour le modeste calot des Transmissions.

Ce changement d'armes est dans la logique de Krotoff. Il pense au fameux poste 694 qui leur sera bientôt parachuté et estime que cela semblera moins suspect aux fellaghas si un tel matériel est expédié à des « spécialistes ». Il ne se fait guère d'illusion ; dans les Aurès où chaque enfant, chaque femme est un guetteur ou une informatrice, chaque berger un guérillero, l'arrivée dans la vallée de l'oued Abdi d'effectifs nouveaux ne passera pas inaperçue.

Le 19 février, le G.L.I. a été mis en route par le train d'Alger vers Constantine où ils transiteront avant de gagner Biskra par la route. Au passage, à Dra el-Mizan où se trouvent leurs camarades du 11^e, les « moustaches » du G.L.I. ont adopté des mines de conspirateurs :

— Mission spéciale, ont-ils dit avec un air entendu.

Au 11^e, on ne prend pas ces « missions » à la légère. Ce bataillon très particulier n'est pas peu fier d'appartenir à l'élite des troupes aéroportées. Les hommes qui le composent ont été soigneusement filtrés par la Sécurité militaire avant d'y être incorporés. Par la suite, ils ont subi un entraînement rigoureux dans les citadelles de Montlouis, près de Font-Romeu ou de Collioure, sur les bords de la Méditerranée.

Créé en 1948 à l'instigation de Jules Moch, président du Conseil, pour servir de pépinière au service Action du S.D.E.C.E., le 11^e Choc, sous l'égide

du fameux colonel Godard, n'a pas mis longtemps à devenir une troupe d'élite, capable de rivaliser, en montagne, avec les meilleurs éléments des chasseurs alpins, ou dans les airs avec les meilleurs chuteurs des troupes aéroportées. Spécialistes du sabotage, de la guérilla, skieurs ou hommes-grenouilles, les hommes du 11^e sont des commandos accomplis. Les « meilleurs parmi les meilleurs », pensent d'eux les Massu ou les Bigeard. Leur chef est un artilleur polytechnicien, le colonel Decorse.

Depuis le début de la guerre d'Algérie, ils courent les djebels de Kabylie, menant un combat à leur manière, piégeant pistes et sentiers, égrenant sur leurs pas des cartouches qui détruiront les armes des rebelles, inventant des astuces pour enlever aux rebelles l'envie de détruire les poteaux télégraphiques. Ils s'infiltrant, par petits groupes, la nuit, dans les mechtas isolées, débusquent les responsables politico-administratifs, remontent les filières de soutien aux maquisards. Un travail qui est pénible, invisible, mais souvent dangereux, toujours payant.

L'élite de cette élite est pourtant constituée par les hommes du Groupement léger d'intervention. Parachutistes et gradés en ont été choisis un par un, après un long examen de leurs qualités, de leurs possibilités, de leur spécialité. Avec Krotoff, deux officiers hors pair encadrent cette petite équipe de trente hommes, le capitaine Duruy – rétrogradé au grade de lieutenant – et le lieutenant d'Anglade, aristocrate mince et distingué, à l'allure pondérée masquant une fougue de jeune Saint-Cyrien.

Depuis son arrivée dans les Aurès, le G.L.I. s'est rapidement adapté à ses nouvelles conditions d'existence. Implantés au poste de Menaa, sur un piton proche du poste de la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère – celle de Narvik et de Bir Hakeim –, les pseudo-rappelés des Transmissions ont été inclus dans le dispositif général de gardes et de patrouilles du secteur. Tous les jours, ils participent, d'un air mou, aux patrouilles de routine autour du poste et des vallées convergentes. Après quelques jours de condescendante suspicion, les légionnaires ont fini par admettre que « pour des appelés, ils étaient potables ».

Il est vrai qu'à la Légion, les appelés n'ont guère bonne réputation. Ils ont encore en mémoire les scènes d'hystérie pacifiste qui ont précédé leur départ en Algérie et ne sont pas loin de les tenir pour de lamentables lavettes. Autant dire que leur jugement prend, ici, toute sa saveur.

Souvent, les parachutistes ont eu du mal à conserver leur anonymat, principalement au cours des « embuscades » tendues autour d'une bouteille de pastis à la popote de la Légion. Krotoff a paré au danger :

– Désormais, a-t-il dit, les corvées de « boisson » seront doublées : il y

aura ceux qui sont autorisés à boire et ceux qui auront la mission de les ramener...

Personne n'a protesté. Du reste, au G.L.I. personne ne songerait à discuter une décision de Krotoff. Pour eux, le capitaine est un être à la fois exemplaire et mythique.

Niort a relayé Labrisse à la tête du commando. Les trente paras sont maintenant regroupés sur le plateau. En milieu de colonne, le capitaine Krotoff se tient droit, trop droit. Sa récente blessure lui tараude la colonne vertébrale. Les hommes l'observent et l'admirent, car ils savent. Alors Krotoff se raidit et son visage semble plus tendu, les mâchoires saillantes, les lèvres distendues dans ce sourire où est inscrit toute sa volonté.

Derrière lui, Fosset, à la fois garde du corps et agent de liaison, lui tend le combiné du « 300 » qui relie le commando au reste du dispositif de la Légion.

Un grésillement, puis, prononcés avec un fort accent germanique :

— Bleu de Noir autorité. Fin d'opération. O.R.X. à dix-neuf heures. Terminé...

Krotoff lève la main :

— Fini pour aujourd'hui. On rentre.

Labrisse rattrape son copain Niort :

— Tu diras ce que tu voudras, grogne-t-il, je trouve que pour une mission « secrète » on est gâtés. Personne ne sait en quoi ça consiste, et, si ça se trouve, même le capitaine n'est pas au courant.

Niort grimace et dit :

— Tu sais ce que me disait Krotoff, en Indochine ?

— Non.

— Il me disait : tais-toi et continue...

Colonne par un, le G.L.I. est rentré à Menaa. Nicollet, le radio, se précipite vers Krotoff :

— Message de la base arrière.

Pendant que Krotoff parcourt les quelques lignes, Nicollet grommelle :

— Ils nous demandent de fournir pour le 10 mars un état des couvertures. Je me demande pourquoi ils ont cru malin de chiffrer ça ! J'ai perdu près d'une heure...

Krotoff ne répond pas. Ce message est la phrase conventionnelle qu'il attendait. En clair, elle signifie que le commandant Lesurques, à Paris, a

terminé son œuvre et que le poste radio piégé sera livré le 10 mars.

Le vent est tombé en fin d'après-midi et le ciel s'est figé, amoncelant au-dessus du paysage chaotique des Aurès de lourds nuages bouffis que l'on dirait chargés de neige. À plus de mille mètres d'altitude, il règne un froid polaire et, engoncés dans leurs laines, les légionnaires de la 3^e compagnie, étagés sur les pentes, ressemblent à de curieux insectes aux pattes grêles sous un thorax énorme.

Ils avancent en ordre dispersé, le long de l'oued Bouzina, en direction des camions qui les attendent à Rhoufi, plus au sud. L'opération est terminée. De la routine. Pour eux, cette journée du 8 mars 1956 ressemble à toutes les autres. Une piste sans fin, longuement parcourue en vain, sans même la hantise d'un accrochage. Professionnels du combat, les hommes sont plus fatalistes que patients et ils n'espèrent même pas l'excitation de la bataille pour accomplir les gestes du métier.

Et puis, soudain, il y a une rafale. Longue, précise, meurtrière, dont l'écho n'en finit pas de s'éteindre d'une paroi à l'autre du canyon.

Sans émotion, les légionnaires se sont postés derrière les rochers ou les touffes d'alfa, craquantes, gelées. Moins pour s'abriter que pour observer et riposter.

D'un coup d'œil, le chef de section – un adjudant allemand – a d'abord évalué ses pertes avant de saisir le combiné de son poste radio :

– Autorité rouge de rouge-deux. C'est chez moi que ça se passe. En face, c'est du dur.

Il s'interrompt, écoute le feu d'enfer qui déferle sur ses emplacements et poursuit :

– Je pense qu'il y a au moins une compagnie. Identifié deux mitrailleuses MG 42, plus de nombreux fusils. À peu près cent Viets. Je suis bloqué sur le billard et j'ai salement dégusté. Deux tués, trois ou quatre blessés...

Pas la moindre trace d'émotion. L'adjudant est un vieux baroudeur qui en a vu d'autres et s'obstine à appeler « Viet » son vieil adversaire de dix ans de guérilla.

Il n'a jamais méprisé son ennemi, au contraire. Six mois d'opérations dans les Aurès lui ont appris à jauger les Chaouiâs, ces montagnards aussi

secs et rudes que le paysage, rebelles absolus, redoutables tireurs, qui cèdent rarement le terrain et préfèrent, la plupart du temps, se faire tuer plutôt que de lever les bras.

Il consulte sa montre. Cinq heures de l'après-midi. Une seule chose peut sauver sa section : la tombée de la nuit.

Au P.C. de l'opération, le colonel a enregistré les renseignements qui lui sont parvenus des lieux de l'accrochage. De minute en minute, la situation devient critique pour la section attaquée et aussi pour la compagnie qui s'est à son tour engagée dans le piège. Déjà plus de cinq morts, une dizaine de blessés.

Près de lui, le capitaine Krotoff et son commando, en « réserve » d'intervention depuis le matin. Les paras sont regroupés près des camions, masquant sous un air avachi de rappelés, leur agacement d'être ainsi maintenus à l'écart du combat.

— Merde ! Les salauds...

Le colonel a crié, soudain furieux. Il vient d'apprendre que six légionnaires de la 3^e compagnie ont choisi ce moment pour désertre, en plein combat.

— Je comprends, dit l'officier de renseignements : c'était un coup monté. J'avais relevé des tracts en ville incitant les légionnaires à rejoindre les fellis : on leur promettait d'être rapatriés par le canal de l'ambassade d'Allemagne à Tunis...

Les heures qui suivent confirment cette hypothèse. Par radio, la « 3 » signale que la bande a décroché dès qu'elle a récupéré les déserteurs.

— La Légion n'aime pas que les siens trahissent, gronde le colonel. C'est maintenant une affaire personnelle entre la bande et nous. Tout le monde en chasse : prenez les dispositions cette nuit. Nous engagerons la poursuite au lever du jour.

— Je demande à participer, exige doucement Krotoff. Mes hommes râlent d'être inemployés...

— Puisqu'ils ont l'air d'y tenir, c'est d'accord. Vous disposerez des hélicoptères pour intervenir à la demande.

Peu avant l'aube, un message est parvenu au P.C. :

« La bande rebelle est fixée au sud-ouest d'Amentane. »

Toute la 3^e est sur le pied de guerre. Dès les premières lueurs de cette journée du 9 mars, les trois bataillons ont amorcé une manœuvre dont la forme affecte une sorte de fourche dont les dents convergent vers le gros de

la compagnie rebelle.

La progression est lente, tant le terrain est creusé de ravins, coupé de falaises escarpées où les unités se fraient difficilement un passage. Dans les Aurès, on ne parle pas en kilomètres, mais en heures de marche.

De temps à autre, de brefs messages annoncent de petits accrochages avec des « choufs », trois ou quatre sacrifiés postés en arrière-garde pour ralentir la poursuite.

— On tient le bon bout, observe l'officier de renseignements qui pointe, au fur et à mesure, sur sa carte, l'emplacement des bataillons, maintenant distants de trois à quatre kilomètres.

Vers onze heures du matin, arrive enfin le message attendu :

« Unités au contact. Nous heurtons à vive résistance. »

Le colonel se tourne vers Krotoff :

— À vous de jouer, capitaine.

Fébriles, les commandos s'équipent rapidement. Ils n'emportent que leurs armes et leurs munitions – double dotation de feu. Un litre d'eau dans les bidons et, dans leurs poches, une boule de riz et un oignon cru. Depuis des semaines, Krotoff a habitué ses hommes à mener cette vie ascétique. Lui-même donne l'exemple.

Le lieutenant d'Anglade est monté dans le premier H 34. Derrière lui, son groupe de combat avec Labrisse et Niort, pas fâchés d'en découdre enfin. La carte sur le genou, d'Anglade repère les crêtes, les carrefours de pistes, les confluent de vallées. Son index s'immobilise :

— Vu le ravin ?

Les hommes approuvent. L'index du lieutenant remonte le long de la courbe de niveau, se pose sur une minuscule tache verte :

— Voilà la D.Z. Nous sommes au-dessus de l'oued Bouzina. La Légion a bloqué les fells de l'autre côté de la falaise, mais il faut interdire maintenant le repli par l'oued. C'est notre mission.

Les paras hochent la tête, gravement. Ils ont conscience de l'importance de leur rôle, être le verrou qui clôturera la nasse.

— Ça va saigner, confie Niort à Labrisse en attachant son casque.

— Regarde !

La main de Labrisse désigne, abrités derrière une murette sommaire, trois hommes groupés autour d'un seul fusil.

L'hélicoptère a effectué un virage serré et s'est rapproché, en vol stationnaire, au-dessus du « chouf » adverse. Sans en attendre l'ordre, les commandos ont sauté, et réglé l'affaire en quelques secondes.

Déjà, le H 34 est reparti, au ras des crêtes, pour ramener la seconde

vague.

Vingt minutes plus tard, le G.L.I. est au complet, en bouclage sur le plateau. La fusillade s'est déplacée, vers l'ouest. Hors de portée des paras qui râlent :

— On va rater le final !

Ils assistent, spectateurs impuissants, au ballet aérien des T6 jaunes de l'escadrille de Biskra qui « straffent » les montagnes, trois kilomètres au-delà de la falaise. La radio grésille :

— Bande ennemie retranchée sur une ligne de front dans le sud du kilométrique C 7.

— Les hélicos !

D'Anglade rameute ses hommes et court vers les appareils. Il est accueilli par Krotoff qui lui hurle :

— Fissa ! J'ai repéré les bases de feu ! On va se larguer au plus près...

Regroupé, le G.L.I. s'envole à nouveau, certain cette fois d'être aux premières loges.

À peine le premier H 34 a-t-il franchi la crête qu'il est accueilli par un tir nourri d'armes automatiques. Les paras sont rodés à ce genre d'exercice. Il ne leur a pas fallu trois secondes pour jaillir des hélicoptères et rouler jusqu'à leurs positions d'assaut. En face, la surprise est totale. Pris à revers, les fells commencent à décrocher, essayant de se frayer un passage entre les compagnies de la Légion, avec lesquelles ils engagent le combat.

Krotoff est là, en première ligne, harcelant les paras pour qu'ils s'accrochent aux fuyards. Il court presque, indifférent aux rafales qui encadrent son commando. Emmenés par Duruy et d'Anglade, les paras galopent, déchaînés.

Au bord de la falaise, ils stoppent, reprenant haleine. Ils ont réussi un beau bilan. Sept rebelles abattus. Mais le gros de la bande s'est dispersé dans les éboulis. En bas, les premiers éléments de la Légion arrivent déjà. La nasse est refermée. Maintenant commence le travail le plus pénible, le plus dangereux aussi : le ratissage du terrain.

Les Chaouïas pris au piège savent qu'ils n'ont plus qu'une ressource : se rendre ou se battre jusqu'au bout. De toute manière, leur sort est scellé. Personne, dans aucun des deux camps, ne fait de prisonniers.

Le G.L.I. est redescendu sur le plateau, à la rencontre des légionnaires. Ceux-ci ont salué les paras avec un peu de surprise. Ils n'auraient jamais imaginé que des rappelés puissent se battre comme des guerriers confirmés.

— Bravo ! disent-ils : on arrosera ça ce soir...

Puis ils retournent vers l'oued, laissant sur place un groupe de combat chargé de garder une quinzaine de prisonniers, misérable troupeau accroupi, mains sur la tête, vêtus de méchantes capotes effrangées, coiffés de passe-montagne de laine kaki.

— C'est ça, les guerriers fougueux des Aurès ?

— Ne t'y fie pas, réplique Niort. J'ai vu des Viets encore plus misérables, encore plus fanatiques. Observe-les : ils n'attendent qu'une occasion de te faire la peau et je t'assure qu'ils se feront un plaisir de t'arranger avant. Ne leur laisse même pas un canif, ils seraient capables de te « les » couper avec...

Interrompant le dialogue, une grêle de balles s'écrase en miaulant sur les rochers. Les paras plongent à terre, puis se relèvent avec un air embarrassé. Krotoff ne s'est même pas donné la peine de se baisser :

— Tir fichant, commente-t-il, pratiquement inefficace.

— On nous allume de la falaise d'en face ! crie d'Anglade. Ils sont incrustés au bord des grottes : je les vois !

Les fellaghas ont choisi une solution désespérée, pensant que personne n'osera venir les déloger, en escaladant la paroi à partir du bas. Eux-mêmes ont peu de chances de s'en aller. Il suffira d'attendre qu'ils se montrent. C'est l'affaire de quelques heures et de deux ou trois tireurs d'élite. Mais d'Anglade a bondi, entraînant son groupe. Ce sont tous des alpinistes émérites, longuement formés à la varappe sur les pentes du Carlitte. Déjà, le fougueux lieutenant a atteint le fond de l'oued, déjà ses éclaireurs s'incrument aux anfractuosités de la muraille.

— Ton poste radio ! crie le lieutenant Duruy.

— Pas besoin, on reste en liaison à vue !

— Manquerait plus qu'un poste « 300 » sur le dos pour compliquer les choses ! ricane Niort. Déjà qu'on n'a même pas de corde d'assurance...

Le reste du G.L.I. est à son tour descendu dans le lit de l'oued. Tête levée, Krotoff guide la progression de ses « alpinistes » qui se hissent, l'arme dans le dos, les poches bourrées de grenades. Les fellaghas ont stoppé leur tir. Ils attendent qu'un adversaire se montre pour lui décharger leur fusil à bout portant. À courte distance, les balles dum-dum des Chaouïas emportent une tête.

Krotoff le sait qui a, depuis quelques semaines, longuement expliqué la tactique :

— Vous grimpez parallèlement à la grotte de façon à profiter des angles morts. Ce n'est que lorsque vous êtes au-dessus du trou que vous le « traitez » à la grenade.

Niort et Labrisse ont appliqué les consignes à la lettre. Les deux commandos forment une équipe d'une cohésion parfaite. Arc-bouté à la paroi, le premier assure l'équilibre du second qui a dégoupillé sa grenade et

se penche, le corps presque à l'horizontale.

Une explosion. Des cris. Des râles.

— Dans le mille, observe Niort, faussement indifférent.

Au-dessus d'eux, soudain, une exclamation :

— Les cons ! Ils nous allument...

Le lieutenant d'Anglade gesticule, attirant l'attention du capitaine Krotoff qui tend l'oreille :

— C'est la Légion ! Ils sont en train de nous flinguer ! Avertissez-les, ils vont finir par moucher quelqu'un...

En effet, de l'autre côté d'une boucle de l'oued, à cinq ou six cents mètres en amont, une section de képis blancs a aperçu les silhouettes sombres sur le fond crayeux de la paroi. Trop loin pour distinguer les uniformes amis, ils ont pris les paras pour cible.

— Radio ! appelle Krotoff. Signale aux voisins qu'ils se trompent d'objectif. Grouille-toi...

— J'ai la liaison avec la compagnie Bleue, mais ils n'ont pas de contact avec la section de bouclage.

Krotoff esquisse un geste agacé. Puis il prend une longue inspiration et décide :

— J'y vais.

D'un pas vif, le capitaine Krotoff s'engage à travers les éboulis, zigzaguant d'un rocher à l'autre. Il avance d'un pas vif, légèrement penché en avant, sa longue silhouette mince tendue vers son but : faire cesser le tir des légionnaires.

Derrière lui, son fusil semi-automatique dans la saignée du bras, galope le caporal-chef Fosset. Son rôle de garde du corps consiste à marcher devant, mais Krotoff ne ralentit pas, ne se laisse pas dépasser.

Il court presque, convaincu que la plus petite seconde peut entraîner un drame. Il lui est déjà arrivé d'envoyer ses hommes se faire tuer, simplement parce que c'était son devoir et le leur. Mais il ne peut accepter l'idée de les exposer inutilement.

— La mort, a-t-il dit quelquefois, est un scandale : la grandeur de notre métier est de l'accepter debout, simplement, pour une idée qui nous dépasse et nous grandit. C'est la façon la plus belle que nous ayons de rendre la mort moins scandaleuse...

Il atteint la sortie de la boucle de l'oued. Maintenant la section de la Légion n'est guère loin, à deux cents mètres à peine. Krotoff hâte encore le pas. Il lève un bras, s'apprête à interpeller les tireurs.

Le fellagha a jailli soudain, surgi d'une niche taillée dans la terre rouge de la berge. Il a bondi, son fusil de chasse bien assuré à la hanche.

Il n'y a eu qu'un seul coup de feu, mais Krotoff l'a reçu. À bout portant.

Il n'a même pas poussé un cri. Il tombe d'un seul coup, droit, foudroyé debout.

Fosset n'a même pas eu le temps d'ajuster la silhouette qui fuyait. Il n'a pensé qu'à une chose, rejoindre son capitaine, l'aider à se relever, ou le mettre à l'abri. Il arrive et, au premier regard, il constate que c'est déjà trop tard. Il ne lui reste plus qu'à se pencher, pour avancer la main et lui fermer les yeux.

À deux cents mètres, les légionnaires ont réagi en apercevant le rebelle qui s'enfuyait. Ils lâchent une brève rafale.

Le caporal-chef Fosset n'a même pas pu achever son geste pieux. Il a ressenti comme un coup de poignard à la hauteur des reins et ses jambes se sont dérobées sous lui. La colonne vertébrale tranchée net, il s'est effondré sur le corps sans vie de son capitaine.

Il est midi et cinq minutes, ce 9 mars 1956. Le 11^e Choc vient de perdre son meilleur officier.

Un peu plus tard, un H 34 a évacué la dépouille du capitaine Krotoff. Puis les hommes du G.L.I. Sur le plateau, ne restaient plus que les prisonniers rebelles, toujours parqués, toujours misérables, toujours dangereux.

— Qu'est-ce qu'on en fait ? a demandé Labrisse.

— Il n'est pas question de les emmener avec nous dans les hélicos. Pas question de les relâcher...

Niort a armé sa mitraillette, imité par les camarades de son groupe. Ce matin-là, les paras du 11^e Choc n'avaient pas le cœur tendre.

À Paris, l'annonce de la mort du capitaine Krotoff a fait l'effet d'une bombe. Bouleversé, Morlanne dont il était à la fois l'adjoint, l'ami et le confident, décide de donner à ses obsèques le lustre d'une cérémonie officielle. Guerrier exemplaire, Krotoff entre dans la légende. À ses funérailles, aux Invalides, il y aura une délégation des services spéciaux occidentaux.

À ceux qui lui font observer qu'un tel faste aurait sûrement dérangé la modestie naturelle de René Krotoff, Morlanne se borne à répliquer :

— Il se voulait plus qu'un chef et autre chose qu'un exemple : dans ce monde dont il disait qu'il avait une « respiration de vieillard », Krotoff se devait d'être un seigneur et communiquer aux hommes dont il avait la charge « la foi qui donne assez de motifs pour garder l'âme pure et le regard clair... ».

Pendant ce temps, sur le terrain, le capitaine Evrard a tenu à assurer à son tour la mission initiale.

— Il y a deux raisons à cela, explique-t-il, je connais exactement les détails de l'exécution. Ensuite, d'après des renseignements de bonne valeur, Benboulaïd serait actuellement implanté dans la région.

Et Evrard précise, fiche en main :

— Mostefa Benboulaïd est l'un des piliers de la rébellion. Il est le seul qui ait réussi à unifier contre nous l'une des zones les plus difficiles à rassembler : dans les Aurès, jusqu'ici, les hommes se faisaient la guerre entre eux, de vallée à vallée. Avec lui, l'unité a été faite et contre nous.

Fils aîné d'une des plus vieilles familles des Aurès, instruit et intelligent, Mostefa Benboulaïd, victime des tracasseries d'un administrateur français – par ailleurs son concurrent en affaires – avait très tôt choisi la voie du nationalisme. Élu aux élections cantonales sur la liste du Parti populaire algérien – l'ancêtre du F.L.N. – en 1946, son élection avait été annulée par un ukase officiel.

Ulcéré, dès 1952, il avait basculé dans la clandestinité. Avec ses amis,

hors la loi comme lui, Krim Belkacem, Lakder Ben Tobbal, Ahmed Ben Bella, Mostefa Benboulaïd avait préparé, organisé et fait aboutir l'insurrection du 1^{er} novembre 1954. C'était du reste dans sa région que les troubles avaient pris une certaine ampleur.

Capturé par les gendarmes à la frontière de Tunisie à la fin du mois d'octobre 1955, Benboulaïd venait de s'évader de la prison de Constantine.

— Il est presque certain, poursuit Evrard, qu'il aura choisi son fief des Aurès pour refuge. S'il parvient à s'y installer définitivement, les Aurès vont devenir de plus en plus incontrôlables...

Evrard avait raison. Sans Benboulaïd, cette région – la Wilaya I – retournait à l'anarchie et les chicayas inter-tribus reprenaient de plus belle, amenant souvent des affrontements sanglants entre les soldats de l'A.L.N. Il y avait gros à parier qu'une fois de plus Benboulaïd parviendrait à ramener l'ordre, la cohésion, la discipline.

— Vous avez le feu vert de Paris, dit le colonel Decorse qui commandait le 11^e Choc. Carte blanche pour reprendre la mission où Krotoff l'a laissée...

Evrard arrive à Menaa le 11 mars, bien décidé à mener son affaire tambour battant. De fait, il ne perd pas de temps. Dès le lendemain soir, après une reconnaissance du terrain, il fait déménager le G.L.I. pour l'installer quelques kilomètres au nord-est, au confluent de l'oued Abdi et du Bouzina, au-dessus du village chaouïa de Nara.

C'est de là que, le 14 mars en fin de journée, il adresse à la base arrière de Tipasa le message conventionnel qui annonce le départ de la véritable mission. Tipasa accuse réception. Le parachutage aura lieu le lendemain 15 mars vers 17 heures.

— Labrisse, ma jeep : nous allons au P.C. du secteur.

Petit, une tête carrée, ce Lorrain de trente-sept ans a une réputation de pète-sec dépourvu d'humour. Nerveux, le geste vif, il a une manière brusque de traiter ses supérieurs.

— Mon colonel, déclare-t-il aussitôt arrivé, je souhaiterais que vous vous absteniez de toute sortie ou de toute patrouille sur l'axe Tamchet-Menaa-Nara pendant l'après-midi et la soirée de demain. En outre, je vous demande de rester en écoute radio permanente à partir de dix-sept heures : j'aurai sans doute besoin de vos hommes à l'aube du 16 mars.

Un peu éberlué d'une telle demande, le colonel se raidit et réplique, avec hauteur, à ce capitaine des Transmissions qui semble lui dicter ses ordres :

— Puis-je savoir, capitaine, ce qui vous autorise...

— Voici mon ordre de mission, mon colonel. Et ma lettre de service qui vous met pour quarante-huit heures à la disposition directe de la présidence du Conseil.

— Il n'empêche que je dépends d'abord du commandement de la zone des Aurès-Nementchas.

— Je sais, mais je suis obligé de vous demander de passer outre. Tout doit rester strictement secret. J'ignore du reste quelles seront les suites de l'opération projetée. Toutefois je vous serais obligé de bien vouloir jouer le jeu.

En dépit de sa répugnance visible à enfreindre les règles du respect de la hiérarchie, le colonel s'est incliné.

De retour à Nara, Evrard convoque les chefs de section :

— Demain, dit-il d'une voix brève, patrouilles de routine. Rien de particulier : aucune opération en vue. Vous pouvez disposer.

Pas un seul mot n'a été prononcé par Evrard pour donner la moindre indication sur la mission. Pour lui, l'important est aussi que ses hommes agissent avec naturel. Dans cette optique, dès le lendemain, Evrard annule ses ordres de la veille : il veut accentuer leur impression d'être inutiles, et leur air passif de rappelés sans occupation, sans but.

— C'est pas vrai, commente Labrisse, amer ; dire que je croyais qu'une mission spéciale, ça consistait à faire autre chose...

— Justement, réplique Niort : tu fais autre chose. C'est-à-dire rien.

— On aurait au moins pu effectuer une patrouille : je trouve qu'on les laisse un peu trop tranquilles, les fellouzes d'en face. Comme si on se dégonflait après la mort du capitaine.

— Chut, vieux : ne parle pas si fort : je suis certain qu'ils ont placé des guetteurs sur les crêtes, pas loin et qu'ils nous observent...

C'est sur la présence immuable des guetteurs que le capitaine Evrard compte pour le succès de l'opération. Rien ne leur échappe, et ils ne laisseront sûrement pas passer le parachutage sans réagir.

À cinq heures, Evrard sort de son bureau :

— Niort, constituez une équipe de balisage : on va nous parachuter du matériel.

Soulagement. Pour les hommes du G.L.I., le spectacle, pourtant maintes fois vu d'un avion larguant des parachutes, constitue un événement capable de briser l'ennui du quotidien. Les hommes de Niort disposent les panneaux d'identification, calculent la dérive du vent et placent les fumigènes. Bras ballants, les autres suivent attentivement les préparatifs.

— C'est les fellouzes qui vont se régaler, note Labrisse: ils ne vont pas perdre une miette du spectacle.

À cinq heures dix, Niort rend compte :

— D.Z. balisée, mon capitaine. Faudrait pas que l'avion prenne du retard, la nuit va bientôt tomber.

— T'inquiète pas pour ça: il sera à l'heure.

Evrard a raison. Le Dakota du Service, basé en Algérie pour des missions au profit du 11^e Choc, apparaît au-dessus des crêtes et pique droit sur le petit drapeau qui domine le poste. Il bat des ailes et effectue un large virage qui l'amène face au vent, parallèlement à la traînée rouge des fumigènes.

De la cabine de l'avion, les deux largueurs, des anciens, dûment préparés à leur rôle échangent avec le sol les informations banales, dans le but de bluffer une oreille indiscreète :

— D.Z. de Dak, je vous reçois fort et clair...

— Approche correcte, hauteur suffisante. Larguez court, la D.Z. est en bord de ravin...

— Bien vu: nous ferons trois passages.

Ce détail également est prévu dans le déroulement du scénario. Il est en effet indispensable pour la crédibilité de l'ensemble que le poste soit largué séparément. Au premier passage, le caporal-chef Wendling, chef de l'équipe ramassage, salue sobrement la précision du largage :

— Parfait, dit-il: continuez comme ça, les colis sont bien arrivés.

Le Dakota a terminé sa boucle. Il s'approche, il pique. Deux colis sont éjectés de la carlingue :

— Merde! hurle Wendling; vous êtes trop long! Corrigez de six cents mètres au moins...

Par la fenêtre du poste, Evrard a eu un vague sourire. Les deux colis sont en quelque sorte les colis-tests: ils ne contiennent que du riz, mais ils donneront une idée de la rapidité avec laquelle les fellaghas réagissent.

Le riz est tombé dans la vallée. Emporté par le vent soufflant dans la gorge, il est allé s'échouer loin, hors de vue. Pendant ce temps, le Dakota est revenu. Cette fois, il semble réellement avoir des ennuis :

— Le pépin est resté accroché à la roulette de queue!

Tout donne l'illusion d'un incident technique. En réalité, de la carlingue, le largueur retient la sangle d'ouverture automatique, empêchant ainsi le paquet de tomber normalement. Le Dakota parachève la comédie. Il bat des ailes comme pour se débarrasser de l'encombrant panache qui flotte à la dérive. Il y parvient enfin, mais un bon kilomètre au-delà.

Faisant immédiatement demi-tour, il entreprend la manœuvre classique de quadrillage du terrain: des « trèfles » qui déterminent la verticale du point

d'atterrissage. En même temps, par radio, le pilote accentue sa détresse :

— Quelle poisse, dit-il. On a paumé le colis ! Voici les coordonnées. Puis, un moment plus tard, d'une voix angoissée :

— Eh, les gars ! grouillez-vous, il y a des gus sur le coup...

Evrard ne dit rien. Sans en avoir reçu l'ordre, les parachutistes s'équipent dans la fièvre. Certes, dans leur coin, les vieux sous-officiers plissent le sourcil. Cette « erreur » soudaine d'un pilote chevronné leur semble bien suspecte. Mais ils ont trop l'habitude des règles de la « Maison » pour émettre le moindre commentaire. Ils se bornent donc à s'en aller, avec leurs hommes, sur les sentiers de la vallée à la recherche des colis perdus.

Pendant ce temps, par radio, Evrard alerte le secteur et lui donne la version officielle des événements :

— Je crains qu'il soit trop tard ce soir pour risquer des patrouilles à la recherche d'un colis de matériel, aussi important soit-il. Mais, dès l'aube de demain, j'enverrai des patrouilles dans le coin.

Dans la vallée, Labrisse et Niort ont retrouvé la trace des deux colis de riz. Seulement des traces. Et la terre piétinée montre que les gars ont fait vite :

— Fouillons les mechtas, propose Labrisse.

Mais il n'y a rien non plus dans les quelques masures du village de Nara. Bredouilles, les paras se préparent au retour, dans la nuit qui tombe rapidement quand, au détour d'un chemin, un vieillard furtif leur glisse :

— Les femmes sont allées récupérer les colis. Elles les ont cachés sous un tas de bois, à l'extérieur du village.

En effet, cinq minutes plus tard, les commandos découvrent deux sacs de cinquante kilos de riz ainsi que les deux parachutes verts.

— Bon, dit Labrisse, on attendra demain pour essayer de récupérer le reste.

— On récupérera que dalle, grogne Niort. Et je crois que c'est très bien comme ça...

La scène du lendemain est arrêtée depuis longtemps. Evrard en applique strictement le détail. Dès le lever du jour, il alerte le P.C. du secteur :

— En cas de découverte de notre colis, personne ne doit l'ouvrir. Que l'on se borne à m'avertir.

Le Dakota est revenu. Comme il l'a fait la veille, il quadrille le terrain, guidant les patrouilles vers le lieu de l'atterrissage. En fait, par mesure de

sécurité, son rôle consiste surtout à éloigner les patrouilles de la Légion. Il ne faudrait pas en effet que les képis blancs accrochent un groupe de fellaghas transportant le fameux poste radio...

Pour sa part, avec une équipe légère, Evrard a foncé par l'itinéraire le plus rapide, vers le lieu de l'atterrissage. Il se rend à l'évidence. Le poste piégé a bien été réceptionné par ses destinataires. Dans la boue de la piste, les empreintes des Pataugas, spécialement fabriquées en France par Joseph Belair^[6], attestent la venue sur les lieux, d'une dizaine d'hommes.

— Et c'est pas de ce matin, affirme Orvial, orienteur du G.L.I. et chasseur d'isards dans le civil. Ce sont des traces qui datent d'hier soir. Je suis sûr qu'« ils » étaient là dans les dix minutes qui suivaient...

— C'est regrettable, conclut Evrard avec une grimace navrée qui masque un sourire ravi. Il ne nous reste plus qu'à rentrer au poste...

Pendant encore quelques jours, le G.L.I. poursuit ses activités de routine ; il lui faut jouer le jeu jusqu'au bout. Quatre jours plus tard, le même Dakota revient » leur parachuter – correctement cette fois – un autre poste, tout à fait sain celui-là.

Vers la fin du mois de mars enfin, Evrard et son commando repartent pour la Kabylie. Pour ce qui les concerne, l'opération « poste piégé » est terminée. Ils devront cependant attendre trois mois pour en connaître l'issue.

En effet, ce n'est que le 16 juin que la vérité sera connue. Quand il choisit de se rallier, Adjoul Adjoul, l'un des chefs militaires de la Wilaya I, rapporte cette anecdote, incroyable pour les officiers de renseignement :

— Le 15 mars, Benboulaid a appris que les Français avaient perdu un poste radio. Il a aussitôt exigé que l'appareil lui soit apporté, dans son P.C., une mechta située dans la vallée de l'oued Abdi, sur les pentes du djebel Azreg. C'est un de mes hommes, Baazi Ali, qui a acheminé le poste, le 17 mars. Aussitôt, Benboulaid a ordonné que l'on mette en route le groupe électrogène pour essayer le poste. Il y a eu immédiatement une violente explosion. Benboulaid et trois de ses hommes ont été tués et, tout autour, une dizaine de blessés graves...

L'affaire du poste piégé était, cette fois, définitivement close.

II^e PARTIE

TRAFIC D'ARMES

En entrant dans le bureau de Gérard Larzac, au troisième étage de la caserne des Tourelles, le lieutenant-colonel de Grassi a eu une grimace dégoûtée. Il ne fume pas et trouve déplaisant d'être environné d'un nuage de tabac qui stagne dans la pièce. Il s'approche cependant et observe :

— Je ne comprends pas pourquoi vous n'ouvrez pas votre fenêtre. Nous sommes en juillet et il fait un temps merveilleux.

Puis, sans attendre la réponse, il étale sur la table avec un geste de prestidigitateur une dizaine de fiches cartonnées :

— Voici du travail pour vous : un gus que nous avons fini par « loger ».

— Qui est-ce ?

— Vous avez le choix. (Grassi cueille une fiche au hasard et lit :) Messaoud Meziani, apatride musulman, passeport n° 020 009 établi au Caire, demeurant 5, rue Ibrahim-Pacha-Naguib, Garden City, Le Caire.

— Connais pas.

— En voici une autre : Rhida Ben Amor, habitant Albergo del Méhari, Tripoli, Libye ou, si vous préférez, Maazi Saadoun, passeport égyptien n° 11 492. Ne cherchez pas, il s'agit du même bonhomme : Ahmed Ben Bella.

Larzac écrase son mégot et lève la tête :

— Tiens, répond-il, l'air surpris, il refait surface ?

C'est un véritable Frégoli ! Je croyais qu'il s'était effacé depuis l'attentat manqué de Tripoli...

— Je n'étais pas au courant.

— Oh, nous n'étions pas dans le coup. Ça s'est passé il y a six ou sept mois, à la mi-décembre 1955. Un jeune gars, gonflé du reste, un certain Henri-Louis David a réussi à entrer dans sa chambre, à l'hôtel Méhari. Mais là, Ben Bella ne s'est pas laissé faire et le tueur a raté son affaire. En revanche, les Libyens n'ont pas raté le pauvre David. Il appartenait à la « Main Rouge ». Vous savez, cette organisation secrète antiterroriste montée par des pieds-noirs ultra...

— Et sérieusement aidés par d'anciens membres du service d'ordre du R.P.F. Je connais : ils veulent garder l'Empire et assassinent les libéraux, comme Lemaigre-Dubreuil au Maroc ou Fehrat Hached à Tunis. Mais Ben

Bella, dans tout cela ?

Larzac rit :

— Lui ? Le pauvre, il a tellement eu la frousse qu'il s'est offert une dépression nerveuse ! Et la cure de sommeil qu'il a subie l'a achevé. Il en est ressorti brisé, agité de tremblements convulsifs. Pour ne pas se réveiller la nuit en hurlant, il se bourre de somnifères et ne se déplace plus sans une escorte fournie par la brigade spéciale du Mouchabarat, les services égyptiens.

— Il ne semble pas être au bout du rouleau : nous avons même l'impression qu'il se démène beaucoup depuis quelques jours. Nos agents du Caire sont formels, Ben Bella prépare quelque chose, et il est urgent de savoir quoi, et pour quand. Je vous laisse l'affaire, je pense qu'il s'agit d'armes et c'est votre rayon.

Larzac a examiné les fiches laissés par Grassi. Puis il a sorti le dossier Ben Bella et l'a longuement étudié. La photo représente un homme au visage plein, aux traits ambigus, marqués d'une certaine volonté, atténuée par une bouche charnue aux plis mous, un menton fuyant. Curieux personnage que cet ancien adjudant de l'armée provisoire, passé à la clandestinité après un retentissant hold-up à la poste d'Oran. Arrêté, incarcéré à la prison de Blida, évadé le 16 mars 1952, réfugié au Caire, Ben Bella participe activement à la préparation de la Toussaint sanglante de 1954. Et puis, peu à peu, cet émissaire extérieur du F.L.N., manipulé par les services spéciaux égyptiens (le Mouchabarat), se coupe des maquis^[7]. Critiqué par les « colonels », Krim Belkacem notamment, il acquiert peu à peu une mentalité d'émigré, aigre et désabusé. Pourtant il croit à son rôle « historique », sans se rendre compte qu'il n'est plus qu'un instrument entre les mains du Raïs, le colonel Nasser.

Le leader de la Ligue arabe est, certes, favorable à un mouvement pour l'indépendance de l'Algérie. Mais il ne croit pas à son succès et compte bien s'en servir pour étendre son influence sur le reste des capitales arabes du Maghreb. D'ailleurs, c'est lui qui mesure – chichement – les subsides de l'armée algérienne, et qui entend bien détenir le plus longtemps possible cette subordination.

Gérard Larzac secoue la tête. Ben Bella est décidément hors du coup. Comment peut-il s'obstiner à croire à son importance alors que, sur le terrain, la rébellion s'agite, croît et prospère.

Il faut dire que, du côté français, en ce début de l'été 1956, c'est la confusion la plus totale. Élu sur un programme progressiste et libéral, le

gouvernement de Guy Mollet s'empêtre dans les contradictions nées de ses objectifs socialistes opposés à la pression de l'opinion publique. Partisan d'une négociation – à Alger, on parlait de « braderie » – il a cependant été amené à envoyer, de plus en plus nombreux, les soldats du contingent pour maintenir l'ordre, par bateaux entiers. Mal préparée à son rôle, l'armée s'engluie dans cette guerre qui n'ose pas dire son nom, et les électeurs en uniforme s'enterrent dans les postes de quadrillage, tissant un barbelé qui les isole bien plus qu'il ne les protège.

Le F.L.N. profite à plein de cette situation d'immobilisme. Les chefs de Wilayas de l'intérieur s'implantent de plus en plus profondément au sein des populations du bled. La « roséole » de l'insécurité gagne davantage de terrain chaque jour. Depuis le mois de mai, la petite Kabylie s'est embrasée. L'Oranie connaît ses premières « exactions » et, à Alger même, l'infrastructure politico-administrative de la Casbah est à tout instant en mesure de déclencher en ville de spectaculaires actions de terrorisme.

Calqué sur le découpage militaire français, le système des Wilayas est parfaitement au point, bien délimité, bien structuré, et les zones sont commandées par des états-majors disposant de moyens que chaque journée accroît. À leur tête, des hommes dynamiques : Boussouf pour l'Oranie, Krim Belkacem pour la Kabylie, Bentobbal Lakhdar, Zirout Youcef et bien d'autres, tous colonels ayant gagné leurs galons sur le terrain, tous investis d'une autorité parfois terrible, souvent barbare, toujours absolue.

En revanche, l'extérieur ne suit guère. Coupés de la réalité des maquis, les envoyés, comme Lamine Debaghine, Mohammed Yazid ou Ben Bella se préoccupent davantage de leur crédibilité internationale plutôt que des besoins quotidiens des djounouds.

Gérard Larzac prend une feuille blanche et écrit, en conclusion de sa demande d'enquête sur les activités de Ben Bella :

«... À suivre attentivement : compte tenu de l'accroissement des effectifs rebelles en Algérie, il faut s'attendre à ce qu'il entreprenne prochainement des démarches en vue d'obtenir des approvisionnements en armes, en matériel militaire, voire en renforts, saboteurs, opérateurs radio ou fedayin. J'insiste sur le caractère prioritaire de ces renseignements. »

Adressé le soir même aux différentes antennes du S.D.E.C.E., tant au Moyen-Orient qu'au Maghreb, le message de Gérard Larzac ne va pas rester longtemps sans suite.

C'est d'abord, deux jours plus tard, un coup de téléphone discret qui lui fixe un rendez-vous dans un bar tranquille près des Champs-Élysées. Son correspondant n'est autre que le capitaine Ben S. envoyé du Mossad, la branche militaire des services secrets israéliens :

— Ben Bella, dit-il en substance, prépare avec l'assistance du major Fathi Ed Dib, une importante livraison d'armes à destination du Maghreb. L'homme de paille choisi pour effectuer la transaction auprès des fournisseurs est un certain Ibrahim En Nayal, sujet soudanais, déjà identifié comme paravent des Égyptiens.

La piste est sérieuse, Gérard Larzac en est certain. Pour d'évidentes questions de sécurité – pour eux, être renseigné sur le monde arabe est une question de survie –, les Israéliens ont infiltré les services égyptiens et se tiennent, heure par heure au courant de l'évolution de la situation. Depuis la nationalisation du canal de Suez, Tel-Aviv sait que le conflit ouvert est inévitable. Pour cela, il a besoin de l'appui des Français et des Britanniques ; autant dire que Paris est largement renseigné.

Le 22 juillet, du reste, une confirmation parvient au S.D.E.C.E., du Caire cette fois : « Ibrahim En Nayal sur le point d'acquérir un yacht britannique, ancien mouilleur de mines, le *Saint-Briavels*. Tractations en cours. »

Gérard Larzac sourit. Son dossier rouge commence à prendre forme. Il tisse ses fils, remonte peu à peu tous les rouages de l'entreprise adverse.

Le 25 juillet, un câble du représentant en Suisse des services français, le colonel Mercier – opérant sous la couverture d'attaché commercial à Berne – donne d'utiles précisions : « Vous informe qu'un virement d'origine inconnue a été fait dans une banque de Zurich au profit d'Ibrahim En Nayal. Montant, 7 millions de livres égyptiennes... »

Pour Gérard Larzac, il est tentant de conclure que le « commerçant » soudanais fait l'acquisition du bateau afin d'acheminer une importante livraison d'armes. Mais il attend encore. De toute manière, même si elle est envisagée, une intervention « énergique » du service « Action » nécessitera la mise en place d'importants moyens, donc ne devra se faire qu'à coup sûr.

Il faut être patient.

Le 26 août, les renseignements affluent. Par le Mossad, le S.D.E.C.E. a appris que les fusils – de marque britannique, des Emfield – ont été achetés en Italie au profit du Pakistan.

— Rien d'étonnant à cela, disent les Israéliens, le gouvernement de Karachi est tout disposé à fournir le fameux *end use certificate* moyennant une ristourne de 7 p. 100 du montant de la commande...

— C'est du racket, observe Larzac.

— Oui, mais, quand il s'agit de gros sous, la solidarité islamique ne joue pas.

Dès le lendemain, Larzac rédige une fiche d'opération. Il suggère un certain nombre de solutions, échelonnées dans le temps, la première consiste

en une tentative d'intimidation visant Ibrahim En Nayal. La dernière suggère son élimination pure et simple. À l'encontre de cette dernière formule, l'objection majeure, est que la disparition d'un homme déjà identifié amènera l'intervention d'un autre intermédiaire qu'il faudra démasquer. Et cela risque de prendre du temps.

C'est donc avec juste raison que l'« action homo », méthode radicale, est écartée par Pierre Boursicot. Il confirme à Larzac qu'il convient de poursuivre la surveillance du Soudanais, tout en étudiant les moyens de le dissuader.

Une fois de plus, le commandant Lesurques a réalisé un petit chef-d'œuvre. Dissimulée dans l'emballage fleuri d'un paquet cadeau, la minibombe qu'il a fabriquée a la grosseur d'une bouteille d'eau de toilette.

Elle n'est du reste pas destinée à causer d'importants dégâts, seulement à faire beaucoup de bruit. Un gros pétard en quelque sorte.

— Le plus difficile, explique le technicien, a été de rendre accessible le système de déclenchement à retard sans qu'il soit visible de l'extérieur.

Avec un air gourmand, il ajoute :

— Vous direz à l'utilisateur de ne pas oublier de défaire la seconde ficelle qui entoure le papier : la goupille est au bout. Retard à trente minutes. Et bonne chance.

Larzac a confié son engin à un agent d'intervention prétendument sujet belge qui s'envole pour Le Caire avec un visa touristique. Le lendemain, le paquet cadeau change de mains dans les toilettes de l'aéroport. D'après le « scénario » prévu, ce second agent devait aller lui-même, rue Fouad, à l'adresse d'En Nayal déposer le paquet piégé...

— Seulement, raconte quelques jours plus tard le « touriste belge » de retour à Paris, l'agent s'est dégonflé.. À moins qu'il n'ait eu trop d'imagination. En tout cas, il n'est pas allé chez En Nayal. Il a préféré confier son paquet compromettant à un chauffeur de taxi en lui faisant jurer de s'acquitter au plus tôt de sa commission.

— Et c'est lui qui a sauté ?

— Non. Un coup de chance : le gars avait été payé d'avance, alors il s'est offert du bon temps. Il s'est garé devant un bistrot et a discuté avec les copains autour d'une tasse de thé. Une demi-heure plus tard, il était toujours au comptoir quand le pétard a éclaté !

« Quelle histoire ! En quelques minutes, la rue était noire de policiers. Ils

n'y comprenaient rien et ce n'était pas le chauffeur qui pouvait leur fournir une explication satisfaisante. À tout hasard, on l'a mis au trou. Mais les journaux du lendemain émettaient l'hypothèse d'un règlement de compte entre Chypriotes: il se trouve que le taxi était grec...

Après l'avalanche de renseignements qui ont inondé Gérard Larzac tout au long du mois d'août 1956, le silence qui s'abat soudain semble plus inquiétant encore. Et pourtant le chef de la section « Trafic d'armes » doit se rendre à l'évidence. La trace du commerçant soudanais, Ibrahim En Nayal, a été perdue.

— Il n'est plus en Égypte, affirment les « H.C. », informateurs bénévoles de l'antenne du Caire.

— Il n'est pas en Italie, ni en Suisse, ni en Libye... Pour compliquer les choses, un black-out total est tombé sur l'Égypte. Sachant la guerre inévitable, le colonel Nasser a commencé à prendre des dispositions sévères et l'état d'urgence proclamé, toute recherche d'information, toute transmission d'un renseignement devient une entreprise périlleuse, passible de la peine de mort.

Pendant dix jours encore, c'est le vide. Et puis, le 12 septembre, les Israéliens annoncent :

— Ibrahim En Nayal a été vu à l'hôtel Riviera à Beyrouth, en compagnie du major Fathi Ed Dib et du représentant du F.L.N. à Damas, Abdelhamid Mehri. Les trois hommes ont réceptionné le yacht anglais *Saint-Briavels*^[8].

Le 13 septembre, Larzac apprend, par ses correspondants du S.I.F.A.R. (les services militaires italiens), que la F.N.D.A. de Milan a effectué une livraison tout à fait régulière de 2 000 fusils Emfield destinés au Pakistan.

— Nous touchons au but ! dit-il avec jubilation au lieutenant-colonel de Grassi. Dès que la rencontre entre les fusils et le *Saint-Briavels* sera effective, nous saurons que le temps d'agir est arrivé.

Envoyé à Beyrouth, un observateur français signale, le 19 septembre :

« *Saint-Briavels* a quitté le Liban ce jour... »

Sans doute soucieux d'éviter Chypre – où stationnent les troupes franco-britanniques qui attendent d'intervenir sur le canal –, le yacht met presque quatre jours pour rallier Alexandrie, Alexandrie où, comme par hasard, le même jour, des soldats égyptiens déchargent les 2 000 fusils Emfield sous la surveillance de la sécurité militaire et des services secrets.

Dans la soirée, Ben Bella est venu lui-même admirer son acquisition et

lui a attribué un nouveau nom : l'*Athos*.

— Pourquoi ce nom grec ?

Grassi s'étonne. Il se souvient du transport de troupes qui acheminait naguère les militaires français du corps expéditionnaire en Indochine et qui portait le même nom.

— C'est un choix logique : tout indique depuis le début que cette opération doit rester secrète. Il fallait donc trouver un nom qui n'attire pas l'attention, en tout cas qui n'indique pas la nationalité du bateau.

Larzac a raison. Du reste, lorsque le major égyptien Fathi Ed Dib procède personnellement au recrutement de l'équipage, il choisit comme capitaine un certain Vassilief, de nationalité grecque, titulaire d'un passeport britannique. Il fait surtout très attention de ne pas engager de matelot arabe : l'officier en second est un Italien, Giuseppe Sartori, ancien homme-torpille du fameux escadron du prince Borghèse, possédant un passeport d'étranger établi à Tripoli. Le radio est Grec. Il s'appelle Nicolas Cocavessis. Il est également informateur des services français.

C'est lui qui, le 2 octobre, alerte l'antenne du Caire :

« *Athos* appareille cette nuit à 23 heures... »

Ibrahim En Noyal est du voyage. Son rôle est double. Il doit en premier lieu s'assurer que la livraison s'effectuera conformément aux directives reçues du Caire. Il est également chargé d'encaisser la somme de 600 millions de francs qu'une caravane de mulets doit acheminer à travers le Maroc jusqu'au port de débarquement, Melilla, près de Nador, au Maroc espagnol[9]. Accessoirement, En Noyal est investi d'une autre mission : déclencher le dispositif d'autodestruction de l'*Athos* en cas d'interception par la marine française.

À Beyrouth, des artificiers du Mouchabarat ont piégé la coque et relié le système d'allumage à une commande électrique située dans la passerelle de commandement, derrière un panneau d'acajou.

Pendant dix jours, l'*Athos* vogue vers sa destination. Silence radio absolu à l'exception, deux fois par jour, de l'envoi de messages conventionnels. « Vent calme » signifie « tout va bien » et « La température de l'eau est de 20° » indique un changement de cap.

À Paris, Gérard Larzac a suivi, quelques jours, la marche du bateau. Puis, estimant l'affaire réglée, il a passé le dossier à l'état-major interarmes du général commandant en chef en Algérie, Lorillot.

De temps à autre, cependant, il s'inquiète de son « bateau fantôme », mais rien ne se produit.

Le 15 octobre enfin, un avion de reconnaissance de la « Surmar » – Surveillance maritime – repère l'ancien mouilleur de mines anglais au large des côtes d'Alger.

Immédiatement, le commandant maritime envoie à sa rencontre l'avisio *Commandant-de-Pimodan*. Guidé par les échos radar, le bâtiment de guerre intercepte l'*Athos* le lendemain 16 octobre. Au premier coup de semonce, un pavillon britannique est mollement envoyé en haut du mât. Ruse dérisoire, qui n'empêche pas les fusiliers marins de prendre pied sur le pont du yacht.

Après avoir constaté la présence, dans les cales, de 400 caisses portant la marque de la firme italienne qui a vendu les armes, l'équipe de prise donne l'ordre au capitaine Vassilieff de rallier Oran où l'inventaire est immédiatement entrepris.

La prise est de taille : elle fait la « une » des journaux. l'*Athos* transportait 80 tonnes d'armes...^[10]

Un peu plus tard, en fouillant minutieusement l'*Athos*, les fusiliers marins découvrent un détail qui leur fait rétrospectivement dresser les cheveux sur la tête : le dispositif d'autodestruction qu'Ibrahim En Noyal n'a pas pu – ou pas osé – faire fonctionner.

La nuit suivante, à la frontière algéro-marocaine, un commando de la Marine intercepte, à l'est de Nemours, un convoi de mulets qui transporte les 600 millions destinés à régler le montant de la facture.

Pour Ben Bella, l'opération *Athos* est un fiasco sur toute la ligne. Il ne se doute pourtant pas à quel point la chance a tourné pour lui. Quatre jours plus tard, le 22 octobre, les services spéciaux lancent contre lui une opération d'envergure. Par les écoutes radio du trafic du F.L.N., ils ont en effet appris qu'un Dakota transportant une importante délégation algérienne doit se rendre de Rome au Maroc via Majorque. Immédiatement, l'aviation de chasse est en alerte. Elle intercepte l'avion au-dessus de la Méditerranée et le contraint à se poser à Alger Maison-Blanche.

Pour Ahmed Ben Bella, la guerre est terminée.

C'est de la routine. Comme il a l'habitude de le faire depuis dix ans, Gabriel Bardin tire la grille de fer de son magasin et la verrouille soigneusement. Il jette un dernier regard sur sa vitrine et constate, désabusé, qu'un des spots n'éclaire pas sous le bon angle le costume qu'il est censé mettre en valeur. Gabriel Bardin a une seconde d'hésitation, puis décide que ça peut attendre le lendemain. Il n'éprouve pas une passion dévorante pour son métier. Vendre des vêtements dans une ville de province ne lui semble pas constituer le sommet de l'art de vivre, et Gabriel Bardin tient avant tout à sauvegarder tout ce qui, précisément, n'appartient pas aux obligations professionnelles. Il a d'ailleurs suffisamment risqué sa peau au cours de la Seconde Guerre mondiale pour pouvoir se considérer comme un sursitaire de la chance, et depuis qu'il a quitté l'Afrique du Nord, son pays natal, voici dix ans, pour s'installer à Bordeaux, il assume son magasin. Sans plus.

Bardin est un petit bonhomme vif et agile, soucieux d'une forme physique qu'il entretient grâce à la pratique de sports violents, judo et tennis. Grâce aussi aux périodes d'entraînement militaire où le saut en parachute constitue la seule activité avouable. Pour tout dire, à l'instar de beaucoup d'anciens du bataillon de choc, ses copains, il suit avec assiduité les cours donnés, dans un camp perdu de l'Orléanais, par des officiers du service Action.

De ce fait, en dépit de son air de boutiquier prospère, Gabriel Bardin est resté un redoutable commando qui n'ignore rien des techniques du sabotage ou des impératifs de la vie clandestine. Élève du capitaine Krotoff, disciple convaincu du lieutenant Tourenne, expert en pièges, mines et explosifs, rompu au close-combat, tireur d'élite, Gabriel Bardin est considéré par la « boîte » comme l'un des volontaires les plus brillants.

Mais cela, bien entendu, seuls quelques rares initiés le savent. Car, respectueux du secret qu'il s'est engagé à garder, jamais Bardin n'a raconté à quel genre de loisirs il occupe nombre de ses weekends. Toujours souriant, volontiers farceur, prévenant avec les femmes, il passe auprès de ses amis bordelais pour un joyeux drille et son épouse fait l'objet des attentions apitoyées de ses amies, persuadées qu'elle est ouvertement bafouée.

Pratique, Gabriel Bardin se garde bien de rétablir les faits, et, si sa

réputation de sérieux en souffre, il préfère passer pour un séducteur vigoureux que pour un agent surentraîné.

Bardin s'éloigne le long du trottoir, répond au passage aux plaisanteries rituelles des habitués du bistrot voisin et regagne sa voiture, garée deux rues plus loin.

Son attention est soudain attirée par l'éclat bref de deux phares, rapidement allumés, cinquante mètres devant. Il s'approche et reconnaît, derrière le volant, la silhouette familière du capitaine Pallay, l'un des chefs de mission du service Action, ancien comme lui du bataillon de choc. Sans surprise, il ouvre la portière et prend place dans la voiture. Pendant quelques secondes, les deux hommes s'observent, en silence. Bardin constate que le temps n'a pas de prise sur le visage du capitaine. Depuis l'île d'Elbe, il n'a pas changé. Même visage en lame de couteau, même regard aigu, même moustache de séducteur, taillée avec le même soin scrupuleux. Seule peut-être, à l'aile du nez, une ride trahit la fatigue d'une guerre qui se déplace d'un continent à l'autre, sans répit.

Après la France, Pallay a servi en Indochine dans le maquis du G.C.M.A. [11]. Depuis 1954, il a rejoint les rangs du service Action. Il en a pris les manières, toutes de discrétion et de grisaille. Il faudrait un œil exercé ou de la divination pour reconnaître, dans cette silhouette terne, volontairement désuète de cadre moyen, l'un des trois ou quatre spécialistes des « coups » montés par le service.

Brièvement, Pallay résume la situation présente: la guerre s'installe, la rébellion s'étend, le terrorisme grandit.

— Hier, dit-il d'une voix lasse, c'était une bombe posée au casino de la Corniche. Avant-hier, la population d'un village massacré. Cette guerre est atroce, et pourtant des gens s'engraissent: trafiquants d'armes, émissaires, politiciens, égorgeurs. Contre eux, aucune parade possible, excepté...

Exagérant son accent pied-noir, Gabriel Bardin interrompt le capitaine Pallay:

— Arrêtez votre baratin, j'ai compris! Vous avez besoin de moi pour sauver l'Algérie, c'est ça. Eh bien, je vous réponds « présent ».

Pallay hoche la tête:

— J'étais certain de ta réponse. Mais je te sais gré de ne pas m'avoir obligé à te poser la question. Tu sais ce que tu risques?

— Oh là là! M'en parlez pas! Un peu, que je le sais. Vous me demandez de mener, en soldat, une guerre de bandits avec des méthodes d'assassin! Ça m'est égal du moment que je sers mon pays.

— Je dois préciser, en outre, que les volontaires ne bénéficieront ni de citation en cas de réussite, ni de caution en cas d'échec. Il faut aller jusqu'au

bout, au risque de se damner...

Comme beaucoup d'hommes d'action, Pallay est un mystique. Bardin, lui, est un éclaireur de pointe avec une ardeur de voltigeur :

– Ça m'est égal de me damner, réplique-t-il, mi-sérieux, mi-souriant : nous ne serons justifiés que si la France gagne la guerre... Sinon...

– Sinon ?

– On risque de se fâcher...

Pallay lui jette un regard nouveau. Ce n'est plus le joyeux farceur qui se tient près de lui, mais un homme décidé, faisant taire sa conscience face au but poursuivi. Taillé en force, les épaules exagérément larges, les traits durcis, Bardin ressemble maintenant à ce qu'il est réellement : un homme décidé, dangereux pour l'adversaire. Pour ceux qui le trahiront aussi.

Au même instant, à six cents kilomètres de là, dans un bar de la rue de Ponthieu à Paris, un autre officier « Action », le capitaine Duruy, est entré en contact avec un autre ancien parachutiste du 11^e Choc. Physiquement, Robert Tibika est à l'opposé de Gabriel Bardin. C'est un colosse d'un mètre quatre-vingt-dix, noir de poil et de peau. Originaire d'Afrique du Nord, sioniste convaincu, il cache, derrière des manières affables et la fausse rondeur d'un géant débonnaire, une force brutale et la vivacité de réflexes foudroyants.

En peu de mots, Duruy expose sensiblement les mêmes arguments que Pallay. Et, tout comme Bardin, Tibika n'a qu'une seule et brève réponse :

– D'accord.

En quelques jours, un peu partout en France, un petit nombre d'hommes sûrs sont ainsi cooptés par leurs camarades du service. À Clermont-Ferrand, c'est un agent d'assurances. À Dijon, un viticulteur. À Paris, un cascadeur professionnel. À Orléans, Bayonne, Perpignan, des voyageurs de commerce. Tous répondent par l'affirmative.

Au niveau de ceux qui seront des exécutants, les choses sont simples. Soldats, agissant en soldats, ils acceptent sans hésitation les risques de leur engagement, tant au plan de leur sécurité – ou de leur confort – personnels, qu'à celui de leur conscience. À des degrés divers et suivant leur personnalité, ils accordent une place prépondérante à leur sens du devoir, à leur patriotisme, ou à leur goût de l'aventure. Mais ils se rejoignent au plan du désintéressement^[12] et de la conscience professionnelle.

La bagarre se place plutôt au niveau de la décision, à l'échelon le plus

élevé. Les romans d'espionnage ont habitué le lecteur au « patron » unique, le « Vieux » investi de tous les pouvoirs, totalement indépendant de la politique ou de la raison d'État, jouissant d'une intelligence entièrement au service de l'efficacité, intransigeant et chatouilleux, prêt à mourir ou à démissionner pour l'idée qu'il se fait du devoir.

C'est bien commode pour les romanciers. Cela leur évite d'entrer plus avant dans le labyrinthe des services où, à l'inverse, les rouages sont d'une complexité extrême, les courants de pensée, d'idéologie, les motivations, voire les partis pris, sont nombreux, violents et contradictoires.

Pour une grande part, les problèmes naissent de la cohabitation pas toujours harmonieuse des civils et des militaires. Les premiers font carrière et jouissent d'un statut particulier de fonctionnaires qui en fait des rouages inamovibles, avec un tempérament sédentaire, ennemi des surprises. Ils sont, de plus, sensibles à la conjoncture politique alors que les seconds, indifférents, sinon dédaigneux d'un avancement d'ailleurs compromis par l'appartenance au Service, ne cessent pourtant jamais de se considérer comme des soldats, solidaires de leurs camarades qui combattent sur le terrain.

Pour tout dire, les premiers répercutent la lenteur et les hésitations du pouvoir civil, les seconds à l'inverse, exigent une définition claire des buts de guerre et demandent les moyens adaptés. C'est la quadrature du cercle.

Déjà, renonçant à lutter plus longtemps et en vain pour se doter d'un service « Action » efficace, Morlanne, malade, a demandé sa mise à la retraite au mois de mai 1956. Son départ a créé un vide supplémentaire et l'on constate bientôt à quel point son pessimisme était justifié : le service Action s'avère hors d'état de remplir les missions prescrites au moment de l'expédition de Suez, le 5 novembre 1956. Faute d'agents qualifiés, la destruction de l'émetteur *la Voix des Arabes* ne put être accomplie, pas plus que la récupération des dossiers du F.L.N. au siège de sa délégation, 32, rue Abdelkhaouek, Sallat.

Cette carence, puis, à la fin de l'année, le « scandale de Berne^[13] » provoqueront le départ du directeur des services, Pierre Boursicot. Il est remplacé, en avril 1957, par le général Paul Grossin.

La nomination d'un militaire surprend. En effet, depuis la création du S.D.E.C.E. en 1946, ce poste n'a été attribué qu'à des civils. Les socialistes ne se sont jamais débarrassés de la crainte que, depuis le général de Gaulle, ils éprouvent à l'égard de l'uniforme. De par leurs structures et leurs moyens, les services spéciaux du monde entier représentent un danger possible pour les régimes fragiles, et, pour les régimes forts, une puissance incontrôlable : l'exemple le plus évident étant, dans ce domaine, l'ahurissante indépendance de la C.I.A.

Guy Mollet n'a pourtant pas choisi le général Grossin par hasard. Au contraire. Cet ancien chef de la maison militaire du président de la République Vincent Auriol jouit de l'estime et de l'Armée et du monde politique. Il arrive au S.D.E.C.E. avec des idées saines, une volonté d'acier et, en tête, un organigramme nouveau et opérationnel. Par ailleurs, très lié aux milieux de gauche, Paul Grossin passe pour un homme loyal et sûr.

Jusque-là, le S.D.E.C.E. n'avait pu se dépêtrer de ses contradictions. Avec Grossin, il va, enfin, trouver sa définition, recevoir ses missions.

20 décembre 1957

Le Bréguet deux ponts amorce la grande boucle qui doit l'amener face à la piste de Tunis-El Aouïna. À l'étage inférieur, tassés dans le « ghetto » réservé aux classes économiques, une soixantaine d'Arabes somnolent, hébétés par l'altitude et le vrombissement assourdissant des moteurs. La plupart d'entre eux sont des travailleurs regagnant leur pays natal, soit pour des vacances, soit pour cause d'expulsion. La police française n'est pas tendre pour ceux qui favorisent la mainmise du F.L.N. sur le prolétariat maghrébin des grandes villes.

Tout au fond, le dos calé contre le dossier rustique de son siège, Ali Madani feint le sommeil profond. Cela lui permet, depuis l'escale de Marseille, d'échapper à la curiosité de son voisin, un nommé Terbouche, qui se dit organisateur de la Fédération de France du F.L.N. Tout de suite, il a tenté d'intéresser son voisin au récit de ses exécutions, à la manière dont il s'y prend pour obtenir les adhésions, mais, déçu du silence obstiné de Madani, Terbouche a grogé :

— Toi, tu n'es qu'un mouton, juste bon à être égorgé. Un jour, je m'occuperai de toi...

Ali Madani n'a pas répondu. Que ce fanfaron croie ce qu'il veut, mais qu'il se taise. Et il l'a ignoré avec ostentation, son principal souci est de passer inaperçu.

Il ignore presque tout de ce qui l'attend en Tunisie, sinon que sa place est prévue dans le dispositif.

— On te donnera les ordres de détail sur place, a dit le capitaine Pallay au moment du départ. En jargon de la Boîte, Ali Madani est un agent « torpédo », c'est-à-dire un solitaire expédié pour tenir un rôle précis et s'en retourner, sitôt sa mission terminée. Sur place, une équipe s'est chargée de monter l'opération dans le détail.

Un coup de boutoir. L'avion vient de toucher terre. Il rebondit une fois, puis gagne le parc et s'immobilise définitivement. Les moteurs s'apaisent, se taisent enfin.

Dans la carlingue, le bruit est relayé par le brouhaha des bagages retirés

de dessous les sièges. Misérables valises de carton consolidées avec de la ficelle, boîtes minables ou couffins rebondis dans lesquels les passagers ont entassé leurs trésors. De ce point de vue, Ali Madani ne diffère pas de ses voisins. À Paris, Tourenne, le responsable du transport, a bien fait les choses. Il n'a rien oublié, pas même le tapis de prière passablement usé : Madani est un bon musulman.

Il est sorti de l'aérogare. À l'extérieur, son « contact » est là, sur le parking, au volant d'une Ariane vert tendre. Un grand escogriffe basané, arborant une magnifique barbe de Berbère. Madani sourit. Il l'a reconnu, mais il s'oblige à prononcer les phrases de reconnaissance. Un peu plus tard seulement, alors qu'ils roulent vers la ville, il observe :

— J'ignorais que « Boulaya », c'était vous, mon capitaine.

Le capitaine Boulou (dit Boulaya, le « Barbu ») laisse filtrer un rire joyeux :

— Surprise partagée, mon vieux Bardin. Je ne savais pas que tu avais repris du service. Surtout pas avec un pareil faux blase !

Bardin secoue la tête. Il a noté l'habitude qu'a prise son interlocuteur de jargonner en langue verte. Il lit beaucoup de romans policiers.

— Ça s'est passé très simplement, dit-il. Notre ami Pallay m'a dit qu'on n'attendait plus que moi pour « me » gagner la guerre à moi tout seul... Au fait, qu'est-ce que je viens faire dans le cirque ?

— En gros, voici la situation. Il semble qu'en arrêtant Ben Bella, nous ayons commis une sacrée gaffe : nous avons laissé les mains libres aux « durs » de l'intérieur, les colonels commandant les Wilayas d'Algérie. Du temps de Ben Bella, il y avait des tiraillements entre les Égyptiens dont il était l'homme-lige et les autres, partisans de l'indépendance à l'égard des « pays frères ». Sans Ben Bella, ils n'ont plus à craindre les peaux de banane des copains.

— Si ça se trouve, il faudrait le relâcher ?

— Oui : en prison, on peut tout lui faire dire et Krim Belkacem, Abane Ramdane et les autres ne s'en privent pas. Ils se sont réunis l'été dernier, au mois d'août dans une vallée de Kabylie, la Soummam et ont rédigé la « charte de l'Algérie indépendante ». À la fois militaire et politique.

— On a raté un joli coup de filet...

— C'est vrai, mais, pour une fois, les Algériens s'étaient méfiés. Alors que d'habitude, nous sommes au courant de leurs problèmes et de leurs intentions simplement en décryptant leurs messages radio, pour la réunion de la Soummam, ils ont su imposer à leurs réseaux de transmissions le silence le plus total. Cependant, par mesure de précautions, ils préfèrent désormais se réunir à l'extérieur et notamment ici, à Tunis. Ils ont installé un délégué qui n'est pas un tendre, Omar Ouamrane.

— Connais pas.

— C'est un grand costaud avec une tête de tueur. Il était dans le maquis depuis 1953 et, ça te donnera une idée du personnage si je te dis qu'on l'a surnommé l'« égorgueur de l'Algérois ». Quand il est arrivé à Tunis, il a remis de l'ordre et expulsé un ami de Ben Bella qui faisait le zouave auprès de Bourguiba: Ali Mahsas, représentant les services égyptiens. Depuis, les fellouzes de Tunisie se tiennent tranquilles.

— Et la mission?

— J'y arrive: Ouamrane a organisé la prochaine réunion des grosses têtes du F.L.N. regroupés sous le sigle de C.C.E., ce qui signifie Comité de coordination et d'exécution, la plus haute instance de la rébellion. Depuis deux jours, ils sont tous là, enfin les plus importants: Abane Ramdane, Boussouf, Ben Tobbal et Krim Belkacem, plus Ouamrane, bien entendu. Ils se retrouvent dans les locaux que Bourguiba leur a donnés, un immeuble de la rue Es Sadikia, au numéro 22. Pour la petite histoire, cette maison appartenait au chef d'une organisation secrète de pieds-noirs hostiles à l'indépendance de la Tunisie: la Main rouge.

— J'avais entendu parler de la Main rouge. Des gars qui maniaient le revolver, la mitraillette et la bombe.

Le capitaine Boulin sourit, acquiesce et poursuit, allègrement:

— Eh bien, désormais, la Main rouge c'est nous. Je veux dire qu'on va faire sauter la villa du F.L.N., quand ces messieurs seront tous là.

— Comment ça?

— Tu vas le savoir dans cinq minutes, nous sommes arrivés.

Le garage est situé dans le fond du jardin d'une villa, construite au cœur du quartier résidentiel, non loin de l'avenue de Paris où se trouve l'ambassade de France. La voiture du capitaine « Boulaya » a stoppé devant le perron et, l'un suivant l'autre, les deux hommes sont allés rejoindre le reste de l'équipe qui s'affaire autour d'une traction-avant noire, capot levé.

Un homme s'avance à la rencontre de Madani-Bardin, lui souhaite la bienvenue. Clin d'œil:

— Décidément, je suis en pays de connaissance...

Le capitaine Henry est en effet l'ancien instructeur des transmissions du service Action. Il ne présente pas les autres membres de l'équipe, un jeune Européen vêtu d'une combinaison de mécanicien et un Tunisien en civil, veston fatigué et seroual grisâtre.

— Nous serons prêts dans un moment, dit le capitaine Henry. Juste une dernière vérification.

Il se tourne vers le mécanicien:

— Pas de problèmes ?

— Non. Le système de mise à feu a été testé à Paris par Lesurques. Il faudra seulement que le guetteur se méfie : il doit être en vue directe...

Bardin hausse un sourcil, il ne comprend pas. Henry explique :

— L'opération consiste à garer la traction au plus près de la villa. Quand les gros bonnets du F.L.N. se pointeront demain matin, la voiture explosera. La mise à feu consiste en un récepteur miniaturisé qui fonctionne par impulsions radio-électriques. Une télécommande manipulée par le guetteur, c'est-à-dire toi...

En même temps il tend à Bardin un petit cube de bakélite noire muni d'un poussoir et d'un levier de sécurité :

— Ton rôle consiste à appuyer sur ce bouton. Mais le mécano t'a prévenu : tâche de ne mettre aucun obstacle entre la traction et toi, les basses fréquences ne passeraient pas bien...

Boulin jette un coup d'œil sur sa montre.

— Il est minuit. Nous partirons vers quatre heures du matin. Toi, « Madani », tu iras te mettre en, place directement, la traction sera garée au lever du jour, vers six heures.

Bardin hoche la tête.

Il a quitté le garage et, par les rues de Tunis, désertes en cette fin de nuit, il se dirige vers l'endroit où il doit se planquer en attendant le moment d'agir.

Il a à peine parcouru un petit kilomètre qu'une explosion fantastique emplit l'air, provenant sans aucun doute du quartier qu'il a quitté. Il n'hésite pas et, moitié courant, moitié marchant, il se dirige vers le garage qu'il a quitté voici un quart d'heure à peine. Il y arrive, mais avant de voir, il a compris. La rue semble avoir été dévastée par un cyclone. Façades écaillées, débris et gravats répandus sur la chaussée, carreaux brisés. La grille de la villa a été pulvérisée.

De la traction, seul l'arrière est identifiable. Le moteur a disparu et les tôles du capot et de la carrosserie ont été ouvertes comme par un gigantesque ouvre-boîtes. Autour de la voiture, il n'y a même pas de traces des hommes qui se tenaient aux places avant. Ils ont été soufflés par la déflagration. Seul, le capitaine Boulin, qui se tenait sur la banquette arrière, a été épargné. Choqué, hébété par l'explosion, il est assis à l'écart, sous la protection du « mécanicien », yeux ronds, ne comprenant rien à ce qui s'est passé.

De fait, cette explosion prématurée est inexplicable.

— La traction est sortie du garage, raconte le mécano d'une voix hachée.

Je refermais la porte tout en la regardant virer au bout de l'allée pour s'engager dans la rue. Et puis, c'est tout. Je n'ai vu qu'une énorme flamme rouge...

Un peu plus tard, toujours à la recherche d'une explication, il se souviendra :

— Une moto a franchi le carrefour au moment où la traction est sortie... Peut-être était-elle à allumage magnétique, peut-être ses bougies étaient-elles mal réglées et produisaient des émissions à basse fréquence ?

Jamais personne ne pourra donner de raison technique valable. Le procédé était sûr, il avait été vérifié, il ne devait fonctionner que sur l'impulsion de l'émetteur. Un hasard rigoureusement imprévisible a joué, et deux hommes sont morts, le capitaine Henry et le « civil » tunisien.

Très vite les secours sont arrivés, mais, ni Bardin – qui joue le rôle de témoin – ni le « mécanicien » ne peuvent révéler l'origine de l'accident. Pas même au général Gambiez, commandant les troupes françaises en Tunisie et qui est arrivé quand il a appris que des Français avaient été victimes de ce que l'on considère comme un attentat. Gambiez n'est pourtant pas loin de soupçonner la vérité. Sous son déguisement d'Arabe, il reconnaît son ancien voltigeur de l'île d'Elbe. Et se montre fort déçu quand l'intéressé refuse de lui parler, refuse même d'admettre qu'il a été, naguère, l'un des plus valeureux commandos du bataillon de choc.

Amer, pas éloigné de taxer Bardin d'ingratitude, Gambiez s'en va, bientôt remplacé par la police tunisienne. Celle-ci est intriguée, et accepte – faute de mieux – la version d'un attentat de la Main rouge.

Le soir même, dans des avions séparés, les trois survivants de l'opération, le capitaine Boulín, le mécanicien et Bardin regagnent la France. Il n'est évidemment plus question, au moins dans l'immédiat, de rééditer pareille tentative.

Pour le service, c'est un échec, un échec tragique. La rançon des actions secrètes est souvent lourde et les agents doivent savoir prendre tous les risques. Mais l'affaire de Tunis prouve au moins une chose : les services français ont maintenant pris leurs responsabilités. À fond. Le général Grossin a décidé de porter la guerre sur le terrain où elle se gagnera ou se perdra : à l'extérieur.

Que ce soit à Tunis, à Rabat ou au Caire, en Suisse ou en Allemagne, partout où les hommes du F.L.N., leurs amis et leurs complices se croient à l'abri, l'avenir va montrer qu'il leur faudra désormais choisir entre deux attitudes, soit vivre à l'écart de la guerre, soit accepter les risques d'un combattant.

La « mystérieuse » explosion de Tunis a été prise très au sérieux par les dirigeants du Front : prudemment, ils organisent une nouvelle réunion, mais au Caire cette fois. Et Ouamrane, en vieux spécialiste de la clandestinité, préfère, quant à lui, déménager de la rue Es Sadikia pour aller installer le siège de la délégation dans une somptueuse villa de l'avenue de Paris, proche de l'ambassade de France. Plus encore, il accepte la protection d'un gorille fourni par l'Égypte, une sorte de brute qui dispose d'un faux passeport tunisien au nom de Yahya Mahmoud. On ne voit désormais plus Ouamrane sans son fidèle protecteur, et, bien souvent, son escorte se double de la présence d'un certain « commandant » Idir Mouloud, en réalité l'ex-lieutenant de spahis, un déserteur algérien du nom de Cherif Mahmoud[14].

Outre ses fonctions de garde du corps, Yahya Mahmoud sert également à Ouamrane de contact entre le F.L.N. et les marchands d'armes allemands. C'est lui qui, au début de l'année 1957, a assuré la liaison entre Mohamedi Saïd et ses anciens employeurs nazis : Mohamedi Saïd est en effet un ancien indicateur de l'Abwehr. Il en garde une certaine nostalgie puisqu'on ne le voit jamais sans une veste de cuir et un casque de la Wehrmacht : il se targue en effet d'une prétendue appartenance à la L.V.F.!

Yahya Mahmoud va donc devenir, dans les mois à venir, la cheville ouvrière d'une gigantesque entreprise de trafic d'armes.

De son bureau, au premier étage de sa nouvelle villa de l'avenue de Paris, Ouamrane téléphonait. Sa voix tonitruante avait des accents de triomphe quand il annonça :

— Nous avons obtenu la caution de la Société tunisienne de banque. Tu avais tort de t'en faire. Abdelaziz Matari, le directeur, est un véritable ami pour nous...

À l'autre bout du fil, le jeune avocat kabyle Ait Ahcène exprima sa satisfaction. Désormais, les affaires allaient prendre une nouvelle tournure. Rallié depuis peu au Front, Amédiane Ait Ahcène avait été envoyé en Allemagne pour y assurer le contact permanent avec les marchands d'armes. Titulaire d'un passeport tunisien, il bénéficiait en outre d'un statut de diplomate et logeait à l'ambassade de Tunisie à Bad Godesberg, à côté de Bonn.

La veille, il avait expédié un assez long télégramme codé à ses chefs pour leur expliquer la situation à laquelle il était confronté. Novice dans ses nouvelles fonctions, il avait pris contact avec un intermédiaire allemand afin de négocier un important achat d'armes auprès de la société nationale tchèque, Omnipol. D'abord, Ait Ahcène avait espéré que la sympathie idéologique en faveur d'un peuple luttant pour la décolonisation aplanirait les problèmes et favoriserait les transactions. Il s'était heurté à des exigences commerciales strictes, dignes du capitaliste le plus sordide.

Dans la pratique, les livraisons d'armes se faisaient de deux façons, une fois accomplies les formalités du *end use certificate* et des dépôts bancaires : soit C.I.F. (*Coast Insurance Freight*) – c'est-à-dire rendues au port d'embarquement ; soit F.O.B. (*Free on board*) – c'est-à-dire livrées directement à bord du bateau.

La fabrique tchèque Omnipol pratiquait la seconde manière. Seulement, en contrepartie, elle n'acceptait que des paiements en espèce, et de préférence en devises fortes, à l'exclusion des monnaies du camp socialiste. Uniquement des dollars, des livres sterling, à la rigueur des francs français. Et, en affaire, les Tchèques ne faisaient pas de sentiments.

Pour réunir la somme en espèces, Ait Ahcène avait fait appel à Ouamrane en lui demandant d'intervenir auprès du directeur de la Société

tunisienne de banque, seule capable de rassembler les fonds. Et Ouamrane avait fait vite, puisque le délai de vingt-quatre heures laissé par le jeune avocat avait été respecté.

Après avoir raccroché, Ait Ahcène resta un instant pensif, se remémorant les démarches qu'il avait effectuées depuis ces derniers jours afin de mettre ses tractations en route. Maintenant il ne lui restait plus qu'un seul coup de téléphone à passer :

— Donnez-moi le 72 924 à Würzburg, demanda-t-il à sa jeune secrétaire tunisienne, Fadelia Sahavoni.

Ce numéro correspondait à une entreprise d'import-export spécialisée, comme la plupart de ses concurrentes, dans la vente par correspondance d'armes « de chasse et de sport » : la Waffen Franconia dont les bureaux étaient installés au premier étage du 3 Randensackenstrasse.

— Monsieur Springer ? J'ai obtenu toutes les cautions désirables. Considérez que le feu vert est donné. Quand comptez-vous être en mesure de nous fournir en « raquettes de tennis » et en « cannes de golf » ?

Sous ce code enfantin, se cachaient des pistolets mitrailleurs et des carabines, principalement les Mauser 98 K, considérées comme les meilleures et les moins chères du marché. Elles avaient fait leurs preuves au cours de la Seconde Guerre mondiale entre les mains de toutes les armées du Reich, et les Tchèques, qui les fabriquaient en série, n'hésitaient pas à y faire graver l'aigle et la svastika, garantie de leur « authenticité ». Mais, de cela, Ait Ahcène se moquait : son ami Springer, qui avait amorcé les premiers contacts avec les Tchèques, avait obtenu la promesse d'avoir, en « cadeau », une trentaine de bazookas neufs de fabrication soviétique.

Comme beaucoup de ses amis qui sympathisaient avec la cause arabe, Ernst Wilhelm Springer était resté un nazi intransigeant, encore acquis aux idées du Führer, notamment sur les théories de la race inférieure et du problème juif. Lorsqu'il avait invité Ait Ahcène à son domicile, à Bad Segesberg, le jeune avocat avait pu admirer la bibliothèque garnie d'ouvrages aussi révélateurs que *Mein Kampf* dans son édition originale de 1934, et dédicacée, ou le *Reibert*, la bible de tout instructeur militaire allemand. Il y avait également le Coran, dans une luxueuse édition égyptienne.

— Pendant la guerre, racontait Springer, j'ai participé à la création des Légions arabes, puis, plus tard, à l'instruction de la division S.S. *Handschar*, constituée de volontaires musulmans. Mon attachement à la cause arabe date

de cette époque, en raison – de notre ennemi commun, le sionisme triomphant.

Plus tard, Ait Ahcène avait noté non sans plaisir que Springer détestait les Français presque autant que les Juifs. Finalement, le marchand d'armes avait accepté de servir d'intermédiaire entre les Algériens et la société tchèque Omnipol. Mais cette tractation était trop importante pour un homme seul, compte tenu des frais préliminaires à engager et Ernst Wilhelm Springer avait choisi de s'associer, dans cette affaire, avec l'un de ses amis, avocat à Hambourg, le docteur Fritz Peter Krüger.

S'il n'avait pas directement participé à la guerre d'une façon active, Krüger était idéologiquement tout aussi « pur » que son camarade. Sa haine des Juifs était restée tout aussi vivace et il n'était pas peu fier du livre qu'il avait publié en 1942, *les Juifs en Angleterre*, avant d'être, au Proche-Orient, un agent actif du S.D., les services secrets de Heydrich.

Le montant de la commande passée par les Algériens se montait à un million de marks, ce qui laisserait aux deux associés un bénéfice de près de cent cinquante pour cent.

Sitôt reçu le feu vert d'Aït Ahcène, Krüger prit le chemin de Brno, en Tchécoslovaquie où Omnipol avait ses bureaux.

Gérard Larzac releva la tête et reposa le dossier rouge du trafic d'armes qu'il venait de lire à haute voix :

– Voilà où nous en sommes. Nous avons maintenant la preuve des contacts entre Springer et les Algériens. Mais je ne peux contrôler Krüger en Tchécoslovaquie, il me faudrait un personnel dont je ne dispose pas.

Autour de la table ovale où se déroulaient les réunions quotidiennes d'information, les différents chefs de service restaient muets. Certes, la guerre d'Algérie accaparait la quasi-totalité de leurs activités, mais il y avait le reste du monde, et, à cet égard, l'affaire algérienne n'était qu'une péripétie entrant dans le cadre plus général d'une agression globale.

Ce fut finalement le colonel Bercheny qui vint au secours de Larzac. Bercheny venait de prendre le poste d'adjoint à la direction de la Recherche, nouvel organe de coordination créé par le général Grossin en vue d'une meilleure efficacité technique.

– Je ne peux pas me substituer aux agents Action, dit-il en lissant d'un index précis une moustache taillée au rasoir. Pas plus que je ne tiens à griller mon système d'informateurs et d'honorables correspondants, patiemment mis en place dans d'autres buts, simplement pour dissuader Krüger ou Springer de se livrer à leur mirifique commerce. Toutefois je peux « loger » votre avocat s'il vient à passer par Bratislava.

Dans la bouche de ce spécialiste du contre-espionnage, le terme « loger »

signifiait seulement qu'il pouvait prendre à son compte la surveillance du D^r Krüger. Il n'exclut pas non plus d'étudier la possibilité d'entrer en contact avec lui, dans la mesure où une rencontre ne présenterait aucun risque pour la sécurité de l'intermédiaire.

— Si vous avez un message à lui transmettre, ajouta-t-il encore avec un sourire complice.

Bercheny préférait aux actions violentes les processus compliqués où l'on rivalise de malice et de pièges sophistiqués. Il passait son temps à tendre à ses adversaires des traquenards très subtils, très embrouillés, tissant avec une patience d'araignée le filet dans lequel il voulait les faire tomber. Sous ses allures de gentleman britannique, distingué et flegmatique, il cachait une subtilité de mandarin jointe à un machiavélisme de joueur d'échecs. Ennemi déclaré de la méthode violente, plus par esthétisme que par dégoût du sang, il considérait sa mission comme une activité secrète au sens littéral du terme.

Rarement Bercheny faisait appel aux services des agents Action. Il n'était pas loin de les considérer comme des trublions, voire des sauvages qui punctuaient de coups de cymbales les délicates mesures d'un quatuor à cordes.

Il trouva cependant le moyen de faire contacter Krüger en Tchécoslovaquie, et le message transmis mettait le trafiquant en demeure soit de cesser tout commerce avec les membres du Front algérien, soit de fournir aux Français tous les renseignements utiles. Faute de quoi, sa robuste santé risquait fort d'être précocement compromise.

Krüger entendit les arguments. Puis il regagna l'Allemagne.

Deux jours plus tard, l'avocat franchissait le seuil du bureau de Springer, au premier étage du 3 Randensackenstrasse.

— Les Tchèques, expliqua Krüger, ont été parfaits. Ils m'ont montré la commande. Deux mille carabines modèle 98 K Mauser, mille pistolets mitrailleurs M.G.42, en excellent état, timbrés, comme il se doit, de la svastika qui en garantit l'authenticité. Plus une dizaine de mitrailleuses M.G.42, deux canons antichars et les fameux bazookas soviétiques, livrés en prime.

— Le conditionnement ?

— Il est parfait. J'ai personnellement vérifié les emballages et je puis vous assurer que les Tchèques ont prévu les aléas d'un long voyage par mer.

Springer approuva. Le soir, il rencontra Ait Ahcène et lui fit part de la bonne nouvelle. L'avocat kabyle sourit et remercia.

— Je préviens Tunis immédiatement, promit-il : le déblocage des fonds bancaires sera fait dès demain matin. Ainsi nos matériels pourront-ils être acheminés dans les délais les plus rapides.

Springer ajouta que les caisses allaient incessamment être embarquées en Yougoslavie :

— J'ai affrété un cargo qui acheminera la cargaison jusqu'au port syrien de Lattaquieh. Nous sommes le 7 septembre, comptez environ dix à douze jours pour la réception du chargement. Tout se passera bien, j'ai confiance. Je n'aurais du reste pas fait l'avance des frais de transport ni du montant des primes d'assurance si je n'étais pas certain de notre réussite.

Le 11 septembre, depuis Brno, le docteur Krüger avisait Springer que les caisses d'armes avaient été chargées sur un train à destination de Vienne en Autriche. Là, elles seraient transbordées sur des camions pour rallier le port yougoslave de Peroj, sur la côte dalmate, près de Rijeka.

Le même soir, deux agents Action quittaient Paris par avion. Une heure trente plus tard, ils se posaient à Vienne. Nantis de passeports italiens, ils recevaient, sitôt leur arrivée, une carte de travail et prenaient dès le lendemain matin leurs fonctions de manœuvres à la gare de marchandises.

Le 10 septembre, Springer avait rejoint le docteur Krüger à Peroj. Une surprise désagréable l'attendait : les caisses n'étaient pas encore arrivées.

— Difficultés douanières à la sortie d'Autriche, affirma, par télégramme, l'homme chargé de convoier les caisses.

Le 12 septembre, en effet, les camions pénétraient en Yougoslavie et parvenaient à destination le soir même. Une équipe de dockers payés à prix d'or par Springer les attendait et entama aussitôt le transbordement jusque dans les cales du cargo. Une heure plus tard, un fort détachement de la gendarmerie déboulait sur le port :

— Ordre supérieur. Ces marchandises sont provisoirement interdites d'exportation.

C'était vrai. Discrètement informé du transit clandestin d'armes sur son territoire, le maréchal Tito était entré dans une grande colère et décidait aussitôt de faire preuve d'autorité. La mesure qui visait ces armes n'était pas dirigée contre les Algériens, attelés comme lui à la cause du tiers monde. Elle était uniquement dirigée contre ces deux trafiquants allemands qui se comportaient en Yougoslavie comme en pays conquis et avaient agi en clandestins sur son territoire.

Il le fit clairement voir. Springer, qui avait eu le tort de protester d'une façon trop bruyante contre les procédés brutaux de la maréchaussée yougoslave, fut immédiatement appréhendé, traîné jusqu'au poste de police où il s'entendit signifier son assignation à résidence. Menaces, injures, argumentations, rien n'y fit. La gendarmerie resta inébranlable.

Deux jours plus tard, le 14 septembre, le capitaine du cargo alla le trouver :

— Ma compagnie de navigation m’a enjoint de quitter au plus tôt le port de Peroj : les armateurs ne peuvent se permettre d’immobiliser plus longtemps mon navire...

C’était le coup dur. Mais Springer n’avait pas les moyens de l’empêcher. D’autant moins que, le même soir, le docteur Krüger s’en allait de son côté :

— Mon cher, dit-il, je rentre à Hambourg. Je ne puis laisser plus longtemps mon cabinet sans soins. Du reste, je serai plus efficace sur place pour nous tirer de ce mauvais pas. Ayez confiance et soyez patient.

Springer jura, mais il n’était pas en mesure de faire revenir son associé sur sa décision. Il avait les bras liés, n’étant même plus en possession de son passeport.

Krüger tint parole et s’activa. Trois semaines plus tard, le 28 septembre, Springer était libre. Les gendarmes lui restituèrent son passeport ainsi que la libre disposition de sa cargaison. Un seul point noir, il n’avait plus de bateau.

Depuis Hambourg, Krüger résolut le problème. Dix jours se passèrent et, enfin, un nouveau bateau fit son entrée dans le port de Peroj, embarqua les caisses et mit le cap sur Lattaquieh, avec, à son bord, Ernst Wilhelm Springer.

Le voyage se déroula sans incidents. Par câble, scrupuleusement, l’Allemand tenait régulièrement informé son associé Krüger de la progression de leur affaire. Quatre jours plus tard, le 11 octobre 1957, le cargo arrivait en vue des côtes syriennes et du port de Lattaquieh.

Au bord du quai, raide et compassé, attendait un major égyptien, mandaté par les Algériens pour réceptionner la cargaison. Springer descendit et alla à sa rencontre, mais l’officier restait froid :

— Avant le déchargement, exigea-t-il, je veux voir les armes pour vérification.

Springer trouva cette demande normale et pilota lui-même l’Égyptien jusqu’au fond de la cale.

— Ouvrez-les, ordonna l’Égyptien.

Springer s’exécuta. Et resta sans voix. La première caisse sur laquelle il était tombé contenait effectivement des carabines Mauser 98 K. Les armes étaient bien huilées, bien graissées, possédant même des bretelles de cuir flambant neuves. Mais c’était tout ce qu’on pouvait en dire. La plupart des culasses manquaient, et, quand il y en avait, c’étaient les percuteurs qui étaient cassés, ou les hausses qui avaient été enlevées.

— Je ne comprends pas, balbutia l’Allemand.

Un examen plus sérieux s’imposait, qui ne fit que révéler un désastre

total. Toutes les armes, les bazookas exceptés, avaient été sabotées. Les M.P.40 avaient été délestés de leurs crosses en bois, les M.G.42, tordues, avaient, en plus, été corrodées par de l'acide de batterie. La cargaison pour laquelle Springer s'était donné tant de mal n'était plus qu'un tas de ferraille sans valeur.

— Je refuse de prendre livraison d'une pareille cochonnerie, décida l'Égyptien.

— Et mes frais ?

L'Égyptien tourna les talons sans répondre.

À Paris, la mésaventure du malheureux Springer fut accueillie avec des sourires entendus. Les hommes envoyés par le commandant Larzac à Vienne avaient fait du bon travail. Et Krüger ne pouvait pas regretter de s'être montré coopératif : il partageait, avec les Tchèques qui lui avaient ristourné sa commission de 20 p. 100, les bénéfices de cette opération.

Pour sa part, le colonel Bercheny se servit de cet incident pour prévenir discrètement les Américains que, par l'intermédiaire des Tchèques, les Russes livraient des armes à la Syrie...

Les Américains prirent l'information au sérieux et, pendant huit jours, la 6^e Flotte U.S. en Méditerranée resta en alerte, redoutant une attaque syrienne contre Israël.

Ruminant de sombres pensées, Springer rentra à Würzburg. Son crédit, ruiné aux yeux des Algériens, l'incitait à tout faire pour le reconquérir. Il se jura de s'y employer sérieusement.

La mine n'avait pas fait beaucoup de bruit, juste une sourde explosion, étouffée par le bruit d'un corps qui tombait. Maintenant, le blessé gémissait, à trente mètres à peine, le long du petit chemin qui longeait la vigne inculte.

Allongé au pied d'un cep, le sergent-chef Tiger écarta une feuille de vigne qui lui chatouillait désagréablement la joue et se retourna. Près de lui, un peu en retrait, le caporal Bense hochait la tête, pouce levé. La lueur de la lune accentuait son grand sourire blanc sur le fond sombre du visage barbouillé de charbon de liège. Tiger savait ce que signifiait ce sourire :

—: Faut être cossards comme des fellouzes pour se pointer tout le temps sur le même itinéraire...

C'était aussi l'avis du sergent-chef Tiger. Mais si, comme le faisaient les commandos, les fellaghas empruntaient le passage direct à travers les vignes, ce ne serait pas la peine de piéger les sentiers, sans parler des risques de rencontres. Et, avec la dizaine d'hommes qui l'escortaient, Tiger n'avait pas envie de se heurter aux rebelles qui alignaient toujours au moins l'effectif d'une *ferka*[15]. Trois fois plus d'hommes. D'ailleurs, son travail n'était pas d'accrocher l'ennemi, mais de semer l'insécurité sur ses arrières.

Depuis l'Indochine, la mission restait la même. Ancien du G.C.M.A., Tiger avait pratiqué le jeu de la contre-guérilla chez les Hrés du capitaine Thébault[16], et en connaissait les règles par cœur. Souvent, il regrettait les Viets, estimant ses missions presque trop faciles aujourd'hui: le fellagha n'était pas un adversaire à sa taille. Seule compensation, on lui permettait de franchir la frontière marocaine pour y rencontrer des bandes «intéressantes» ou des camps dans lesquels les *djounouds* se croyaient tellement en sécurité qu'ils négligeaient de prendre les précautions les plus élémentaires.

Alors, Tiger et ses dix hommes intervenaient. Harcèlement, bombardement au mortier de 50, repli rapide en posant des mines sur les sentiers. Pour le sergent-chef, c'était presque de la routine et quasiment sans danger. On l'aurait sûrement étonné en lui disant le contraire, et, quand son chef, le capitaine Féral l'encourageait à la prudence, il répliquait :

— Si au moins ce que je leur fais leur permettait d'apprendre à se battre, ça serait moins monotone...

Maintenant, la *ferka* rebelle avait fait demi-tour, emmenant son blessé qui gémissait toujours, le pied sans doute arraché par l'« encrier », une petite mine de plastique, pas plus grosse qu'une boîte de cirage.

De la main, Tiger ordonna la reprise de la progression. Loin, à huit cents mètres en arrière, deux hommes vêtus comme des paysans, longue djellaba marron et tarbouche blanc, suivaient le commando escortant le bourricot bardé de couffins d'osier.

Bense prit la tête, prudent, sa mitraillette allemande coincée dans la saignée du bras. Rien, dans son uniforme, ne faisait soupçonner son appartenance à l'armée française : treillis américain et passe-montagne de laine kaki, la tenue de l'ennemi.

Rien non plus dans les poches. Par souci d'aller jusqu'au bout du personnage, Bense s'était même laissé pousser une petite moustache-balai, fort en honneur en face. Il souriait toujours, et, au passage, Tiger ne put s'empêcher de lui souffler :

— Personne ne t'avait demandé de piéger ce sentier à l'aller : on a perdu au moins un quart d'heure avec tes conneries...

Le commando marchait maintenant depuis trois heures. Ils avaient progressé à la boussole, à travers champs, évitant les routes, les chemins et les mechtas disséminées au flanc des collines. Un oued à sec, la dure remontée d'un escarpement rocheux, et, en face, à moins d'un kilomètre, le mince trait noir d'une maigre forêt de chênes verts.

Ils apercevaient, guère loin, posées sur la crête d'en face, de l'autre côté du bois, les lumières clignotantes de la grande ville marocaine d'Oujda. Sur leur gauche, plantée comme un marabout sur une éminence boisée, la dentelle piquée de lumignons du pylône de la radio. L'objectif du commando.

Offerte en cadeau par la Radiodiffusion française à son homologue marocaine, la station émettrice d'Oujda était en fait, depuis plusieurs semaines, entièrement passée sous le contrôle du F.L.N. Il s'en servait, non seulement pour y faire transiter toutes les communications à longue distance destinées aux maquis de l'intérieur, mais encore diffusait, dès la nuit tombée, un programme ininterrompu de propagande antifrançaise.

À Alger, les autorités avaient décidé que cela ne pouvait plus durer. Pas question évidemment de faire des remontrances au Maroc. Pas question non plus de faire intervenir l'aviation. Restait les commandos, *ultima ratio* du commandement.

En entendant les ordres, Tiger n'avait pas pipé. On lui avait déjà proposé tellement de « coups tordus » qu'un de plus ne l'émouvait guère. Seul Bense avait émis un commentaire gouailleur :

— La technique baisse, les gars! Avant, on bricolait des postes radios, voilà maintenant qu'on trimbale un bourricot piégé...

C'était vrai. La solution qui consistait à amener à pied d'œuvre un baudet dont le bât contenait trente kilos de plastic avait été retenue pour des raisons de sécurité: d'abord parce qu'une telle charge eût été lourde à transporter, à dos d'homme, sur une distance de vingt kilomètres, en territoire étranger. Ensuite parce qu'il ne fallait pas faire preuve de technicité spéciale: il suffisait d'attacher la bête à proximité du pylône. Une bête qui passerait inaperçue dans une région où le bourricot constitue l'essentiel des moyens de transport.

Bense avait pris position en bordure du bois de chênes verts, avec un petit groupe, l'œil et l'arme braqués sur les bâtiments qui abritaient le poste de garde. Tout était silencieux et sombre: le groupe électrogène cessait son activité passé minuit. Tiger regarda sa montre. Il était une heure et quart.

Il cligna de l'œil en direction du bourricot qu'il tenait par le licou et, affectueusement, embrouilla la touffe de poils rêches, sur le sommet du crâne. Rassuré, le baudet remua les oreilles. Tiger éclata de rire. Il aimait bien sa bête.

Un sifflement léger lui parvint. Moulay, le caporal harki, un Marocain tout noir, signalait que sa tâche était accomplie, le cisaillement du grillage de fil de fer. La voie était libre.

Les deux « civils » pénétrèrent dans l'enceinte de la station. Moins de deux minutes plus tard, ils étaient de retour:

— C'est O.K., chef...

Tiger approuva, et ordonna le repli. Au passage, il récupéra l'équipe de Bense qu'il laissa en arrière-garde:

— Cette fois, dit-il au caporal, c'est le moment de piéger les sentiers, des fois qu'on nous donne la chasse.

Puis il prit la tête et accéléra la cadence. Ils avaient encore trois bonnes heures de marche avant de traverser, dans le bon sens, le pointillé de la frontière.

De temps à autre, Tiger regardait sa montre. Une heure trente. Trente-cinq. Quarante. La charge devait exploser vers une heure cinquante.

— Chef! Ne vous retournez pas...

Bense était là, derrière Tiger. Il murmurait, mais sa voix était haletante, coupée comme s'il avait couru. Sans un regard, le sergent-chef lui jeta, par-dessus son épaule:

— T'es fatigué? Tu préfères te balader en plein jour dans les fils du

barrage ?

— C'est pas ça, chef! Le bourricot...

— Eh bien, quoi ?

—... Le bourricot ! Il est là !

Cette fois, Tiger fit face à son caporal. Effectivement, le bourricot était là. Mal attaché sans doute, il s'était libéré et, en trotinant, s'était dépêché de rejoindre ses camarades du commando. Intérieurement, le sergent-chef regretta le geste amical qu'il avait eu tout à l'heure, tout en se disant qu'après tout, c'était peut-être mieux ainsi: il n'aurait pas de remords d'avoir sacrifié le baudet qui, maintenant, lui bourrait les côtes de petits coups de museau.

— La charge, vite !

Bense s'était précipité et, rapidement, arrachait les crayons retard. Il était temps: ils crépitèrent dans l'herbe, moins de trente secondes plus tard.

— Voilà pourquoi on a raté la mission, mon capitaine, expliqua Tiger quelques heures plus tard à son chef, Féral. Nous n'avions plus le temps de retourner sur nos pas avant le jour.

Féral approuva et, simplement :

— Bon, il faudra juste remettre ça la nuit prochaine.

Mais il remarqua l'enthousiasme relatif des hommes du commando :

— Vous comprenez, expliqua Bense, le bourricot, au fond, on le trouve sympa. Ça nous embêterait qu'on lui fasse jouer les kamikaze. On préférerait autre chose, je sais pas, moi. Tenez, une bicyclette...

Le pylône de Radio-Oujda sauta quelques jours plus tard. Le Maroc protesta, le Quai-d'Orsay s'émut et la Radiodiffusion française se fit un plaisir d'offrir aussitôt aux Marocains une station radio de même qualité.

Mais une satisfaction d'un autre ordre attendait les hommes du commando Tiger: les écoutes radio de l'A.L.N. du Maroc firent état, quelques jours plus tard, de la réponse donnée par l'état-major adverse à une demande de citation à titre posthume pour un djounoud chargé de la garde de la station d'Oujda :

« Donnez de toute urgence raisons pour lesquelles considérez le djoundi Mohammed X comme tué au combat? Compte rendu mentionne que l'intéressé a été tué par une pédale de bicyclette... »

Comme le capitaine Féral, le sergent-chef Tiger et ses hommes appartenaient à ce qu'à Alger on appelait les « antennes ». Dès la fin de

l'année 1956, en effet, le service Action avait entrepris de mener, sur les arrières ennemis, des actions de harcèlement et de sabotage comparables à ce qui s'était passé en Indochine. À la différence près qu'il ne pouvait être question de créer ni d'entretenir des maquis analogues à ceux de Cho Quan Lo ou même des hauts plateaux du Sud-Annam[17]. Les expériences entreprises dans ce sens par les 2^{es} Bureaux du commandement militaire en Algérie devaient se montrer, sinon désastreuses, au moins fort risquées.

En revanche, il était tentant et payant d'effectuer, hors des frontières de l'Algérie, des actions clandestines dont personne, jamais, ne pourrait – ni ne devrait – prouver l'origine.

À cet effet, à Alger, avait été créé un service particulier qui, sous le sigle anodin de Centre de coordination interarmées – C.C.I. – avait en réalité pour mission d'étudier, de préparer et de mettre en œuvre nombre d'opérations secrètes qui visaient tout à la fois l'A.L.N. stationnée au Maroc ou en Tunisie, ses camps d'instruction et, éventuellement, ses approvisionnements en armes.

À proximité des frontières, à Bône face à l'est, à Oran face à l'ouest, avaient été mises en place des antennes qui coordonnaient l'action des commandos du type de celui de Tiger et qui faisaient la synthèse des renseignements de toute sorte en provenance de l'étranger.

À la tête de chacun des commandos, unités de circonstances formées en fonction des missions qui leur étaient attribuées, il y avait des sous-officiers provenant du 11^e Choc ou du G.L.I. La troupe étant, la plupart du temps, constituée de harkis, c'est-à-dire, aussi souvent que possible, de volontaires originaires de Tunisie ou du Maroc qui avaient des raisons personnelles de vouloir en découdre avec les fellaghas.

C'était un berger dont le troupeau avait été décimé par des djounouds affamés, un civil battu par des Algériens en goguette, un mari trompé, voire un commerçant spolié. Ils étaient assez nombreux à passer la frontière, ces étrangers, lassés de la présence d'une armée algérienne pas éloignée de se conduire comme une troupe d'occupation en pays conquis.

Sitôt entrés en Algérie, ces civils étaient interrogés, testés, mis à l'épreuve. Chaque fois que cela était possible, les chefs d'antenne faisaient vérifier leurs affirmations. Ensuite, ces volontaires étaient entraînés, un mois durant, dans un centre secret, dont les cadres changeaient d'implantation et de nom à chacun des stages. Dans ce centre d'instruction itinérant étaient ainsi formés des agents solides, accrocheurs, souvent volontaires pour des missions solitaires. Il leur arrivait rarement de désertir, pratiquement jamais de trahir. Tout au plus, parfois, décidaient-ils de se démobiliser sur place, préférant rester au pays à l'issue d'une mission plutôt que d'endurer des dangers supplémentaires pour retourner en Algérie.

Fait extraordinaire, jamais les Algériens ne tentèrent d'infiltrer l'un des leurs au sein du Centre de formation de harkis. Jamais non plus ils ne découvrirent son implantation. Et, s'il leur arriva parfois de capturer un de ces « harkis-action », ils ne se doutèrent presque jamais de sa véritable appartenance.

Pour la dixième fois peut-être depuis le début de la nuit, le caporal Bense retira ses moufles et souffla dans ses mains. C'était sa manière à lui de faire sentir à son chef sa désapprobation de l'opération en cours. En fait, il y avait maintenant presque trente heures que les dix hommes du commando restaient là, planqués dans les ruines d'une antique ferme européenne, à guetter Dieu seul savait quoi. Impassible, Tiger subissait sans avoir l'air de les remarquer les assauts de mauvaise humeur de son adjoint, mais ne daignait pas pour autant le mettre dans le secret.

— Mais enfin, chuchota Bense en mastiquant avec une application exagérée le petit cube de pâte de fruit qu'il avait sorti de sa boîte de ration, tu peux me dire ce qu'on fout ? Interdiction de se montrer, de tirer, de faire du feu. On est au régime ou quoi ?

— On regarde et c'est marre.

Regarder quoi ? Le soupir excédé du caporal traduisait son scepticisme. Il ne se passait rien. Le camp de l'A.L.N. qu'ils auraient dû harceler se trouvait loin derrière eux, à dix ou douze kilomètres et le petit bout de route qu'ils avaient sous les yeux, au pied de la ferme abandonnée, ne laissait passer que quelques chiches convois de mulets, escortés mollement par des djounouds désœuvrés, ou bien des maigres troupeaux de moutons. Même pas l'objectif d'une patrouille de rappelés... Bense déglutit, grogna contre les rations de l'Intendance qu'il jugeait infectes, rabattit sur son visage la visière de son passe-montagne de laine, et ne bougea plus. Il boudait.

Tiger abandonna sa faction, à la fenêtre ouverte sur le vide, et vint s'accroupir auprès de son adjoint :

— Maintenant, je peux te le dire : on attend une bagnole.

— Quelle bagnole ?

— Voilà, expliqua Tiger, tous les mois, à peu près à date fixe, une bagnole américaine se pointe chez les fells. Elle vient de Rabat, plus exactement de l'aéroport. Tu vois ce que je veux dire ?

— Non.

— On pense qu'elle transporte de grands chefs venus en inspection, à moins que ce ne soient des armes.

— D'où viennent-elles, ces armes ?

— Justement, si on le savait, il y a longtemps que la Boîte s'en serait occupée. Mais on n'en sait rien, seulement que, tous les mois, il y a cette bagnole. Et nous avons pour mission de l'intercepter, alors on restera quinze jours s'il le faut, mais on fera le boulot. Vu ?

Une journée avait passé, monotone, sous un vent glacial et un ciel de suie. La nuit était tombée très tôt, vers cinq heures et, homme après homme, la surveillance avait repris.

Vers onze heures du soir, Moulay, le caporal harki, secoua Tiger :

— J'vois beaucoup la lumière, chef !

En effet, à l'horizon, deux pinceaux lumineux balayaient le sommet des collines. En zigzaguant sur les lacets du chemin, une voiture venait vers eux :

— Dispositif en place, ordonna Tiger.

Comme à l'exercice, les dix harkis dévalèrent la pente et se tapirent sur les bas-côtés. Avec des gestes précis, Bense fixa au bord du fossé l'extrémité de la herse de gendarmerie et s'installa en face, la ficelle de déclenchement à la main.

À quelques mètres en avant, Tiger et Moulay mitrailleuse en travers de la poitrine, se tenaient debout, dans la posture assurée d'un quelconque factionnaire de contrôle routier.

La voiture arrivait, en cahotant, sur le mauvais chemin. À en juger par l'écartement des phares, c'était une américaine menée sans tendresse par un conducteur pressé. Deux appels impératifs d'avertisseur ne firent pas bouger Tiger d'un pouce. Bras levé, la mitrailleuse maintenant sous le bras, il effectuait les sommations. L'américaine stoppa et, par la portière, le conducteur vociféra quelques injures choisies. Il se tut quand le canon du P.M. vint se ficher sur sa moustache.

— Descends, ordonna Moulay.

Les dix hommes du commando étaient là, Bense en tête, furieux de n'avoir pas eu à se servir de sa herse. En une seconde, les portières ouvertes, les coussins et les banquettes étaient extraites et jetées sur la route :

— Je crois qu'on a touché le gros lot, constata Tiger.

En effet, sous les sièges, à l'emplacement de la banquette arrière et dans le coffre de la Buick étaient entassés fusils et mitrailleuses, caisses de munitions et boîtes en fer-blanc analogues aux coffrets à biscuits.

— Qu'est-ce qu'on fait, chef ? On ne va tout de même pas ramener toute cette quincaillerie à pied ?

— Non. Fais rapidement l'inventaire et remets tout en place : on fera

sauter la baignole.

Intrigué par les boîtes en fer-blanc, Bense en prit une, la trouva lourde et, de la pointe de sa dague commando, fit sauter le couvercle :

— Encore des P.M., chef, mais en pièces détachées.

C'était un expert en armes. Prestement, il reconstitua une mitraillette et montra sa surprise :

— Jamais vu ce modèle. Ça tient du P.M. 42 et de la Sten. Je me demande qui peut bien fabriquer ça...

— Sûrement les gars qui les ont vendues aux fells, dit Tiger. Mais c'est le boulot des gars de Paris de le découvrir. Nous, on rentre et on rend compte.

À Oran, le lendemain soir, la mitraillette fut présentée au capitaine Féral. S'il montra quelque étonnement, ce fut surtout à cause de la nationalité d'origine de ces pistolets mitrailleurs : en effet, ils étaient de marque S.O.L.A., donc d'origine luxembourgeoise.

Il rendit compte. Par retour, Alger lui envoya l'ordre d'expédier la fameuse mitraillette par les voies les plus rapides. Dix heures plus tard, elle était à Paris, sur le bureau du commandant Larzac. L'affaire des « boîtes à gâteaux » venait de commencer.

À la vérité, la filière des « boîtes à gâteaux » fonctionnait depuis près de dix mois lorsqu'elle avait été accidentellement éventée. Ce n'était pas par négligence que les agents de Gérard Larzac, qui surveillaient en Europe le milieu des trafiquants d'armes, l'avaient aussi longtemps laissé prospérer. Cela tenait seulement à la quasi-perfection avec laquelle elle avait été montée.

Tout avait commencé au mois de février 1957. Après le retentissant fiasco de son association avec le Dr Krüger, Ernst Wilhelm Springer avait tout tenté pour reconquérir les bonnes grâces des émissaires du F.L.N., peu regardants sur les prix et, à ce titre, détenteurs d'un pactole non négligeable. Le commerçant allemand était allé trouver Bouchafa, un émissaire de la Wilaya V (Oranie) expédié en Allemagne par l'énergique Abdelhafid Boussouf. Springer avait montré à l'Algérien intéressé une mitraillette en parfait état, d'une robustesse étonnante, et d'une grande simplicité d'entretien :

— Je suis en mesure de vous fournir mille de ces engins chaque mois, rendus au Maroc. Pour preuve de ma bonne foi, j'accepte de n'être payé qu'après bonne réception par vos services...

Bouchafa avait longuement étudié l'arme. Marque S.O.L.A., calibre 9 mm, sortant d'usine.

— S.O.L.A.? Si je suis bien renseigné, cela veut dire Société

luxembourgeoise d'armement ?

— Exact, confirma Springer. Cette mitrailleuse sort des usines d'Ettelbrück. Et elle est absolument neuve.

Bouchafa s'étonna :

— Je croyais que la société S.O.L.A. refusait de fournir les marchands travaillant à notre profit ?

— C'est vrai. Le grand-duché tient à ses relations de bon voisinage avec la France et ne souhaite pas indisposer son gouvernement. (Springer sourit largement et une marque de satisfaction intense teinta son visage qui rosit.) Voyez-vous, c'est précisément là que réside l'astuce de ma combinaison. C'est justement parce que le Luxembourg est insoupçonnable qu'il est le moins surveillé par les agents français...

— Nous jugerons aux résultats. Combien vendez-vous ces armes ?

— Trente dollars, rendues au Maroc.

Bouchafa admit que le prix était – relativement – honnête, dans la mesure où le trafiquant acceptait de prendre tous les risques. Springer n'était pas moins heureux. Il avait calculé que cette transaction lui rapporterait le coquet bénéfice de 20 000 dollars, près de onze millions de francs.

Moins d'un mois plus tard, à la mi-mars, les mille mitraillettes promises arrivaient à Rabat, à l'adresse du concessionnaire allemand d'une entreprise de constructions agricoles. Emballées en pièces détachées, dans de petites boîtes de fer-blanc marquées « pièces de rechange », les mitraillettes avaient franchi tous les postes de douane sans le moindre contrôle.

Ce furent les Allemands qui fournirent à Gérard Larzac la plus grande partie de ces informations. Elles prirent place, une à une, dans le fameux dossier rouge. La coopération franco-allemande dans ce domaine était satisfaisante et Gérard Larzac effectua même un bref voyage en Allemagne où il rencontra un membre de l'organisation, Gehlen, qui lui expliqua dans quelles circonstances le B.N.D. [18] avait été amené à s'intéresser de près aux activités illicites du contrebandier.

Nazi resté militant, Ernst Wilhelm Springer avait en effet investi ses substantiels bénéfices dans une entreprise politique, la remise à flots d'un parti néo-nazi, le Sozialistisches Reichspartei censé regrouper, au Landtag du Schleswig-Holstein, tous les mécontents restés fidèles à Hitler après sa mort. Après une enquête du B.N.D., le Sozialistisches Reichspartei avait été immédiatement interdit et Remer, homme lige de Springer et animateur de ce mouvement, goûta même quelques semaines de prison.

Rentré en France, Gérard Larzac tenait les deux extrémités du fil. Il lui restait à découvrir l'ensemble de la filière et à la neutraliser.

Une enquête officieuse menée auprès du gouvernement luxembourgeois avait confirmé la totale innocence de l'usine S.O.L.A. dans cette affaire. Les livres de comptes ne révélaient rien d'anormal et les clients réguliers étaient eux-mêmes hors de tout soupçon. Il fallait chercher ailleurs.

Larzac avait détaché sur place l'un de ses enquêteurs les plus habiles qui, d'abord, prit le parti d'aller trouver Ernst Wilhelm Springer lui-même :

— J'appartiens, dit l'envoyé de Larzac, au Mouvement national algérien. Vous devez savoir que nous menons en France une lutte terrible contre nos rivaux du F.L.N. C'est la raison pour laquelle nous devons nous armer. Pouvez-vous nous approvisionner ?

Springer approuva. Avec enthousiasme car le *nec plus ultra* de la profession consiste à approvisionner les deux parties d'un même conflit : le profit devient alors astronomique. Et il proposa au pseudo M.N.A. un exemplaire d'une mitraillette S.O.L.A.

L'homme remercia, prit congé. Huit jours plus tard, il passait sa commande ferme : cinq cents pistolets mitrailleurs. Trois semaines après, ils étaient livrés ponctuellement à la frontière belge, soigneusement emballés dans des boîtes de fer-blanc.

Pendant ce temps, la direction de l'usine d'armement procédait à une discrète enquête. Tous les jours, les pièces des armes fabriquées par S.O.L.A. étaient soigneusement examinées, vérifiées et testées par une équipe d'ingénieurs spécialisés qui éliminaient impitoyablement celles qui présentaient la plus petite imperfection. Ces rebuts étaient stockés puis rassemblés et, chaque mois, réexpédiés à la fonderie pour revenir à l'usine sous forme de lingots.

Il suffisait donc à un ingénieur d'accentuer sa sévérité pour accroître le nombre de pièces refusées, puis de les stocker à part, pour les revendre à un trafiquant qui n'aurait pas la peine de reconstituer des pistolets mitrailleurs complets.

Les détectives de l'usine mirent un certain temps à découvrir le coupable et à reconstituer le processus. Il s'agissait d'un jeune homme de trente ans, Joseph B., qui avoua être tombé éperdument amoureux d'une jeune cover-girl, Corinna von S.^[19], laquelle avait des goûts dispendieux, hors de proportion avec le salaire d'un simple ingénieur.

— Alors, expliqua Joseph B., Corinna m'a mis le marché en main : ou bien elle me quittait, ou bien je lui fournissais chaque mois l'équivalent d'un millier de mitraillettes, en pièces jugées « défectueuses ».

La jeune Corinna von S. n'était pas une inconnue pour les agents du S.D.E.C.E. Ils savaient qu'elle travaillait au profit d'E.W. Springer qui utilisait ses appas pour séduire ses clients ou ses fournisseurs.

Et l'agent français remonta la filière. Pour franchir la frontière entre le

Luxembourg et l'Allemagne, Corinna choisissait de préférence un poste de douane saturé, à la fin d'un week-end, pendant les heures d'affluence. Dans le coffre de sa voiture de sport étaient entassées les boîtes à gâteaux, mais les douaniers étaient bien plus intéressés par le galbe des jambes haut dévoilées, que par les objets transportés. Généralement, les fonctionnaires ne se donnaient même pas la peine de procéder à un examen attentif de la voiture et ouvraient largement la barrière avec un sourire ébloui.

De là, Corinna ralliait directement un garage isolé des environs de Trêves où l'attendait Springer. Enfin, les boîtes étaient acheminées à Bruxelles ou un avion de la Sabena les emportait vers Casablanca. Pour plus de sécurité, l'expéditeur acceptait de payer un prix de transport élevé plutôt que d'accepter un transit par les aéroports français du Bourget ou d'Orly.

C'est à Bruxelles que le S.D.E.C.E. décida d'intervenir. Le 5 octobre 1959, alors qu'il chargeait un avion de la Sabena à destination du Maroc, un manutentionnaire – nouvellement engagé – laissa maladroitement tomber du filet de sa grue une boîte métallique destinée à la succursale d'une firme de construction d'engins agricoles.

La boîte tomba d'une hauteur de cinq mètres et vint s'écraser sur le béton de la piste où elle s'ouvrit, répandant des dizaines de « pièces de rechange ». Par malchance, la caissette était tombée aux pieds d'un douanier récemment libéré du service militaire. Surpris, celui-ci n'eut aucune peine à identifier des culasses, des canons et des chargeurs de mitraillette. Désormais, la filière des « boîtes à gâteaux » était définitivement rompue.

Springer n'aurait sans doute considéré cet incident que comme un aléa sans influence directe sur la poursuite de ses activités au profit du F.L.N. si, quelques jours plus tard, il n'avait reçu un mystérieux coup de téléphone :

— Pour l'avenir de votre précieuse santé, lui expliqua courtoisement son correspondant, il serait souhaitable que vous vous désintéressiez de la cause algérienne. C'est une mauvaise cause et elle pourrait gâcher votre avenir. Vous constaterez vous-même les désagréments qu'elle peut apporter si vous avez la curiosité de vérifier soigneusement le moteur de votre voiture. Vous y verrez un engin explosif qui vous amènera sans doute à réfléchir. Il se pourrait que nous ne vous prévenions pas, s'il devait y avoir une prochaine fois...

Springer constata la présence effective d'une bombe placée sous le capot de sa voiture. Il n'était pas un héros et, s'il désamorça l'engin, il se garda de faire une trop grande publicité à l'incident.

Il se tourna dès lors vers une autre clientèle, les colons portugais de l'Angola. Springer avait compris à temps que les menaces n'étaient pas vaines : au cours des mois précédents, une étrange épidémie d'attentats avait

atteint nombre de ses collègues ou concurrents dont le tort avait été d'aider trop ouvertement le F.L.N. et qui avaient refusé d'écouter les avertissements largement prodigués par des émissaires de ce que l'on appelait, en Allemagne, la Main rouge.

La légende de cette redoutable et mystérieuse organisation secrète avait commencé deux ans plus tôt, le 16 juin 1957 à Munich.

— *Herr Wilhelm Beissner* ?

— *Jawohl !*

Solidement ancré sur sa chaise, tenant fermement l'épaisse chope de grès, ses petits yeux gris noyés de graisse accrochant son interlocuteur, Wilhelm Beissner attendait. Il n'était pas bavard, ni même curieux, et s'il avait accepté cet insolite rendez-vous à la Hofbrau, dans le vieux Munich, c'était davantage pour mettre fin à ce qu'il appelait une « stupide comédie », plutôt que par besoin de se justifier :

— *Herr Beissner*, reprit l'inconnu, je suis chargé de vous transmettre un message et de vous faire une proposition.

— Je vous écoute.

— Vos activités nous sont connues. Elles nous déplaisent. Toutefois nous sommes disposés à vous permettre de les poursuivre, au besoin en facilitant vos transactions, si vous acceptez de nous renseigner.

— Que ferez-vous ?

— Rien qui puisse vous gêner : nous nous arrangerons pour que vos marchandises n'arrivent pas à bon port ou qu'elles y parviennent dans un état tel que personne ne puisse s'en servir.

Wilhelm Beissner secoua la tête et laissa fuser un épais rire sans gaieté :

— Vous prenez mes clients pour des imbéciles ? Ils ne tarderont pas à comprendre d'où proviennent leurs ennuis et, alors, c'est moi qui aurai des embêtements.

— C'est possible, *Herr Beissner*. (Le ton restait neutre, le débit lent, le visage indifférent.) Mais si ce n'est pas le F.L.N. qui vous occasionne ces « embêtements », ce sera nous. Je crois que vous n'avez guère le choix : abandonnez. D'ailleurs, savez-vous ce que vos amis font des armes que vous leur adressez ?

— Je l'ignore et je m'en moque. Je suis un homme d'affaires.

L'inconnu serra les dents. Officier en mission, il venait de rentrer d'un séjour opérationnel en Algérie et en avait rapporté quelques photos qu'il déploya devant l'œil impavide de l'Allemand : des maisons brûlées ; des villages détruits ; des hommes, des femmes, des enfants égorgés, dépecés,

mitraillés.

Les documents les plus insoutenables provenaient du massacre de Melouza où, le 29 mai précédent, 20 civils algériens avaient été massacrés jusqu'au dernier par les fellaghas.

Beissner ne cilla même pas.

— Peut-être ces tueries vous en rappellent d'autres, en Yougoslavie par exemple ?

Beissner pâlit. Sans doute croyait-il son incognito préservé ? En tout cas, le capitaine Duruy connaissait ses antécédents, communiqués par le Mossad israélien.

Ancien responsable des services de sécurité du Reich en Yougoslavie, Beissner figurait sur la liste des criminels de guerre de Simon Wiesenthal, ce qui ne l'empêchait guère de vivre paisiblement à Munich depuis quelques années. Sitôt après la guerre, il était parti se réfugier au Caire. Là, il s'était lié d'amitié avec le prince Abbas Halim, pronazi notoire et cousin de Farouk. Dès la chute de la monarchie, il avait négocié son entrée dans les services spéciaux égyptiens pour le compte desquels il avait travaillé, à Damas, avec Springer et un ancien *Gauleiter*, Hermann Lauterbacher. Spécialisés dans le trafic des armes, les trois hommes disaient avec cynisme :

— Nous tâchons de faire le plus d'affaires possible. Nous vendrions même de la m... L'important est que cela rapporte !

— Et cela rapporta, en effet, ajouta le capitaine Duruy, puisque vous avez transféré vos activités en Allemagne sans craindre d'éventuelles poursuites. Seulement vous n'avez pas cessé vos trafics.

En effet, depuis le début de l'année 1957, Beissner avait livré, par l'intermédiaire de l'Irak, à Idir Mouloud^[20], représentant personnel d'Ouamrane au Moyen-Orient, un lot de 1 000 fusils anglais B.S.A., de 4 mortiers de 50 mm, de 24 fusils mitrailleurs Bren avec 55 000 cartouches.

— Nous savons, poursuivit Duruy, que Krim Belkacem n'a pas été satisfait de cette commande qu'il a qualifiée de « pire camelote jamais reçue » et qu'il a exigé, par l'intermédiaire de la « blonde Alice » (c'est ainsi, je crois, que l'on appelle votre femme ?), un envoi de 4 000 fusils Mauser. Et votre commerce nous ennuie beaucoup.

Beissner se leva. Il était très pâle :

— Sachez, monsieur... monsieur comment ?

— Appelez-moi Durieux, dit le capitaine.

— Sachez, monsieur Durieux, qu'il y a certaines curiosités qui sont très dangereuses...

— Certaines activités également.

Beissner souffla et d'un geste agacé frappa sur la table de bois :

– Qui croyez-vous représenter d’assez puissant pour m’intimider ?

Duruy eut une inspiration soudaine. Il extirpa de sa poche un paquet de cigarettes brunes – les seules dont le goût rappelle celui des Gauloises – et le jeta sur la table :

– *Rote Hand...*

L’Allemand fronça les sourcils et prit le paquet de cigarettes timbré d’une main de fatma de couleur rouge. Il le froissa rageusement et le fourra dans la poche de son loden en ricanant :

– La Main rouge, hein ? C’est du mauvais, du très mauvais roman, monsieur Durieux. Cela n’existe pas...

Le lendemain, 16 juin 1957, Wilhelm Beissner était découvert, Blütenstrasse, devant son domicile, les jambes déchiquetées, dans les débris de sa voiture soufflée par une explosion. Transporté d’urgence à l’hôpital municipal, le trafiquant devait être sauvé par une intervention chirurgicale désespérée[21].

En fouillant ses poches, les policiers munichois découvrirent le paquet de cigarettes et l’interprétèrent comme la « signature » des auteurs de l’attentat.

L’imagination des journalistes fit le reste et, en quelques mois, devant la vague d’attentats, d’explosions qui s’abattit sur l’Europe de l’Ouest, la légende de la Main rouge alla s’amplifiant.

Par un hasard extravagant, ce pseudonyme de Durieux, patronyme anodin, utilisé pour la première (et la dernière fois) par un agent français, correspondait au nom d’un ancien collaborateur de la police judiciaire d’Oran. Ce garçon maigre et nerveux, pied-noir traumatisé par les événements sanglants d’Algérie, allait accréditer d’une façon magistrale le mythe de la Main rouge.

Recherché et retrouvé par les journalistes allemands, Durieux ne démentit aucune des accusations portées contre lui et son « organisation ». Plus encore, mythomane absolument grandiose, il fit publier des « confessions », tint même des conférences de presse, acceptant avec empressement de jouer le rôle de « cerveau » de la Main rouge. Il donna des détails sur le déroulement des attentats, expliqua la « structuration » de son organisation, s’inventa de riches, puissants et secrets commanditaires, et fournit même la liste de ses prochaines victimes.

Il était tellement sûr de lui et, dans une certaine mesure, tellement bien informé, que la police française finit elle-même par le prendre au sérieux ! Il est vrai que, s’il n’était pas « manipulé » comme on l’a dit, par le S.D.E.C.E., Christian Durieux constituait pour les services français un tel paravent, une « couverture » si exceptionnelle qu’ils s’arrangèrent pour lui communiquer

des détails authentiques que l'intéressé se pressait de rendre publics.

Habile, bavard, Christian Durieux prit vite goût à la notoriété, acceptant avec une modestie feinte, le surnom de « petit Napoléon » que lui donnèrent les journalistes allemands.

Pour le service Action, ce personnage constitua une surprenante aubaine. C'était, en effet, sur la route des enquêteurs allemands, une fantastique fausse piste sur laquelle ils s'égarèrent bien souvent. Mais la Main rouge n'eut aucune influence sur les méthodes utilisées, ni sur la rigueur et le sérieux avec lesquels étaient conçues et menées à bien les missions.

Celles-ci aboutirent au résultat visé, interdire pratiquement le trafic d'armes au profit du F.L.N. à partir de l'Europe de l'Ouest. Dès ce moment-là, la Main rouge pouvait disparaître. Ce qu'elle fit.

On raconta, à cette époque, qu'au cours d'un entretien au sommet, le chancelier Adenauer avait cru opportun d'évoquer le problème des activités de la Main rouge en Allemagne. Selon des témoins allemands, « le visage aimable de de Gaulle se durcit brusquement et le chancelier s'est empressé de détourner la conversation ».

Plus tard, Adenauer aurait confessé :

« M. de Gaulle a trouvé cela très inconvenant de ma part^[22]. »

En réalité, si ce 2 décembre 1959, le général de Gaulle trouva « inconvenant » l'intervention du chancelier Adenauer, ce fut moins par le rappel des activités de la Main rouge que par l'étonnante tolérance dont jouissaient les trafiquants d'armes sur le territoire allemand et qui avait motivé l'action de cette « organisation ».

Au cours de cette entrevue, le général de Gaulle mit au contraire tout le poids de son autorité pour convaincre son hôte de l'urgence qu'il y avait à arrêter ou, tout au moins, à freiner les activités de ces « commerçants », responsables au bout du compte, de la mort de centaines de soldats français.

Lentement, par petits groupes bariolés, les spectateurs quittaient le Luxor, en bordure du Petit Socco. Une salle minable de cinéma qui ne diffusait que des séries américaines de catégorie B, destinées au public misérable des bas-fonds de Tanger. La classe en dessous était l'Alcazar qui ne diffusait que des films sirupeux tournés aux studios du Caire.

Pedro jeta un regard à droite et à gauche avant de se glisser sur le trottoir, son bras passé autour de la taille de la jeune fille brune qui lui sourit. Le film qu'ils avaient vu n'était qu'un prétexte à un rendez-vous et si les deux jeunes gens avaient été frappés, c'était bien davantage par les vues de la kermesse algéroise qui se déroulait depuis bientôt une semaine sur le Forum. Les actualités avaient montré la multitude oscillant, au coude à coude, au rythme des slogans du 13 mai : « Algérie-française ! Vive Salan, vive de Gaulle ! »

— Père affirme que ce ne sont que des singeries, murmura Marina Puchert. Et pourtant, à ce qu'il prétend, les dirigeants algériens sont inquiets, même s'ils montrent un visage serein : ils redoutent les réactions des soldats de l'intérieur.

Pedro lisait les journaux :

— Il faut surtout redouter l'absence de réaction des maquisards, corrigeait-il. Depuis une semaine, il n'y a pas eu le moindre attentat sur le territoire algérien. À croire que les Algériens sont tous sur le Forum !

En dépit de la distance et des nouvelles parcimonieusement fournies par une presse marocaine très orientée, le désarroi du F.L.N. était évident. Face à la grande marée de la fraternisation, même fabriquée de toutes pièces, les dirigeants, les cadres et les soldats algériens restaient impuissants, peut-être même favorables à ce renversement inouï de la tendance. Dépassés en tout cas. Plus personne ne donnait d'ordres, plus personne n'osait prendre d'initiatives, et les dirigeants du Front, rassemblés à la Tour Hassan à Marrakech, fascinés par les communiqués de la radio, n'avaient arrêté que des décisions vagues, d'ordre général, portant plus sur une nouvelle structuration de l'organisation nationaliste que sur les mesures à prendre dans l'immédiat.

— Père est rentré hier, reprit Marina Puchert. Je crois qu'il a reçu de

nouvelles instructions. D'après le peu qu'il en a dit, il a été nommé quelque chose comme responsable de l'armement de l'armée algérienne.

Pedro siffla entre ses dents :

— C'est presque un ministère ! Mais pour quelle raison l'a-t-on choisi ?

Marina lui jeta un bref regard, moitié surpris, moitié vexé :

— Parce qu'il est le seul à pouvoir mener cette mission à bien, voyons.

Marina Puchert disait la vérité. Au cours de la réunion que les chefs du Front avaient tenue à la fin du mois d'avril 1958, la décision avait été prise d'unifier l'armement des troupes de l'A.L.N. en vue d'un meilleur approvisionnement en munitions. En effet, jusque-là, la trop grande disparité des armes et des calibres imposait aux commandants militaires des acrobaties de logistique pour obtenir un niveau acceptable de rendement opérationnel. De plus – pour les armes automatiques légères en particulier – l'adoption du calibre 9 mm permettrait à l'occasion de s'approvisionner directement chez les Français.

Comme le confirma lui-même Georg Puchert à Pedro, sa principale mission consistait à équiper entièrement et uniformément l'armée algérienne :

— Si je réussis, ajouta le trafiquant, notre avenir est assuré : je saurai me souvenir des vrais amis. Les Algériens m'ont promis, à l'indépendance, le poste de ministre du Commerce maritime. C'est-à-dire que j'aurai la haute main sur l'ensemble de la marine marchande...

Pedro approuva, avec enthousiasme. Il semblait se confirmer ce que lui avaient laissé entendre, à Paris, au cours d'une récente liaison, les chefs du C.E. : Puchert est un agent probable du K.G.B. S'il avait épaulé les Algériens, c'était dans l'espoir d'être introduit dans la place.

— Mais, reprit Puchert, je suis méfiant : dans ce métier, un accident est vite arrivé. Les Algériens m'ont également promis une protection active pour ma famille et une rente à vie pour ma fille au cas où il m'arriverait malheur.

Pedro rit et fit remarquer au « captain Morris » qu'il pensait à tout :

— Ah, reprit Puchert, je vais bientôt quitter Tanger. Je vais aller en Allemagne pour y négocier l'achat du matériel dont les Algériens ont besoin. Crédits illimités ! Je resterai sans doute absent quelques mois. (Il baissa la voix) : Je te recommande de veiller sur mes affaires ici... et aussi sur Marina.

— Comptez sur moi, promit Pedro.

Le 17 mai, Puchert s'envolait de Rabat pour Francfort. À l'aérodrome, il ne remarqua pas l'homme à l'imperméable mastic qui lui emboîtait le pas.

La veille, par l'intermédiaire de son correspondant à Toulouse, Pedro avait avisé son patron, Gérard Larzac, du départ de Georg Puchert et de la mission dont il avait été investi par les Algériens. Larzac avait flairé la grosse affaire et n'avait pas hésité. Il avait aussitôt pris l'avion pour Francfort afin de réceptionner le trafiquant et d'amorcer le début de sa surveillance.

Jusque-là, les Algériens avaient travaillé dans l'artisanat. Mais, avec Puchert comme intermédiaire, son titre officieux de plénipotentiaire et l'argent dont il disposait, tout indiquait qu'ils étaient passés au stade industriel.

L'affaire Puchert commençait. Elle allait durer dix mois.

Au mois de juillet 1958, le poste S.R. de Madrid fit parvenir à la caserne des Tourelles un message laconique : « Kamal est installé en Espagne. »

Kamal n'était pas un inconnu pour les services français. Au contraire, et ils avaient un sérieux litige en cours. Son arrivée à Madrid était peut-être en liaison avec le voyage de Puchert à Bonn, mais ce ne pouvait être qu'une raison supplémentaire de mettre fin aux activités de ce transitaire d'un genre particulier qui avait causé suffisamment de dommages à l'armée française en faisant acheminer, quelques semaines plus tôt, à Tanger, un important lot de cartouches, du matériel de transmissions et, plus grave, 500 000 mines antipersonnel.

Tout avait commencé à l'automne 1957, avec l'arrivée, à Rabat, d'un sémillant quinquagénaire aux allures d'officier prussien en retraite, portant beau, le cheveu taillé court, l'œil bleu dont l'éclat était soutenu par celui d'un monocle que l'homme portait avec une suprême élégance. Il se faisait appeler « colonel von Wimmer » et se disait accrédité par un Consortium international pour faire construire, près de la frontière algéro-marocaine, une usine de fabrication d'armement.

En réalité, Franz von Wimmer avait à peine enjolivé la vérité. Ancien officier de la Waffen S.S., il avait porté le grade d'*Obersturmbannführer*^[23] dans la Légion arabe, mais jamais, en revanche, la particule nobiliaire von. À vrai dire, cela n'avait guère d'importance à Rabat où les manières urbaines du « colonel », ses somptueuses invitations, les cadeaux et les fleurs dont il couvrait les épouses des dignitaires marocains lui avaient bien vite ouvert les portes des antichambres ministérielles.

Le Consortium européen dont il se disait l'envoyé existait réellement. Il se composait, pour moitié, d'une société de circonstance, créée au Liechtenstein, la Nawiland, mot étrange formé de la première syllabe des trois associés de cette société, le docteur Natlacen, industriel autrichien fabricant de produits d'entretien et de détersifs ; Franz Wimmer lui-même, et August Landtwig, industriel suisse spécialisé dans l'élaboration de produits de beauté. Rien, dans tout cela, qui ait quelque rapport avec l'implantation d'une usine d'armement, mais les trois hommes s'étaient principalement réunis, alléchés par l'appât de gains fabuleux que leur avait fait miroiter

l'homme qui dirigeait la seconde moitié du Consortium, le syndic Hans Joachim Seidenschenur, représentant à Bonn des « usines d'armement belges[24] ». Beau parleur, bon vivant, séduisant, le syndic Hans Joachim Seidenschenur avait rapidement persuadé ses trois associés de participer à cette mirobolante affaire. Pour achever de les convaincre – principalement d'investir leurs bénéfices gagnés, qui sur les détersifs, qui sur les parfums –, Seidenschenur avait produit la caution d'un personnage « très influent », le docteur Muermann, ancien conseiller ministériel du gouvernement fédéral.

Pour arriver à leurs fins, les cinq associés avaient délégué l'un des leurs afin d'obtenir les autorisations du gouvernement marocain, ou, à défaut, des commandes d'armement, ce à quoi Franz « von » Wimmer s'employa activement dès son arrivée à Rabat.

Laissant entendre que derrière le Consortium se tenaient d'importants trusts américains, pour rassurer les clients éventuels, il produisait les offres pratiques d'une usine allemande, la Rheinmetal Werke de Düsseldorf. Elle se faisait fort de construire une usine fabriquant les fameuses mitrailleuses M.G. 42 qui avaient fait leurs preuves durant la Seconde Guerre mondiale et dont le F.L.N. était friand.

Malheureusement pour Wimmer, pour le Consortium et pour la Rheinmetal, si les Marocains étaient intéressés par ce projet, ils durent y renoncer, liés par des accords avec la France qui leur imposaient de s'approvisionner exclusivement à Paris.

Wimmer ne se déclara pas battu. À défaut d'usine ou de matériel d'armement, rien n'empêchait Rabat d'acheter des postes de radio émetteurs-récepteurs, des munitions, voire des mines. Pour aboutir plus rapidement, Wimmer courtisa et séduisit la jeune épouse française d'un dignitaire de Rabat, la blonde et jolie Catherine S. Elle s'acquitta d'autant plus volontiers de sa mission de « persuasion » que Wimmer ne négligeait pas de la couvrir de cadeaux.

Finalement, les Marocains acceptèrent le marché, mais, pour être « couverts » à l'égard de leur ancienne puissance protectrice, ils conseillèrent à Wimmer de passer par l'intermédiaire d'un certain Kamal, sujet américain né le 4 janvier 1914 à Denver, Colorado, lié tout autant aux milieux progressistes arabes – et notamment, les Frères musulmans, organisation secrète, soutenue par le K.G.B. soviétique – qu'aux groupuscules gauchisants qui pullulaient aux États-Unis, nostalgiques de l'O.S.S. du temps où elle mettait Hô Chi Minh en selle[25].

Kamal était installé depuis 1955 à Casablanca et présidait aux destinées de la *Kamal Transit Corporation*. C'était théoriquement une officine d'import-export, mais, en réalité une couverture commode pour réceptionner les armes destinées au F.L.N. et plus particulièrement au chef de la Wilaya V, Abdelhafid Boussouf.

Très vite, Wimmer et Kamal se mirent d'accord sur la première commande. Pour éviter les risques d'un arraisonnement maritime, ils convinrent d'utiliser des charters directs Francfort-Casablanca. Sur place, Hans Joachim Seidenschénur et le docteur Muermann négocièrent le transport avec une filiale de la Lufthansa, la Deutsche Flugdienst de Francfort.

Ce qu'ignorait Wimmer, c'était que le détail de ses tractations était connu des services français. Sur ordre du C.E., la jeune Catherine avait accepté son rôle délicat d'épouse-maîtresse et, si elle répercutait sur son mari les instructions fournies par le séillant ex-Obersturmbannführer, elle ne manquait pas non plus de tenir au courant son officier traitant en poste à Rabat.

Fin janvier 1958, à Francfort, le premier chargement fut prêt à prendre l'air. Il ne décolla pas. Un fort détachement de policiers bloqua l'appareil avec la ferme intention de faire respecter l'interdiction prononcée par le gouvernement de Bonn.

Le coup était bien joué. Par le canal de la représentation française auprès de l'O.T.A.N., les pays membres avaient été avisés de la nature du chargement. Sur les instances françaises, l'O.T.A.N. avait aussitôt pris la décision de déclarer le Maroc « zone de troubles » et priait Bonn d'interdire tout envoi de matériel.

Pour le Consortium d'abord, pour Kamal ensuite qui avait investi les premiers fonds, cette interdiction était ennuyeuse. Elle n'était pas catastrophique.

— Il est facile de la tourner, expliqua-t-il. Cela coûtera seulement très cher.

Le Consortium accepta la proposition de Kamal et, comme d'habitude, la société Nawiland débloqua les fonds : 600 000 marks.

Kamal se mit alors en chasse. Il découvrit, dans les bureaux même de l'O.T.A.N., par l'intermédiaire d'un ingénieur suisse, un fonctionnaire habilité à délivrer le *end use certificate*, permettant d'exporter très régulièrement la « marchandise ». Ce dernier fabriqua un vrai faux certificat et, du jour au lendemain, le matériel entreposé à Francfort se vit affecté aux troupes britanniques de Chypre. Cette fois, personne ne pouvait plus intervenir.

Le 16 mars, le cargo danois *Bornholm*, de 2 800 tonnes, quittait Copenhague à destination d'Alexandrie. En réalité, il fit escale à Casablanca où la cargaison fut « mystérieusement » volée par des contrebandiers.

Pour le service de Gérard Larzac qui, depuis Paris avait suivi l'affaire de bout en bout, il ne s'agissait pas d'un échec : la marine française ne pouvait pas intervenir hors des eaux territoriales. En revanche, la réussite de cette opération *Bornholm* était due à l'astuce d'un homme déterminé, Kamal. C'était un ennemi dangereux.

Une fiche fut immédiatement constituée à son sujet, mais, au Maroc, les agents de l'équipe de «préparation» rendirent compte qu'il était pratiquement impossible d'approcher l'Américain. Sa villa de Casablanca était gardée militairement et l'homme ne sortait pratiquement jamais sans une impressionnante escorte armée. Il fallait donc attendre, pour intervenir, que le trafiquant quitte l'Afrique.

Aussi, lorsque, au début du mois d'août 1958, le poste de Madrid passa l'information à la caserne des Tourelles, la décision fut immédiatement prise et les détails de la mission soigneusement étudiés. Une équipe Action quitterait Paris le 19 août et rentrerait aussitôt la mission terminée.

20 août 1958.

La voiture, une SEAT grise de location, immatriculée MA 166 24, avait fait deux fois le tour du pâté de maisons. Maintenant, elle stationnait au coin de l'avenue, tous feux éteints. Lors de l'ultime briefing, à sept heures du soir, Ruiz, le chef de l'équipe d'intervention, avait rappelé les consignes impératives d'action :

— L'objectif reçoit des visiteurs tard dans la soirée, avait-il précisé. Sa bonne ne s'en va que lorsque le dernier hôte est parti. Aucune régularité dans les horaires, donc assurez-vous que la bonne a quitté la villa quand vous sonnerez à sa porte.

Et les deux agents attendaient. À Madrid, au mois d'août, si la chaleur des journées dépeuple la ville, la fraîcheur relative de la nuit remplit les trottoirs, les terrasses des cafés et des restaurants. À la limite, c'était même une garantie supplémentaire de sécurité pour l'équipe Action : personne ne trouverait leur manège suspect au milieu du carrousel de voitures filant par les avenues animées après la sortie des cinémas, des théâtres et des cabarets.

Assis à côté du chauffeur, Gabriel Bardin lustra d'un geste machinal le bord de son bicornes de cuir bouilli. Un bref sourire courut sur ses lèvres tandis qu'il se rappelait la surprise du costumier de Montparnasse chez lequel il avait, l'avant-veille, choisi la panoplie complète de milicien de la *Guardia civil*, les guêtres noires, l'uniforme vert, la capote, le baudrier et le célèbre bicornes de Guignol.

— Ça l'a tout de même étonné, racontait-il. Alors, je lui ai raconté que je tournais dans un film qui se passe en Espagne. Cet idiot a marché à tel point qu'il voulait à toute force me reconnaître. Il a fini par me prendre pour Louis de Funès... Il va être déçu parce que je n'ai pas démenti.

De fait, le visage mobile de Gabriel Bardin évoquait un peu le faciès bourré de tics de l'acteur qui n'était pas encore une vedette.

— En tout cas, répliqua son voisin, celui qui s'était présenté sobrement sous le nom de Ruiz, c'est un rôle que de Funès ne tournera sûrement

jamais...

Bardin hocha la tête, sans répondre, tout en passant le dos de sa main sur son menton rêche. Sur les conseils de Ruiz, il avait négligé de se raser « pour faire plus vrai », tout comme il avait passé sa journée à dormir, roulé dans sa capote, pour y faire des faux plis et y incruster une authentique odeur de transpiration.

— Pas besoin de me forcer, dit Bardin, je crève de chaud là dedans...

Ruiz consulta sa montre.

— Dix heures et demie. On va faire un nouveau circuit. Tu sais ce que tu as à faire ?

— Oui.

Bardin repassa une dernière fois les consignes apprises par cœur dans un camp près de Versailles pendant les quatre jours de retraite obligatoire avant sa mission. Il revit clairement les fiches du dossier « Homo ». L'homme d'abord. Un trafiquant d'armes américain surnommé Kamal, né le 4 janvier 1914 à Denver, Colorado. Un visage aux pommettes accusées, à la mâchoire forte, presque chevaline, aux yeux protubérants derrière d'épaisses lunettes de businessman.

Comme renseignements, c'était peu, mais Gabriel Bardin s'en contentait. Un éclaireur de pointe n'a pas besoin de connaître les détails stratégiques de l'état-major et, précisément, il se considérait comme un soldat en mission. Un soldat dont le rôle consistait à entrer chez l'ennemi pour le tuer. Pour cela, il n'avait pas autre chose à savoir, et il faisait suffisamment confiance à ses chefs pour estimer puissants les motifs qui avaient poussé la caserne des Tourelles à prendre la décision de cette action Homo.

Bien sûr, il se doutait bien que Kamal faisait partie de cette catégorie d'individus dangereux qui, sans pour autant prendre les risques personnels d'un combat, préféraient rester bien tranquilles derrière un bureau pour vendre des armes, des bombes ou des explosifs au F.L.N. Des hommes qui s'engraissaient dans le commerce de la mort. Pour ces gens-là, pas de pitié.

La SEAT acheva son nouveau circuit et vint se ranger au bord du trottoir. Toute proche, en face, éclairée de biais par le halo d'un lampadaire, la porte du jardin, noire sur le blanc du mur, fascinait Gabriel Bardin : c'était là qu'il devrait frapper, dans quelques minutes.

— En principe, reprit Ruiz, Kamal ne reçoit personne après le départ de sa bonne. Nous avons déjà essayé de le voir, mais nous avons été refoulés. Il y a un interphone et une commande d'ouverture électrique. Cet homme se méfie, mais j'espère qu'il ne jettera pas un policier à la rue. En Espagne, ce sont des choses qui ne se font pas.

Bardin opina, sans un mot, tandis qu'il calait dans la poche de sa capote, le P 38 prolongé du cylindre d'un silencieux et glissa sous son bras gauche la serviette de cuir écaillé qui dissimulait la « pompe à bicyclette ».

— Tu entres, et tu le flingues tout de suite, avait décidé Ruiz au moment du briefing. Si la « pompe » ne marche pas, tu sors le pistolet. Vu ?

— Facile à dire, pensait Bardin, qui se demandait surtout comment il allait pouvoir agir avec souplesse, les bras pratiquement immobilisés par tout l'arsenal qui lui avait été confié : le P 38 à droite, qui entraînait imparfaitement dans la poche de sa capote d'uniforme, à cause du cylindre du silencieux prolongeant le canon, et, sous le bras gauche, la fameuse « pompe à bicyclette », calée au fond du porte-document.

La « pompe », une invention des services techniques du commandant Lesurques constituait, au dire de son fabricant, l'arme silencieuse absolue^[26]. Le système était d'une robuste simplicité : c'était un cylindre métallique d'une trentaine de centimètres de longueur qui expédiait une fléchette d'acier de fort calibre. La propulsion était assurée par un puissant ressort, maintenu bandé au moyen d'un croc de sécurité qui constituait la partie la plus sophistiquée de l'appareil. C'était aussi la seule garantie de fonctionnement.

« Le seul inconvénient, pensait Bardin, c'est que jamais encore la pompe n'a été expérimentée dans des conditions opérationnelles. »

La seule victime, en effet, était un cochon d'une centaine de kilos, sacrifié pour l'occasion, car Lesurques, homme précis, ne s'engageait qu'à coup sûr. Et sa « pompe », sorte de sarbacane silencieuse, n'attendait, pour être adoptée, que d'avoir fait ses preuves en opération.

C'était Gabriel Bardin qui était chargé de cette « première ».

— Tu comprends, avait expliqué Dullies, dit « Dudule », l'officier chargé de la préparation des missions, ton type se méfiera si tu lui sors un P 38, tandis qu'il ne fera pas gaffe à une méchante serviette de cuir.

Calant sa serviette sous le bras gauche, son P 38 sous le coude droit, Gabriel Bardin traversa la rue et appuya sur la sonnette.

— Qu'est-ce que c'est ? interrogea à travers l'interphone une voix bourrue.

— Contravention, répliqua Bardin, d'une voix encore plus désagréable.

— Apportez-la demain !

Bardin avait été choisi pour sa connaissance approfondie du langage populaire espagnol, appris dans les quartiers malfamés d'Oran. Il exprima donc son sentiment en policier habitué à dicter ses ordres et ajouta :

— D'ailleurs, il y a une signature à donner au bas du document. Un ordre du commissaire...

Un léger couinement annonça que la porte était déverrouillée. Bardin poussa le vantail et entra dans le jardin. Tout au bout de l'allée dallée, une lumière s'alluma au-dessus de l'entrée de la villa. En quelques enjambées, Gabriel Bardin y parvint.

Au passage, il tâchait d'enregistrer chaque élément du décor, repérant d'avance le dédale des allées du jardin, puis des couloirs qu'il empruntait. Après son intervention, il n'y aurait pas une seconde à perdre.

Il arriva dans un grand hall. Et se figea. Ce n'était pas « Kamal » qui se trouvait devant lui, mais une domestique, une vieille femme à l'air revêché et à la voix de rogomme. C'était elle qui avait répondu dans l'interphone, mais, sa voix, déformée par le haut-parleur avait semblé masculine, créant une confusion qui pouvait avoir de graves conséquences.

En effet, la principale consigne était de n'agir qu'en présence de l'objectif seul. Bardin ne pouvait même plus faire machine arrière, la vieille femme enchaînait, de mauvais gré :

— Suivez-moi, monsieur vous attend. Et faites vite, il n'est pas de bonne humeur.

Bardin suivit, perplexe, ne sachant plus très bien quelle attitude adopter. Un agent Action ne doit prendre aucune initiative et si le cas n'est pas conforme à celui qui a été mis au point lors du montage de l'opération, il doit impérativement abandonner. Mais rien ne précisait ce qu'il devait tenter, maintenant qu'il était dans l'engrenage. Il n'y avait pour l'instant rien d'autre à faire qu'à suivre et qu'à voir ce qui allait se passer.

D'un signe de la main la bonne l'invita à attendre, tandis qu'elle pénétrait dans un salon pour l'annoncer. Une dernière fois Bardin vérifia l'angle de la serviette de façon à diriger le tube de la sarbacane à bonne hauteur, si l'occasion se présentait.

— Vise au buffet, avait recommandé « Dudule ».

Dans sa poche droite, le P 38 menaçait de basculer complètement, alors qu'il avait besoin de la liberté de ses mouvements pour présenter sa contravention. Une seconde, le cocasse de sa situation lui apparut dans son ampleur. Il se projetait son image, pas du tout celle d'un agent secret se préparant à exécuter un ennemi, mais celle d'un garde civil ridicule et gauche.

La porte s'ouvrit à nouveau et la bonne parut. « Entrez », dit-elle.

Bardin entra, d'un pas décidé, franchissant le seuil comme un parachutiste se jette dans le vide. Puis il s'arrêta et son cœur fit un bond dans sa poitrine. Il était tombé dans un piège.

Certes, quelques minutes plus tôt, Ruiz et lui avaient vu sortir les invités, suivis de peu par la bonne. Mais la fiche d'observation n'avait pas fait état de la présence d'une vieille domestique qui, sans doute, ne quittait jamais la villa. Et, par surcroît de malchance, tous les invités n'étaient pas partis. Ils étaient là, six hommes, qui le dévisageaient sans aménité.

Bardin identifia tout de suite l'un d'eux, Tayeb Bouhlarouf, un Oranais comme lui, émissaire personnel de Boussouf dans les pays méditerranéens, l'Italie et l'Espagne. Les autres lui étaient totalement inconnus.

Gabriel Bardin eut cette pensée folle : « J'ai huit cartouches dans le P 38, j'ai des chances d'en flinguer la moitié s'ils se montrent dangereux. Peut-être cela flanquera suffisamment de panique pour me permettre de filer sans casse. »

Et puis, sans transition, cette seconde constatation : « Ils se ressemblent tous, et, à part Boulharouf, je ne sais pas qui ils sont, et surtout pas ce fameux Kamal ! »

En effet, les six individus qui se tenaient dans la pièce, tous bruns et moustachus, étaient sensiblement identiques, cheveux noirs, costume sombre et lunettes d'écaille.

Cette fraction de seconde d'hésitation n'échappa pas au maître de céans qui la mit sans doute sur le compte de la timidité. Il avança brusquement vers Bardin et lui arracha des mains la « contravention » qu'il parcourut d'un rapide coup d'œil.

— Une broutille, commenta-t-il. Je ne comprends pas pourquoi le commissaire me fait déranger à onze heures du soir pour ça !

— Il faut une signature, monsieur.

Bardin jouait le tout pour le tout, il devait tenir son rôle de policier discipliné jusqu'au bout, et s'il n'avait pas insisté, peut-être Kamal aurait-il trouvé suspect son manque d'insistance.

L'Américain se pencha à nouveau sur la contravention et l'examina avec soin. Mais elle était irréprochable, l'imitation fabriquée tout exprès par les services techniques ne pouvait à aucun moment faire douter de son authenticité.

— Laissez-moi ce papier, décida-t-il enfin, je réglerai directement cela avec le commissaire. (Il sourit et se fit apaisant). Ne vous inquiétez pas, c'est un ami et je vous promets que vous n'aurez pas le moindre ennui. Bonsoir...

Sur le moment, Gabriel Bardin ne put dire s'il était déçu ou soulagé. Déçu de quoi ? D'avoir raté la mission ou de la simplicité avec laquelle elle aurait pu s'accomplir si le cas avait été « conforme » ? Soulagé de quoi ?

D'avoir échoué ou de pouvoir s'en aller sans être inquiété plus avant ? Il resta immobile quelques secondes, ne réalisant pas que tout était terminé. Les six hommes le fixaient avec intensité, presque hostiles, en tout cas désireux de le voir partir. Une fois encore, Bardin hésita à sortir son P 38, mais c'était là seulement un réflexe de soldat sur la défensive.

— Qu'attendez-vous ? reprit Kamal d'un ton rogue. Disparaissez ! Et dites à vos camarades de ne plus me déranger pour de telles futilités.

Bardin se retrouva, haletant, sur les coussins de la SEAT :

— C'est foutu, murmura-t-il. Ils étaient six !

— Affaire manquée, admit Ruiz. On ne pourra plus la recommencer ainsi, le coup du faux policier ne peut marcher qu'une seule fois.

Ordre avait été donné, à Paris, de se débarrasser des armes en les jetant à l'eau. En passant sur le pont du Manzanares, Bardin y balança son pistolet et la « pompe ».

Au matin, Bardin posta la banale carte postale prévue pour donner le résultat de l'action. Elle représentait la gare centrale et ne comportait qu'une phrase banale :

« Grand-mère va mieux, elle n'a pas eu besoin d'opération... »

Puis il restitua sa voiture et prit un taxi pour se rendre à l'aéroport. Réussie ou pas, sa mission se terminait à l'heure prévue. Comme il traversait le pont sur le Manzanares, il éprouva la plus grande surprise de sa vie. « Balance tes outils à la flotte », avait recommandé Dudule.

L'officier instructeur avait seulement oublié une chose. En été, le fleuve était presque à sec et, sous quelques centimètres d'eau, le P 38 et la pompe à vélo étaient encore parfaitement visibles, à peine enfouis dans la vase.

Bardin volait vers Paris. Pendant ce temps, sur instructions du service, Ruiz, resté à Madrid, prenait contact avec Kamal par téléphone. Gérard Larzac avait fait admettre le principe que cette tentative avortée soit au moins exploitée sur le plan psychologique.

— Monsieur Kamal ?

— Oui.

— Inutile de me présenter. Vous me connaissez. Vous êtes suffisamment averti des choses du Renseignement pour avoir compris que le garde civil qui s'est présenté chez vous cette nuit était un homme à nous ?

— Si vous n'êtes pas convaincu, nous pouvons vous envoyer par la poste la photocopie de la soi-disant contravention qu'il était chargé de vous remettre. Cet agent était armé, et il avait sur lui de quoi descendre tous les visiteurs qui se trouvaient dans votre salon.

— Pourquoi n'en a-t-il rien fait ?

— Il n'était pas là pour cela, seulement pour vous prouver que vous n'êtes pas inaccessible. Nous avons les moyens de recommencer cette opération, pour de vrai cette fois. Vous avez compris ?

— Certes. Qu'attendez-vous de moi pour empêcher cette... opération ?

— Abandonnez vos activités. Le F.L.N. est un milieu extrêmement malsain pour ceux qui s'en approchent. Partez, quittez Madrid et retournez aux États-Unis. Là-bas, le marché est vaste. Du reste, vous avez suffisamment gagné d'argent avec l'affaire du cargo danois *Bornholm* ! Tâchez de vivre assez vieux pour en profiter.

Une seconde, Kamal resta silencieux :

— Quand dois-je vous donner une réponse ?

— Vous disposez de quatre jours. Mais n'essayez pas de nous fausser compagnie...

Pendant quatre jours, la conduite de Kamal montra qu'il tenait compte de l'avertissement. Il ne chercha même pas à quitter Madrid.

— Kamal ? Reconnaissez-vous ma voix ?

— Oui. J'attendais votre communication. Je suis d'accord et je rentre aux States. Cependant, auparavant, j'aurais aimé rencontrer un représentant de

votre... organisation. Vous m'avez fait une « fleur » comme vous dites en français. J'aimerais, à mon tour, vous rendre la pareille.

— Comptez sur moi, je vous rappellerai.

Rendez-vous fut pris, le soir même, au Chicote, un bar fréquenté par les aficionados, par tous ceux qui côtoient les toreros, un endroit chic où se retrouvaient, également, les plus jolies filles d'Espagne.

Arrivé le premier, Kamal s'était assis dans un coin sombre, face à la porte. Au-dehors, une équipe de protection assurait les arrières, il ne s'agissait pas de tomber dans un guet-apens. Au bar, Ruiz attendait un coup de téléphone, annonçant le « feu vert ». Quand ce fut fait, il s'approcha du guéridon de l'Américain :

— Je vous écoute, dit-il.

Ce que lui révéla Kamal dépassait tout ce que pouvaient espérer les services français. C'était un renseignement très précieux. Kamal en effet raconta les contacts que Puchert avait eus, à Bonn, avec un certain Hans Joachim Seidenschener, syndic, représentant les industries belges d'armement. Le 16 juin précédent, à l'hôtel Dreisen, à Bad Godesberg, près de l'ambassade de France, Georg Puchert avait passé commande ferme de 40 tonnes de T.N.T. et de 1,5 millions de cartouches d'infanterie calibre 9.

— Comment savez-vous cela ? interrogea Ruiz.

— Parce que c'est moi qui ai mis Seidenschener en rapport avec un industriel norvégien, susceptible de fournir les 40 tonnes d'explosifs.

Et Kamal donna le nom et l'adresse de cet industriel norvégien : Raf Ragnar Lie, de Drammen.

— Pour quelle raison nous fournissez-vous tous ces renseignements ?

Kamal eut un rire discret.

— Il est pénible pour un commerçant comme moi d'avoir à avouer qu'il s'est fait rouler. Mais je viens seulement d'apprendre que Seidenschener, avec lequel j'avais monté l'affaire du *Bornholm*, et avec lequel j'étais associé, a conservé la totalité des sommes versées par les Marocains pour ce transport. Pour moi, cet « oubli » représente une perte sèche de 45 000 dollars, le montant de l'investissement que j'avais engagé dans cette affaire. Comme je ne puis rien faire contre Seidenschener, je vous le livre... En prime pour m'avoir laissé une chance de survivre à la visite de votre « employé ».

Le rapport, transmis au commandant Larzac, fut examiné avec soin. Il est d'usage de n'accepter un renseignement qu'après l'avoir soigneusement recoupé et vérifié.

Lancés sur la piste de Puchert, les informateurs du S. R. confirmèrent après coup les renseignements fournis par Kamal. Mais la piste du trafiquant lituanien était difficile à suivre. Il se déplaçait beaucoup, allant de Francfort à Bonn, de Wiesbaden à Jungholz, dans les montagnes du Tyrol. Il changeait souvent d'identité, ce qui compliquait encore davantage les filatures. Pourtant le dossier gonflait.

Gérard Larzac sut tout de même que l'ensemble des commandes passées par Puchert aux divers fournisseurs allemands portaient sur plusieurs canots et vedettes rapides, 100 lance-grenades avec 10 000 grenades, 2 000 pistolets mitrailleurs avec 3 millions de cartouches, 2 000 pistolets 9 mm avec 2 millions de cartouches, 10 000 grenades à main et... 200 tonnes de T.N.T.

— La commande passée à Seidenschener ne représente pas le quart de l'ensemble, observa Larzac. Il nous faut donc remonter l'ensemble des filières et découvrir les fournisseurs.

Ce n'était pas un mince travail. D'autant que, dans les premiers jours de septembre, on apprit que Puchert avait négocié avec les Tchécoslovaques un important lot de pistolets mitrailleurs qui n'avaient pas quitté l'Allemagne par les voies ordinaires, aérienne ou maritime.

Le 6 septembre, Puchert était à Genève. Là, la filature put reprendre. Elle conduisit directement chez Marcel Léopold.

Marcel Léopold n'était pas un inconnu des services français. Cet homme au bon gros visage de père de famille, habillé d'une façon modeste, pratiquant des horaires réguliers de petit fonctionnaire genevois, était en réalité une sorte d'aventurier au passé louche, ayant bourlingué dans nombre de pays où se préparaient, se déroulaient ou s'organisaient des révolutions. Né à Genève en 1902, Marcel Léopold avait très tôt ressenti la vocation de marchand d'armes. À vingt et un ans, en 1923, il avait débarqué en Chine, à Tien-tsin où son premier gros client avait été Chu Teh, le bras droit et le fondateur de l'armée populaire, animée à l'époque par un marxiste inconnu nommé Mao Tsé-toung. Pendant presque dix ans, ponctuellement, Léopold avait fait parvenir au « Napoléon rouge », fusils et cartouches.

Il avait installé une petite boutique d'horlogerie et, effectivement, négociait à ses moments perdus des montres qu'il lui arrivait même de réparer, Léopold étant, par formation, spécialisé dans la mécanique de précision. On se doute bien qu'il utilisa ses compétences dans la fabrication de systèmes de retardement, bien utiles pour faire fonctionner des bombes. Ce qui, par un enchaînement logique et sans doute pour unifier la production, l'amena à livrer le produit fini, mécanisme, enveloppe et explosifs compris. Très vite, Léopold, en homme d'affaires avisé, se rendit

compte que si l'investissement était plus élevé dans l'achat et surtout l'acheminement de la tolite, de la gélinite ou autres dynamites, leur revente entraînait des bénéfices plus importants.

Il s'aperçut aussi que l'explosif, à la différence des autres matériels militaires, ne se stocke pas, mais qu'au contraire, il est fabriqué «à la demande». Ce qui élimine d'abord les intermédiaires – d'où source supplémentaire de profit – et les amateurs. En effet, la mise de fonds écarte de ce commerce tout artisan travaillant dans le détail, et, du reste, les usines de production, suisses ou norvégiennes, n'acceptent que des commandes d'une dizaine de tonnes au minimum.

Il serait peut-être exagéré d'affirmer que toutes les explosions, attentats ou sabotages perpétrés sur le territoire chinois dans les années 30 furent, peu ou prou, le résultat du commerce florissant de Marcel Léopold. Il pouvait, toutefois, en revendiquer un bon nombre. La guerre ne lui fit pas une énorme concurrence, au contraire. Coupé de ses bases d'approvisionnement, il se reconvertit dans le plastic, et justifia d'une façon plus assidue l'enseignement de son magasin d'horlogerie : si les Chinois n'achetaient plus, ils faisaient réparer leurs montres.

1949. Mao Tsé-toung entrait à Pékin et, dans sa petite ville de Tien-tsin, Marcel Léopold jubilait. Non point que le régime précédent lui ait causé du souci, mais il espérait que la République démocratique allait se souvenir du bon vieux temps d'avant la «Longue Marche» et des fusils qu'il avait fait parvenir aux fuyards d'alors, les vainqueurs du jour.

Hélas, il lui fallut déchanter. Non seulement le nouveau régime bannit l'artisanat et le système du profit personnel, mais il prit tout aussitôt une tournure nettement xénophobe. Du jour au lendemain, le magasin d'horlogerie de précision suisse fut nationalisé et son propriétaire mis en prison. Et, pendant trois ans, Marcel Léopold eut le loisir de méditer sur l'ingratitude humaine, la logique chinoise et les arcanes de la pensée maoïste.

En 1952, Léopold fut libéré. Sans doute soulagé de s'en être tiré à si bon compte, peut-être y vit-il une sorte d'hommage rendu par ses anciens clients pour qui, il l'avait appris, le temps ne compte pas. Mais il comprit la leçon et ne s'attarda pas à goûter sur place les bienfaits de la liberté retrouvée.

Le mois suivant, il était rentré en Suisse. Quelques tentatives de reconversion, notamment dans le P.M.U., lui valurent assez de démêlés avec la police de son pays pour qu'il comprenne que sa voie était ailleurs. Par chance, la rébellion algérienne éclata.

À nouveau, le processus était en route. Qui dit rébellion dit attentats. Qui dit attentat, dit explosifs. Dès le printemps 1955, Marcel Léopold prenait la route du Caire et se liait d'amitié avec le chef des services spéciaux

égyptiens, le major Fathi Ed Dib. Léopold disposait d'un atout majeur : il était suisse et, par conséquent, le voisin de la fabrique helvétique d'explosifs, le Chemo Impex de Berne.

Très vite, la filière se mit en place et fonctionna à la perfection, le plus légalement du monde. D'autant plus que, pour les autorités helvétiques chargées d'accorder les licences d'exportation, les explosifs étaient vendus... à la France ! C'était là une astuce découverte par Marcel Léopold. Il utilisait les bons offices de la filiale française d'une société américaine, l'*Africa-Asia Trading Company* de Los Angeles dont le directeur, titulaire d'un passeport français, était un Algérien du nom d'Ahmed Bioud. Le motif invoqué par Ahmed Bioud pour importer à Alexandrie assez de T.N.T. pour ouvrir un second canal de Suez était fantaisiste ; il s'agissait, affirmait-il, de prévoir un éventuel dégagement du canal s'il venait à être obstrué par des épaves de bateaux ! Cela aurait peut-être été plausible en 1956, après l'expédition franco-anglaise, mais, en 1955, ce n'était même pas de la prémonition, tout au plus une mauvaise raison.

Après une longue enquête, le S.D.E.C.E. avait eu vent de ces tractations et, au mois de mai 1956, le bateau sur lequel Marcel Léopold devait avoir une conversation secrète avec Fathi Ed Dib percuta une mine flottant au gré du courant sur le Nil, d'après la version officielle donnée par le gouvernement du Caire.

En fait, un sous-marin français avait déposé, quelque part sur la côte égyptienne, deux spécialistes Action issus du centre de formation des hommes-grenouilles d'Arzew, près d'Oran. Par chance, ce soir-là, ni Fathi Ed Dib, ni Marcel Léopold n'étaient au rendez-vous. Mais, à son retour en Suisse et sur la pression des services français, Marcel Léopold était invité par la police helvétique à cesser son commerce outre-Méditerranée.

Marcel Léopold avait promis. D'ailleurs, il flairait déjà une affaire bien meilleure, un fabuleux contrat passé avec Georg Puchert qui avait également pris contact avec lui pour une commande de 50 tonnes de T.N.T.

Gérard Larzac interrompit la lecture du long rapport venu de Suisse et constata, placide :

— Ce Puchert est un malin, il ne met pas tous ses œufs dans le même panier.

La suite des renseignements fournis par les informateurs de Suisse précisait que le prix offert à Puchert par Léopold, à la tonne, était de 19 000 marks. Presque vingt millions de francs.

— Et le bénéfice est pratiquement de 100 p. 100 observa le capitaine Seyerz. Un pactole. Je comprends soudain la discrétion manifestée par Marcel Léopold depuis quelques mois. Il ne sort presque plus de chez lui et ne rencontre que son associé, Léo Geiser. Le téléphone doit drôlement fonctionner.

Pendant une semaine, la caserne des Tourelles ne reçut plus aucune information venant de Suisse. Puis, le 10 septembre, un simple flash : « Léopold sur le point de conclure marché avec la fabrique d'explosifs Spinassas. » Dans le dossier rouge de Gérard Larzac, cette information se traduisit par une fiche « Homo » timbrée du cachet « urgent/opérations ». Le lendemain, 11 septembre, la fiche revint portant, en guise d'annotation, une simple petite croix verte tracée au crayon-bille. Pour Larzac, comme pour le chef du Service VIII, le service Action, cette simple petite croix verte signifiait que le responsable, désigné par le chef de l'État, avait donné son accord. Désormais, la parole était à l'équipe Action.

Le 16 septembre, Léopold et son associé Geiser rencontrèrent Puchert dans un restaurant chinois de la Chaponnière, le Dragon d'or, et scellèrent sans doute au champagne l'accord qu'ils venaient de signer. Sans doute aussi le trafiquant lituanien apprit-il à Marcel Léopold que le bateau qui devait acheminer son chargement était à quai dans le port de Hambourg. Ce bateau, presque neuf, s'appelait l'*Atlas*.

En rentrant chez lui ce soir-là, Marcel Léopold était préoccupé. Ou peut-être distrait, car il ne remarqua pas la camionnette blanche du livreur de lait qui stationnait juste en face de son domicile, 16 cours de Rives. Il eut tort. À l'intérieur, se relayant toutes les huit heures, les hommes d'une équipe de reconnaissance guettaient par un trou percé dans la paroi de la cabine le moindre de ses déplacements.

En même temps, à Paris, le service Action étudiait fébrilement les moyens de mettre définitivement fin aux activités du marchand d'explosifs. L'ambiance était tendue : à Alger, après les semaines euphoriques qui avaient suivi le 13 mai, la préparation du référendum sur la nouvelle constitution de la V^e République incitait le F.L.N. à multiplier les attentats. Des bombes éclataient un peu partout, et l'on pouvait facilement imaginer ce qui arriverait si les 40 tonnes promises par Léopold arrivaient entre les mains des terroristes.

Décider une mission Homo est une chose, autre chose est de la préparer dans le détail.

Après étude du dossier, une fois de plus le service Action décida d'utiliser une arme silencieuse et ce fut la « pompe à vélo » qui fut choisie.

Auparavant, les habituels conseils d'abandon avaient été prodigués, mais en vain, par téléphone, à Marcel Léopold. Le 17 septembre, un homme l'avait même abordé dans la rue. Il avait essuyé un refus et reçu ce conseil :

— J'ai pris mes précautions : ne tentez rien contre moi, sinon, vous vous en repentirez. Je ne suis pas seul et je suis protégé.

Maintenant, les renseignements affluaient, tous d'ordre technique : les heures de sortie et de retour du trafiquant, ses habitudes, et le fait qu'il venait toujours ouvrir sa porte lui-même. Le 18 septembre, une première équipe Action se présenta devant le 16 cours de Rives. Elle était composée du capitaine Seyer et d'un sous-officier surnommé Willy le Rouquin. Dans sa serviette, le « visiteur » tenait sa sarbacane pointée à hauteur de poitrine. Il sonna.

Léopold ouvrit, sans méfiance. Willy appuya sur la détente, rien ne se passa. Sans perdre son sang-froid, l'agent français se confondit en excuses :

— J'ai dû me tromper, dit-il, je cherche le dentiste.

Tout aussi courtois, Léopold répondit :

— De rien, monsieur. Le dentiste habite à l'étage au-dessus.

Willy revenu à son poste, la première équipe Action fut rappelée à Paris : il n'était pas question de lui laisser recommencer sa tentative. Le soir-même, une seconde équipe prenait le chemin de Genève, et le même processus recommença.

Seulement, cette fois, la sarbacane consentit à fonctionner et Léopold mourut, foudroyé, sur le pas de sa porte. Il était 19 h 30, ce 19 septembre 1958[27].

Très vite, la cause de la mort de Léopold fut connue, car la « sarbacane » était restée sur les lieux du drame. Mais, tout comme les journalistes suisses, la police se perdit en conjectures sur l'origine de l'attentat. Par routine, « on » incrimina la Main rouge, et, aujourd'hui encore, il semble qu'une information soit toujours ouverte au Parquet de Genève qui, jamais, n'a réussi à mettre la main sur le coupable.

Léopold éliminé, l'acheminement des explosifs fut pourtant poursuivi, car Geiser, son associé, un fonceur encore plus alléché à l'idée de n'avoir plus à partager avec son associé les quelque trois cents millions de francs de bénéfice, se démenait sans redouter de subir le même sort que son patron.

Trois jours plus tard, le cargo *Atlas* ancré à Hambourg, recevait de Puchert un télégramme lui ordonnant de se tenir prêt à accueillir un chargement de 40 tonnes de T.N.T. qui arriverait par le rail dans la journée

du 26 septembre.

Tous les papiers de bord furent signés le même jour. La destination finale des explosifs était le port de Monrovia, au Liberia, et l'usage projeté était une fois encore la destruction des épaves qui risquaient, un jour, de boucher l'accès du port.

Le 27 septembre au soir, le chargement des 40 tonnes d'explosifs était terminé et l'*Atlas*, paré à appareiller, avait gagné l'extrémité du quai, la proue déjà tournée vers le large.

Dans la nuit, un yacht de plaisance déposa, à quelques milles du bassin de commerce une équipe de quatre plongeurs, qui pénétra dans le port comme naguère ils l'avaient fait à Tanger au cours de l'attaque contre la *Bruja Roja*. Ils étaient parfaitement renseignés sur la position de l'*Atlas* et avaient, depuis une semaine, soigneusement répété le scénario de leur action dans le port de Brest.

En silence, ils amarrèrent, de chaque côté de la coque du cargo, à hauteur de la quille, une série de mines magnétiques dont l'explosion ouvrirait une brèche suffisante dans la coque pour couler le navire. L'emplacement avait, du reste, été minutieusement étudié par des spécialistes afin de ne pas causer l'explosion simultanée des 40 tonnes de T.N.T...

À quatre heures du matin, le 28 septembre, un coup sourd ébranla le port de Hambourg, suivi d'une énorme gerbe d'eau qui provoqua une vague gigantesque balayant les bassins. Quand la fumée et les embruns se furent dissipés, l'*Atlas* était perdu et s'enfonçait, assez profondément dans la vase du port pour y noyer sa cargaison.

La première expédition de T.N.T. pour le F.L.N. avait échoué.

Geiser, l'associé de Léopold fut peut-être prié par ses clients algériens de renouveler sa tentative. Il n'en eut pas le loisir. Le 20 novembre, un tireur d'élite lui logea, en pleine rue, une balle dans la tête.

L'explosion de l'*Atlas*, en plein milieu des bassins du port de Hambourg, avait soulevé une tempête et pas seulement pendant le court instant où le cargo avait été envoyé par le fond. Le bourgmestre de Hambourg, par ailleurs député socialiste au Bundestag, déposa une question écrite demandant l'ouverture d'une enquête poussée. Il ne croyait pas, disait-il, à la prétendue Main rouge et incriminait directement le gouvernement français. Par mesure de rétorsion, il fit tout aussitôt voter par son conseil municipal une décision interdisant à tout navire battant pavillon français de relâcher dans la cité hanséatique, qui spécifiait, fait rarissime dans les annales portuaires, que le port ne donnerait même pas asile aux « bateaux français en détresse ».

La police se démena, en vain. Elle interrogea, pour la forme, quelques dockers et arrêta, pour quelques jours, l'un des matelots de l'*Atlas*, soupçonné de s'être montré trop bavard.

Elle conclut à un attentat perpétré par des inconnus, sans aller jusqu'à incriminer nommément la Main rouge, ni, du reste, les services français. Pourtant elle n'était pas dupe et possédait des preuves. Après avoir soigneusement passé les débris ratissés au fond du bassin, elle avait réussi à identifier la forme, la puissance et jusqu'au mécanisme des mines magnétiques. Mieux encore – mais elle n'en fit jamais état –, elle fit analyser les fragments de peinture dont elles étaient recouvertes.

Or, si les mines avaient été fabriquées dans les officines du commandant Lesurques, avec un matériel dont il était impossible de déceler l'origine, il en allait tout autrement pour la peinture qui les recouvrait. Celle-ci devait répondre à des impératifs techniques « marine » et c'est l'Intendance militaire qui l'avait fournie en la prélevant sur les stocks existants. Or, en France, une seule usine fabriquait ces enduits et travaillait exclusivement pour l'Armée.

Il est par conséquent impensable qu'une enquête de laboratoire poussée n'ait pas amené les policiers allemands à nourrir leur conviction quant à l'origine de l'explosion. Cependant, jamais les résultats de ces enquêtes ne furent rendues publiques, jamais non plus elles ne se traduisirent par des accusations précises.

À dire vrai, pour l'ensemble des agents qui menaient la lutte contre le trafic d'armes, l'aspect juridique de leurs actions était secondaire. Toutes les missions, en effet, étaient montées de façon que les responsables soient hors du territoire concerné dès la découverte de l'attentat. Jamais du reste un agent en mission ne fut arrêté. Pour les autres, informateurs ou observateurs, seul comptait le résultat tactique. Or, à la fin de ce mois de septembre 1958, s'ils avaient stoppé de justesse l'acheminement des explosifs de Léopold, ils galopèrent toujours à la poursuite de Puchert l'insaisissable. Plus grave encore, ils remontaient péniblement les filières, sans parvenir à circonscrire exactement le champ d'activité du Lituanien.

Certes, depuis les révélations de Kamal, on avait des noms, Seidenschenur et Raf Ragnar Lie, le Norvégien qui devait fournir du T.N.T. sorti des usines Nobel-Dynamit A.G. de Drammen.

Mais, entre ces deux hommes, le fil n'était pas encore apparent. Or il importait de « lever » toute l'organisation pour être certain d'agir efficacement.

Le 30 septembre, le miracle survint. Comme tous les miracles, il se produisit là où on ne l'attendait pas, sous la forme d'une lettre anonyme postée en Allemagne, arrivée banalement par la poste.

À l'intérieur, se trouvait un rapport dactylographié, long de six pages, révélant par le détail la biographie complète de Puchert, son emploi du temps depuis son arrivée à Bonn, le 19 mai précédent, les lieux de ses rencontres et l'identité des personnes qu'il avait vues, avec le détail des commandes qu'il avait passées.

Il y avait tout, à un détail près: il manquait le nom d'un des interlocuteurs de Georg Puchert, le syndic Hans Joachim Seidenschenur lui-même. Cet « oubli » signait bien évidemment la lettre qui, du même coup, cessait d'être anonyme.

— Intéressez-vous de plus près à M. Seidenschenur, ordonna aussitôt le chef du C.E. à ses agents. Tâchez de découvrir le motif de sa trahison.

Deux détails importants avaient retenu l'attention du S.D.E.C.E. dans la dénonciation venue d'Allemagne. Le premier faisait état d'un « groupe danois » qui finançait pour moitié les commandes d'explosifs que passait Puchert à ses fournisseurs. Le second, bien plus en rapport avec l'actualité, levait le voile sur l'origine d'une vague spectaculaire d'attentats terroristes qui ensablait la France métropolitaine.

En effet, depuis la nuit du 24 août 1958, la Fédération de France du F.L.N.

était passée à l'offensive. À Paris, attaques de postes de police, assassinats de gardiens de la paix, ou de militaires en tenue, élimination d'Algériens récalcitrants ou de membres du M.N.A., fraction rivale des mouvements nationalistes algériens, se succédaient à une cadence vertigineuse.

De plus, un peu partout sur le territoire, les dépôts d'essence étaient sabotés – celui de Mourepiane près de Marseille avait brûlé pendant dix jours –, des usines brûlaient, des trains déraillaient, des bombes explosaient sur les bateaux. À Marseille encore, le paquebot *Président de Cazalet* avait été plastiqué le 7 septembre. La panique commençait à gagner la métropole. En quelques semaines, il y eut 242 attaques causant 82 morts, 188 blessés, 56 sabotages.

Le 15 septembre, en plein Paris, deux tueurs mitraillaient celui qui, aux yeux du F.L.N. incarnait l'Algérie française, le ministre de l'Information Jacques Soustelle.

La police, impuissante, donnait en vain la chasse aux terroristes et, toujours revenait la question : d'où proviennent les armes, ces mitraillettes allemandes, ces explosifs et ces Colt ?

Dans sa lettre, Seidenschénur apportait la réponse : les armes de la « bataille de France » étaient acheminées depuis la Tchécoslovaquie par Puchert, alias « captain Morris ».

Quelques semaines de présence sur le territoire de la République fédérale avaient attiré l'attention du trafiquant sur une anomalie administrative dont il pouvait tirer parti. Il s'était aperçu en effet, au cours d'un week-end, que la petite station estivale de Jungholz, dans le Tyrol, est rattachée à la République fédérale sur le plan de la douane et des affaires économiques, mais dépend de l'Autriche sur le plan juridique. Il était donc tentant d'y faire passer de la contrebande.

Au mois de juillet, sur les conseils de Boussouf avec lequel il était resté en relations par l'intermédiaire du représentant du F.L.N. à Bonn, l'avocat Ait Ahcène, Puchert avait pris contact avec la Fédération de France du F.L.N. dont le représentant en Allemagne était Abdelkader Nouasri.

Ait Ahcène et Nouasri expliquèrent à Puchert que le C.C.E., poussé par Boussouf, avait décidé de lancer les Algériens de France dans la guerre et qu'il fallait de toute urgence leur procurer armes, explosifs et munitions.

– Quels sont vos prix ? demandèrent les Algériens.

– Je veux trente dollars par pistolet et trente-quatre dollars par pistolet mitrailleur.

Les Algériens acceptèrent et Puchert repartit pour Jungholz. Quelques jours plus tard, son système était au point. Il se rendait en Tchécoslovaquie,

payait *cash* aux représentants de la société nationale Omnipol le montant de sa commande – dix dollars par pistolet Colt et douze dollars par P.M. Schmeysser –, puis repartait pour la station tyrolienne. Le surlendemain, une camionnette arrivait. Elle avait emprunté une route frontalière dont les dix derniers kilomètres étaient effectués, soit sur une route non tracée des Alpes, soit sur des sentiers carrossables, qui évitaient tout contrôle douanier autrichien. À Jungholz, Georg Puchert réceptionnait sa « marchandise », répartie en petites caisses contenant cinquante pistolets ou dix mitraillettes. De là, il les expédiait en colis non accompagnés vers la frontière franco-sarroise. Il n'avait rien à craindre puisque ce transfert s'effectuait à l'intérieur de la zone douanière allemande.

Arrivées à destination, côté allemand, ces caisses étaient prises en compte par les Algériens qui avaient mis en place leurs filières clandestines.

D'après Seidenschener, Puchert avait gagné, en quelques semaines, la coquette somme de 175 500 dollars – 85 millions de francs français !

– Décidément, dit le commandant Larzac, ce Puchert est partout !

De fait, son arrivée en Allemagne coïncidait avec une recrudescence du trafic. Jamais encore celui-ci n'avait atteint une telle ampleur. Il fallait, de toute urgence, prendre des mesures contre Georg Puchert bien sûr, mais aussi contre tous ses associés.

Parmi ceux-ci, Gérard Larzac le constata sans surprise, figurait l'inévitable Otto Schlüter.

Ce n'était en effet pas la première fois que ce marchand d'armes hambourgeois croisait la route du S.D.E.C.E. Depuis plus d'un an en effet, cet homme avait un épais dossier de couleur rouge dans les archives de la caserne des Tourelles.

Otto Schlüter n'avait rien d'un obscur trafiquant que l'on pourrait imaginer, au fond d'un bureau sombre et discret, négociant à mots couverts quelque minime fourniture de mitraillettes de récupération ou un lot de mitrailleuses hors d'usage. Otto Schlüter était un honorable commerçant ayant pignon sur rue et malheur à celui qui osait l'affubler du qualificatif de « trafiquant » : il entamait aussitôt un procès en diffamation et obtenait gain de cause : entre 1956 et 1960, il n'en gagna pas moins de 65 !

Fils et petit-fils de fabricants d'armes, Otto « III » était né en 1920 à Rostock, importante cité portuaire du Mecklembourg en Prusse orientale. Très tôt ses études l'avaient conduit dans la plupart des villes où se trouvaient des fabriques spécialisées dans la construction des fusils, notamment Suhl et Zella Mehlis.

Blessé pendant la guerre, paralysé de la main droite, Otto Schlüter était revenu à Rostock, mais, l'arrivée des Russes, au printemps de 1945 le

contraignit au départ, et c'est à Hambourg qu'il décida de s'installer en y créant un modeste atelier produisant des arbalètes, des fusils de chasse et des menottes.

Peu à peu, la firme Otto Schlüter prit de l'extension en même temps qu'elle exportait, vers les pays du Moyen-Orient, des « carabines de sport ». Or ces « carabines de sport » n'étaient en réalité que des carabines Mauser 98 K dont il avait retiré les « accessoires militaires », les appareils de visée (la hausse graduée) et le porte-baïonnette. Cette exportation était tout à fait régulière et les armes ainsi déclassées étaient parfaitement admises comme armes de chasse. Ce qui, à la rigueur, eût pu faire dresser l'oreille aux services douaniers était le subit engouement des autochtones d'Afrique pour la chasse au gros gibier. Mais, apparemment rien ne les surprenait.

Le commerce de Schlüter était donc légalement irréprochable. Ce qui l'était moins, c'était d'envoyer, par paquets séparés aux mêmes destinataires, par la poste cette fois, les accessoires précédemment démontés.

La maison Otto Schlüter prospérait. Abandonnant ses misérables entrepôts dans le quartier périphérique de la ville hanséatique, Schlüter avait maintenant de somptueux locaux en plein centre de Hambourg, au premier étage du 43 Osterbeckstrasse. Sur la façade, en lettres énormes figurait l'enseigne « Waffen und Sporthaus City ».

Dans ce bureau, à droite sur le palier du premier étage, avait été traitée l'une des plus importantes commandes jamais encore passée par le F.L.N. au mois de mai 1956. Elle portait en particulier sur quatre-vingts mitrailleuses M.G. 42 de l'ex-Wehrmacht, deux mille fusils, des cartouches correspondantes (deux millions) et d'un important lot de grenades à main. La somme sur laquelle Otto Schlüter établit la facture s'établissait à près de 45 000 dollars (vingt-deux millions et demi de francs). L'intermédiaire algérien, l'avocat Ait Ahcène, prétendait agir pour le compte du gouvernement tunisien et ces armes étaient destinées à équiper la Garde Nationale.

Inutile de dire que ces armes, livrées au mois de juillet 1956, s'en allèrent immédiatement équiper le F.L.N. L'armée française n'en récupéra qu'un petit nombre, car elles restèrent en Tunisie au profit des bataillons de l'Est: Ali Hambli[28] qui se rallia en 1959 était doté de ces M.G. 42.

Le paiement intervint dans les délais prévus, depuis Tunis en passant par Genève pour aboutir à Hambourg, à la banque Martin Friedberg, Moeckerbergstrasse 22, qui cautionnait toutes les transactions de Schlüter.

Certes, ces renseignements étaient connus de Gérard Larzac qui les accumulait dans son dossier rouge. Mais le gouvernement français avait besoin, pour pouvoir intervenir auprès de Bonn, de preuves matérielles,

comptes bancaires, date et montant des virements, extraits des registres comptables. Or la difficulté résidait précisément dans l'obtention de ces preuves matérielles.

Le contre-espionnage se mit alors en chasse et s'efforça d'infiltrer un agent de pénétration dans le voisinage de Schlüter.

Il n'était évidemment pas question de cambrioler le numéro 43 de l'Osterbeckstrasse. Encore moins les bureaux de la Banque Martin Friedberg. Restait une solution. Dévoué, l'agent la tenta et elle réussit. Opération classique de séduction dirigée contre Waltraut Jünke, le jeune secrétaire de Schlüter.

Waltraut ne se fit guère prier pour livrer les dossiers de son patron, dont les photographies prirent le chemin de la caserne des Tourelles. Mais le Quai-d'Orsay se vit opposer le refus de Bonn.

Le temps passait. Otto Schlüter préparait un nouvel envoi : quatre mille carabines avec 11 millions de cartouches.

Le 16 septembre 1956, au moment où il descendait de voiture – une Mercedes 220 blanche – un homme d'aspect banal s'approcha de lui :

– Monsieur Otto Schlüter ?

– Que voulez-vous ?

– Vous proposer une affaire.

Méfiant tout d'un coup, Schlüter se rapprocha de la porte de son immeuble, son visage rond et poupin comme figé. Il n'aimait pas être accosté dans la rue, et encore moins par des Français. Il proposa cependant :

– Venez dans mon bureau, nous y serons plus à notre aise.

En réalité, il tentait de se mettre sous la protection de ses « huissiers », deux costauds aux réflexes vifs, élément indispensable à l'activité d'un commerçant en armes.

– Pas la peine, dit le Français. Les affaires que vous traitez gênent considérablement mes compatriotes. Mais nous sommes disposés à vous les faciliter si vous acceptez de nous renseigner sur elles.

Schlüter secoua la tête. Il ne pouvait se permettre de se soumettre au chantage dont il voyait poindre la tentative, sous peine de perdre son crédit auprès des Algériens. Il savait par ailleurs que le F.L.N. ne plaisantait pas avec les indiscrets ou les bavards. Les journaux étaient remplis du récit de leurs expéditions « punitives », tant en France contre le M.N.A. qu'en Belgique contre les payeurs récalcitrants. Il préféra tergiverser :

– Je vous donnerai ma réponse sous huit jours, promit-il.

Otto Schlüter ne perdit pas de temps. Il mit cette semaine à profit pour réorganiser son propre service de sécurité, et, pour sa part, choisit parmi les nombreux échantillons des armes qu'ils vendait, un P 38 qu'il ne cessa plus

de porter sur lui.

Le 24 septembre, il était à nouveau interpellé par un second Français :

— Votre réponse, monsieur Schlüter ?

— C'est non. Chacun défend ses affaires, moi les miennes et vous les vôtres. Les vôtres ne m'intéressent d'ailleurs pas.

Le 26 septembre 1956, un livreur se présentait dans les bureaux de la Waffen und Sporthaus City.

— Je viens, expliqua-t-il, vérifier les extincteurs à la demande de M. Schlüter.

Cette démarche n'inquiéta pas outre mesure le personnel. Depuis plusieurs jours en effet, le patron veillait personnellement au bon fonctionnement des appareils de sécurité. L'ouvrier accomplit sa besogne et déclara que tout était parfait à l'exception de l'appareil situé dans l'antichambre des lavabos.

— Je remplace la cartouche de mousse carbonique, dit-il.

Il quitta l'immeuble, à neuf heures et demie.

À dix heures, Otto Schlüter arriva et reçut son premier visiteur, un négociant suédois, W. Lorenzen.

À dix heures cinq, une puissante déflagration volatilisait la cloison qui séparait les lavabos du bureau d'Otto Schlüter, crevait la façade et faisait éclater les vitres des maisons du quartier dans un rayon de deux cents mètres.

Immédiatement alertée, la police arriva rapidement sur les lieux. Elle se trouva face à face avec un Otto Schlüter blême, commotionné par l'explosion, mais vivant. La seule victime était le jeune Norvégien de vingt-sept ans, W. Lorenzen.

L'enquête de la police ne permit évidemment pas de découvrir le ou les auteurs de cet attentat. On raconta même que Schlüter avait fait appel à un devin qui habitait Würzbourg pour situer ses adversaires.

Ce n'est qu'après l'attentat de Beissner que la police fit le rapprochement avec la Main rouge. Mais, à cette époque, Schlüter avait encore échappé à deux autres bombes.

Dans l'immédiat, l'explosion du 26 septembre eut deux résultats concrets. D'une part l'expulsion de Schlüter de ses locaux par le propriétaire qui ne tenait pas à prendre des risques supplémentaires en abritant un aussi dangereux locataire.

Le second fut plus surprenant. L'ouverture d'une enquête diligentée par

Bonn. Ce que n'avait pas réussi à obtenir le gouvernement français par des voies officielles et légales, une bombe placée par des terroristes anonymes y parvenait.

— C'est presque un encouragement, constata le capitaine Seyer après avoir réceptionné, à la frontière, son agent Willy.

En fait, Otto Schlüter avait seulement courbé l'échine pendant toute la durée d'une enquête administrative diligentée cette fois par les services de la répression des fraudes qui avaient découvert une faillite frauduleuse portant sur 400 millions de marks.

Cinq mois plus tard, il reprenait son commerce. Il fallut utiliser les grands moyens. Devant la relative mollesse des autorités allemandes, le service VIII passait aux actes.

À Pâques 1957, une première petite bombe faisait explosion dans sa maison de campagne. Puis, le 3 juin suivant, la Mercedes sautait devant son domicile, Loogestigstrasse, dans les faubourgs selects de Hambourg-Eppendorff.

Ce second attentat, auquel Schlüter avait échappé par miracle l'avait fait réfléchir et il avait, un temps, mis fin à ses contacts avec le F.L.N. Or tout indiquait, maintenant, que grâce aux efforts de Puchert, Otto Schlüter refaisait surface. Preuve que l'appât du gain est toujours plus fort que la peur de la mort.

Un quatrième attentat fut soigneusement monté contre lui. Cette fois cependant, la mission fut étudiée pour présenter toutes les apparences d'un accident.

Le 3 octobre 1958, Otto Schlüter menait sa voiture à 140 km sur l'autoroute qui menait à Lübeck. Soudain, le pneu avant droit de sa Mercedes éclata. La voiture effectua un tonneau, traversa la chaussée sur le toit avant de percuter, sur le bord de la route, la bande de terre où elle s'immobilisa.

À quelques centaines de mètres en arrière, une Porsche blanche freina et s'arrêta. À l'intérieur le capitaine Seyer qui était venu en observateur tester le nouveau gadget déposé la veille au soir sur la roue de la Mercedes de Schlüter. Un petit engin dont la particularité était d'exploser sitôt que la vitesse du véhicule atteignait cent quarante kilomètres heure.

Seyer eut pourtant l'occasion d'être plus stupéfait encore qu'il ne l'avait prévu. Par la vitre éclatée de sa portière avant, Schlüter, lentement, s'extirpait de sa voiture en miettes. Vêtements en lambeaux, le visage en sang, la jambe gauche en piteux état, il se hissait à l'air libre par la seule force de ses poignets. Mais il était vivant, si incroyable que cela puisse paraître.

— C'est pas possible, une « baraka » pareille, dirent les deux observateurs en rendant compte, à Paris, du résultat de leur mission. N'importe qui y aurait laissé sa peau...

Jamais, de mémoire d'agent Action on n'avait vu cela: cette chance insolente qui semblait protéger Otto Schlüter dans toutes les circonstances.

— Désormais, décida le chef du service VIII on lui fichera la paix. Il a trop de veine. Et je suis sûr qu'il va penser, comme nous, qu'il ne faut pas trop tenter le diable. Il va sûrement se calmer.

Effectivement, Schlüter espaça ses entrevues avec les clients du F.L.N.

Gabriel Bardin remonta le col de sa canadienne de fourrure et, calant sa mitraillette sous son bras droit, souffla dans ses mains engourdis de froid. La nuit était noire et la visibilité nulle. L'hiver allemand s'annonçait précoce et rude et, perdue dans la forêt de Bad Godesberg, l'équipe Action se réchauffait comme elle le pouvait.

Le talky-walky grésillait faiblement, coincé entre le revers de la canadienne et l'épais pull-over. Brièvement, le bruit de fond fut coupé deux fois. À son tour, Gabriel Bardin appuya sur la pédale. Juste une vérification de routine. À huit cents mètres de là, à l'entrée du virage, le capitaine Seyerz surveillait la route pour annoncer l'arrivée d'une voiture.

Seyerz et Bardin connaissaient par cœur le scénario, ils l'avaient répété plusieurs nuits de suite, dans un décor analogue, au cœur de la forêt de Saint-Cucufa, aux portes de Paris.

Du plus loin qu'il apercevait les phares de la voiture qu'ils étaient chargés de stopper, les guetteurs prévenaient Gabriel Bardin. Celui-ci, alors, tirait en travers de la route une herse de gendarmerie qui stoppait l'automobiliste. Une rafale bien ajustée mettait fin à l'exercice.

Ce soir-là, 2 novembre 1958, ce n'était plus une répétition. La herse était en place, le capitaine Seyerz aussi et, sa Thompson sous le bras, Gabriel Bardin guettait l'homme qu'il devait abattre ; l'avocat Ait Ahcène.

À la suite du mois sanglant au cours duquel le F.L.N. avait, en France métropolitaine, commis quelque 242 attaques causant la mort de 82 personnes et en blessant 180 autres, la police française, principalement la D.S.T., traquait les terroristes de l'Organisation secrète, sorte de bras séculier de la Fédération de France du F.L.N., rigoureusement structurée, extrêmement cloisonnée, donc difficile à détecter. Les membres de l'O.S. étaient tous volontaires, et devaient avoir fait leurs preuves – égorger un récalcitrant baptisé « traître » – avant d'être admis dans les rangs des « fidaï ». Autant dire qu'en face d'eux, la police française avait fort à faire, d'autant que ces hommes, tueurs chevronnés, n'hésitaient jamais à se servir des armes dont, par les soins de Georg Puchert, ils avaient été abondamment pourvus.

Et pourtant, peu à peu, la D.S.T. progressait. Le 14 octobre, elle mettait la

main sur un commando au complet, treize hommes venus du Maroc où ils avaient suivi les cours du camp de Larache spécialisé dans l'attaque en zone urbaine, le sabotage de l'action subversive.

Mais, pour la première fois depuis sa création, la D.S.T. n'était plus seule. Au niveau le plus haut du gouvernement, un organisme de coordination des Renseignements avait été institué qui regroupait tout à la fois les R.G., la P.P., la P.J., la D.S.T. et le S.D.E.C.E. Désormais, au lieu d'être parallèles – sinon concurrents – les divers services coopéraient, notamment en ce qui concernait l'infrastructure F.L.N. en France.

Et, quand à la suite du démantèlement du commando de Larache, l'état-major de l'O.S. décida d'émigrer en Allemagne, le S.D.E.C.E. était prêt à prendre le relais de la D.S.T.

Comme structures d'accueil, l'O.S. ne disposait que de ses « permanents » ordinaires, regroupés autour de Francfort près du délégué de la Fédération de France, Abdelkader Nouasri. Celui-ci recevait directement ses ordres de Boussouf devenu chef des services spéciaux du F.L.N. et dont Ait Ahcène assurait la représentation à partir des locaux de l'ambassade tunisienne à Bonn. Il était donc important, dans un premier temps, de couper tous les contacts entre les membres du F.L.N. avant de s'attaquer, en détail, à chacun des responsables des échelons intermédiaires.

Le dossier de l'action Homo concernant Ait Ahcène avait été visé par la présidence du Conseil dès la fin du mois d'octobre, et l'équipe Action constituée. Elle comportait deux hommes, le capitaine Seyeze – pseudonyme Jean Viary – et Gabriel Bardin – pseudonyme Ali Madani.

Arrivés le 1^{er} novembre en fin de soirée, par le train, Gabriel Bardin et le capitaine Seyeze avaient tout de suite été saisis par le froid pénétrant qui dévalait des flancs du Siebengebirge, noyé dans un épais brouillard givrant. Le long des avenues, la chiche lueur jaunâtre des lampadaires arrivait à peine jusqu'au sol et les rares voitures se hâtaient vers leurs garages.

– Si je comprends bien, observa Bardin, on ne pouvait pas rêver meilleur temps pour travailler dans du coton...

Ils connaissaient le dossier par cœur. Après des soirées passées à surveiller l'avocat kabyle, les hommes de l'équipe d'observation pouvaient affirmer connaître la moindre de ses habitudes :

– Tous les soirs, précisait la fiche, Ait Ahcène quitte l'ambassade à vingt heures. Il dîne en ville puis va raccompagner sa secrétaire, Fadelia Sahavoni jusqu'à son domicile, Deutscheherren Strasse. À onze heures, il rentre chez lui en traversant la forêt de Bad Godesberg.

Cette forêt, touffue et brumeuse, était traversée par une petite route en lacets, étroite et par endroits mal entretenue qui obligeait les voitures à s'y engager à vitesse réduite. Par ailleurs, son allure même en faisait l'endroit

idéal pour y tendre une embuscade de type militaire, avec de grandes chances de réussite et de bonnes possibilités de repli.

Gabriel Bardin regarda sa montre. Il était dix heures cinquante. Il grimaça. Il était engourdi de froid. Par réflexe professionnel, il actionna le fil qui commandait la mise en place de la herse. Un bruit étouffé de feuilles froissées le renseigna : son dispositif fonctionnait. Il ne restait plus qu'à attendre.

Deux alertes se produisirent. À onze heures moins cinq passa une Volkswagen, puis, quatre minutes plus tard, une puissante motocyclette.

Du pouce, Bardin coupa deux fois le bruit de fond du talky-walky. En réponse, Seyeze fit de même. Rien à signaler.

Il était onze heures cinq, et rien n'était en vue. Gabriel Bardin se balança d'un pied sur l'autre pour dissiper l'engourdissement de ses pieds. Toujours rien. Il était onze heures trente.

À minuit moins le quart, il reprit contact avec Seyeze. Deux petits signaux furent la réponse. Rien.

Le plan prévoyait qu'à minuit, l'équipe d'intervention lèverait l'embuscade. Un peu avant l'heure, Bardin émit, dans le talky-walky cette remarque saugrenue :

— Pourvu au moins qu'il ne « lui » soit rien arrivé...

L'embuscade avait échoué. Très tôt, le lendemain, les agents connurent l'explication. Ait AHCÈNE n'avait pas, cette nuit-là, quitté le domicile de la belle Fadelia. Finies donc les balades nocturnes en forêt de Bad Godesberg. Il fallait trouver autre chose.

Deux jours plus tard, le 5 novembre, à huit heures du matin, la 403 noire, immatriculée en France dont se servait l'homme du F.L.N. quittait Bonn pour Bad Godesberg où se trouvait l'ambassade de Tunisie. Au moment où elle se préparait à pénétrer par la grille ouverte dans l'allée qui conduisait à la résidence, une Volkswagen qui se trouvait devant elle se rabattit brusquement sur sa droite, lui interdisant la manœuvre. Surpris, Ait AHCÈNE donna un coup de frein, son attention mobilisée par la petite voiture qui avait stoppé.

Derrière la 403, une Mercedes vert olive déboîta alors et entama lentement le dépassement. Au volant, Gabriel Bardin. Sur le siège arrière, Seyeze, son P.M. camouflé par une énorme gerbe de fleurs.

Il n'y eut qu'une brève rafale, étouffée par le silencieux, puis, à la suite de la Volkswagen, la Mercedes disparut dans la rue.

Grièvement blessé, Ait AHCÈNE fut transporté dans la journée à Tunis. Il

devait y mourir dix jours plus tard. Le F.L.N. en Allemagne était décapité.

Comme les précédents, l'attentat contre le jeune avocat algérien fut mis au compte de la Main rouge et, très vite, les journalistes « informés » furent même en mesure de donner les noms supposés des tueurs ; un certain Pedro le Balafre[29] et un ex-inspecteur de police du Maroc, appelé Jean Viary.

Plus tard, quand les hommes du F.L.N. d'Allemagne reprirent l'enquête à leur compte, ils recueillirent le témoignage d'un livreur de lait qui avait « reconnu » les tueurs, et identifia le conducteur de la Mercedes comme un certain Ali Madani, contre lequel la police de Bonn lança un mandat d'arrêt.

Bien des mois plus tard, d'autres journalistes affirmèrent que le nommé Ali Madani, « Algérien francophile », émargeait au budget de la D.S.T., affirmation qui, on s'en doute, fut rejetée avec la dernière vigueur par les chefs de ce service. À juste titre, l'identité choisie pour un agent Action ne figure jamais sur les fichiers de police, et, surtout n'est pas inscrite dans un dossier de recherche criminelle.

Si l'attentat contre Ait Ahcène avait fait du bruit, il n'avait de sens que pour les intéressés: le S.D.E.C.E. comme le F.L.N. Et, tandis que la police poursuivait l'enquête, complaisamment diligentée par le commissaire Maly, un ancien S.S. tellement acquis aux Algériens que ceux-ci le nommaient «capitaine Mourad», les hommes du S.R. poursuivaient toujours Georg Puchert à la trace. Ce n'était pas simple: le trafiquant lituanien se déplaçait sans cesse et les Français devaient désormais agir avec circonspection. Il ne se passait pas de jour en effet sans que le F.L.N. n'attaque une voiture ou n'abatte un suspect. Refuge de l'O.S. depuis que la D.S.T. l'avait contrainte au départ, l'Allemagne ressemblait de plus en plus au Chicago des années 30. Règlement de comptes avec les membres du M.N.A. (qui avait franchi le Rhin pour porter la guerre en Allemagne contre ses adversaires politiques), exécutions sommaires de «traîtres» ou de suspects, prenaient de jour en jour une place plus importante dans les journaux. Les Algériens semblaient jouir de privilèges extraordinaires pour des étrangers singulièrement remuants.

Une fois encore, la solidarité antijuive avait joué. Les «amicales» d'anciens nazis avaient des ramifications haut placées dans les rouages de la République fédérale, à un point tel que même la presse allemande, qui s'en offusquait, osa imprimer des noms. En tête, le secrétaire d'État Globke qui ne faisait pas mystère de ses sentiments pro-arabes, Oberländer, ministre des Réfugiés, dont dépendaient les Algériens qui avaient obtenu, sur le vu du passeport français, le statut d'émigrés politiques. Oberländer passait, en revanche, pour l'organisateur, en 1941 du massacre du ghetto de Lvov. Il y avait enfin le ministre de l'Intérieur lui-même, le Dr Schroeder qui avait invité les membres de la police à traiter les Algériens en «hôtes privilégiés».

Profitant abondamment du climat de sympathie qui les entouraient, les «hôtes privilégiés» purent structurer d'une façon rigoureuse et sans lésiner sur les effectifs, leur organisation qui prit rapidement les dimensions d'une véritable administration.

Le successeur d'Aït Ahcène, Abdelhafid Malek, en fut l'artisan. Cet intellectuel brillant, polémiste redoutable – il avait publié, sous le pseudonyme d'Hafid Keramane un livre de combat *la Pacification* –, avait

précédemment été chargé des relations avec les étudiants européens, et les milieux politiques progressistes.

Son successeur, Mouloud Kassim, un jeune Kabyle aux yeux bleus qui parlait couramment le français, l'anglais et l'allemand, s'attacha à développer encore davantage les réseaux de soutien. Si Malek avait principalement prospecté les milieux sociaux démocrates, tel le député Wyshneusky, spécialiste des filières de désertion, la politique de Mouloud Kassim fut d'étendre ses contacts, notamment en direction des chrétiens-démocrates.

Ce fut lui qui découvrit celui qui, pendant deux ans, allait servir de courtier, de prospecteur et d'agent de publicité du F.L.N. en Europe et aux États-Unis, un étudiant en droit de vingt-trois ans, Ignace Bender. Il fut envoyé en mission à Toulouse à l'occasion du jumelage Toulouse-Bonn et parvint en un temps record à mettre sur pied un réseau universitaire d'aide au F.L.N. Devant sa compétence, Mouloud Kassim le chargea des liaisons secrètes avec les réseaux de soutien en Europe, à Strasbourg, Grenoble, Toulouse, Paris et, bien entendu Berlin-Est.

C'est Ignace Bender, chef de file des Jeunesses étudiantes chrétiennes, qui fut à l'origine du réseau « Jeune Résistance » que devait parrainer Francis Jeanson. C'était lui, qui, au printemps, avait lancé l'idée d'une quête auprès des étudiants: quête qui ramena dans les caisses de l'O.S. à Düsseldorf 10 000 Deutschmarks.

Un autre adjoint d'Abdelhafid Malek, Si Chériff, avait pris en main toutes les affaires de justice, de police et de chancellerie. Sorte de préfet de police aux pouvoirs étendus, il régnait sur les équipes de protection, les commandos Action et les petits groupes de tueurs chargés de faire respecter la « loi ».

Très vite ces équipes s'attaquèrent à leur tâche avec enthousiasme, certaines de ne pas être traquées avec la même ténacité que par la police française. Alors, au début de l'année 1959, l'Allemagne devint une sorte de champ clos ouvert à toutes les « explications ».

Il ne se passait pas de jour sans attentat, mitraillage ou règlement de comptes, les batailles rangées devenaient d'autant plus meurtrières que les groupes armés du M.N.A.^[30] n'hésitaient pas à franchir la frontière pour organiser des expéditions « punitives » en représailles aux exactions commises en France et en Belgique.

C'est ainsi qu'au mois de décembre, en plein centre de Cologne, sur le parking devant la gare, deux tueurs du M.N.A. ouvrirent le feu sur un responsable de l'O.S., Ahmed Nesbah, et ses gardes du corps, Outalef Ramdane et Khaldi Boussef. La mitraillade dura un quart d'heure; après quoi les agresseurs, Idir Boudjemmer et Rabah Chittabi, prirent la fuite dans un taxi

– en oubliant leurs passeports –, laissant quatre morts, dont deux passants, et un blessé grave, Boussef.

Plus l'O.S. s'étoffait en Allemagne, plus devenaient périlleuses les missions des agents français, qui, à l'inverse de leurs adversaires, ne bénéficiaient ni de la sympathie, ni de la protection de la police ou des autorités allemandes.

Ce qui, évidemment, entraînait un accroissement des opérations Action au détriment des manœuvres plus traditionnelles des S.R.

Et pourtant, tout ne se passait pas à coups de bombes. Ainsi, dans le courant du mois de décembre 1960, un agent en poste à Stockholm signalait qu'une importante commande de bazookas était stockée sur l'aérodrome.

Au départ, ce n'était qu'une vague information qui atterrit sur le bureau du commandant Larzac. Mais rien n'indiquait que ces bazookas fussent destinés au F.L.N. Il fallait attendre.

Quatre jours plus tard, c'était au tour d'un agent libanais de câbler: «Un D.C.3 d'Air-Liban immatriculé O.D.A.D.K. a été affrété par le commandant Idir Mouloud[31] Destination Stockholm. »

Le lendemain 19 décembre, le même agent confirmait: D.C.3 O.D.A.D.K. a décollé ce matin à vide. Destination inchangée. »

Alerté, le correspondant de Stockholm prenait sa faction à l'aéroport et peu après, rendait compte que le D.C.3 était bien arrivé.

«J'ai consulté le manifeste de chargement et le plan de vol, ajouta-t-il. L'avion part demain matin. Destination Casablanca via Zurich et Gênes. »

Gérard Larzac regarda la carte de la Méditerranée et grimaça. L'axe de vol Gênes-Casablanca mettait le D.C.3 hors de portée de la chasse française. Édifiés par l'arraisonnement de l'avion de Ben Bella, les Algériens évitaient autant que possible de décoller de l'Italie centrale.

Stockholm signala le décollage, le lendemain matin. Trois heures plus tard, à son tour, le correspondant suisse annonçait le transit. Avec, cependant, une rectification: «Les pilotes ont reçu l'ordre de se poser à Rome, le terrain de Gênes est impraticable à cause du temps. Q.G.O. météo. »

Tout allait bien. De Paris, la direction du S.D.E.C.E. fit mettre la chasse d'Alger en alerte. Sitôt le D.C.3 repéré par les radars, deux chasseurs décollaient, l'interceptaient et l'obligeaient à se poser à Oran.

«Bazookas bien arrivés en Algérie », câbla de La Sénia, le capitaine Féral, chef d'antenne. Et il ajouta: «En prime, il y a l'intermédiaire, un certain Pollemann. »

Transféré à Paris, Pollemann ne fit aucune difficulté pour expliquer que, dans cette affaire, il n'était qu'un intermédiaire dont la participation se bornait à avancer les fonds destinés à couvrir l'assurance et le transport.

« Les bazookas, ajouta-t-il ont été directement réglés à la Suède par Georg Puchert lui-même. »

Cette affaire s'ajoutait à toutes celles qui garnissaient le dossier rouge du capitain Morris. Mais cela ne faisait pas progresser l'enquête d'un seul pas. Et puis, brusquement, le 11 octobre, tout changea. Trois informations capitales arrivèrent à Paris. La première concernait Seidenschenur et expliquait pourquoi il avait dénoncé son ancien associé.

La seconde donnait enfin la clef du mystère du fameux « groupe danois » dont avait parlé Seidenschenur et qui possédait en réalité la moitié des parts de l'Astramar, la société de Puchert.

La dernière, enfin, faisait état des premiers contacts établis en Norvège auprès de l'industriel chargé d'acheter le T.N.T. pour le compte du F.L.N. Cette fois, le S.D.E.C.E. allait pouvoir travailler.

Gérard Larzac étoffait le dossier rouge de Puchert. Mais il ne pouvait s'empêcher d'avoir un sourire ironique en faisant la première synthèse. Entre les trafiquants, ce n'était plus une affaire qui relevait du commerce et de la haute finance, mais bien plutôt du théâtre de boulevard et des imbroglios de Feydeau.

Lorsqu'il avait été contacté par Georg Puchert, le syndic Hans Joachim Seidenschenur avait flairé l'affaire de sa vie. Si ses renseignements s'avéraient exacts, le capitain Morris lui apportait la fortune ; quarante tonnes de T.N.T. lui laisseraient un bénéfice avoisinant le demi-milliard de francs !

Gérard Larzac comprenait fort bien la fébrilité du négociant quand il se prépara pour la rencontre historique avec l'émissaire du F.L.N. Comme il était bon vivant, Hans Joachim Seidenschenur ne douta pas un instant qu'une fastueuse réception emporterait la décision. Pour cela, il ne négligea aucun détail et, à temps, se rappela qu'il avait eu, autrefois, une épouse, la douce Else qu'il avait quittée depuis plusieurs années et qui résidait à Francfort, Lindenstrasse, vivant médiocrement dans un petit appartement de trois pièces où elle exerçait le métier de couturière.

L'avant-veille de sa rencontre, Hans Joachim Seidenschenur téléphona à Else et lui demanda, comme un service, de l'aider à séduire le précieux commanditaire. Sans doute l'épouse délaissée n'y mit guère d'enthousiasme, à moins qu'elle n'ait argué du « Je n'ai rien à me mettre ». Toujours est-il que, pour la décider, son mari lui avait aussitôt adressé un mandat télégraphique de 800 marks.

Seidenschenur était peut-être bon tacticien. Il était mauvais psychologue,

car, si la présence de son ancienne femme à l'hôtel Dreisen avait eu sur Puchert le résultat escompté, la suite dépassa ses prévisions. Georg Puchert s'éprit subitement de la jolie Else et, bientôt, on ne les vit plus l'un sans l'autre. Bien pis, le captain Morris alla très vite s'installer à Francfort, Lindenstrasse et y fit même venir sa fille Marina. Et, plein d'enthousiasme, il logea son « bureau » dans l'appartement même.

Tout cela, à la limite, Hans Joachim Seidenschenur l'aurait admis. Après tout, il était séparé de sa femme. Mais deux nouvelles, désagréables, l'atteignirent coup sur coup. Il apprit d'abord, par son avocat – M^e Krüger, de Hambourg[32] – que sa femme demandait le divorce. Était-elle sincèrement amoureuse de son bel aventurier ? Seidenschenur en doutait. Il soupçonnait plutôt son ex-épouse de vouloir mettre la main sur l'homme qui détenait le pactole. Il en fut tout à fait convaincu, lorsque, brusquement, le 16 septembre, un coup de téléphone de Francfort lui signifiait sèchement qu'il n'était plus question pour Puchert de traiter avec lui.

Le syndic Seidenschenur n'était guère encombré de scrupules et avait, naguère, empoché sans ciller les bénéfices de l'opération *Bornholm*, éliminant froidement ses associés. Il n'admettait pas qu'on lui rende la pareille, encore moins quand le coup lui était porté par l'intermédiaire de sa femme.

Il se rappela, un peu tard, qu'il avait commis la plus grande maladresse de sa carrière en présentant à Puchert son « contact » norvégien, Raf Ragnar Lie, de Drammen. Le captain Morris n'avait pas hésité : d'un trait de crayon, il avait rayé du contrat le nom de l'intermédiaire et décidé de traiter directement avec Lie. Mauvais perdant, Seidenschenur fit ce qu'avant lui avait fait Kamal : il donna Puchert, sans toutefois mentionner ni leurs contacts, ni sa mésaventure.

Quant au « groupe danois » qui, selon Seidenschenur, épaulait *l'Astramar*, la firme de Puchert, la seconde fiche établie par le poste C.E. de Copenhague en donnait la composition.

– Ils ne se sont pas fatigués, observa le commandant Larzac. Il n'y a qu'un seul nom : Niels Erik Wilhelmsen !

Au C.E. il y avait un dossier à ce nom et l'archiviste se fit un plaisir de le communiquer. Il racontait une merveilleuse histoire, ni très morale, ni très édifiante, mais, à coup sûr susceptible de constituer la trame d'un roman, une sorte de conte de fée du xx^e siècle où la chance, la beauté et la fortune arrivaient ensemble dans les bras d'un homme comblé. Seuls les bons génies faisaient défaut, remplacés, en la circonstance par des hommes du F.L.N.

Tout avait banalement commencé durant l'été 1954, sur la Côte d'Azur,

par une sordide querelle de ménage. Après vingt années passées dans le commerce des fromages à Copenhague, Niels Erik Wilhelmsen avait estimé avoir gagné le droit de réaliser l'un de ses plus vieux rêves : passer un mois à Nice. Pratique, besogneuse, ordonnée, son épouse avait consenti à ce qu'elle considérerait comme une folie, à condition que le couple vive sur un budget précis et limité. Quarante-cinq ans, le cheveu grisonnant, portant beau, Niels Erik avait-il été pris par le démon de midi ? La fiche ne le disait pas. En revanche, elle racontait comment, sur un coup de tête, le négociant en fromage avait risqué le budget vacances sur le tapis vert du Casino du Palais de la Méditerranée.

Le plus extravagant était qu'il avait gagné une somme considérable, 22 000 couronnes, environ 5 millions de francs. Tout heureux, et finalement peu pressé d'encourir les reproches conjugaux, Niels Erik Wilhelmsen avait offert le champagne à ses voisins, ou, plutôt, à l'une de ses voisines, une créature de rêve à laquelle il n'aurait sûrement pas osé adresser la parole quelques heures auparavant. Il fut remercié d'un sourire et, s'enhardissant, il commença la conquête de la jeune femme. Et il la mena si bien que, devenu assidu du Casino et sa chance persistant, il fut en mesure à son départ d'installer sur la Promenade des Anglais un coquet studio qu'il offrit à la jeune femme.

Mais, de retour à Copenhague, il s'aperçut que la vente des fromages, si elle lui permettait de vivre largement, ne lui laissait pas assez de bénéfices pour assumer la charge d'un second foyer, surtout sur la Côte d'Azur. Il fit part de ses soucis à sa jeune conquête qui répliqua :

— Cela tombe bien, il se trouve qu'un ami, un Algérien marié à une de mes cousines, est à la recherche d'Européens susceptibles de servir d'intermédiaire aux nationalistes pour acheter du matériel.

— Des armes ?

Une seconde, le marchand de fromages avait pris le pas sur l'amant passionné.

— Non. Du matériel banal, des vêtements militaires, des équipements, et surtout des médicaments. Ils ont beaucoup d'argent et cette opération te laissera de quoi mener la belle vie ici...

Béat, Wilhelmsen pensa sans doute que cet argent n'entrerait pas dans sa comptabilité officielle. Il accepta.

Peu à peu, bien sûr, pris par le jeu, Niels Erik s'aperçut que le commerce des fromages l'avait empêché de mener la vie pour laquelle il était fait, luxueuse, abondamment garnie de jolies femmes. Joignant l'utile à l'agréable, il installa ses conquêtes de plus en plus jeunes, de plus en plus charmantes, dans les principales villes où il créait de nouveaux bureaux. À Rome, c'était une actrice qui avait découvert, pour lui, un important stock

d'armes en bon état – accessoires délaissés d'un film de guerre. Wilhelmsen acheta le lot, notamment 30 canons de D.C.A. allemands, calibre 88, 46 canons britanniques Bofors et 40 canons de 20 mm, pour la somme – dérisoire – de 15 000 dollars.

Il revendit le tout à Ouamrane avec lequel il était entré en rapport par l'intermédiaire du « cousin » de sa première conquête, pour le total énorme de 16 millions de dollars !

Wilhelmsen était content et l'actrice italienne également. Pour sa commission, elle reçut en cadeau une fastueuse villa sur les bords du lac Majeur.

La ronde continua. Wilhelmsen installa des bureaux à Zurich, à Trieste, à Hambourg. Leur particularité était d'être – tous – dirigés par de jolies jeunes femmes blondes.

Il avait à peine fallu quatre ans pour faire de Niels Erik Wilhelmsen un milliardaire, car ce Danois avait mis, dans sa nouvelle activité tout le soin, toute l'application, toute l'opiniâtreté qu'il avait montrés, vingt années durant, dans le commerce des fromages. Cette réussite expliquait en tout cas comment il avait pu s'intéresser, pour moitié, aux transactions de la Société Astramar, de Tanger.

Gérard Larzac alluma nerveusement une cigarette et réfléchit un moment, l'œil dans le vague. Ce qu'il savait de Niels Erik Wilhelmsen était suffisant pour lui dicter la tactique à adopter. Le Danois n'était ni un fanatique, ni un homme aux abois. C'était plutôt un homme d'affaires avisé et prudent auquel il ne devrait pas être difficile d'indiquer la limite qu'il ne devait pas franchir. Chanceux jusque-là, il ne se risquerait pas davantage à tenter le sort.

Rapidement, Larzac écrivit ses conclusions qu'il joignit au dossier rouge. C'était à la direction de prendre la décision et de désigner, le cas échéant, l'artisan de la dissuasion.

La troisième information était brève. Elle émanait d'un honorable correspondant – un H.C. – de Francfort et tenait en trois lignes : « Raf Ragnar Lie – cinquante ans – Norvégien, représentant la Dynamit Nobel de Drammen – Arrivé hier soir à Bonn, Hôtel Koenigshof. »

Gérard Larzac décrocha son téléphone et appela sa secrétaire :

– Trouvez-moi une place dans le premier avion en partance pour Cologne ou Aix-la-Chapelle. Le plus tôt possible.

Pour faire contacter directement le Norvégien, Larzac fit appel à l'un des hommes du « bureau 7 » de Leroy-Finville, chargé des opérations clandestines spéciales à caractère non militaire : cambriolages, filatures, contacts avec le milieu. Le « bureau 7 » envoya l'un de ses agents, Jean-Paul Leblanc.

Chaque minute comptait. L'enjeu était maintenant trop important pour ne pas tout tenter et c'est la raison pour laquelle Larzac avait pris le risque de faire intervenir directement Jean-Paul Leblanc. Celui-ci arriva à Bonn dans la soirée et s'inscrivit à l'hôtel Koenigshof sous le pseudonyme de Jean-Paul Mesmer, industriel. Un représentant du C.E. l'attendait et l'aiguilla directement sur le bar où Raf Ragnar Lie dégustait un whisky en compagnie d'une belle blonde.

— Pourrais-je vous parler ? demanda le pseudo Mesmer.

— Certainement.

— Ce que j'ai à vous dire est... confidentiel.

La blonde n'insista pas et s'éloigna. Leblanc attaqua aussitôt :

— Je vous connais bien, monsieur. Je sais que vous êtes un industriel et que vous n'agissez ni par idéal révolutionnaire ni par sympathie active à l'égard de vos clients. Je vais donc vous parler en homme d'affaires...

— Qui représentez-vous ?

Jean-Paul Leblanc esquissa un mince sourire et enchaîna, sans répondre :

— Le détail de vos transactions avec Georg Puchert nous est connu. Disons tout de suite qu'elles nous déplaisent.

— Dois-je comprendre que vous me suggérez de rompre mes relations avec Georg Puchert et la société *Astramar* ?

— Cela vaudrait peut-être mieux en effet. Sachez que vous êtes actuellement surveillé et que nous n'ignorons rien des transactions portant sur plusieurs dizaines de tonnes de T.N.T. En revanche peut-être ignorez-vous, vous-même, à quoi sont destinés ces explosifs ?

— Vous l'avez dit, répliqua Lie. Je n'agis ni par idéal, ni par sympathie pour mes « clients ». Je ne suis qu'un commerçant qui vend sa production. J'ajoute que la solution que vous préconisez me chagrine profondément : si j'abandonne, je subis une importante perte financière. J'ai déjà investi une caution de 50 000 marks et le bénéfice que j'espérais retirer de cette transaction avoisine les 250 000 marks. Donnez-moi une raison – une bonne raison – qui justifie vos exigences et je suis prêt à l'examiner.

Leblanc alluma une cigarette et laissa tomber, l'air indifférent :

— Marcel Léopold...

Lie eut un sursaut. Il baissa la tête et réfléchit quelques instants. Quand il reprit la parole, son débit était plus rapide :

— Je pourrais vous faire observer qu'on ne réussit pas tous les jours à neutraliser un homme. Cependant je veux bien admettre que vous soyez en mesure de m'éliminer. Cela pourrait n'avoir aucune conséquence sur ma décision : contre le profit colossal que je pense retirer de la vente des explosifs, je puis tout aussi bien choisir de jouer ma vie. (Il avala une gorgée de whisky.) Cela fait partie des risques du métier.

Leblanc acquiesça.

— Composons, voulez-vous ? Nous vous laissons poursuivre la transaction. En échange, vous nous renseignez sur sa progression, la date de l'arrivée du T.N.T., le bateau sur lequel il est chargé, la date du départ. Nous agissons alors à coup sûr, de façon à ne vous compromettre en aucune façon.

Raf Ragnar Lie approuva :

— D'accord. Je prendrai bien soin de me faire payer à la livraison... sur le bateau.

Tout était dit. Jean-Paul Leblanc se leva et, avant de prendre congé :

— Notez, recommanda-t-il, le numéro de téléphone où vous pouvez me joindre en cas d'urgence à Paris. Maillot 91 81. Vous demanderez Jean-Paul Mesmer^[33].

De retour à Paris, Jean-Paul Leblanc rendit compte à Gérard Larzac qui établit une fiche de synthèse et conclut : « Si Raf Ragnar Lie tient ses engagements envers nous, nous serons en mesure d'intercepter sa livraison. Il convient cependant de laisser en place le dispositif de surveillance dont il fait l'objet. »

Sur l'échiquier de la partie qu'il avait entamée, Raf Ragnar occupait sa place. Restait toutefois la pièce maîtresse du jeu, Georg Puchert lui-même. Et Gérard Larzac ne renonçait pas à la faire contacter. Rien n'indiquait qu'il accepterait aussi facilement d'abandonner ses tractations, mais on n'en serait sûr qu'après l'avoir tenté.

Imaginer un contrat avec le captain Morris était une chose, passer à la réalisation en était une autre. Le risque était grand que cet homme d'action n'attire son correspondant dans un piège. De toute façon le trafiquant lituanien était extrêmement difficile à situer, donc à rencontrer secrètement. Dernière difficulté et non des moindres, Puchert était maintenant étroitement protégé par une équipe spécialement venue des maquis algériens et commandée par un officier de commandos, Abdennour Mourad. En effet, devant les attentats de la Main rouge, le F.L.N. estimait primordial d'assurer

la sécurité de ceux qui le servaient.

Il fallait donc le filer sans cesse et guetter l'instant le plus favorable pour lui parler sans qu'il ait la possibilité de réagir ou de faire intervenir ses gorilles.

Dans un premier temps, une équipe monta la garde autour de son domicile de Francfort, 3 Lindenstrasse. C'est là en effet qu'il passait toujours après ses multiples périples en Allemagne ou à l'étranger. Et quand le fil fut noué à nouveau, il ne fut jamais plus rompu. Quotidiennement arrivaient à Paris les comptes rendus de ses déplacements, de ses fréquentations, de ses horaires, le numéro de sa voiture, une Mercedes blanche, immatriculée 140 Z 3274.

La plus grande surprise de cette filature fut sans doute causée par un télégramme reçu le 26 novembre 1958 :

« Avons réussi à nous procurer un double des clefs de sa voiture. »

Le filet se resserrait tous les jours. C'est alors que Larzac décida de passer à l'action. Il envoya sur place un émissaire chargé de prendre le premier contact.

L'émissaire n'avait pas été choisi au hasard. C'était un colosse d'un mètre quatre-vingt-dix, rompu au close combat, tireur d'élite de surcroît. Il était indispensable qu'il puisse s'imposer face à cet homme d'action qui semblait n'avoir de respect que pour la force brutale.

Le lendemain de son arrivée à Francfort, Joseph Hadjadj trouvait la faille dans le dispositif de protection. Puchert était entré dans un cinéma, seulement accompagné de sa maîtresse, Else Seidenschénur.

Hadjadj repéra leur place et vint s'installer près de Puchert.

— Pouvons-nous discuter tranquillement ailleurs qu'ici ?

Puchert n'avait pas besoin d'explications supplémentaires. Professionnel des services spéciaux, il avait tout de suite analysé la situation. Il se savait à la merci de l'inconnu et préféra composer :

— Je vous suis...

Dans une brasserie voisine, au milieu de la fumée et du brouhaha, Puchert écouta les arguments de Joseph Hadjadj. Son visage n'exprimait qu'un profond agacement quand il répliqua :

— Abandonner ? Pas question. Mais, puisque vous m'en fournissez l'occasion, autant en finir une bonne fois. Tout ce que vous pouvez me dire ne m'intéresse pas. J'ai choisi d'aider l'Algérie parce que c'est mon intérêt. Mais c'est aussi ma conviction. Au cas où vous ne le sauriez pas, je suis communiste. Rien ne peut me faire changer d'avis.

— Cela ne vous trouble pas de fréquenter des anciens nazis ?

— Nos intérêts concordent : ils aident les Algériens par haine des Juifs,

moi par haine des Français. Nous nous rejoignons sur l'aspect positif de notre coopération.

— Je suis juif, Puchert. Et j'ai été communiste...

— Et alors ? Vous avez résolu votre contradiction en choisissant de servir la France. Combien de vos camarades ont pris une décision inverse ? Vous me reprochez d'aider le F.L.N. Mais quel est le premier Européen à avoir pris les armes contre vous en Algérie : le communiste Puchert ou le communiste Laban ? Qui a déserté, Puchert ou l'aspirant communiste Maillot ? Qui a posé la première bombe, Puchert ou le militant du parti communiste algérien Yveton. Avant de me donner des leçons, balayez devant votre porte !

— C'est votre dernier mot ?

— Oui. J'ajoute ce conseil : je vous ai laissé parler. Ne recommencez jamais plus...

Hadjadj rentra à Paris et rendit compte. Sans vraiment être surpris de cette fin de non-recevoir, Gérard Larzac inscrivit en bas de la fiche du captain Morris : « Action Homo à envisager. »

De son côté, Georg Puchert avait réfléchi. Il se savait étroitement marqué par les Français et devait donc accélérer le chargement du T.N.T. Aussi appela-t-il Raf Ragnar Lie :

— J'ai besoin de vous voir de toute urgence. Nous avons des dispositions importantes à prendre.

Le Norvégien suggéra le lundi suivant, 8 décembre. Puchert insista pour fixer la date du 7. Raf Ragnar Lie s'inclina.

— Je vous retrouverai dans le hall de l'hôtel Koenigshof, à Bonn...

Le même soir, dans le petit café près de la porte Maillot, non loin du café des Sports, le téléphone sonna :

— Maillot 9181. Qui demandez-vous ?

— Jean-Paul Mesmer.

Le capitaine Duruy était là par hasard. Le patronyme demandé correspondait à l'« affaire Puchert ». Il prit l'appareil.

— Je vous écoute, dit-il.

— Ici le directeur Lie. Puchert semble très nerveux. Il a avancé notre rendez-vous d'une dizaine de jours. Je suppose qu'il veut traiter notre affaire au plus vite. Que dois-je faire ?

Duruy réfléchissait. Puchert avait donc pris très au sérieux l'intervention de Hadjadj. Tout semblait indiquer qu'il allait précipiter les événements.

— Vous devez freiner les tractations. Dites à Puchert que vous avez été contacté par les Français. Expliquez-lui que nous vous tenons et que vous craignez pour votre vie. Précisez-lui que vous êtes obligé de venir nous

rendre compte le vendredi 12 décembre à Paris, dans le hall de l'hôtel George-V.

— Bien, dit Lie. Seulement, je crains que Puchert ne me mette dans l'obligation de procéder à l'acheminement des caisses norvégiennes plus tôt que prévu.

— Restez en contact : quel est le bateau affrété par l'Astramar pour le transport ?

— Le *Granita*.

— Bien. Nous vous remercions de cette preuve de confiance à notre égard. Tout ira bien si vous suivez nos consignes : vous n'avez rien à redouter de Puchert...

Le dimanche 7 décembre, Puchert était exact à son rendez-vous à l'hôtel Koenigshof. Nerveux, mais décidé à obtenir l'adhésion de Lie qui, au téléphone, lui avait semblé hésitant, préoccupé. Du reste, le Norvégien n'était pas là. L'exaspération du Lituanien s'accrut de minute en minute. Il était près d'exploser quand, trois quarts d'heure plus tard arriva enfin son interlocuteur. Au premier coup d'œil il n'était pas difficile de comprendre qu'un ennui s'était produit :

— Qu'y a-t-il ? s'inquiéta Puchert. Est-ce le *Granita* qui vous donne autant de soucis ?

Lie tergiversa, répondit brièvement, l'air abattu. Pressé de questions, par un captain Morris de plus en plus agacé, il finit par avouer qu'il avait été contacté par les Français :

— C'est la Main rouge sans conteste possible, expliqua-t-il à voix basse : ils savent tout.

Puis il raconta en détail que, selon lui, sa vie était en danger à moins qu'il n'abandonne.

— Vous avez refusé, bien entendu ?

— J'hésite. (Le Norvégien montrait sa perplexité.) Ils ne plaisantent pas : ils m'ont même obligé à me rendre samedi prochain à Paris, à l'hôtel George-V.

En dépit de l'envie qu'il en éprouvait, Puchert ne montra pas sa colère. Il avait besoin de Raf Ragnar Lie, au moins jusqu'à l'embarquement des caisses de T.N.T. sur le *Granita*. Il était capital de ne rien brusquer jusque-là.

— Écoutez-moi, répondit-il, conciliant, vous avez bien fait de me mettre au courant. Vous n'êtes pas le seul à avoir été reconnu et accosté par la Main Rouge. Moi aussi, j'ai fait l'objet de pressions. Seulement je n'ai pas les mêmes raisons que vous de céder. Je vous demande donc seulement de ne

rien précipiter avec eux: gagnez du temps, renseignez-les, mais avec des décalages de plus en plus importants. Le tout, pour nous, est de les amuser tant que le T.N.T. ne sera pas parti...

Raf Ragnar Lie hésitait. Puchert déploya toute sa séduction, multiplia les arguments, parla argent, bénéfices. Finalement le Norvégien consentit à l'écouter.

— Voici ce que vous allez faire. Vous possédez, m'avez-vous dit, le numéro de téléphone du contact à Paris. Appelez-le et retardez votre rendez-vous de quatre ou cinq jours afin de gagner du temps. Proposez de rencontrer votre « Mesmer » en Suisse, à Zurich par exemple.

Si vous pensez que cela ne se retournera pas contre moi...

— Mais non! L'essentiel est que vous leur donniez l'illusion que vous jouez le jeu. Croyez-moi, ils se vantent quand ils affirment qu'ils épient le moindre de vos mouvements: la preuve est qu'ils en sont réduits à attendre vos coups de fil.

Suivi de Puchert qui, maintenant ne le perdait pas de vue, redoutant une nouvelle volte-face de son client, Raf Ragnar Lie demanda la communication.

— Jean-Paul Mesmer? Ici M. le directeur Lie. Je vous appelle parce que j'ai un empêchement de dernière heure: je vous suggère de décaler notre prochain rendez-vous. Disons mardi 15 décembre dans le hall de l'hôtel Schweitzerhof à Zurich. À onze heures, d'accord?

Derrière lui, Puchert ne perdait aucun détail de la conversation. Il avait également enregistré le numéro de téléphone.

— Allô, Maillot 91 81? Je voudrais parler à M. Mesmer.

— Je vous écoute.

Gérard Larzac tendit l'oreille. Il aurait dû reconnaître la voix nasillarde du Norvégien. À la place, l'homme qui appelait avait un timbre rude, à l'élocution lente. De l'index, il enfonça de nouveau la touche du magnétophone où Jean-Paul Leblanc avait enregistré la communication.

— Je vous appelle de la part de M. le directeur Lie, reprit la voix. Il m'a prié de vous dire son regret de ne pouvoir se rendre à la « conférence » du 15 décembre prochain à Zurich. Il vous rappellera dans la soirée pour vous fixer une autre date.

Gérard Larzac regarda le calendrier. De retard en retard, le Norvégien semblait agir de façon à accroître les chances de Puchert. Il fallait en avoir le cœur net. Il repassa la bande et, soudain, eut une intuition.

— Hadjadj?

— Oui.

— Pourriez-vous reconnaître une voix si je vous en fais écouter l'enregistrement ?

— Allez-y !

Quelques secondes passèrent tandis que défilait la bande.

— Pas de doute, affirma Joseph Hadjadj. C'est bien Georg Puchert qui vous a appelé. Il est drôlement gonflé !

C'était tout à fait l'avis de Gérard Larzac. Il rappela Jean-Paul Leblanc et lui confia le magnétophone.

— Tâchez d'être persuasif, dit-il.

Leblanc promit avec un sourire ambigu.

Il prit aussitôt l'avion pour Bonn. Trois heures plus tard, il retrouvait Raf Ragnar Lie et lui fit entendre l'enregistrement.

— Que signifie cette manœuvre ? demanda le Norvégien.

— Simplement que Puchert veut gagner du temps. Et qu'il n'hésite pas à vous compromettre. Imaginez ce qui se serait passé si nous avions appris que le T.N.T. avait quitté Hambourg sans que vous nous ayez prévenu ? À mon avis, votre associé fait peu de cas de votre sécurité : il veut simplement vous contraindre à servir ses plans.

Ulcéré, Lie admit que Puchert avait voulu le rouler :

— Bon, dit-il, je vais tout vous dire. Le T.N.T. a quitté la fabrique de Drammen le 12 décembre. Transbordé le 13 au soir à Hambourg à bord du *Granita*, il prendra la mer le 14 décembre. Direction théorique, Monrovia, au Liberia. Mais nul ne doute qu'il fasse escale à Casablanca...

Jean-Paul Leblanc hocha la tête : Puchert avait joué la partie de façon à empêcher une action des saboteurs dans le port de Hambourg analogue à celle qui avait touché l'*Atlas*.

— Je crains, dit encore Raf Ragnar Lie qu'il vous soit impossible d'agir...

— Cela nous regarde, affirma Leblanc. En ce qui vous concerne, j'espère que vous avez compris avec quelle sorte d'homme vous avez traité...

Pour la première fois depuis qu'ils se connaissaient, le Norvégien adressa un sourire à son interlocuteur et tendit la main :

— Comptez sur moi. J'orienterai désormais mes activités dans une autre direction. Je souhaite que nous ne conservions pas l'un de l'autre un trop mauvais souvenir.

Leblanc accepta la main tendue :

— Pour notre part, c'est une chose acquise, promit-il.

L'itinéraire du *Granita* fut suivi avec la plus grande attention par les postes de surveillance maritime, tant qu'il navigua au large des côtes françaises. Il était en mer du Nord le 16 décembre. Il franchit Ouessant le 19.

Le 22, il était dans le golfe de Gascogne. Le 23, il doublait le cap

Finistère, à la pointe ouest de l'Espagne. Le 26 décembre, il croisait au large de Lisbonne.

Le 27, il fut pris en charge par les *Neptune* de la « Surmar » d'Oran qui alertèrent les bateaux de guerre français.

Le lendemain dans les « eaux territoriales françaises » à l'extrême ouest des côtes portugaises, le *Granita* était arraisonné et conduit à Oran.

Jamais les 40 tonnes de T.N.T. n'atteindraient le barrage algéro-marocain.

En dépit de la guerre qui sévissait en Algérie, les rues de Paris étaient illuminées et, d'une maison à l'autre, des guirlandes avaient été accrochées, figurant des cristaux de neige, des étoiles ou des angelots. Noël 1958 était proche et les magasins regorgeaient de clients et de victuailles.

Indifférent à la foule qui se pressait sur les trottoirs luisants de pluie, Pedro se hâtait vers la station de taxi. Son visage bronzé de pirate barbaresque contrastait avec le teint blafard des citadins et, bien souvent, quelques passants le dévisageaient d'un œil furtif. Pedro s'en moquait. Arrivé une heure avant au Bourget, il était convenu d'un rendez-vous avec le commandant Larzac, dans un bar proche des Champs-Élysées. Pedro était déprimé. Depuis le départ de Georg Puchert, six mois plus tôt, il n'avait pas trouvé de quoi justifier davantage sa présence à Tanger. Alors, sans prévenir, il était revenu à Paris.

— Marina est partie pour Francfort, expliqua-t-il quelques instants plus tard. Son père l'a rappelée pour passer les fêtes de Noël et du Nouvel An avec lui. D'après ce qu'elle m'a affirmé, Puchert a prévu un long voyage, les Canaries ou les îles grecques.

Larzac leva un sourcil. Depuis près de deux ans qu'il n'avait vu son agent de Tanger, il lui trouvait l'air bizarre, moins combatif, plus évasif. Il eut alors l'intuition des motifs qui avaient poussés Pedro à rentrer en France :

— Amoureux ?

Pedro baissa la tête et eut un geste vague :

— Je ne sais pas. Mettons que je m'embête, tout seul...

Les états d'âme de ses agents n'intéressaient Larzac que dans la mesure où ils nuisaient au rendement. Mentalement, il raya Pedro des effectifs. Mais on ne pouvait le blâmer, il fallait un cœur de pierre et des nerfs d'acier pour rester longtemps dans le même emploi.

— Vous avez besoin de repos. Prenez donc quelques jours de vacances, dans les Pyrénées par exemple. Ou sur la Côte d'Azur.

Pedro secouait la tête :

— J'aurais voulu savoir si vous verriez un quelconque inconvénient à me permettre d'aller à Francfort.

Larzac hocha la tête, sans répondre tout de suite. Cette fois, Pedro était sincèrement épris de la jeune fille. Il aurait pu interdire à Pedro d'aller en Allemagne. Peut-être l'agent aurait-il obéi. Mais il y avait le risque qu'il passe outre à l'interdiction et, pour le Service il importait avant tout de ne pas couper les ponts.

— Autant que vous le sachiez, Puchert est le plus efficace des commanditaires du F.L.N. Le plus dangereux aussi. Nous avons réussi à stopper *in extremis* un envoi d'explosifs en faisant sauter l'un de ses bateaux à Hambourg. Nous essayons de bloquer un second chargement. Mais il ne renonce pas. Nous savons qu'il se prépare à rééditer son exploit. Armes, matériel militaire ou explosifs, tout lui est bon. Comment justifierez-vous votre présence à Francfort ?

Pedro leva les épaules. Indécis.

— Je peux lui parler, dit-il peut-être m'écouterait-il. Sa fille est tout pour lui, peut-être acceptera-t-il de stopper ses trafics si je lui explique que le bonheur de Marina dépend de lui...

Larzac était sceptique :

— Vous courez un bien grand risque. Mais je sais que vous le tenterez quoi que je vous dise. Alors, autant que je vous autorise à faire état de votre appartenance à notre maison : je veux dire la Main rouge.

Pedro remercia et se leva :

— Je ferai tout mon possible.

Pensif, Larzac le regarda s'éloigner. Pedro n'était plus sûr. Il importait de couper désormais tout contact avec lui et, au contraire, de l'inclure dans le dispositif de surveillance. Il devenait urgent de connaître ses intentions, ses démarches et la portée de ses « confidences ».

Près de la gare de Francfort, les tramways n'arrivaient qu'à grand-peine à se frayer un passage, tant il y avait de cohue. Tout comme Paris, Francfort connaissait l'animation de veille de fête. Pedro fonçait, sur le trottoir, mains dans les poches, surpris par l'air glacé qui s'engouffrait entre les maisons. L'air était vif, le froid intense. Inhabituel pour lui.

Pour la dixième fois peut-être depuis qu'il était sorti de la gare, il se repéra, grâce au plan qu'il s'était procuré. La Lindenstrasse n'était guère loin, tout au bout de l'immense avenue qui traversait la ville, de bout en bout.

Il arriva, hors d'haleine, devant le numéro 3. Un bref coup d'œil sur la plaque de cuivre portant la mention : « Else Seidenschenu, création de

modes. 3^e étage. »

En dessous, plus discrète, une autre plaque indiquait : « Georg Puchert – Astramar. »

Pedro monta les étages, sonna, le cœur battant. Il retint sa respiration. Déjà la porte s'entrouvrait, retenue par une chaîne de sécurité. Marina était là, devant lui. Refusant malgré tout de libérer le passage :

– Mais c'est moi ! Tu ne risques rien...

– Père a interdit de recevoir quiconque. Il se méfie, la Main rouge veut le tuer. Il a même fait blinder la porte.

– Où est-il ?

– Avec Else, en ville. Tu le trouveras peut-être à la brasserie Bavaria, il a rendez-vous pour affaire...

Pedro remercia et promit de revenir bientôt avec l'autorisation paternelle.

– Sois prudent, conseilla Marina. Il y a les gens de la Main rouge, mais père a également des gardes du corps : ils ont pour mission de neutraliser tous les inconnus...

Pedro naviguait à l'estime, son regard perpétuellement accroché à des dos : sa petite taille ne lui facilitait pas les choses. De temps à autre, il levait le nez, repérant les plaques des rues, les enseignes au néon.

Soudain, il sursauta. Devant lui, à quelques dizaines de mètres, Georg Puchert avançait, ses épaules larges lui frayant le passage. Sa haute stature dépassait la moyenne des promeneurs, aussi les gardes du corps se tenaient-ils à distance. Pedro les identifia sans peine.

Deux grands types au teint basané, aux cheveux bouclés, à la moustache noire. Algériens à coup sûr. Ils progressaient d'un air nonchalant, le regard lointain, faussement décontractés, la main dans la poche droite de leur pardessus. Pedro les dépassa. Il vit, une fraction de seconde, Puchert entrer dans une charcuterie. À coup sûr, les gardes du corps se borneraient-ils à monter la garde sur le trottoir.

Il entra, louvoya entre les rayons encombrés de saucisses rouges, de choucroute ou de jarrets de porc, de façon à aborder le capitain Morris de face. Celui-ci eut un geste de surprise :

– Tiens, dit-il, Pedro ! Que diable êtes-vous venu fabriquer à Francfort ? L'air de Tanger ne vous convient plus...

– Il faut que je vous parle d'urgence.

– Allez-y, mais faites vite, je n'ai pas le temps. Tenez, prenons tout de suite rendez-vous. Après les fêtes, dans le courant du mois de janvier...

— Ce sera trop tard, lâcha Pedro, imprudemment.

Le visage coloré de Puchert vira au rouge-brun. Ses sourcils se rejoignirent au-dessus de son nez froncé. La colère l'avait saisi. Il agrippa le bras de l'agent français et gronda, entre haut et bas :

— Alors, vous aussi ?

— Il faut que je vous explique...

— Pas la peine, j'ai tout compris. La Sorcière rouge, c'est vous ?

— Oui. Je travaille pour les services français.

— Du bluff ! Vous êtes à la solde de la Main rouge. Vous êtes un salaud. Foutez le camp.

Pedro essaya un argument désespéré :

— Vous vous ferez tuer...

Mais Puchert ne l'écoutait plus. À grandes enjambées, il s'éloignait, vers la sortie. À coup sûr, il allait alerter ses gardes du corps. Pedro se faufila par la porte des fournisseurs.

Le lendemain, sans surprise excessive, il lut dans les journaux qu'on lui imputait l'attentat contre Ait Ahcène. Nouasri, averti par Puchert, avait rapidement réalisé la synthèse des renseignements qu'il possédait déjà sur l'affaire et, outre la presse et la police allemandes, il lançait sur les traces de Pedro ses meilleurs agents de l'O.S.

En vain d'ailleurs. Le même jour, Pedro essaya de joindre Marina au téléphone. Elle le couvrit d'insultes et raccrocha. Trois fois, Pedro réitéra sa démarche.

— Ici Puchert, répondit enfin une voix rogue : Vous avez de la chance de ne pas avoir été descendu par mes hommes. Cela ne tardera guère : vos petits camarades m'ont encore arraisonné un bateau, le Granita : entre vous et moi, c'est la guerre ouverte. Un conseil, ne venez plus traîner par ici : mes hommes ont l'ordre de tirer à vue. Et moi-même, je possède un Beretta dont je serais ravi de me servir.

Il n'y avait plus d'issue. Malgré ses avis, Puchert persistait à poursuivre son jeu mortel. Pedro avait tout tenté. Il savait que le destin était en marche. Un jour ou l'autre, le trafiquant allait être éliminé. Et du coup, Marina était perdue pour lui, à tout jamais.

Déprimé, Pedro erra encore quelques jours à Francfort. L'antenne C.E. le prit en charge et le rapatria discrètement. À Paris, il donna sa démission et partit s'établir définitivement dans le Midi.

Le 1^{er} mars suivant, dans la nuit, une violente explosion fit trembler les maisons et les bâtiments du port d'Ostende. Un cargo égyptien, l'*Alkahira*,

venait de sauter sur une mine. Coque éventrée, il s'enfonçait rapidement, dans l'eau et la vase, par dix mètres de fond. À son bord, rangées en grosses piles régulières, il y avait des caisses de T.N.T. Quarante tonnes.

Georg Puchert apprit la nouvelle, dans sa maison du 3 Lindenstrasse, à Francfort. Il était rentré la veille d'un court voyage à Bonn. Fatigué, légèrement grippé même, agacé par les embouteillages qui régnaient aux abords de Francfort, il avait garé sa Mercédès sur un parking à ciel ouvert, à cinq minutes de chez lui, Guiollettstrasse.

En dépit de sa fièvre, il se leva. À neuf heures, il quittait son domicile et gagnait à pied, l'emplacement de sa voiture. Il était neuf heures et douze minutes quand il mit le contact. C'est alors que la bombe magnétique collée sous la carrosserie explosa.

Georg Puchert était mort et tout le système qu'il avait mis en place mourut avec lui. Niels Erik Wilhelmsen, son associé et le principal actionnaire de l'Astramar confisqua purement et simplement les parts de son défunt ami et retira sa société du circuit du trafic d'armes au profit du F.L.N.

Après lui, plus aucun marchand n'osa se risquer sur la voie dangereuse de l'aide aux Algériens. Désormais, la seule issue pour les émissaires du Front consistait à traiter officiellement avec les pays de l'Est, de « gouvernement » à gouvernement[34].

Là encore, ils connurent des échecs. Car les services de Gérard Larzac étaient suffisamment étoffés et techniquement rodés pour réagir avec efficacité. Ainsi, le 4 avril 1959, le cargo polonais *Lidice* était arraisonné au large d'Oran. Ils transportait 800 tonnes d'armes dont un millier de mitrailleuses.

Au cours des mois qui suivirent, la liaison permanente entre le S.D.E.C.E. qui fournissait les renseignements sur les cargos et le Commandement maritime chargé de la surveillance côtière (C.O.M.A.R.) aboutit à l'arraisonnement de dix-sept navires affrétés par les pays de l'Est au profit des Algériens. Entre autres, le 10 décembre, le *Biesbosch* avec 200 tonnes d'explosifs ; le 19 septembre 1960, le *Las Palmas* chargé de lance-flammes, le 12 décembre de la même année, le *Monte-Cassino* chargé de lance-roquettes.

En quelques mois, l'action conjuguée de Gérard Larzac et de la Marine permit de récupérer 2 500 tonnes d'armement (explosifs, munitions, armes de poing, mitrailleuse, bazookas, etc.) dont la valeur était estimée à environ 2,5 milliards.

De l'aveu du Commandement militaire français, les services spéciaux ont permis la saisie d'un tonnage équivalent à celui qui fut récupéré au combat par l'Armée, au cours des huit années de guerre d'Algérie.

III^e PARTIE

MAQUIS ET RALLIEMENTS

Lourd, pesant de toute la moiteur d'un orage qui n'éclate pas, l'air est immobile, comme suspendu aux nuages bas. Le décor est gris, plat, désolé. Aussi loin que porte le regard, il bute sur des rochers où rien ne pousse et, du reste, les quelques masures misérables ne sont elles-mêmes que des cailloux entassés sur des pierres. De loin, elles se confondent avec les pentes de la colline. Il n'y a d'autre bruit que le zonzonnement rageur des mouches qui s'élèvent en essaims bleus, dérangées par le tintement des pelles heurtant la roche.

De temps en temps, l'éclair vif d'un flash de photographe rend plus irréel encore le spectacle de ces groupes d'hommes figés qui se tiennent droits et silencieux, un mouchoir contre le visage ; l'odeur est épouvantable. Elle stagne, presque palpable, cette odeur sucrée des chairs en décomposition et fade du sang séché, et les spectateurs, le cœur au bord des lèvres, arrivent à peine à saisir l'ampleur du massacre. Demain, on parlera de Katyn et d'Oradour.

Mais, aujourd'hui, 1^{er} juin 1957, journalistes et personnalités découvrent seulement l'horreur du plus grand massacre de toute la guerre d'Algérie. Un massacre qu'ils ont appris hier par quelques lignes laconiques :

« Le 27 mai, trois cent vingt habitants de Melouza ont été abattus par le F.L.N. au lieu dit Mechta Kasbah... »

Encore inconnu voici quelques heures, le nom de Melouza va être bientôt à la « une » des journaux du monde entier, associé aux photos presque insoutenables de corps entassés et martyrisés, encore tordus de peur et de souffrance. On saura également très vite pourquoi ces trois cent vingt hommes, des vieillards, des jeunes, des adolescents, ont ainsi été abominablement abattus au couteau, au fusil, à la pioche : le douar des Béni Illeman, dont Melouza est le centre, était passé, en bloc, dans le camp du M.N.A.[35].

Melouza se trouve en effet à la frontière d'influence des deux courants nationalistes. Peuplé d'Arabes, le hameau a d'abord été conquis par les Kabyles du F.L.N. Mais leurs exactions, leur qualité d'« étrangers » leur ont valu d'importants désagréments. Ils ont cherché à se venger. Le 17 avril 1957, les hommes du Front, emmenés par Si Abdelkader Sahnoun, ont encerclé le

village, mais ils ont été encerclés à leur tour par un nombre encore plus important de soldats du M.N.A. et n'ont trouvé de salut que dans la fuite.

Ils ont attendu plus d'un mois et, le 27 mai, accompagné cette fois d'une troupe aguerrie commandée par le « capitaine » Arab, ils sont revenus. En moins d'une heure, tout était consommé ; les mâles du douar étaient morts.

C'est l'officier S.A.S. du douar, le capitaine Combette, qui a découvert le charnier, la veille et qui, aussitôt, a alerté l'état-major d'Alger. D'abord incrédules, le général Salan et Robert Lacoste se sont rendus à l'évidence. Ils ont fait organiser une noria d'hélicoptères pour amener sur place officiels et journalistes.

Pour sa part, le capitaine Combette se tient un peu à l'écart de la presse et des autorités. Il ne dit rien, il ne se montre qu'à peine. Toute cette agitation l'agace un peu, lui qui a la responsabilité matérielle et morale de ce douar immense dont les habitants, choqués par l'atroce tuerie reportent sur lui leurs angoisses et leur crainte.

Il les connaît bien. Il a leur confiance et a même, depuis plusieurs semaines, noué des contacts avec les soldats du M.N.A. d'un certain Bellounis qui se prétend général et affirme lutter seulement contre le F.L.N. Et Combette, qui a rendu compte à ses supérieurs de ces contacts, attend la suite que Bellounis entend donner aux propositions de ralliement qu'il lui a fait aussitôt connaître.

Le capitaine Combette ne se fait guère d'illusions. En dépit de leur rivalité sanglante, le F.L.N. comme le M.N.A. ont pour objectif l'indépendance totale de l'Algérie. Reste seulement à savoir si ce qui les oppose est suffisant pour leur faire oublier ce qui les rassemble. En d'autres termes, si Bellounis est disposé à renoncer à l'indépendance pour se ranger aux côtés des Français afin de se battre contre le F.L.N.

Sur l'aire d'atterrissage les hélicoptères continuent de déposer leur cargaison de généraux, de reporters, de fonctionnaires du cabinet Lacoste. Les flashes crépitent, les déclarations se succèdent. Combette s'éloigne de plus en plus, son grade modeste fait de moins en moins le poids en face des étoiles et des galons.

Soudain, il se fige. Près de lui est apparu un homme vêtu d'un treillis américain, coiffé d'un passe-montagne de laine, la poitrine sanglée dans des cartouchières croisées. Sur les revers du col, deux écussons verts timbrés de l'étoile et du croissant. Un soldat du M.N.A.!

En plein jour ! Au milieu d'un parterre de militaires français de haut grade, de journalistes de tous pays ! Combette n'en croit pas ses yeux. Il

s'approche. Le *djoundi* se met au garde-à-vous et salue. Puis il annonce :

— Mon capitaine, le général Bellounis t'attend. Il se trouve tout près d'ici, à deux kilomètres.

Son message délivré, l'homme tourne les talons et disparaît dans l'indifférence générale. Combette fonce jusqu'à sa jeep et embarque avec lui un jeune capitaine, délégué par le 2^e Bureau d'Alger. Ensemble, les deux hommes parcourent les deux kilomètres à travers les collines caillouteuses. Ils stoppent enfin, non loin d'une mechta où semble attendre une troupe de cavaliers.

Par un petit sentier caillouteux qui grimpe à flanc de colline, Combette et son camarade se dirigent vers les maisons, distantes de cent mètres à peine. Un homme se détache du groupe et s'avance à leur rencontre. Combette note sa haute taille et les détails d'un uniforme militaire, depuis les leggings de cuir, jusqu'au calot incliné sur l'oreille en passant par une veste kaki et un ceinturon à baudrier. Sur les pattes d'épaules, deux étoiles d'argent.

— Général Bellounis, se présente le nouveau-venu en saluant les deux officiers.

Sans mot dire, Combette rend le salut et observe le « général ». Il a la quarantaine robuste, un visage ouvert et vif, un œil brillant d'intelligence. Volubile, il explique ses convictions, raconte ses combats contre le F.L.N. et insiste sur la crainte qu'il inspire à ses ennemis. Puis, négligemment, il donne de nombreux exemples de sa bonne volonté :

— Le 16 mai, dit-il, j'étais placé en embuscade au passage d'une opération des Français : nous n'avons pas tiré.

Combette approuve. Il se souvient très bien de cette opération et cette anecdote lui confirme la loyauté de son interlocuteur. Puis viennent les choses sérieuses :

— J'accepte de me rallier, dit Bellounis. Je vous apporte mon armée, mais je veux l'assurance que la France ne traitera jamais avec le F.L.N. ni avec les communistes...

Combette enregistre cette déclaration :

— Je ne suis pas habilité à prendre de décision ni d'engagements au nom de mes supérieurs ou de mon pays. Mais je puis vous promettre que je transmettrai.

Ce sont les autorités d'Alger qui traiteront directement avec vous désormais.

Avant de se séparer, les trois hommes se serrent la main. Pour Combette, l'affaire n'est plus de son ressort. Il avait été chargé de poursuivre les contacts jusqu'au ralliement du « général ». Maintenant, il passe la main. L'affaire Bellounis commence. Elle va durer un an.

— Pour être franc, je vous avoue que le « généchef » n'est pas très chaud pour cette expérience...

Dans le petit bureau d'Alger où il dirige l'antenne du S.D.E.C.E., le colonel Lallemand n'est pas très à l'aise. Certes ce n'est pas la première fois qu'il envoie au danger l'un de ses subordonnés, mais d'ordinaire, les choses sont plus nettes, les missions plus précises, le cadre plus rigide. En face de lui, le lieutenant de Hesmes est figé dans une attitude d'attention soutenue. Une petite lueur au coin de l'œil, il n'émet pas le moindre commentaire, laissant le « patron » s'empêtrer dans ses explications. De toute manière, avec ou sans scrupules de conscience, le colonel finira bien par donner un ordre et de Hesmes n'a pas envie de lui faciliter la tâche :

— Vous comprenez, reprend Lallemand, tout le monde, au Gouvernement général^[36] se souvient de la mésaventure arrivée naguère au maquis « Oiseau bleu ». Vous vous rappelez ?

— Vaguement...

— Disons, pour nous résumer, que les « grosses têtes » du 2^e Bureau de la X^e Région militaire avaient imaginé de créer en Kabylie un « contre-maquis » travaillant sur les arrières du F.L.N., un peu à la façon de nos G.C.M.A. d'Indochine. Malheureusement, tout le monde avait oublié deux choses : qu'il n'existe pas en Algérie d'ethnie aussi fondamentalement opposée aux Arabes que le sont les Man ou les Méos aux Vietnamiens. Et surtout que l'on ne constitue pas une troupe de contre-guérilla sans en exercer à tout moment le contrôle et le commandement. Ce qui devait arriver est arrivé : le « contre-maquis » élaboré par des intellectuels et des policiers, connu sous le nom poétique d'« Oiseau bleu » ou de « Force K », a été immédiatement pris en main par d'authentiques F.L.N. Krim Belkacem n'a pas laissé passer l'occasion d'utiliser le paravent de ce soi-disant maquis pour se faire approvisionner en armes et en munitions par nous ! Finalement, on nous a « repassé » la mission. C'est-à-dire que nous avons été chargés d'intervenir pour casser et disperser la Force K. Depuis cette époque, Lorillot d'abord, Salan ensuite, y regardent à deux fois pour soutenir et aider des forces armées parallèles.

Le lieutenant croise les jambes et reste muet. Décontenancé par ce

manque de curiosité, le colonel reprend après un moment de silence :

— Voilà ce dont il s'agit. Nous avons reçu, voici quelques jours, l'offre de ralliement d'un important chef M.N.A. C'est un certain Bellounis qui se dit « général commandant les troupes de l'Armée nationale populaire algérienne », l'A.N.P.A., et, à ce titre, ennemi du F.L.N. Seulement, il a mis à ce ralliement deux conditions. La première est d'ordre politique : il exige que la France ne traite jamais, ni avec le Front, ni avec les communistes. La seconde, en revanche, a fait froncer les sourcils au général Salan : Bellounis ne veut pas s'intégrer à l'armée française, mais tient à être considéré comme un allié. En conséquence, il garantit que toutes les forces F.L.N. du Sud-algérien seront balayées et que, dans sa zone d'action, les Français pourront circuler en toute sécurité.

Le colonel Lallemand se rassoit. Il tousse pour s'éclaircir la voix avant de poursuivre :

— Donc, nous considérerons au plus haut échelon ce ralliement comme une « expérience », à laquelle il pourra être mis fin à tout moment. Nous accepterons l'aide de Bellounis, pour autant qu'elle aille vers le même but que le nôtre.

De Hesmes prend appui sur les accoudoirs :

— Si je comprends bien, les hautes autorités refusent, comme toujours, de s'engager sur le fond ?

— Je ne comprends pas.

— Je veux dire qu'elles ne veulent prendre aucun engagement politique ? Vous avez précisé que Bellounis commandait à l'armée du M.N.A. Ce qui signifie qu'il ne renonce pas à long terme à lutter pour l'indépendance. Tout au plus, il se trouve simplement que ce « général » veut éliminer un « concurrent » qui est – pour l'instant – notre ennemi. Nous n'avons donc qu'un objectif militaire, sans plus.

— Certainement, oui. (Lallemand hoche la tête.) Les buts politiques ne sont pas toujours un obstacle, rappelez-vous. En Indochine, nous avons eu des alliés analogues avec les sectes, Hoa Hao ou caodaïstes. Ils avaient seulement en commun avec nous la haine des communistes...

— Mais leur ralliement était toujours précaire, sans cesse remis en question par sentiment nationaliste. Avec Bellounis, nous courons un risque semblable.

— Le risque sera moindre si nous pouvons contrôler efficacement cette A.N.P.A. Et c'est vous qui êtes chargé de cette mission.

Cette fois, de Hesmes a compris. À la fois l'embarras de son colonel, et les réticences de l'état-major d'Alger à conserver cet allié encombrant. En le confiant aux services spéciaux, Alger dégage ses propres responsabilités.

— En réalité, reprend Lallemand, votre mission sera un peu celle d'un

officier de liaison. Du reste, vous disposerez d'un poste radio pour rester en liaison permanente avec nous. Par ailleurs, deux «centaines» du 11^e Choc, celles des capitaines Bauer et Rocolle, seront affectées à l'opération. Leur mission: corseter le plus étroitement possible les forces bellounistes, de façon à répercuter et faire exécuter les ordres opérationnels.

De Hesmes s'est levé:

— Je vois, dit-il. Alger va jouer en douceur. On ne demandera pas officiellement à Bellounis de s'intégrer totalement à l'armée française. On lui fera croire qu'il est indépendant et qu'il agit en allié privilégié, mais on s'arrangera pour l'utiliser comme un pion sur l'échiquier militaire. Un drôle d'équilibre! Et vous pensez qu'il va être dupe longtemps?

— Il n'y a aucune raison pour qu'il en prenne ombrage. Après tout, Bellounis est un homme réaliste et cette situation n'offre pour lui que des avantages. En premier lieu, sur le plan psychologique. Il ne renonce à aucune de ses visées, ce n'est donc pas une volte-face ou un banal ralliement.

— Il ne perd pas la face.

— C'est cela. De plus, sur le plan matériel, il recevra notre soutien contre ses ennemis du F.L.N., tout en levant l'hypothèque que représente notre pression militaire. Il n'a plus à se garder que d'un seul côté.

Le lieutenant de Hesmes reste silencieux. Un long moment. Il devine le rôle qu'on lui demande de jouer. Sous les apparences d'un conseiller, il sera davantage un agent de transmission des ordres d'Alger.

— Je me pose une question, dit-il entre haut et bas, comme pour lui-même. Pourquoi met-on les services spéciaux sur une affaire comme celle-là? Puisqu'on fait référence aux sectes d'Indochine, je crois me rappeler que leur emploi n'a jamais échappé au commandement conventionnel...

Lallemand baisse la tête. Il est au pied du mur.

— La raison est simple. Il s'agit d'une «expérience» que nous pouvons interrompre à tout moment, je vous l'ai expliqué. Il est donc indispensable de la traiter discrètement...

— Et si, par extraordinaire, elle réussissait?

— À ce moment-là, nous aviserions. Pour le moment, Bellounis doit apparaître comme un rival du F.L.N., indépendant à notre égard. C'est la seule façon pour lui d'être «crédible» aux yeux des populations qui sont acquises à l'idée nationale algérienne...

— Bon. (De Hesmes pèse ses mots.) J'accepte cette mission, énonce-t-il d'un ton grave. Mais je suis sans illusion, je ne vois aucune issue à cette «expérience». L'objectif militaire me semble à court terme; le véritable problème se posera, tôt ou tard...

— Que voulez-vous dire?

— Admettez, mon colonel, que Bellounis chasse le F.L.N. de tout le territoire algérien. Cela ne voudra pas dire que «la France a gagné la guerre». Simplement que le représentant qualifié des nationalistes algériens est le M.N.A. Ce qui est valable aussi pour la zone – quelle qu'en soit l'importance – dans laquelle Bellounis fera la loi.

— Mais ce sera avec notre aide...

— Tant qu'il aura besoin de nous. Mais il y a gros à parier qu'il va se sentir pousser des ailes s'il réussit. Et, fatalement, un jour ou l'autre, nous serons placés devant un dilemme analogue à celui que nous pose le F.L.N.: négocier ou combattre.

— Je vous trouve pessimiste: il y aura les parachutistes du 11^e Choc pour encadrer cette troupe.

— Pour l'encadrer, peut-être. Mais feront-ils le poids s'il s'agit de l'annihiler?

Les G.M.C. se hissent en cliquetant à flanc de colline, ahanant d'un caillou l'autre, dans une chaleur de four. Le soleil, qui donne à plein sur les bâches maculées de poussière, fait aux parachutistes des têtes de poissons asphyxiés. Sous le casque de métal, ils transpirent et la sueur trace des rigoles claires sur la peau tachée d'ocre. Il est trois heures de l'après-midi.

Le sergent Roland Noël regarde sa montre et lève le pouce en l'air. Il sourit, et ce sourire un peu canaille ressemble à une grimace tant il étire vers le haut une pommette fendue d'une large cicatrice. Noël a réellement une sale gueule et il s'en sert. Enfant de l'Assistance publique, trouvé un 25 décembre – d'où son nom –, il a grandi dans cette certitude que la vie est une guerre à mener poings serrés. Intelligent, courageux, volontaire pour tous les coups «tordus», il symbolise aux yeux de ses hommes l'image même du sous-officier commando. Une voix rauque, des gestes brusques, Noël n'a qu'un signe à faire pour entraîner son groupe n'importe où, même sous le feu des mitrailleuses. Ils ont confiance en lui, croient en sa baraka et surtout ne veulent pas risquer d'être traités de «cul de plomb», terme que Noël attribue à ceux qu'il méprise.

— On y va, décide-t-il.

Silencieux, les cinq paras sautent du camion qui n'a pas ralenti. Derrière eux, le reste de la section, une quinzaine de fellaghas de Bellounis, stimulés par l'exemple et qui ont à cœur de se montrer dignes des «léopards».

Depuis plus d'un mois, Noël commande – en fait sinon en titre – une *mintaq*^[37] messaliste.

Maintenant, la section est à l'abri des vues, planquée sous une sorte de table rocheuse posée en aplomb au flanc de la colline. Un dernier regard vers

les G.M.C. qui poursuivent, imperturbables, leur route vers Djelfa, au sud. Puis, chacun dans son coin aménage son emplacement pour attendre la nuit.

Accroupis, genou contre genou, les deux gradés dressent le plan d'action, la destruction d'une forte bande F.L.N. qui a trouvé refuge quelque part au creux du djebel.

Principalement axée nord-sud, de Sidi Aïssa à Djelfa, la zone d'implantation de l'armée Bellounis constitue un écran entre les Wilayas VI et III – l'Oranie et la Kabylie. C'est également un passage obligatoire pour les convois qui se rendent du Maroc vers l'intérieur et c'est pourquoi paras et messalistes opèrent, sans cesse, des coups de main sur des katibas d'accompagnement ou des caravanes suspectes.

En face de Roland Noël, Bouchoucha Tayeb trace dans le sable des traits parallèles. L'axe de marche des groupes d'intervention.

– Tu as beau être un fell, note le sergent, t'as tout de même de bonnes idées...

En dépit du qualificatif qu'il pourrait trouver injurieux, Bouchoucha rit, découvrant des dents d'une blancheur éblouissante, sa grande fierté. Il a, depuis un mois, appris à connaître son camarade et ne s'offusque plus de rien. Du reste, s'ils n'en conviennent pas, les deux hommes ont une certaine estime l'un pour l'autre, fondée sur le critère du combat. Bouchoucha a enseigné à son homologue français les procédés de guérilla, Noël lui a montré les méthodes de commando. Ils sont quittes et vaguement admiratifs l'un pour l'autre.

Une chose pourtant les dérange, sans qu'ils y aient jamais fait la moindre allusion, la présence simultanée, au-dessus du P.C. de Bellounis, de l'emblème vert et blanc de l'Algérie rebelle et du drapeau tricolore. C'est de la part du général une preuve de sa bonne volonté – et de son loyalisme – mais c'est aussi le symbole de l'ambiguïté.

Une ambiguïté qui n'est pas seulement ressentie aux plus bas échelons, puisque, peu de temps après l'arrivée du lieutenant de Hesmes à Tarmount, au sud de Melouza où Bellounis a provisoirement implanté son état-major, deux de ses adjoints ont choisi la rupture. Le 27 juillet 1957, à la suite d'une vive dispute, le « commandant » Ahmed ben Abderrezek, dit Si Haouès et Amor Driss, rallient le F.L.N.^[38].

Dans son rapport relatant les faits, le lieutenant de Hesmes conclut : « Le dilemme ne se pose pas seulement à nous. Le choix sera inévitable si le gouvernement ne prend pas tout de suite ses responsabilités... »

Roland Noël et Bouchoucha Tayeb ont mis au point leur scénario. Lui aussi est basé sur la confusion entre les uniformes des messalistes et du Front. Une ruse de guerre. Quelques hommes détachés en éclaireurs stoppent le convoi de la katiba pour un quelconque « contrôle ». Puis, la

méfiance endormie, le reste de la section se dévoile, à bout portant. Scénario désormais classique, relevant de la contre-guérilla élémentaire.

Il fait nuit. Colonne par un, les vingt hommes ont achevé d'escalader la colline. En haut, rapide regroupement. Puis chaque groupe s'en va vers ses positions. Seul, Roland Noël est demeuré avec les bellounistes. Comme eux, il a revêtu le treillis verdâtre et coiffé le passe-montagne de laine. Il a également abandonné la classique mitraillette M.A.T. 49 pour un P.M. Beretta, en usage chez ses alliés. Cette arme, comme celles qui équipent les messalistes et que le 11^e Choc achemine à profusion ne proviennent pas des stocks de l'Intendance, mais des « récupérations » effectuées au cours des arraisonnements de bateaux. Ainsi les Mauser et les Beretta proviennent de la cargaison de l'*Athos*, le « mouilleur de mines » affrété naguère par Ben Bella.

À la suite de son guide, Noël a pris place sur un petit tertre touffu, au-dessus du ravin caillouteux que doivent emprunter les guides de la colonne ennemie. Paisiblement, sans un bruit, les guetteurs s'installent. L'attention n'exclut pas un certain confort, et les heures comptent double, à attendre, sans faire un bruit ni esquisser le moindre geste. Pour Noël, c'est de la routine. Depuis presque dix ans, il a tendu cent fois la même embuscade. Tantôt réussie, le plus souvent inopérante. Une école de fatalisme.

Pourtant, cette fois, il en est certain, il y aura un accrochage. Peut-être parce que, comme leurs adversaires, les messalistes n'agissent que sur renseignement recoupé, sans le handicap d'être d'une autre race, d'une autre langue que ne le sont les Français. Et puis, surtout, parce que la région traversée est acquise au M.N.A. À la fin de la nuit précédente, il y a eu de mystérieux conciliabules dans la guitoune de Bellounis, avec quelques civils furtifs qui sont repartis en courbant l'échine.

Et les heures passent. Le froid commence à envahir les membres, à engourdir les mains. Et puis, sans que rien ne l'ait laissé prévoir, Roland Noël sent une légère traction sur la manche de son treillis. « Ils » sont là, tout près. Il se tourne légèrement et, dans l'obscurité, devine la tache claire du visage de Bouchoucha qui bouge lentement, de bas en haut. Il faut des oreilles très fines pour déceler le moindre bruit, pourtant le sergent est presque certain d'entendre le raclement des armes qui se redressent, en position de tir.

Plus bas, dans le creux de l'oued, résonnent quelques cailloux roulant sous une chaussure. Puis chuintent quelques phrases, rauques. Noël les a tellement entendues déjà qu'il croit les deviner :

— *Schkoune enta?* (Qui es-tu ?)

— *Krib!* (Un ami.)

Le mot de passe traditionnel. Rapidement, les deux hommes se reconnaissent. Le contact est pris avec l'éclaireur ennemi.

« Comme les Viets, pense Roland Noël, ils font marcher en avant un homme sans arme, seulement porteur d'une grenade dégoupillée. S'il est tué, ou simplement blessé ou surpris, l'engin explosera, avertissant le reste de la colonne. »

Deux ombres furtives se profilent sur le fond blême du sable de l'oued, puis disparaissent. Dans quelques minutes, ce sera le tour du gros gibier.

Attendre. Roland Noël ne sent plus le froid incisif qui monte du sol. Au-dessus de sa position, à flanc de colline, les autres djounouds sont invisibles. Pourtant, surgi d'on ne sait où, vers une heure du matin, un guetteur est venu avertir de l'arrivée imminente d'un fort groupe ennemi. C'est un berger enturbanné et vêtu d'une djellaba pisseuse. Les liaisons fonctionnent à merveille.

Enfin, les voici. D'abord quatre hommes, nettement détachés, ombres denses encoconnées de sombre : sans doute des moussebilines armés de vagues pétoires au canon interminable. Puis le gros de l'effectif, des hommes jeunes, alertes, vigoureux, ployant sous le poids du double équipement : le leur et celui du destinataire de l'intérieur.

Il n'y a pas un cri, tout juste une rafale, ou plus exactement plusieurs rafales, lâchées avec un ensemble de salve. Quelques râles mais pas de riposte. Peut-être les « frontistes » ont-ils reconnu la discipline de feu de leur vieil ennemi du M.N.A. ? C'est alors le déboulé de la section, chargée de parachever le carnage, car, d'un côté comme de l'autre, la règle est la même : pas de prisonniers.

Pourtant, ce soir-là, Roland Noël arrive à imposer son autorité au milieu de la folie sanguinaire qui anime ces hommes déchaînés, ivres de l'odeur du sang. Il récupère, tremblant de peur derrière un rocher où il a cherché un abri précaire, un jeune garçon, dix-sept ans à peine. Il le saisit et le protège, sa mitraillette horizontale. Personne ne lui disputera sa vie.

— Tu as tort, constate simplement Bouchoucha, même les jeunes chiens sont enragés.

— Je prends le risque.

Roland Noël a ramené avec lui « son » prisonnier. Un gamin au visage étrange, rond et plat, les pommettes hautes et les yeux bridés. Une tête de Mongol au regard clair, aux cheveux châtain. D'abord muet de terreur, l'inconnu a pourtant fini par donner son identité :

— Je m'appelle Achour ben Abderrezek...

Roland Noël a noté le nom, sans autre commentaire. Un nom qui, deux jours plus tard, a fait bondir l'officier de renseignements de la base arrière :

— Mais c'est le propre frère du chef de la Wilaya VI, Si Haouès lui-

même! Un type à n'employer à aucun prétexte sur le terrain, son frère s'arrangerait pour le récupérer. En bas de sa fiche, il porte seulement la mention: « À diriger sur la Métropole et à intégrer autant que possible dans un système ayant peu de contact avec le milieu musulman... »

Après un stage au centre de formation de harkis, près d'Arzew, au cours duquel il a été testé, instruit et repris en main, le jeune Achour est dirigé sur Paris dans les premiers jours de 1958. Il va, dans les semaines qui suivront, jouer un rôle important dans une sorte d'expérience « bellouniste » qui se jouera dans le nord de la France et le sud-est de la Belgique[39].

Militairement, la zone contrôlée par Bellounis s'étend de jour en jour. Son recrutement croît en proportion : si le général ne disposait que d'environ trois cents combattants au moment de son ralliement, très rapidement ses effectifs ont décuplé. À la fin du mois d'octobre, il peut aligner trois mille six cents soldats, répartis en bataillons échelonnés sur environ soixante mille kilomètres carrés, le sixième du territoire algérien. Pour les « centaines » du 11^e Choc, c'est l'éclatement ; les capitaines ont pu constater avec un certain agacement que leurs hommes leur échappaient complètement, et ce fractionnement se produit même à l'échelon de la section. En fait, les seuls parachutistes heureux sont les sous-officiers qui arrivent à encadrer des unités cinq ou dix fois supérieures à leur propre groupe de combat.

Au P.C., le lieutenant de Hesmes s'est accoutumé à son étrange hôte. Bellounis n'a d'abord accepté son ralliement que pour des raisons de nécessité : il était réduit à la lutte sans espoir. Ayant pratiquement épuisé toutes ses munitions, il était dans l'impossibilité de se réapprovisionner chez l'adversaire. En revanche, depuis qu'il a obtenu le soutien logistique de la France, il collabore avec loyauté, même si ses méthodes s'apparentent un peu trop souvent à celles, radicales, de l'adversaire.

Il se montre déterminé, résolu et, vis-à-vis des populations arabes des hauts plateaux présahariens, sait trouver les arguments propres à les amener dans son camp. Trois arguments clés sont à la base de son raisonnement. Le F.L.N. est d'abord un paravent du communisme, donc un ennemi de l'islam. Il est animé par des Kabyles, qui, non seulement sont des « étrangers », mais des incroyants. Obéir au F.L.N. équivaut à tomber d'un colonialisme dans un colonialisme pire encore. Enfin, puisque la France ne reconnaîtra jamais le F.L.N., elle sera donc amenée à traiter avec le M.N.A.

Impavide, de Hesmes rend compte :

— Bellounis ne se résigne pas à abandonner ses objectifs politiques. Il faut débrider l'abcès avant qu'il ne soit trop tard..

Mais les services spéciaux d'une part, la X^e Région militaire d'autre part s'obstinent à maintenir l'« expérience ». En fait, si les premiers veulent tester la viabilité d'une « troisième force » politique capable de contrebalancer le radicalisme du F.L.N., les seconds s'obstinent à ne comptabiliser que les

bilans :

«Vous demande de préciser nombre et lieux des accrochages. État d'esprit et nombre des populations pacifiées. Renseignements concernant les Wilayas voisines... »

Entre les deux autorités dont il dépend, de Hesmes sait qu'il a une très étroite marge de manœuvre. Il se garde bien de donner le moindre gage à son hôte, tout en freinant ses désirs d'extension :

— N'allez pas trop vite, conseille-t-il. En guérilla, le gigantisme conduit à la catastrophe. Il est indispensable de structurer votre organisation là où elle existe avant de vous lancer dans d'autres conquêtes...

À vrai dire, de Hesmes qui est sur le terrain, voit avec une certaine inquiétude les signes avant-coureurs de l'échec. En revanche, à Paris, où déjà ont été noués des contacts avec les responsables du M.N.A. pour les entraîner dans la lutte contre le F.L.N., la thèse commence à prévaloir que, peut-être, la formule politique d'accord avec les messalistes est viable. Il reste à en convaincre, par des résultats tangibles, le gouvernement.

À l'inverse, à Alger, les préoccupations sont d'ordre exclusivement stratégique. Pour la politique, on s'en tient à la loi cadre, cette formule de statut évolutif dont le socialiste Robert Lacoste doit être le metteur en scène.

Les jours passent. Avec le début de l'automne arrive également la préparation du débat de l'O.N.U. sur le problème algérien. Comme il avait tenté de le faire l'année précédente en déclenchant une grève insurrectionnelle, le F.L.N. décide d'organiser la reprise des attentats terroristes, et de réactiver les actions militaires des Wilayas. Par ailleurs, en Tunisie, les unités de la base de l'est astiquent leurs armes en vue de passer à l'offensive contre le barrage[40].

Côté français, le moral, qui est remonté après le succès de la bataille d'Alger, est au beau fixe. Massu et ses paras ont fourni le mode d'emploi pour détruire l'infrastructure du F.L.N. au sein des populations. Chaque zone, chaque quartier est désormais quadrillé, répertorié, contrôlé. L'action psychologique est reine.

Dans le Sud, Bellounis ne pratique pas l'action psychologique. Il grignote le fief ennemi, débordant même sur deux Wilayas voisines, la IV (Algérois) où il plante des cellules et de petits contre-maquis dans la région sud d'Orléansville, avec notamment un ancien membre du P.C.A. rallié à sa cause, un certain Bou Hamama[41]; et surtout la V (Oranie), dont il occupe en presque totalité la zone d'Aflou, étroit goulet entre montagne et désert par où étaient récemment acheminés armes et matériels venant du Maroc.

Il dispose maintenant de cinq mille hommes (le cinquième de l'effectif

total de l'armée du F.L.N.) et règne sur 80 000 kilomètres carrés, le cinquième du territoire algérien.

Il est d'ailleurs en passe d'aller plus loin. Le 6 décembre se déroule à Djelfa où il a installé ses quartiers d'hiver, une entrevue ultra-secrète dont jamais encore personne n'a parlé. Cette entrevue a lieu dans la mechta personnelle du général. Elle regroupe, outre Bellounis et son garde du corps, Ghelala Mohammed[42] deux envoyés des Wilayas voisines. Ces hommes sont Djoglali Tayeb, ancien lieutenant d'Ouamrane, puis de Dehiles Slimane, commandant la Wilaya IV, et Drine Ben Ali, successeur de Boussouf à la tête de la V[43]. Cette réunion aurait pu être un des tournants de la guerre d'Algérie car son but était de négocier le ralliement éventuel de ces Wilayas au mouvement de Bellounis.

Le premier, Djoglali Tayeb se montre « impressionné par le fait que les officiers français saluent (sic) le drapeau algérien[44] ». Il estime que la France a donc choisi la voie de l'indépendance passant par le M.N.A.

– Je pense, dit-il, que si la France accepte de se trouver près de vous, c'est qu'elle accepte aussi le principe de l'indépendance que vous représentez.

– Certes, ajoute Bellounis, et c'est d'autant plus vrai qu'il ne saurait être question de traiter avec le F.L.N. C'est la condition à laquelle j'ai subordonné mon ralliement. Donc le combat du F.L.N. est stérile, il n'est mené que par des hommes qui ne voient que leur seul intérêt : du reste, ils sont coupés du pays réel et habitent Le Caire ou Tunis. Les vraies questions se résoudront sur le terrain, en Algérie, de combattant à combattant.

Drine Ben Ali est un jeune loup de la Révolution. Il a vingt-cinq ans à peine et c'est le poulain de Boussouf, l'homme fort du Front au Maroc[45]. Il est également troublé, mais pas aussi proche du reniement de ses convictions :

– Donne-nous, exige-t-il, une preuve concrète que les Français sont décidés à te considérer comme un interlocuteur valable et je suis prêt à faire passer ma Wilaya de ton côté. Mais je ne m'engagerai pas sans assurance formelle, et sans preuve...

Concrètement, Drine Ben Ali propose que Bellounis demande à Paris de dire officiellement à la tribune de l'O.N.U. que la France est prête à entamer des discussions avec Messali...

Bellounis croit que c'est possible. En fait, à part les réticences du lieutenant de Hesmes – mais ce n'est qu'un officier subalterne, dont le rôle consiste à assurer la liaison technique entre Djelfa et Alger – jamais personne n'a découragé l'espoir qu'il caresse d'être reconnu officiellement comme chef de l'Armée de libération nationale algérienne. Il croit donc en toute bonne foi qu'il peut s'engager. Et il s'engage.

Il se montre si convaincant que les trois hommes élaborent un projet d'action commune dirigée contre le C.C.E., l'organisme suprême du F.L.N. de Tunis. Dans ses grandes lignes, ce « complot » prévoit, dans un premier temps, le ralliement de l'ensemble des Wilayas d'Algérie à l'exception de la Kabylie, jugée « peu sûre ». Ensuite, une attaque massive des Algériens arabes contre le bastion kabyle doit l'anéantir comme point d'appui logistique du Front. Enfin, et avec l'appui des Français, une offensive concertée de l'ensemble des forces alliées sera lancée contre les bases et les P.C. de Tunisie !

À cet instant, Bellounis est presque certain d'avoir gagné la partie. Il ne se berce pas d'illusions ; en homme réaliste il a appris à distinguer le possible de l'utopique. Il pense certainement qu'un tel projet est réalisable, surtout avec l'appui des troupes françaises, débarrassées de l'hypothèque rebelle sur le reste du territoire.

Il sait également qu'il est au faite de l'édifice qu'il a construit. Tout est possible, mais tout peut basculer. Car il est un danger autant pour les Français que pour les « frontistes » ou, à l'inverse, un allié privilégié, soit pour l'un, soit pour l'autre. De toute manière, pour lui, l'heure est venue de poser le vrai problème, sur son vrai terrain : la politique.

Par l'intermédiaire du lieutenant de Hesmes, il fait contacter Alger, et précise loyalement ses questions.

Cette fois, plus personne ne peut se dérober. Bellounis veut une réponse claire. Il l'aura. Alger d'abord, Paris ensuite répondent par un non définitif. Il n'y aura pas d'interlocuteur valable du côté du M.N.A. et pas non plus de « République algérienne messaliste ». On s'en tient aux accords passés naguère sur le plan militaire : participation à la lutte contre le F.L.N., et l'on exige du général qu'il prenne nettement position dans ce sens – condition unique, mais essentielle à la poursuite de l'aide logistique.

Bellounis a compris. Il réfléchit quelques jours puis, en toute connaissance de cause, il accepte sans illusions son rôle d'allié toléré, de parent pauvre. Et, le 12 décembre, sans faire aucune allusion à l'Algérie indépendante, il engage solennellement ses troupes dans la lutte contre les « frontistes ».

— Vous voyez bien ! dit l'état-major de la X^e Région militaire à de Hesmes. Tout s'est passé en douceur, Bellounis est maintenant un rallié comme les autres...

Le lieutenant est loin de partager cet optimisme. Face à la dérobade française, le général a répliqué par une dérobade : s'il a renoncé à parler de ses objectifs politiques, il s'est bien gardé d'affirmer qu'il les abandonnait totalement. L'ambiguïté se poursuit, basée cette fois sur un malentendu que personne ne souhaite dissiper. Ni Alger pour des raisons stratégiques, ni

Bellounis pour des raisons de survie. Pour lui, l'année qui s'ouvre va être difficile, car le F.L.N. ne peut permettre longtemps cette menace à la fois militaire et surtout politique, sur son flanc.

— On dirait que les fells ont senti passer le vent du boulet ! Jamais ils ne se sont autant agités dans la région, et tout indique qu'ils tiennent à reprendre l'initiative.

Le capitaine Rocolle a parlé sans élever la voix, comme un bridgeur commentant une donne. C'est un étrange parachutiste, mince et fluët, portant lunette, maniant l'humour et le paradoxe avec, parfois, un rien d'exaspérant dans la façon qu'il a de traiter de tout avec une condescendante ironie. Et pourtant c'est un homme de fer. Dans sa « centaine » il n'y a pas un homme qui n'ait eu envie, une fois ou l'autre de le tuer ou de se faire tuer pour lui. Lui seul peut se montrer dur tout en laissant voir qu'il est lui-même sceptique sur cette dureté. Rocolle est en réalité un homme tout en finesse, venu à l'armée par vocation, à la guerre par nécessité professionnelle.

Pourtant, depuis le début de l'année 1958, rien ne se prête réellement à l'humour dans le secteur de Bellounis où se sont fourvoyés les paras-commandos du 11^e Choc. Manifestement, le M.N.A. redescend la pente si allègrement gravie l'automne passé.

— Avouez que c'était tentant pour le F.L.N. ! Bellounis faisait du gigantisme sans aucune infrastructure réelle. Il allait finir comme les troupes françaises, dans des postes avec du barbelé autour...

Venu en liaison auprès de la « centaine » Rocolle, le lieutenant de Hesmes a les traits tirés. Le climat éprouvant des hauts plateaux et les soucis ont émoussé quelque peu son ironie. Il constate que maintenant Bellounis a été mis au pied du mur, à la fois par ses alliés et par ses ennemis.

— Je suis même certain, ajoute-t-il, que personne ne lui pardonnera d'avoir rempli sa mission. En fait, il a fait peur à trop de gens : à Alger qui croit l'avoir maté et qui l'abattra sans remords, au F.L.N. qui en a fait son principal ennemi. Nous allons vivre de sombres journées...

Le camp où est installé le petit élément de protection du P.C. de Rocolle sent à la fois le laisser-aller et la fièvre. Tout annonce un départ prochain :

— Nous resserrons le dispositif, annonce le capitaine. Si Haouès et Amor Driss ont changé de tactique : au lieu de grignoter la « Wilaya M.N.A. » par les côtés, ils essaient de l'infiltrer par le Sahara.

Depuis la fin de 1957 en effet, le Sahara bouge. Ne pouvant

provisoirement plus tenir les hauts plateaux, les « frontistes » sont descendus vers le désert, et au mois de novembre s'est déroulée la bataille de Timimoun où Bigeard et son régiment se sont une fois de plus distingués[46].

Mais ce n'était qu'une répétition générale : pour Rocolle et de Hesmes, le but final reste la destruction du système Bellounis.

— Qu'en pense notre brave général ?

De Hesmes sourit brièvement.

— Il ne se fait guère d'illusions, mais il joue le jeu. Sincèrement, il me surprend même. Je pensais que son édifice allait s'écrouler au premier coup de boulot ennemi. Il a tenu. Mais cette résistance est artificielle : Bellounis n'existe plus que par le matériel que nous lui fournissons, de plus en plus nombreux. Et il le sait. C'est pour cela qu'il est exigeant.

— C'est vrai qu'il est exigeant et même mes parachutistes trouvent qu'il exagère : ils pensent que, tôt ou tard, tout ce qui a été fourni aux messalistes se retrouvera en face.

— Ce n'est pas exclu : mais, que voulez-vous, c'était une expérience...

Rocolle rajuste ses lunettes sur son nez :

— De toute façon, Bellounis ne peut disparaître sans créer un vide dans le dispositif, vide que le F.L.N. se dépêcherait de combler. Peut-être que les « stratèges » d'Alger ont cru manipuler cette « expérience ». En conclusion, c'est nous qui sommes piégés : on va être obligés d'aller jusqu'au bout...

Pas plus que Rocolle, de Hesmes n'est optimiste. Il connaît exactement le fonctionnement de l'A.N.P.A. et ses limites. De plus, étroitement corseté par les unités françaises, le « général » ne peut plus utiliser des méthodes de « persuasion » aussi brutales que celles du F.L.N. Il est, en quelque sorte, devenu à son tour prisonnier du système qu'il a contribué à établir.

— C'est la quadrature du cercle, dit de Hesmes.

— Disons plutôt que c'est un croiseur de bataille qui n'a pas de gouvernail et qui reste à la merci de la moindre torpille...

Pourtant, la « torpille » redoutée par le capitaine Rocolle tarde à couler le bateau et Bellounis se défend encore. Certes à partir du mois de février 1958, il cessera de gagner un terrain que les « frontistes » lui disputent maintenant pied à pied, mais il ne perd pas le moindre kilomètre carré et son dispositif acquiert, en puissance défensive, ce qu'il a perdu en capacité offensive.

Il sait, depuis le début de l'année, que Tunis a donné la priorité à sa destruction, et il fait face, partout. Jamais les paras du 11^e Choc n'ont été à pareille besogne. Chaque jour exige une intervention, une contre-offensive, une opération de nettoyage. Sans être torpillé, le bateau est menacé en permanence par des voies d'eau.

Et Bellounis s'accroche. C'est sa seule chance de durer. En même temps, il polarise l'attention des Wilayas voisines qui finissent par être totalement obnubilées par ce cancer qui les ronge au sud. À tel point que la bataille des frontières, engagée par l'A.L.N. de Tunisie pour faire sauter le barrage électrique en construction, ne trouve aucun écho à l'intérieur. Cette étrange léthargie s'explique par les combats dans lesquels sont engagés les djounouds des maquis contre Bellounis.

Ainsi, l'état-major d'Alger peut prendre le risque de lancer, contre les troupes de Tunisie la totalité de ses troupes d'intervention parachutistes : à lui tout seul, Bellounis soulage l'effort à l'intérieur du dispositif français, sans espérer ni recevoir le moindre renfort.

En ce printemps de 1958, il n'est pas exagéré d'affirmer que les messalistes ont assuré la principale diversion indispensable à Salan pour gagner sa bataille des frontières.

Mais Bellounis est condamné. Si militairement le F.N.L. n'a pu réussir à lui porter de coups décisifs, ils ont dirigé contre lui une intense propagande politique et infiltré à l'intérieur même de son armée d'ardents propagandistes dont le but est de torpiller la confiance que vouent ses hommes à l'idéal qu'ils croient servir.

— Bellounis n'est qu'un agent des Français ! disent-ils. Il ne se bat plus pour l'indépendance, mais seulement pour mériter les cadeaux que lui fait l'armée de Salan...

Des désertions, d'abord peu importantes mais significatives se produisent : elles ont lieu dans la frange territoriale qui jouxte le terrain de chasse de son rival, Si Haouès. Des assassinats de gradés suivent. Ici, c'est un groupe de combat – un *faoudj* – qui refuse de partir en opération ; là, c'est une section qui entonne l'hymne F.L.N. Le climat se détériore.

Ce ne sont pourtant que des escarmouches, mais le coup fatal ne va pas tarder. Rocolle l'attend du côté des « frontistes ». C'est Salan qui va le porter.

Le 13 mai, à Alger, le slogan « Algérie française » est lancé ainsi que le terme « Intégration » ; quelques jours plus tard, de Gaulle confirme : « Il n'y a plus ici que des Français à part entière... »

Désormais, la voie d'une troisième force semble condamnée et Bellounis n'a plus sa place.

Le lieutenant de Hesmes rappelle les avertissements qu'il avait lancés, en prenant ses fonctions :

« Le dilemme va se poser : négocier ou combattre... »

Apparemment, la voix du Forum d'Alger a tranché : il ne saurait être question de négocier.

Les premiers, les éléments du F.L.N. infiltrés réagissent. Ils répètent, inlassablement, aux messalistes ce qu'ils n'ont cessé de dire depuis le premier jour :

— Bellounis fait le jeu des Français. Ceux-ci viennent de se découvrir, ils n'accepteront jamais de négocier. Revenez avec nous qui n'avons jamais changé d'avis...

Bellounis tente de réagir et monte, avec quelques troupes fidèles, des opérations contre ses propres mutins. Les accrochages sont sanglants, ils ne résolvent rien, au contraire. Alors, depuis Alger, Salan prend la décision irrévocable :

« Mettez fin à l'expérience Bellounis. »

En d'autres termes, les parachutistes de l'ancien régiment de Bigeard sont chargés de « nettoyer » le territoire messaliste, de Bou Saada à Djelfa. Besogne peu plaisante, que Trinquier, le nouveau patron du 3^e R.P.I.Ma, accepte avec répugnance.

Mais l'intervention des « léopards » n'a fait que hâter le dénouement. Quand le 3^e R.P.I.Ma arrive le 7 juillet dans la zone où récemment le « général » tenait ses quartiers, il ne découvre qu'une série de charniers : les messalistes se sont entr'égorgés.

Bellounis lui-même, assiégé dans son P.C. par des révoltés est assassiné une semaine plus tard, le 14 juillet.

L'ultime combat sera mené, près de Djelfa, par une poignée de parachutistes du 11^e Choc, qui tiendra deux jours durant, contre deux compagnies mutinées. Au matin du 19 juillet, les paras occuperont le terrain, mais le capitaine Rocolle a payé de sa vie, cette « expérience ».

Les maquis M.N.A. ont cessé d'exister. Ceux des bellounistes qui n'ont pas rallié le F.L.N. sont ventilés au hasard des harkas et des unités de tirailleurs. L'équivoque est levée.

D'un trait de plume, le général Salan a rayé Bellounis de la carte militaire et politique de l'Algérie. Peut-être, ce jour-là, a-t-il manqué le rendez-vous de l'Histoire. En tout cas, l'Histoire s'est vengée. Cruellement.

Avril 1962. Depuis un an, après l'échec du putsch des généraux, le général Salan a choisi la clandestinité. Chef de l'O.A.S. traqué par toutes les polices – officielles ou parallèles – il reste insaisissable, efficacement protégé par les hommes des commandos Delta du lieutenant Degueldre, restés en place après la capture de leur chef.

Salan est introuvable, mais, de sa cachette, il se bat contre Paris, contre le F.L.N., contre tout ce qui représente, qui défend ou qui prône l'abandon de l'Algérie. Il sait pouvoir compter sur la majorité de la population européenne. En revanche, il sent que la population algérienne lui échappe de plus en plus, attendant anxieusement cette indépendance qu'elle pressent inexorable, traumatisée aussi par la violence qui se déchaîne autour d'elle et dont elle fait la plupart du temps les frais.

Or, le général est enfin acquis à l'idée d'une troisième force issue de la population algérienne, avec laquelle il pourrait faire alliance et l'amener à combattre à ses côtés. Au début de ce mois d'avril 1962, ces contacts sont sur le point d'aboutir. Salan a appris en effet qu'un cadî de tendance M.N.A., Belhadi, souhaitait entrer en rapport avec lui. Pendant quelques jours, les deux hommes échangent des messages. L'accord est possible.

Le 20 avril enfin, l'envoyé du cadî pénètre au numéro 23 de la rue Desfontaines, dans le quartier de Telemly, à Alger.

C'est un ancien sous-officier de parachutistes. Il s'appelle Jean-Marie Lavanceau. Pour parvenir jusqu'au chef suprême de l'O.A.S., Lavanceau a dû franchir de nombreux barrages, de rendez-vous en rendez-vous, de contrôle en contrôle. La protection qui entoure Salan est absolue.

Enfin, il touche au but. Il entre dans la petite chambre obscure où se tient le général. Il ne dit pas un mot, car Lavanceau n'est pas un représentant du M.N.A. Du reste, cette résurgence des maquis messalistes n'est qu'un mythe, patiemment forgé par la police et Lavanceau n'était qu'un informateur dont le rôle périlleux consistait à amener sur ses pas les policiers et les gendarmes.

Et ils sont là, tout autour du pâté de maisons. Ils se sont rués dans la petite maison où se cachait le général Salan. Ils bousculent les équipes de protection rapprochée. Ils arrivent enfin dans la pièce où, blême mais soulagé, se tient Lavanceau.

Le général Salan est pris pour avoir cru, trop tard, à la possibilité de jouer la carte du M.N.A.

L'aboïement a repris, tout près cette fois. Un peu étranglé, comme si le maître retenait sa bête. Un bruit de branches froissées, des cailloux qui roulent sous les souliers cloutés. Un halètement qui se précise.

Tapis contre la berge du petit oued, pieds accrochés à la terre friable, les quatre fugitifs n'osent plus faire un seul geste. Sur la berge d'en face, la lueur des lampes-torches irise la crête des touffes d'alfa. Les gardiens sont tout près. Tellement sûrs d'eux qu'ils ne se hèlent même pas. Ils mènent leur poursuite comme s'ils savaient où se terrent les quatre évadés.

Dans le ciel, la lune a disparu, avalée par les nuages surgis de l'horizon. Maintenant il fait sombre et Bouterfa ne distingue même plus la tache blême de ses mains, crispées sur la racine à laquelle il se cramponne depuis... Depuis combien de temps déjà ? Il n'en sait plus rien. Tout à l'heure, quand l'alerte a été donnée, la seule ressource qui restait était de plonger à l'abri de cette providentielle tranchée, un des bras multiples d'une rivière qui n'est plus qu'un souvenir.

Un aboïement encore. Mais plus étouffé, plus lointain. Les chiens ont entraîné les gardes hors du bon chemin. Un quart d'heure encore. Et puis, sans s'être concertés, les quatre hommes se laissent tomber au fond du ravin, s'étreignent, retenant des exclamations de joie.

— C'est gagné, murmure Bouterfa, en bénissant le nom d'Allah.

— C'est gagné, répètent ses trois camarades, à la fois incrédules et émerveillés.

Tout leur semble désormais facile. Ils n'avaient entrepris cette évasion désespérée que pour chasser l'ennui qui suintait des barbelés du camp d'Ampère, près de Sétif. Un camp de prisonniers ni meilleur ni pire que les autres, morne et désespérant comme le sont tous les camps, installé au cœur d'une vallée pelée, mollement alanguie sous le soleil et le vent du sud. Comme une mer, comme une prison supplémentaire. Ampère faisait penser à une île dont les prisonniers étaient les naufragés.

— D'ici, on ne s'évade pas, avaient dit les gardiens, des gendarmes mobiles sempiternellement escortés de leurs chiens-loups.

C'était tellement évident que personne, jusqu'ici, n'avait tenté de s'enfuir. Une sorte de fatalisme régnait en maître sur le camp, né du

caractère des prisonniers, attendant sans impatience l'heure qui suit, sans souci de préparer le lendemain. Né aussi du cadre désolé, de la poussière qui stagnait sur la moindre parcelle du sol des baraques, flottant même à la surface de la « chorba » rituelle servie deux fois par jour.

— On ne s'évade pas du camp d'Ampère...

Pourtant, les quatre camarades avaient réussi. Ils avaient conjuré le sort et montré qu'au milieu du troupeau de moutons, il existait des hommes courageux, qui ne se résignaient pas. Le plus difficile avait été, peut-être, d'accomplir le premier geste vers la liberté, ce geste qui les engageait totalement : couper le barbelé de la clôture. À partir de là, quoi qu'ils fassent, où qu'ils arrivent, ils seraient considérés comme des évadés. C'était seulement cette action initiale qui comptait ; après, le reste allait de soi.

Même s'ils n'y avaient pas cru tout à fait au début, maintenant l'évidence était là : ils avaient réussi. Ils se trouvaient loin des barbelés, hors d'atteinte des gardiens et des chiens qui aboyaient à des kilomètres, poursuivant Dieu sait quoi.

Bouterfa reprend son calme. C'est lui le chef. Officier de l'A.L.N., il a lui-même choisi ses compagnons, en fonction de l'aide qu'ils pourraient apporter à l'expédition. Ainsi, il a embarqué Abdellatif, un vieux berger aux cheveux blancs, moins pour ses capacités de combattant que parce qu'il connaît le moindre caillou de la région. D'Ampère, sur les plateaux du Hodna, jusqu'à Ras el-Aïoun, près de Batna, pas une colline pas un oued, pas une piste qui ne lui soit familière. Il sera le guide.

M'rouki est le second. En dépit de ce nom qui dénote ses origines marocaines, c'est un ancien harki de la région du Constantinois, qui a, durant des années, patrouillé le long du barrage électrifié, de Blandan, au bord de la mer, jusqu'à Munier, près du « Bec de Canard » : c'est sur lui que le petit groupe compte pour franchir la haie de barbelés électrifiés qui isole l'Algérie de la Tunisie.

Allouche, pour sa part, sera pour tous une excellente introduction auprès des « frères » de la base de l'Est, c'est-à-dire l'armée de libération qui s'instruit, s'entraîne et se prépare à la grande offensive générale.

Quant à Bouterfa, s'il n'a aucune spécialité, il reste le chef. Officier de l'A.L.N., capturé au combat, il a su en imposer à ses camarades par sa tenue, son moral et son éducation : il est le seul à savoir lire et écrire, en arabe et en français. Du reste, il était médecin militaire, et ses camarades ne l'appellent jamais sans ajouter, devant son nom, le vocable « Si », qui signifie monsieur. Pour eux, Si Makhoulf est un véritable chef.

— Nous allons encore marcher pendant une heure ou deux, jusqu'au

lever du jour. Après, nous nous cacherons pour repartir à la nuit...

Abdellatif acquiesce et, après avoir humé l'air de la nuit, s'en va d'un pas alerte. Il sait où il faut aller.

Le poste radio grésille doucement. Puis, par deux fois, le bruit de fond est interrompu et, chuchotante, une voix rend compte :

— Tout s'est passé au poil. Vos quatre rombiers sont dans la nature...

— Parfait. Terminé pour vous. Vous pouvez rentrer au camp.

— Et qu'est-ce qu'on va dire ?

— Rien. Si on vous demande des explications, racontez seulement que quatre prisonniers se sont fait la valise cette nuit.

— On va passer pour des cons !

— Je sais, l'important est que vous sachiez que ce n'est pas vrai. Terminé.

Agacé, le capitaine Maronier coupe le contact. Toujours les mêmes, ces gendarmes. Ils n'ont obéi qu'à contre-cœur aux instructions reçues et ont joué, de mauvais gré, le rôle qu'on leur avait imposé. Maintenant, ils se soucient de ce que vont penser les quelque six cents détenus du camp de prisonniers, sans imaginer ce que l'évasion à laquelle ils ont collaboré peut apporter de positif à la guerre.

Maronier ramène avec précaution sa jambe à l'intérieur de sa jeep et la cale soigneusement sous le tableau de bord. Grièvement blessé aux premiers jours de la guerre d'Algérie, il a pourtant tenu à retourner sur le terrain. Simplement, ce cavalier, homme d'action, est devenu par force un spécialiste de l'action psychologique et de l'intoxication de l'adversaire. Et l'opération de cette nuit n'est que le prélude à une machination compliquée, soigneusement mise au point au cours des semaines écoulées. Alors que l'armée d'Algérie, galvanisée par le 13 mai croit maintenant la victoire proche, Maronier sent que l'ennemi, décontenancé, ne tardera pas à réagir. Il faut donc lui porter au plus vite des coups sensibles.

D'un geste de sa canne, il ordonne à son chauffeur de reprendre la route de Sétif. Il n'a pas sommeil. Il doit veiller, se tenir prêt à faciliter, de bout en bout, l'acheminement des évadés vers la Tunisie.

— Au pire, a-t-il expliqué dans le rapport préparatoire, nous perdons Bouterfa et ses camarades. Cela ne fera que quatre *djoundi* de plus pour le F.L.N. de l'Est. Au mieux, nous pourrions bénéficier, sur place, de renseignements qui font défaut depuis deux ans.

— Tout repose en effet sur la responsabilité de Bouterfa Makhlof...

Depuis le mois d'octobre 1957, le capitaine Maronier a eu le temps de se

faire une opinion au sujet de cet ancien officier de l'A.L.N.

Fait prisonnier près de Batna le 7 octobre 1957 par un stick du G.L.I. opérant en enfant perdu à la limite des Aurès, Bouterfa a aussitôt mis le marché en main à Maronier, chargé de l'interroger :

— J'étais, a-t-il raconté, étudiant à l'université de la Zitouna, à Tunis. Je me préparais à devenir ^[47]cadet. Je suis titulaire des baccalauréats français et arabe. Au début de 1957, désigné, comme beaucoup d'étudiants, pour suivre des cours d'infirmier à la fin du stage, en mai, j'ai été dirigé vers la Wilaya I. Seulement, le convoi qui m'acheminait a été capturé par des rebelles aurassiens qui m'ont conservé comme sergent infirmier. Deux mois plus tard, les réguliers de l'A.L.N. m'ont récupéré et m'ont nommé aspirant médecin. Je n'étais pas volontaire pour l'A.L.N. Ce que j'en ai vu sur le terrain ne m'encourage pas à y retourner. Alors, voici ce que je vous propose : ou bien vous me faites confiance et je m'engage à vous servir pour toute mission que vous me confiez. Mais je veux être traité comme l'un des vôtres, pas comme un suspect. Ou bien, si vous refusez, mettez-moi dans un camp de prisonniers : je serai un détenu modèle...

— Qu'est-ce que cela veut dire, un « détenu modèle » ?

Bouterfa Makhoulf a cligné de l'œil :

— Le pire emmerdeur que vous aurez jamais eu : je suis assez au courant des lois et des procédures pour entamer à tout propos une interminable chicaya et je ferai du camp un véritable cirque...

Maronier a ri. Bouterfa lui plaisait avec sa manière directe de présenter les choses :

— O.K. Je te prends avec moi.

Bouterfa Makhoulf a tenu parole. Pendant cinq mois, jusqu'en avril 1958, les deux hommes ont travaillé en équipe. C'est un peu avant le 13 mai que l'idée leur est venue, à tous deux, de tenter une infiltration en Tunisie :

— Vous verrez, a promis Makhoulf : je suis assez malin pour faire mon trou. Il y a un an, je suis parti comme deuxième classe. Capturé par les Chaouïas, j'ai été nommé sergent ; repris par l'A.L.N., j'ai reçu le grade d'aspirant : si je m'évade et que je rejoigne l'Est, ils vont bien me nommer capitaine, au moins... Qui sait, peut-être finirai-je comme commandant suprême ?

Remis provisoirement au camp de prisonniers d'Ampère, Bouterfa n'y est resté que deux mois, le temps de recruter une équipe, à la fois pour l'aider durant son évasion, et pour authentifier le personnage qu'il doit désormais assumer.

Pendant le reste de la nuit, le capitaine Maronier est resté à l'écoute des

B.R.Q. envoyés par les secteurs. L'évasion des quatre fellaghas, a été signalée à onze heures trente, le 13 juin 1958. Deux bataillons ont aussitôt été alertés, l'un du 7^e régiment de tirailleurs algériens qui opère entre Corneille et Batna, sur le trajet possible des fuyards, l'autre à Batna même, du 93^e R.I. qui tient les postes routiers de Batna à Constantine.

À la fin de la journée suivante, Maronier a poussé un soupir de satisfaction. Les quatre hommes n'ont pas été repris. Mieux, leur passage n'a même pas été signalé ni détecté.

Le 20 juin, à Bône où il s'est installé pour suivre les pérégrinations de ses protégés, Maronier apprend que le « contact » ménagé à la S.A.S. de Morris, a fonctionné. Un moghrazni arabe, ami de M'rouki, le second des évadés, les a rencontrés discrètement dans une mechta du bord de mer et les a conduits à travers la forêt du douar Cheffia, vers Munier où ils ont été pris en charge par une filière de passeurs.

Le 24 juin, un compte rendu de la « herse » – une patrouille blindée qui effectue en permanence une surveillance mobile du barrage – signale une petite coupure au nord de Toustain. Le message précise que le franchissement s'est fait dans le sens Algérie-Tunisie.

Maronier replie la feuille de papier pelure et conclut :

— Coup parti. Il n'y a plus qu'à attendre.

Ce n'est bien sûr pas la première fois que les services spéciaux français introduisent un agent au sein de la rébellion^[48], mais la plupart du temps, il s'agit, soit d'informateurs occasionnels sans grande importance, soit au contraire d'éléments manipulés en vue d'intoxiquer l'adversaire, pour lui faire croire, en particulier, qu'il est noyauté par des traîtres.

Tous les mouvements révolutionnaires présentent cette caractéristique : l'obsession de la trahison leur fait souvent perdre le sens des réalités et il n'est pas rare qu'ils soient soudain en proie à quelque délire d'autodestruction.

Le F.L.N. n'a pas failli à cette règle et, depuis le 1^{er} novembre 1954, il a traversé des orages d'une violence inouïe qui ont mis en péril son existence même.

La première affaire d'épuration intérieure a été la liquidation de Chibani Bachir, qui assurait l'intérim de la Wilaya I. (Aurès) durant l'incarcération de Ben Boulaïd Mostefa. Accusé de lâcheté au combat, il est attiré par son rival Laghrour Abbès dans un guet-apens, à Tiouardimine, le 23 octobre 1955. Après avoir désarmé sa garde, Laghrour Abbès le traduit aussitôt devant un tribunal militaire qui le juge pour pédérastie. Terrorisés, des témoins viennent déposer et le chargent lourdement.

Torturé à son tour, Chibani Bachir reconnaîtra tous les griefs et avoue avoir eu des relations coupables avec une dizaine de ses hommes dont son secrétaire, Chami Boubakeur, et son agent de transmissions, un Tunisien de dix-sept ans, Bezouich Mahmoud. Chibani Bachir n'était peut-être pas pédéraste. Il était sûrement lâche : ses dénonciations devaient entraîner la mort des « coupables ».

Le 26 octobre 1955, après avoir passé la nuit ligoté à un arbre, Chibani Bachir est abattu de deux balles de Colt par un vieux djoundi, Soula Soulam. En même temps que lui, Chami Boubakeur est tué d'une rafale par un certain El Bahi. Avant de mourir, le secrétaire remet à son bourreau une somme de cinq millions dont il ne voulait pas que l'A.L.N. soit privée. Seul, Bezouich échappera au massacre. Il réussit à s'enfuir et se rallie au poste de Menaa le 1^{er} novembre 1955.

La vérité sur le procès de Chibani Bachir éclatera quelques semaines plus

tard, lors du retour de Ben Boulaïd après son évasion de la prison de Constantine, mais l'instigateur du complot sauvera sa tête: Ben Boulaïd meurt, le 17 mars, dans l'explosion du poste radio «égaré» par les services français, avant d'avoir eu le temps de faire juger le responsable.

De toutes les affaires d'épuration, la plus grave reste l'épidémie de «bleuite» qui, depuis la fin de la bataille d'Alger, en décembre 1957, ravage la Wilaya III (Kabylie-Algérois). Ce mot de «bleuite» provient des combinaisons couleur bleu de chauffe dont l'adjoint du colonel Godard, le capitaine Léger, revêtait les prisonniers F.L.N. ralliés et retournés, qui servaient de supplétifs au maintien de l'ordre.

Le principe consiste à renvoyer dans les maquis des prisonniers qui «par hasard», ont surpris des secrets concernant des responsables de Wilaya, situés à un important niveau. D'après ces «secrets», certains personnages sont en rapport avec les Français auxquels ils donnent des renseignements. Naturellement, ces secrets – rapports ou correspondances – sont des faux, mais étayés sur des faits authentiques et tout à fait véritables. Il suffit de mentionner un important revers subi par l'A.L.N. dont on crédite un officier algérien pour que la trahison soit plausible.

De retour au maquis, l'ancien prisonnier fait son rapport.

Dans la Wilaya III, le capitaine Mourad, chargé des renseignements tomba dans le piège. Par la torture, il obtint des «aveux» et donna l'alarme. Amirouche, le plus fameux et le plus sanguinaire des colonels algériens, est informé. Il voit soudain des traîtres partout. Il envoie au colonel Godard une lettre d'injures en l'accusant d'utiliser des procédés déloyaux. Mais il expédie, en même temps à Tunis un rapport dactylographié de vingt pages dans lequel il raconte par le détail ce qu'il appelle la «conjuraton» et fournit les moyens de reconnaître les «bleus».

Son système d'interrogatoire est très efficace. La méthode la plus couramment utilisée est dite de l'hélicoptère. Dépouillé de ses vêtements, le «suspect» est attaché par les poignets et les chevilles à une longue corde que l'on déroule au-dessus d'un feu. Ainsi, transformé en une sorte d'hélice, le sujet descend progressivement jusqu'au contact du feu. Il ne reste plus qu'à réenrouler la corde.

En ce mois de juin 1958, la «bleuite» est en plein développement et, de son bureau, au Centre de coordination interarmées (C.C.I.), antenne algérienne du S.D.E.C.E., le capitaine Maronier suit l'expérience avec beaucoup d'intérêt. Car c'est lui qui, l'an passé, a inventé la méthode, l'a

mise au point et l'a exploitée opérationnellement. Avec un certain humour, il a donné un étrange nom de code à l'expérience : « Canard de Paradoxal ».

Il a personnellement présenté l'affaire au colonel Godard et au capitaine Léger :

— Mon système est basé sur une connaissance parfaite de l'organigramme ennemi : les structures, les liaisons, les noms des chefs et des responsables. Dans le tas, je choisis celui des gradés qui semble le plus vulnérable et j'entre en contact avec lui pour lui proposer de se rallier. Je lui accorde un délai de six semaines. S'il ne donne pas suite, je commence à tisser ma toile. Je m'arrange, tout d'abord, pour « perdre » un code inventé pour la circonstance. Quelques jours plus tard, je laisse, sur un cadavre abandonné sur le terrain, une lettre rédigée dans le même code, et qui est extrêmement compromettante pour le chef en question. Dans cette lettre, j'explique au frère Kaddour, que le colonel le remercie pour les renseignements qui nous ont permis d'accrocher la katiba X. En échange, on lui fait déposer de la pénicilline dans la « cache habituelle ». Et je signe « Canard ». Cela ne rate presque jamais. Ou bien le nommé Kaddour se met en colère et proteste de son innocence. Alors, il perd ses moyens, s'embrouille dans ses explications et, finalement, se voit condamner à mort. Ou bien il explique qu'il s'agit à coup sûr d'une provocation française. Mais les fellaghas sont méfiants comme des paysans qu'au fond ils n'ont jamais cessé d'être tout à fait. « Pas de fumée sans feu », répondent-ils. Alors, Kaddour est suspect. Sans cesse surveillé, il se lasse bientôt du climat de suspicion dans lequel il baigne désormais. Il n'est pas rare qu'il tente de se rallier. Quelquefois il y parvient. La plupart du temps, cette tentative est précisément l'aveu que l'on attendait. Pris, jugé, condamné, cette fois, Kaddour est abattu.

Maronier estime que cette expérience peut être étendue, à condition que des moyens importants y soient consacrés. Godard et le capitaine Léger ont ces moyens. Désinvolte, Maronier conclut :

— Je travaillais dans l'artisanat. J'ai eu des échecs, mais de toute façon ma méthode comporte au moins un avantage : elle entretient au sein des maquis une tension basée sur les rancunes et les haines. Car l'accusé, voire le supplicié, a des amis qui rêvent de le venger. Ou bien ils assassinent à leur tour le responsable de l'exécution ou bien, comme cela s'est produit, ils se rallient...

Léger a amené les méthodes du capitaine Maronier à un degré de perfection rarement atteint. Et la « bleuite » prend, durant une année entière, l'allure d'une épidémie d'une extrême gravité. Débordant rapidement les

frontières de la Wilaya III où elle avait commencé, la vague d'assassinats, d'exécutions, de jugements ou de trahisons atteindra à la fin de 1958 les Wilayas voisines, la IV (Algérois) et la II (Constantinois). Elle coûtera la vie à des milliers d'hommes et de femmes, gradés, responsables ou simples djounouds.

Les rebelles s'entretueront avec une fureur telle que les katibas, décimées par les purges, terrorisées ou démoralisées ne pourront que tendre, l'année suivante, leur cou au couperet des opérations du plan Challe.

Le sommet de cette tragédie à la Kafka sera sans doute atteint au mois de novembre, quand le responsable des principales exécutions, Mourad le sanguinaire, se rendra compte qu'il a accumulé tant de haines, de rancunes et de soif de vengeance qu'il ne lui reste pas d'autre solution... que le ralliement.

Il ne pourra même pas mener son projet à bien. Rattrapé, sommairement jugé, il sera abattu sauvagement par ceux-là mêmes qu'il avait naguère qualifiés du terme infamant de « mouchaouichines », ce qui signifie traîtres.

Pour le capitaine Maronier, le but à atteindre aujourd'hui n'est pas aussi ambitieux. Le retour au sein de l'A.L.N. de Tunisie d'une poignée de « combattants » n'a pour principal objet que d'infiltrer un informateur à la Base de l'Est. Après l'échec de la bataille des Frontières, au printemps de 1958, plus rien n'a filtré, ni du moral des moudjahids, ni de l'impact qu'a pu avoir sur eux le mouvement du 13 mai et l'appel du général de Gaulle à une « paix des braves ».

Maronier compte donc bien davantage sur une série d'informations susceptibles d'orienter une action de plus grande envergure en direction des frontières, que sur des résultats spectaculaires de son émissaire Bouterfa Makhoulf.

Il ne peut pas imaginer que son initiative va être le détonateur d'une affaire dépassant en ampleur tout ce qui a été tenté jusque-là, mettant en péril, non seulement l'édifice militaire de l'Armée de libération algérienne en Tunisie, mais encore l'existence même de la plus haute instance politique de la rébellion : le G.P.R.A.^[49] lui-même, successeur du fameux C.C.E.

En cette fin du mois de juin 1958, le destin est en route. Tout le monde ignore qu'il a pris le visage basané d'un aspirant médecin de l'A.L.N. envoyé par les services français : Bouterfa Makhoulf.

Grande, squelettique, la silhouette du capitaine Hubert s'est encadrée dans la porte du bureau. Il a un visage mince, en lame de couteau, un doux regard de myope et, sur le sommet du crâne, une houppe de cheveux rares qui prend racine bas sur le front lui donnant un air d'adolescent monté en graine. Il est le chef de l'antenne du C.C.I. de l'Est, basée à Bône. Sous ses allures timides et ses airs distraits, c'est une formidable bête de renseignements, montant sans répit des « coups » spectaculaires au-delà des frontières, et sa zone d'action s'étend parfois jusque dans les faubourgs même de Tunis. Il salue d'une main négligente son camarade Maronier qui compulse d'un air lugubre les synthèses de la semaine.

— Dis-donc, Maronier ? Si Makhlouf l'Oranais, ça ne te dit rien ?

Maronier s'interrompt, fronce le sourcil et réalise soudain :

— Oui, mais c'est une vieille histoire : je suis surpris que tu m'en parles seulement aujourd'hui. D'ordinaire tes tuyaux sont plus frais : il y a six mois que Si Makhlouf a disparu dans la nature.

— Il a refait surface.

Cette fois, Maronier se dresse de son siège :

— Sans blague ? Et quand ?

— Avant-hier, à Tunis. Il a laissé un message dans une boîte à lettres « morte ». Un coup de pot, il y avait presque trois mois que le « facteur » n'avait pas relevé le courrier.

Maronier ne répond pas tout de suite. Il se remémore toute l'affaire. La combinaison élaborée de concert avec Bouterfa pour simuler l'évasion du camp de prisonniers d'Ampère, le passage des frontières. Cela est tellement loin.

— Pendant presque trois mois, explique-t-il à Hubert, tout a fonctionné sans problème. Si Makhlouf venait à Tunis toutes les semaines et me tenait au courant de la progression de sa mission. Il laissait ses messages dans le socle d'un lampadaire de la station des autobus, près de la place de l'Indépendance, guère loin de l'ambassade de France. Ce que, toi, tu appelles la « boîte à lettres morte ». J'avais passé des consignes aux correspondants de Tunis.

Il se lève en boitant et extirpe un dossier du classeur métallique :

– Voici les rapports de Makhlouf. En résumé, il est rapidement entré en contact avec le chef de la base de Ghardimaou, commandant en titre de la Wilaya autonome de Souk Ahras. Un certain Amara Bouglès, de son vrai nom Laskri Amara. Une sorte de bellâtre qui s'était fait la tête de Pedro Armendariz. Un peu mécanicien, un peu proxénète. Baratineur, ambitieux, bluffeur. Courageux tout de même, mais bête à manger de l'avoine !

« Quand Bouterfa est arrivé, il a plu à ce "colonel" qui en a fait son médecin particulier. D'autant plus volontiers que Bouterfa possédait de solides connaissances d'infirmier. Un coup de pot : Amara était atteint d'une bronchite chronique, peut-être tuberculeuse. Bouterfa Makhlouf l'a soigné. Il me communiquait tous les détails, y compris le traitement qu'il lui infligeait. Piqûres intraveineuses de P.A.S., Rimifon. Le grand jeu, quoi. Ça lui permettait d'aller à Tunis toutes les semaines pour s'approvisionner. En tout cas, son traitement de choc a réussi : à la fin du mois d'août, Laskri Amara était guéri. Dès lors, sa confiance en Makhlouf est devenue totale, et il lui a confié ses secrets.

« C'est là que ça devenait intéressant. À mots couverts, Si Makhlouf m'a raconté que les « colonels » de la base de l'Est préparaient un « coup » contre leur chef, ce gros bon à rien de Mohamedi Saïd. »

Le capitaine Hubert s'est assis. Il sourit à l'évocation de la silhouette pittoresque de Mohamedi Saïd – qui se fait appeler sans complexe : le « colonel Nacer » –, coiffée d'un casque de la Wehrmacht datant de l'époque où il était un agent actif de l'Abwehr en Afrique du Nord.

– Je connais en effet ces dissensions entre les colonels commandant les Wilayas de l'intérieur et le C.C.E. – l'extérieur – dont Mohamedi Saïd est le délégué. Il faut dire que ce n'est pas très politique d'avoir nommé ce personnage vantard et brusque aux manières de matamore...

– D'après Makhlouf en effet, « Si Nacer » s'est imaginé qu'il suffirait de frapper du poing sur la table ou de bousculer les gradés, au besoin en « faisant des exemples », pour obtenir des bouillants colonels qu'ils rentrent dans le rang !

– Le moral ne devait pas être fameux...

– Exact : l'échec de l'offensive des frontières, la possibilité de la « paix des braves » avait sapé le tonus des combattants. Mohamedi Saïd est arrivé. Il s'est fait jeter dehors par Laskri Amara et Lamouri, le chef de la Wilaya des Aurès. Alors, m'a dit Makhlouf, le « pauvre » Si Nacer tout déconfit est allé se plaindre à son ami et protecteur Krim Belkacem. Il devait sans doute exiger des sanctions.

– Ça devient intéressant, observe le capitaine Hubert en aplatissant sa houppé de cheveux rebelles. Et ensuite ?

— Je suis comme toi, je suis resté sur ma faim. Au moment où je sentais qu'il allait enfin se passer quelque chose, silence, Makhoulouf n'a plus donné signe de vie. Jusqu'à ce matin, j'ignorais même s'il était encore vivant. Que veut-il ?

Hubert hausse les épaules avec une moue d'ignorance :

— Seulement reprendre le contact. Mais ce ne sera pas facile. D'autant moins que ton zèbre ne dit rien de la façon dont il compte s'y prendre.

Maronier esquisse un sourire contraint :

— J'ai peur qu'il ne nous surestime ! La Tunisie n'est plus aussi perméable qu'il y a six mois. Les soldats de l'armée de libération ont été sérieusement repris en main.

— C'est vrai et cela se confirme tous les jours. Les chefs de zone ont été renouvelés. Des « durs » tiennent les postes sur les frontières. Ce qui m'intrigue, c'est la raison pour laquelle ton Makhoulouf cherche à nous revoir après six mois de silence.

— J'ai peut-être une idée, dit Maronier. Sais-tu où se trouve le lieutenant Varenne ?

— Oui. En Oranie : il dirige un stage Action pour des harkis de la Boîte destinés au Maroc. Pourquoi Varenne ?

— Parce qu'il connaît bien Si Makhoulouf l'Oranais : il l'a instruit au cours d'un stage technique. Je crois que les deux hommes s'estiment bien.

Hubert montre sa surprise :

— Et comment vont-ils renouer le contact ? Tu n'as tout de même pas l'intention d'envoyer Varenne à Tunis ?

— Le vrai problème n'est pas là. Tu sais comme moi qu'on peut parfaitement s'y déplacer en relative sécurité, même si les fellaghas y tiennent le haut du pavé. D'ailleurs, s'il a le crâne tondu, une belle moustache et les joues mangées de barbe, Varenne fera un Arabe acceptable. Le plus délicat sera sans doute de retrouver Makhoulouf et de le sortir de Tunisie. Les choses qu'il aura à nous dire seront peut-être assez intéressantes pour justifier une telle mesure.

Hubert hoche la tête :

— Pour l'accueil sur place, je mets mon équipe à ta disposition. Espérons que Varenne acceptera...[50]

Tous les deux jours, un avion militaire de la base de Bône effectue une liaison directe avec la Tunisie. En dépit de la guerre et de l'attitude du gouvernement de Bourguiba à l'égard de la France, jamais cette navette du Nord 2501 n'a été interrompue : il s'agit très officiellement d'une cargaison de poisson frais que les Français achètent aux pêcheries tunisiennes et qu'ils acheminent par la voie des airs vers les magasins et les chambres froides de l'intendance militaire.

Cette bizarrerie n'a évidemment pas échappé au capitaine Hubert qui depuis longtemps se sert de cette liaison régulière pour acheminer ses agents ou ses courriers.

C'est ainsi que le 15 janvier 1959, le lieutenant Marc Varenne – nanti de papiers authentiques au nom de Touti Messaoud, né à Paris en 1930 d'un père arabe et d'une mère bretonne – a débarqué, sa djellabah imprégnée d'une forte odeur de marée. Mais il s'en moque. Dans deux jours, pense-t-il, une bonne douche l'en débarrassera. Sa mission, en effet, est simple et doit être brève. Il s'agit de renouer le contact avec Si Makhlouf Bouterfa et d'assurer son retour en Algérie.

La première phase de l'opération semble n'offrir que peu de difficultés. Il suffit de flâner aussi longtemps que possible à proximité de la « boîte à lettres morte » de la place de l'Indépendance, entre les marchands en plein air et les vendeurs de journaux à la criée. Ainsi, pendant deux jours, Varenne attend, tantôt assis au bord du trottoir, son capuchon rabattu sur les yeux, dans l'attitude d'un chômeur peu pressé de trouver du travail, tantôt agglutiné à la file d'attente de l'autobus. Un autobus qu'il ne se résignait d'ailleurs jamais à prendre.

Ce n'est pas Makhlouf qui s'est présenté, au matin du troisième jour, seulement un courrier qui s'est borné à cacher un message dans l'évidement du socle du lampadaire. Un message très bref dans lequel Bouterfa indique qu'il ne lui est plus possible de venir lui-même à Tunis et qui fixe un rendez-vous pour le surlendemain chez un épicier de Beja, à une soixantaine de kilomètres au sud-ouest de Tunis.

La lampe à pétrole fume, projetant sur le visage des deux hommes de brefs éclairs jaunâtres. Arrivé à la fin de l'après-midi au rendez-vous, Varenne fixe son vieux camarade. Il lui trouve toujours le même faciès jovial aux joues rebondies, mais l'expression des yeux reflète la fatigue et surtout l'anxiété. C'est le regard d'un homme traqué :

« Je ne sais plus où aller, explique Si Makhoulf. J'ai pris des risques énormes pour renouer le contact à Tunis. Je me ferai arrêter si j'y retourne... »

Varenne hoche la tête. Il pense que sa mission se révèle bien plus difficile qu'il ne se l'était imaginé. Certes, il peut encore revenir seul et la filière d'évasion installée à partir de l'ambassade de France lui permettra de rentrer sans problèmes, mais il ne se résout pas à abandonner celui qui est devenu un peu son ami.

— Comment en es-tu arrivé là ? Demande-t-il.

Après sa guérison dont il attribuait le mérite à Bouterfa, Laskri Amara, le chef de la Wilaya autonome de Souk Ahras, avait présenté son nouvel et inséparable ami à ceux qui constituaient le groupe le plus remuant des militaires de la base de l'Est, notamment Lamouri, commandant la Wilaya des Aurès et son adjoint, le capitaine Nouaraoua, un Chaouïa maigre aux yeux de feu, caustique et méprisant à l'égard des « politiciens de Tunis ». Par leur intermédiaire, Bouterfa avait également sympathisé avec d'autres capitaines, ardents et dynamiques dont le rêve était de marcher un jour sur le siège du F.L.N. pour y « mettre de l'ordre ».

Ils étaient tous ulcérés par l'échec de la bataille des Frontières et en imputaient la responsabilité à Mohamedi Saïd dont la vulgarité, la brutalité et surtout l'incomparable ignorance avaient abouti à envoyer au massacre des Katibas entières, faute de les avoir préparées à affronter le barrage.

Bouterfa comprenait leur rancune et leurs désillusions. Il y ajoutait même en rappelant à tout moment cette occasion perdue que représentait le dédain des politiques pour la « paix des braves », telle que l'avait définie récemment le général de Gaulle.

La paix des Braves était un rappel opportun et les capitaines, notamment Ahmed Draïa et Ouchria, les plus extrémistes des militaires, avaient, le 10 août organisé à Ghardimaou, P.C. de Mohamedi Saïd, une manifestation spontanée de soldats, défilant aux cris de « Vive de Gaulle, vive la quille ! »

— Cela est inconcevable, avait hurlé Sir Nacer. Je vais rendre compte à Tunis et exiger que notre ministre de la Guerre, Krim Belkacem, prenne des sanctions.

— Ce n'est plus un militaire, avait répliqué Laskri Amara, il a trahi ses camarades en faisant de la politique. La meilleure preuve est qu'il exige

maintenant qu'on l'appelle Saadet el Vizir[51] !

Lamouri et Nouaraoua avaient applaudi bruyamment. Furieux, Mohamedi Saïd était sorti de la pièce. Une heure plus tard, sa voiture l'emmenait vers Tunis.

Laskri Amara, Lamouri et Nouaraoua attendaient l'orage. Prêts à l'épreuve de force, déjà, leurs capitaines se répandaient dans les unités, pour tester celles qui seraient disposées à appuyer leur révolte. Mais, en bon diplomate, Krim Belkacem désamorça à temps la crise. Il convoqua les trois officiers à Tunis :

— Je comprends, leur dit-il, les raisons de votre aigreur. Vous avez montré vos capacités au feu, aussi, en récompense des services rendus, je vous annonce votre nomination comme « envoyés spéciaux du C.C.E. » dans les pays arabes frères. Peut-être, dans quelques semaines, serez-vous appelés à des fonctions diplomatiques plus importantes.

Flattés de ce qu'ils considéraient à la fois comme un désaveu de Mohamedi Saïd et une marque d'estime de leurs supérieurs, les trois officiers avaient accepté tout en demandant d'être accompagnés d'un « cabinet » réduit. Ils n'avaient pas eu à insister beaucoup, Krim Belkacem avait aussitôt accepté, profitant sans doute de cette occasion pour éloigner des capitaines trop remuants.

Dans les jours qui avaient suivi, Lamouri avait été désigné comme envoyé au Caire, Laskri Amara à Bagdad et Nouaraoua à Damas.

Bouterfa Makhoulf était du voyage. Mais, en arrivant au Caire, il avait été immédiatement contacté par le Mouchabarat.

— Acceptez-vous d'assurer, pour notre compte, la liaison entre Laskri Amara, Nouaraoua et Lamouri ? lui demanda le colonel Soliman Ezzat, chef de la section Maghreb des services spéciaux égyptiens.

Bouterfa avait apprécié, avec un humour discret, cette situation cocasse qui faisait de lui un agent double – triple même – et l'avait acceptée puisqu'elle entraînait dans le cadre général de sa mission.

— Le Raïs, expliqua Soliman Ezzat, n'a jamais pardonné au C.C.E. d'avoir choisi de résider à Tunis, alors qu'au début de la guerre, votre chef, Ben Bella, était installé au Caire. Cette marque de défiance à notre égard est d'autant plus mal appréciée ici qu'entre les Tunisiens et nous, les relations diplomatiques ont été rompues.

Makhoulf Bouterfa approuva. Il savait que Bourguiba reprochait à Nasser de soutenir ouvertement Salah Ben Youssef, son adversaire le plus farouche.

Bouterfa Makhoulf mena pendant quelques semaines ce rôle d'informateur et de courrier itinérant de Bagdad à Damas et de Damas au

Caire. À son second voyage, le colonel Soliman Ezzat lui révéla :

– Gamal Abdel Nasser est définitivement brouillé avec Fehrat Abbas et sa clique : ils ont eu l'audace de se constituer en gouvernement provisoire de la République algérienne ! Et non seulement sans nous demander notre avis, mais sans nous avertir. Nous l'avons appris par les agences de presse ! C'est intolérable ! Il est urgent de les écarter du pouvoir pour les remplacer par des militaires compétents...

– Et compréhensifs à l'égard de l'Égypte, compléta Bouterfa pour lui-même.

Dans l'esprit du colonel Ezzat, l'opération projetée devait avoir pour artisans les officiers évincés de Tunisie, Laskri Amara, Lamouri et Nouaraoua. Trois jours plus tard, ils abandonnaient leur poste et regagnaient Le Caire.

Le plan mis au point par le colonel Ezzat prévoyait que les trois officiers retourneraient prendre le commandement de leurs anciennes unités et qu'ensuite, ils provoqueraient une réunion clandestine de tous les chefs des Wilayas de l'intérieur. Cette réunion devait aboutir à la condamnation des politiques, puis à leur arrestation à Tunis.

Là, Soliman Ezzat visait un double but, éliminer l'équipe algérienne et susciter des difficultés à Bourguiba.

Pour préparer le retour des trois exilés, Laskri Amara, Lamouri et Nouaraoua, Bouterfa partit en éclaireur pour la Tunisie. Il était accompagné de deux capitaines, Ouchria et Ahmed Draïa. L'accueil qu'ils reçurent de la part de leurs anciens camarades fut chaleureux. La plupart des unités de la base de l'Est étaient prêtes à se soulever, très éprouvées par l'inaction dans laquelle elles se trouvaient, perplexes sur l'avenir de la rébellion et de plus en plus coupée du G.P.R.A. dont les manœuvres politiques leur étaient totalement incompréhensibles.

Malheureusement, cette agitation ne passa pas inaperçue et Mohamedi Saïd eut bientôt vent de la conjuration. Il s'en ouvrit à Krim Belkacem et à Bentobbal Lakhdar. Si le premier affecta de ne pas s'inquiéter, le second, en revanche, prit ce complot très au sérieux. Il décida de demander audience à Tayeb Mehri, ministre de l'Intérieur de Bourguiba, qui lui promit l'aide de la police et de la Garde nationale tunisiennes pour réduire les « rebelles ».

En même temps, à la frontière libyenne, de forts détachements de gendarmes occupaient les postes de douane avec mission d'arrêter les trois colonels lorsqu'ils s'y présenteraient, venant du Caire via Tripoli.

C'était trop tard, Laskri Amara, Lamouri et Nouaraoua étaient déjà entrés en Tunisie et réglaient les derniers détails de leur putsch.

Cela se passait dans la nuit du 16 au 17 novembre 1958, dans une petite maison, au Kef, à quelques kilomètres seulement de Ghardimaou où Mohamedi Saïd avait installé son P.C. Autour des trois colonels, se tenaient la plupart des chefs de bataillon de la base de l'Est. Pour Lamouri, seule comptait la méthode forte. Il était décidé à brusquer les événements et à marcher sur Tunis sans attendre l'accord des autres chefs de Wilaya. Laskri Amara, en revanche, prônait le respect des formes légales.

La discussion s'éternisait, les partisans de l'un invectivaient les adeptes du second et la confusion était à son comble quand, soudain, des coups de feu retentirent. Les portes furent enfoncées et des soldats tunisiens firent irruption dans la maison.

L'effet de surprise avait joué. Trahis, Laskri Amara et Lamouri étaient pris.

— Laissez filer le « petit poisson », ordonna Bentobbal qui dirigeait en personne l'opération.

Près d'une cinquantaine de chefs de bataillons et de capitaines purent ainsi regagner discrètement leur unité sans être davantage inquiétés. Mais, pour les responsables, la situation était différente. Emmenés immédiatement à Tunis, mis au secret, ils furent, dans les jours qui suivirent, abominablement torturés avant d'être traduits devant une cour martiale, présidée par un colonel aux yeux de braise, à l'air farouche, spécialement rappelé du Maroc pour la circonstance, Houari Boumediene[52].

Tout au long du récit de Bouterfa Makhlouf, Marc Varenne n'a pas prononcé une parole. En geste d'amitié, il pose sa main sur le bras de son camarade :

— L'essentiel, dit-il, c'est que toi, tu sois passé au travers de l'arrestation...

Makhlouf hoche lentement la tête et esquisse un sourire contraint.

— Je préférerais ne pas avoir à subir d'interrogatoire... poussé. Boussof a appris à Bentobbal les méthodes les plus raffinées pour extirper des aveux... Et puis, depuis mon passage « en touriste » au camp de prisonniers d'Ampère, je me suis juré de ne jamais plus être derrière des barbelés. Alors, je me cache.

— Il faudra bien sortir de ta cachette, je suis précisément venu pour t'escorter...

— Tunis est trop dangereux pour moi, et pour vous. Il ne reste qu'une seule solution, c'était ce que je proposais d'expliquer à l'un de vos émissaires.

— Quelle est ta solution ?

— Rejoindre les rangs d'un bataillon qui s'est mutiné et qui s'est retranché dans la montagne, à quelques kilomètres d'ici. J'y serai à l'abri en attendant le miracle...

Varenne a réfléchi rapidement :

— Je crois que nous pourrions tenter ensemble de rallier « ton » bataillon. J'ai seulement besoin d'un délai pour alerter notre ami le Canard boiteux.

En entendant le surnom de Maronier, Makhoul éclate de rire :

— Il est dans le coup, mon cher capitaine ?

— Oui et il va nous être très utile. Il va nous fournir, en particulier, un petit poste de radio qui nous permettra de rester en liaison quotidienne avec les amis. Qui sait, cela pourra peut-être nous sauver la vie, un de ces jours ?

— Messaoud ! Ho ! Messaoud...

Une poigne vigoureuse secoue Marc Varenne, l'oblige à abandonner son sommeil confortable, le tire vers la réalité. Il fait pourtant sombre au-dehors.

« C'est toujours comme ça, se dit-il avec exaspération. Chaque fois que je m'endors, au petit jour, après une nuit pleine d'angoisses et de cauchemars, il y a inévitablement la poigne vigoureuse d'un emmerdeur... »

— Messaoud, reprend la voix : Dhabet el-Tani^[53] te demande.

Cette fois Marc Varenne s'éveille tout à fait. Il roule sur un coude en faisant crisser les feuilles sèches de la litière sur laquelle il est étendu et ouvre grand les yeux. À quelques centimètres apparaît la face noire, hirsute, aux joues mangées de barbe, surmontée d'un *tarbouch* crasseux duquel émerge une touffe de cheveux laineux.

En dessous, dépassant de l'échancrure de la *kachabia* rayée beige et marron, les écussons verts accrochés aux pointes du col d'un treillis militaire. Deux étoiles d'argent, qui dans l'armée algérienne correspondent au grade de *moulazem*, c'est-à-dire d'aspirant.

« Tiens, un fell, pense Varenne avec un léger mouvement de recul. Et puis, la mémoire lui revient, d'un coup. Tous les détails, en vrac comme jetés d'un sac. Une belle connerie, cette mission. Et une connerie plus grande encore de l'avoir acceptée. »

— Seulement une prise de contact, ont-ils dit, à Alger. Une affaire de tout repos, trois, quatre jours au plus...

Et cela fait maintenant presque deux mois que cela dure. Depuis Tunis, de rendez-vous en rendez-vous, la « mission de prise de contact » a amené Varenne à deux cents kilomètres au sud, en plein djebel, au milieu d'un bataillon – un *faïlek* – de fellouzes authentiques, à attendre Dieu sait quoi...

« Les grandes idées stratégiques, pense Varenne avec rancœur, ça se concrétise, la plupart du temps, par l'aventure solitaire d'un homme perdu dans la nature, sans même le réconfort d'une compagnie, voire d'une section amie. »

Une seconde, le lieutenant Marc Varenne – alias Touiti Messaoud, alias Messaoud el-Barizian (le Parisien) – regrette la présence des copains. Certes,

le groupement de marche du 11^e Choc – rebaptisé pour la circonstance « Détachement de sécurité », D.S. n° 111 – traîne ses guêtres non loin de là, à une vingtaine de kilomètres seulement. Mais les camarades sont de l'autre côté de la frontière, sur la « bonne » face du barrage, bien au-delà du « cordon sanitaire » formé de plusieurs bataillons algériens et tunisiens qui assiègent le piton sur lequel il est retranché avec « son » bataillon de fellaghas mutins.

Varenne se lève. Il époussette machinalement sa tenue, la kachabia rayée, le pantalon de treillis éculé. Il lace ses pataugas, coiffe le passe-montagne de laine kaki en vérifiant la position du petit écusson vert et blanc timbré du croissant rouge de l'armée algérienne. Puis il passe une main désolée sur son menton rêche. La grande toilette n'est pas pour aujourd'hui.

— *Emchi*, grogne-t-il à l'adresse de son guide.

Les deux hommes sortent de la hutte de branchage qui sert de cantonnement aux *moulazem* du bataillon. En tête, baissant son énorme carcasse de bûcheron, l'aspirant Boudraa Zine écarte la couverture qui clôt la hutte et sort dans la clairière, suivi de Varenne qui cligne des yeux face au soleil levant.

Dhabet el-Tani – le capitaine – habite de l'autre côté de la crête, dans une sorte de blockhaus rond construit à l'écart de sa troupe, témoignant ainsi de son caractère autoritaire et ombrageux. Varenne l'a du reste surnommé le Chinois tant il ressemble à quelque magot impassible et taciturne, ne se dévoilant jamais, l'œil inexpressif à l'abri des paupières mi-closes, le geste lent et ample, mais la décision toujours imprévisible.

En réalité, Ali Hambli, le Dhabet el-Tani, cache derrière sa solitude majestueuse une méfiance presque malade à l'égard des hommes en général et une inquiétude soupçonneuse à l'égard des siens en particulier. Il ne tolère la présence que de trois hommes, sa « cour » de potentat capricieux. D'abord Guiassa Amar, un grand garçon mou et adipeux qui lui sert de garde du corps le jour et, dit-on, de petit ami la nuit. Zeroualia Nacer, ensuite, avorton prétentieux, qui a le titre de secrétaire particulier, car il lit et écrit l'arabe et le français. Et, enfin, Bouterfa Makhoulouf, Si Makhoulouf l'Oranais, son médecin personnel, son ami et son conseiller.

Pour le reste de son bataillon – deux cent cinquante hommes – Ali Hambli n'a que soupçons, méfiance et mépris. Il a de bonnes raisons pour cela. Depuis presque quatre mois – à la mi novembre 1958 – après le « complot des colonels » dans lequel il était compromis, il a entraîné de plus ou moins bon gré son unité dans la révolte et tient le maquis, en territoire tunisien, au sommet d'une montagne broussailleuse, le djebel Harraba – la montagne de la « Langue », ainsi nommée à cause de sa forme oblongue et de sa couleur rougeâtre.

En contrepartie, Algériens loyalistes et gardes nationaux tunisiens cernent le djebel Harraba, isolant ainsi Ali Hambli et son faïlek rebelle. Ils s'abstiennent cependant de tenter l'assaut. Une première tentative, le 16 janvier 1959, a tourné à leur confusion. Se sachant condamnés à mort pour rébellion, les trois cents mutins se sont battus comme des fauves. Au prix d'une centaine de tués et blessés, ils ont repoussé l'attaque menée par des effectifs trois ou quatre fois supérieurs en nombre. Depuis cette date, les adversaires s'observent de loin en se gardant de toute provocation.

Les « Loyalistes » tolèrent même que des commandos de « déserteurs » aillent chercher hors des limites du djebel le ravitaillement du bataillon. À condition qu'ils ne s'en prennent qu'aux seuls Tunisiens...

Varenne est entré dans la « maison » du chef. Il constate, sans surprise que tous les gradés sont présents, comme pour une réunion d'état-major... ou pour un tribunal militaire. Depuis un mois qu'il est arrivé, Varenne les connaît tous. D'abord Mosbah, les joues maigres marbrées de rose, et qui dissimule dans un linge douteux ses quintes de toux de tuberculeux. Ensuite Lakhdar, un bon vivant, qui pose sur le monde un éternel sourire auquel il manque deux dents : un souvenir d'une rencontre brutale avec les gendarmes, voici deux ou trois ans.

Puis c'est Ali Hambli flanqué de son inséparable giron, le gros Guiassa Amar. Fermant le cercle, le Dhabet el-Oul (le lieutenant) Nefaa Abdallah, une gueule de ruffian terrible, fendue en deux par un coup de sabre de brousse, au bon vieux temps de la guerre d'Indochine. Nefaa Abdallah est fier d'avoir été tiraillleur et donne du « Viet » aux Tunisiens qui cernent la position.

Debout derrière le groupe, Zeroualia Nacer, l'interprète officiel et Si Makhlof. La séance peut commencer. Depuis qu'il est arrivé, Varenne est familiarisé avec ces cérémonies interminables au cours desquelles une seule question est débattue à la fois. D'abord celle de son identité, celle d'un musulman de Paris, fils de père arabe et de mère bretonne, ce qui expliquait sa méconnaissance de la langue.

Son âge ensuite : Ali Hambli estimait que Varenne était bien vieux pour un *boujadi*, un nouvel engagé.

Enfin, son amitié avec Si Makhlof. Dans ce domaine, Varenne connaissait bien sa leçon et Ali Hambli a accepté – ou feint d'accepter – les explications. En réalité, il prend son temps, à la fois pour élaborer ses questions et pour assimiler les réponses. Il est finalement plus rusé que profondément intelligent.

Formules de politesses, compliments réciproques occupent le premier quart d'heure de l'entretien. Puis le bol de thé intervient que l'on se passe de mains en mains.

Enfin, lentement, commence le nouvel interrogatoire.

— Nous n'allons pas pouvoir rester bien longtemps sur la montagne, dit Ali Hambli.

— Peut-être en effet faudra-t-il s'en aller, répond prudemment Varenne.

— Nous ne nous rendrons pas, reprend Ali Hambli.

— C'est sûrement mieux ainsi.

— Mais où devrons-nous aller ?

— C'est toi qui es le chef, tu décides et les hommes obéiront, c'est sûr...

— Si Makhlouf avec qui j'en ai parlé me dit que les Français sont prêts à nous recevoir...

— J'ai en effet appris que le général de Gaulle avait offert aux combattants la paix des Braves.

Nouveau silence. La conversation se traîne avec des lenteurs d'escargot. Varenne s'ennuie et, toujours debout, s'appuie d'un pied sur l'autre. Mais il est obligé d'attendre le retour de la balle dans son camp. Ce serait incorrect de parler avant.

— Pour aller chez les Français, reprend Ali en fermant les yeux, il faudra d'abord se battre contre les autres, ceux qui sont autour de la montagne.

— C'est certain. Mais tes hommes ont déjà montré qu'ils ne les craignaient pas...

Ali Hambli esquisse un sourire de remerciement. Il apprécie le compliment. Et le dialogue repart, cahin-caha. Peu à peu, le Dhabet el-Tani dévoile ses projets. Il n'a évidemment pas l'intention de rester, ni de se rendre. Il aurait bien volontiers essayé d'abattre cette ordure de Si Nacer qui parade toujours à Ghardimaou, à son P.C. de la base de l'Est, mais il a appris son départ récent pour Tunis.

Enfin Ali déclare :

— Nous attaquerons dans quatre jours, et nous rentrerons en Algérie.

Varenne opine. Il calcule que ce sera alors le 15 mars et que cela fera exactement deux mois qu'il est « en mission ». Il a envie de s'écrier que ce n'est pas trop tôt. Il se tait, car Ali n'a pas terminé.

— Je ne veux pas savoir qui tu es, reprend-il. Mais j'ai cru comprendre que tu étais en mesure de parler directement avec les Français...

Rapide coup d'œil vers Makhlouf. Celui-ci cligne de l'œil. Ce n'est donc pas un piège, Bouterfa a révélé l'existence du poste de radio. Une nouvelle discussion s'engage alors sur l'utilisation de l'engin. Ali souhaiterait que l'on prévienne les troupes françaises de son arrivée de façon à bénéficier d'une protection sérieuse au moment où il affrontera les unités algériennes et tunisiennes du bouclage.

Pour sa part, Varenne estime que le danger serait accru si les Français se

massaient aux abords du barrage, attirant ainsi l'attention de l'adversaire.

Pour une fois, les aspirants se rangent à son avis et, à contrecœur, Ali Hambli admet l'objection. Mais, pour ne pas capituler, il exige d'être mis aussitôt en communication radio... avec le général de Gaulle ou, à défaut, avec le général Massu.

— Je crains que ce ne soit guère possible, dit Varenne. Mon poste est trop modeste. Toutefois tu pourras parler avec l'adjoint du général Massu...

Le soir même, à la vacation de huit heures, Varenne a alerté le capitaine Maronier qui, depuis un mois, guette de ses nouvelles. Quelques rapides messages sont échangés. Puis, Ali Hambli exige le micro :

— Je rentre, dit-il. Je serai en Algérie dans quatre jours.

— Tu as raison, réplique Maronier.

Alors, Ali Hambli fait cette extravagante déclaration :

— J'ai lu, sur un papier des Français que tu donnais dix mille francs à chaque combattant qui déposait les armes. C'est moi le chef : je veux dix mille francs pour chacun des djounouds que je ramènerai...

— Qui es-tu ?

Sa mitraillette au creux du bras, Ali Hambli s'est dévoilé, au détour de l'oued. Le capuchon de sa kachabia rayée est rabattu sur son front, masquant l'éclat du regard. Au fond, le lieutenant Varenne ne regrette pas d'ignorer l'intensité de ce regard. Ce qu'il y lirait le renseignerait trop précisément sur la suite. Il a un geste évasif et répond prudemment :

— Un ami de Si Makhlouf l'Oranais...

— Je ne le crois pas. Je crois que tu es français.

— Qu'est-ce que cela change, maintenant ?

Du bras, Varenne désigne le paysage qui les entoure. Il est dix heures du matin, ce 16 mars 1959. Le départ du bataillon a été remis de vingt-quatre heures en raison d'un temps épouvantable qui régnait sur la plaine, au pied du piton. Une plaine creusée d'oueds à sec, au milieu de laquelle serpente un ravin un peu plus profond que les autres, au fond duquel coule un mince filet d'eau : l'oued Mellègue, l'un des affluents de la Medjerda qui roule au nord des flots bourbeux.

Dès l'aube, les sections ont attaqué les détachements algériens et tunisiens du bouclage. Certains bouchons ont rapidement sauté, d'autres, en revanche ont sérieusement riposté. Ils disposaient d'armes lourdes et de mortiers alors que les djounouds d'Ali Hambli n'avaient que des carabines et des pistolets mitrailleurs.

Au lever du jour, des renforts tunisiens sont arrivés, en camions. Bloqués au débouché de la plaine, les quelque cent cinquante djounouds se terrent, à la recherche d'un abri.

Boudraa Zine a retourné la situation. Il a rameuté en un groupe d'assaut les gradés du bataillon dont il a pris la tête. Puis il a attaqué, avec, à ses côtés, Mosbah le tuberculeux, un tireur d'élite dont les coups font mouche, Nefaa Abdallah et sa gueule de cauchemar, lâchant rafales sur rafales d'une M.G. 42 dont il vidait les bandes à une allure record, Lakhdar et, enfin, le lieutenant Varenne.

Ils ont fait le trou et, à leur suite, tout le faïlek a déboulé en paquet, se dispersant aussitôt atteint le glacis qui précède les ravines de la plaine. À

droite et à gauche, quelques tireurs ont pris position, à l'abri des surélévations de terre recouvrant des ruines romaines : Enchir-el-Touila est en effet un ancien site historique.

Au fil de la progression, vers le barrage dont les fils de fer barbelés luisent dans le soleil, les hommes se sont égaillés, uniquement préoccupés par l'idée d'atteindre au plus tôt le refuge de la zone française. Là, au moins, les « autres » ne les poursuivront plus.

C'est alors que Varenne s'est trouvé isolé, séparé de ses compagnons par les caprices de la petite gorge qui accumule les contorsions. Et puis, d'un seul coup, mitrailleuse armée, Ali Hambli s'est dressé. Il n'est pas seul. Sur ses talons, deux hommes se sont montrés, inévitables. Guiassa Amar avec sa tête de grenouille aux yeux proéminents, et Zeroualia Nacer, aigre et venimeux, qui est ravi de traduire les menaces de son chef :

— Tu es un sale traître, dit Ali. Nous n'avons plus besoin de toi...

Varenne comprend soudain. Ali Hambli craint que Makhlof et son camarade ne lui ravissent la vedette. Il se doute que le poste radio était destiné à autre chose qu'à lui permettre d'entrer en contact avec les Français. Peut-être imagine-t-il à quel point il a été manipulé ?

Ou bien alors, et c'est le plus vraisemblable, n'a-t-il pas envie de partager la prime de dix mille francs offerte à tout djoundi qui se rallie et qu'il est bien décidé à percevoir seul et en totalité ?

« Quelles que soient ses raisons, pense le lieutenant Varenne, cette connerie va sans doute me coûter la peau... »

Un bruit de galopade. Haletants, deux hommes viennent d'arriver ; Boudraa Zine avec son grand sourire de bête fauve et Makhlof. Affectant de ne pas voir les armes braquées, ils disent, avec de l'excitation dans la voix :

— Les Français, les Français ! Ils sont là, à deux kilomètres. Avec des chars ! Nous sommes sauvés !

Sans répondre, Ali Hambli a tourné les talons.

Moins d'une demi-heure après, les survivants du faïlek Ali Hambli courent à la rencontre des chars du 3^e hussard qui ont franchi le barrage pour venir à leur secours. Au-delà, sur les berges de l'oued Mellègue, les F.L.N. qui entamaient la poursuite renoncent, la rage au cœur.

Varenne a été hissé sur la plage arrière d'une auto-mitrailleuse. Il a le visage couvert de sueur et les mains qui tremblent. Fatigue ou émotion ? Il a eu beaucoup de chance et se souviendra longtemps de cette « petite mission de deux ou trois jours » dont Maronnier lui avait parlé, voici deux mois.

— Alors, l'Arbi, c'est bon, hein, une cigarette ?

Le jeune hussard a une bouille ronde et rose de paysan bien nourri et l'accent du Berri. Varenne se sent bien. Il répond d'un sourire. Il doit jouer le jeu jusqu'au bout.

Le ralliement d'Ali Hambli a été exploité au maximum par les bureaux d'Action psychologique d'Algérie. Deux fois au moins pour les photographes, les cinéastes, les actualités et les journalistes, le faïlek a défilé dans les rues de l'Ouenza où s'est passé le franchissement du barrage.

Ali Hambli n'a pas tenu la vedette : il a laissé ce soin à Guiassa Amar, son garde du corps, qui a accepté le rôle avec conviction.

— Finalement, a observé le lieutenant Varenne en regardant la « une » de Paris-Match, je me suis trompé sur le compte de cet imbécile : il est bien plus photogénique que son chef...

C'est par Ali Hambli que l'état-major français a été renseigné sur le complot des colonels. Au cours d'une longue déclaration, il a complaisamment développé les luttes d'influences qui opposaient au sein de l'A.L.N. de Tunisie, les différents chefs.

Et puis il a été oublié. Son bataillon a été dispersé, ventilé en « harkas » destinées à travailler avec les parachutistes du 11^e Choc. En fin de compte l'expérience traitée uniquement sur le plan militaire a été décevante.

— C'est du harki moyen, dira le capitaine Leducq qui a « hérité » d'un de ces groupes. Même pas, car nos harkis sont au moins motivés par un choix qu'ils ont fait. Alors que ces types, qui n'étaient même pas des combattants en Tunisie, ne se sont ralliés que pour rentrer paisiblement à la maison. Au fond, c'est un drôle de malentendu[54].

Les faits semblent en effet donner raison au capitaine Leducq. En réalité, une fois encore, le commandement territorial n'a vu, dans le ralliement d'Ali Hambli et de sa troupe, que l'aspect opérationnel de leur aventure. Pourtant si l'exploitation militaire qui en a été faite ressemble à un échec, l'exemple politique qu'ils ont donné en choisissant – du moins en apparence – la paix des braves, n'a pas été perdu.

L'affaire Ali Hambli porte en germe l'affaire Si Salah qui éclatera un an plus tard, presque jour pour jour, et qui manquera de peu de rallier l'ensemble des Wilayas de l'intérieur.

IV^e PARTIE

INTOXICATIONS

Sur le moment le capitaine Hubert n'a pas réagi. Seulement une heure plus tard, alors que le Nord 2501 « navette-poisson » survolait la mer au large du port algérien de la Calle, il a réalisé. « C'est une drôle de coïncidence », pense-t-il. Sitôt posé à Bône, il alerte son chauffeur :

— Retourne à la villa et passe un message radio à Alger : je prends le premier « tapin » pour là-bas. J'y serai dans deux heures...

Baffier, le chauffeur, a compris. Le capitaine a l'œil brillant, et caresse sa touffe de cheveux, sous le béret. Il a encore une idée tordue derrière la tête...

— Je ne sais pas trop le parti qu'il faut tirer de cette constatation, explique-t-il un peu plus tard à son camarade Pallay, venu le retrouver à Maison Blanche. Imagine-toi qu'à Tunis le Nord 2501 du poisson est garé pendant son chargement non loin d'un D.C.4 d'Alitalia qui effectue une liaison quotidienne avec Rome ! Et que j'ai remarqué une camionnette du F.L.N. qui transportait de gros paquets à destination du Maroc. Maintenant, depuis l'arraisonnement de Ben Bella, les liaisons entre Tunis et Casablanca ou Rabat passent par Rome.

— Qu'y avait-il, dans tes gros paquets ?

Hubert prend un air mystérieux et chuchote :

— J'ai interrogé les membres de l'équipage italien et j'ai pu aussi jeter un coup d'œil sur l'expéditeur et le destinataire. Les paquets contiennent les flans du journal hebdomadaire de l'A.L.N. *El Moudjahid*.

— Des flans ?

— Ce sont des moules en carton fort, destinés à couler le plomb qui servira à l'impression d'un journal. Plutôt que d'envoyer vingt-cinq ou trente mille exemplaires de leur revue, ce qui coûterait cher en fret, les rédacteurs du *Moudjahid* préfèrent n'envoyer que les flans : au Maroc, les typos n'ont plus qu'à réaliser les formes de plomb et à imprimer...

— Et alors ? Même si on leur cravate un envoi de tes flans, le prochain coup, ils se méfieront et trouveront autre chose. Ça ne marchera qu'une fois.

— C'est ce que j'ai d'abord pensé, moi aussi. Et puis, en revenant à Bône, j'ai imaginé autre chose. Seulement nous ne pouvons pas agir seuls : il faut l'appui du B.E.L.

Créé par le général Challe au début de 1959, le Bureau d'études et de liaisons est un organisme de renseignements et de guerre subversive dépendant du commandement en chef. Un super 2^e Bureau opérationnel, dont la vocation consiste à utiliser contre l'adversaire les armes dont il se sert contre la France : les trahisons, les retournements, l'intoxication. À la tête de ce B.E.L., le colonel Jacquin, officier de la légion, spécialiste du 2^e Bureau.

Les rapports entre le B.E.L. et l'antenne du S.D.E.C.E. sont bons, même si parfois le colonel Simonneau, patron du C.C.I. a des vues différentes sur les problèmes en cours : Jacquin tient compte des rapports de force sur le terrain en Algérie même ; Simonneau, pour sa part, est nécessairement influencé par l'optique de la « Maison », à Paris.

Mais les heurts sont rares, et le B.E.L., qui dispose de toute l'infrastructure de l'état-major de Challe, obtient des résultats souvent extraordinaires. Jacquin a su s'entourer de quelques officiers de valeur, notamment les capitaines Léger, l'homme de la « bleuïte » et Maronier, le « traitant » de l'affaire Ali Hambli.

L'un des coups les plus spectaculaires réussis par le B.E.L. a été d'assurer, pendant près de quatre mois, le commandement effectif de la Wilaya V ! Ayant éliminé le commandant désigné pour assurer ce poste, le colonel Lofti, Jacquin s'est emparé de son poste radio et de ses codes. Et il a pu reprendre contact avec les chefs de secteurs (*mintaq*a) et de quartiers (*nahia*) qu'il a savamment manipulés, contribuant à les démoraliser et à leur ôter l'envie de se battre. Pendant quatre mois – jusqu'à ce que la supercherie soit enfin découverte par les services d'écoute de Boussouf, au Maroc, Jacquin a été, pour les fellaghas, le « colonel Lofti ».

C'est dire si le capitaine Hubert compte sur la coopération du B.E.L. dans l'affaire qu'il a élaborée.

– Voilà ce que je propose, dit-il au capitaine Maronier, spécialiste de l'intoxication à l'état-major de Jacquin. Je vous amène à Alger les flans du journal *El Moudjahid*. À vous de vous débrouiller pour truquer les textes, saboter les photos, ou composer des articles défaitistes. Ensuite, vous me redonnez les flans truqués et je les remets, le lendemain, dans l'avion de Rome. Il y aura vingt-quatre heures de décalage dans l'acheminement des colis, mais les typos de Rabat croiront que leur journal est resté en rade à Rome...

Séduit par l'idée, Maronier approuve.

– Quand commençons-nous ?

– J'ai besoin d'une semaine. Pour mettre au point le système de transfert

des paquets, il me faut la complicité des Italiens. Disons que vous avez quinze jours pour vous préparer.

Si le capitaine Hubert s'est montré fort actif dans les jours qui ont suivi, le capitaine Maronier n'est pas resté les bras croisés. Il s'est d'abord procuré un exemplaire de l'hebdomadaire du F.L.N. et l'a montré à son ami Rouy, le chef des publications militaires. C'est lui qui imprime notamment l'hebdomadaire *Bled*, le journal des troupes d'Algérie.

— Tu as de la chance, observe Rouy. *El Moudjahid* est exactement du même format que *Bled* : on pourra donc travailler sur les mêmes normes. Il y aura seulement un problème de caractères... Mais il faudra le temps d'écrire les articles et de les composer : si je ne dispose que de vingt-quatre heures, ce sera juste. Mes linos et mes typos ne sont pas les professionnels du *Figaro* !

— Il faut donc limiter nos ambitions : nous modifierons seulement les légendes des photos.

Pendant un mois, le système fonctionne d'une manière parfaite. Il faudrait être un observateur attentif et posséder les deux « éditions » pour relever les différences, ce qui est pratiquement irréalisable.

Ponctuellement, le mercredi à midi, l'avion « poisson » se pose à Bône apportant les flans encore empaquetés dans leur emballage d'origine. Deux heures de vol les amènent à Alger, dans les locaux du Journal *Bled*. Un tirage immédiat est aussitôt effectué et le brain-trust des journalistes et des spécialistes de l'action psychologique du B.E.L. décortique articles, photos et dessins. Il ne peut être question de se dévoiler par quelque maladresse ou quelque outrance par trop voyante. Maronier procède par substitutions de chiffres, de substantifs ou d'adjectifs.

Évoquant la mort au combat d'un chef connu, il remplace « glorieuses circonstances » par « mystérieuses ». Sous sa dictée, l'adjectif « évident » devient « douteux », et le terme « forces colonialistes », « forces franco-algériennes ».

Naturellement, les chiffres aussi sont modifiés. Sans minimiser les pertes prétendument infligées à l'adversaire, Maronier gonfle le chiffre des pertes « amies ».

Les bilans financiers n'échappent pas non plus à sa vigilance. Au chapitre « Dépenses d'aide sociale destinées aux combattants du Front » Maronier, froidement, ajoute un zéro :

— C'est apporter de l'eau au moulin de leur propagande, proteste Rouy : ils disposaient de 25 millions, ce qui est nettement exagéré : pourquoi

annonces-tu 250 millions ?

— Les combattants du Front ne sont pas idiots. Ils savent exactement ce que l'on fait pour eux et, s'ils lisent une telle somme, ils vont se demander ce qu'elle est devenue. Peut-être vont-ils même exiger des comptes !

Maronier regarde sa montre :

— Il n'y a plus une minute à perdre si nous voulons attraper l'avion de Bône.

Une fois rectifiés, les nouveaux flans sont placés dans leur emballage, soigneusement refait. Puis, à 11 heures, le mercredi soir, le colis est acheminé jusqu'à Bône où il est transféré dans le Nord 2501 de la navette-poisson. À l'aube, ils sont à Tunis où deux sous-officiers de l'antenne de Bône – déguisés en soldats de l'intendance – les confient à l'équipage du D.C.4 d'*Alitalia* à destination de Rome.

Le stratagème a fonctionné cinq mois durant, sans le moindre accroc. Une fois seulement, durant la semaine des Barricades à Alger, le 26 janvier 1960, le numéro a été censuré au Maroc. Une interversion malveillante de Maronier avait déplacé la légende de deux photos. La première montrait Joseph Ortiz, qualifié de « dépositaire de l'esprit d'indépendance algérienne », la seconde, Fehrat Abbas, traité de « démagogue raciste... »

Ce n'est qu'au mois de mars qu'une enquête sérieuse sera menée par les services de sécurité algériens. Cette fois, l'imagination de Maronier faillit entraîner une crise entre le Maroc et le G.P.R.A.

— Peu de chose en vérité, expliqua le capitaine : seulement une affaire de pointillés... J'ai un peu poussé la frontière vers l'ouest...

En fait, dans sa double page centrale, *El Moudjahid* avait publié la carte de l'Algérie indépendante. Simple détail, qui avait fait bondir le gouvernement de Rabat : la frontière sud annexait purement et simplement au profit des Algériens une portion du territoire marocain, entre Tindouf et Béchar.

Cette zone, dont le tracé n'a jamais réellement été défini, était déjà une source de conflits entre la France et le Maroc. Aussitôt, Rabat exigea des explications du gouvernement provisoire de la République algérienne qui d'abord, ne comprit rien à cet incident, puis tenta de prouver sa bonne foi. Il dépêcha un émissaire nanti d'un exemplaire original du journal frontiste. Officiellement, le sultan Mohammed V accepta la version des faits présentée par les Algériens, mais il resta sur ses gardes.

Il s'en souvint longtemps et rappela cet incident lorsqu'en 1963, ses troupes se trouvèrent opposées aux forces de Ben Bella dans la même région... et pour la même raison[55].

L'homme est grand, mince, avec un front haut et un nez busqué. Une petite moustache soigneusement taillée accentue l'air condescendant de la bouche au dessin fort. Habillé avec une élégance de bon aloi, vaguement désuète, il a tout à fait l'air de ce qu'il est, un haut fonctionnaire. Bien assis, le dos appuyé aux coussins de velours, il fait face à son interlocuteur qu'il fixe droit dans les yeux.

— J'ai plaisir à vous rencontrer, Monsieur Deltheil. Il m'a fallu bien des démarches pour obtenir cet entretien, dans des conditions acceptables de discrétion.

Deltheil approuve et, par réflexe, lisse du plat de la main une houppe de cheveux blonds qui est plantée bas sur le front. Il a un air à la fois doux et décidé et son regard bleu brille à l'abri de ses lunettes.

— Vous aviez vos raisons, Monsieur Kouara. Nous avons les nôtres. De plus, je ne suis habilité par aucune autorité officielle : ce n'est qu'une simple prise de contact.

Le nommé Kouara acquiesce et aspire lentement une gorgée de thé bouillant. La conversation se déroule au ralenti, chacun des deux hommes s'efforçant de découvrir son partenaire sans trop se compromettre :

— Vous avez souhaité rencontrer un émissaire français. On m'a demandé d'être cet émissaire-là : je ne veux que transmettre votre offre. Je n'ai même pas qualité pour décider de sa valeur.

— Je vois. (Kouara esquisse un vague sourire et, après une légère hésitation, se décide enfin.) Je pense qu'il faut en finir et je suis obligé de vous faire confiance. Voilà : je m'appelle Mabrouk Kouara. J'appartiens au gouvernement provisoire de la République algérienne. J'estime que la lutte n'a plus aucun sens. La révolution algérienne a posé le problème par sa révolte et le général de Gaulle l'a résolu par l'autodétermination. Le G.P.R.A. déforme le sens de cette autodétermination et cherche à s'en défendre parce que, s'il l'acceptait, il n'est pas certain d'être choisi. Les comptes rendus des Wilayas de l'intérieur montrent qu'il n'est ni aimé, ni toléré. En fait, monsieur Deltheil, ma conviction est que le G.P.R.A. ne représente que lui-même...

Le musulman laisse à son interlocuteur le temps d'assimiler sa longue

déclaration puis conclut :

— Je suis prêt à répéter officiellement ce que je viens de vous dire dans l'intimité de ce bar américain.

— De quelle façon ?

— De la meilleure façon qui soit : en revenant en Algérie.

Deltheil est sans voix. Depuis qu'il s'occupe de mener des actions militaires clandestines de part et d'autre des frontières, c'est la première fois qu'il entre en contact avec un membre du gouvernement adverse qui a envie de changer de camp :

— Quelle est exactement votre fonction au sein du G.P.R.A. ?

— Je suis secrétaire d'État à l'Intérieur. Autrement dit (l'homme ébauche un sourire fugitif), je suis une sorte de policier en chef.

— Pourquoi avez-vous besoin de nous ? Vous pouvez tirer votre épingle du jeu quand vous le voulez. Il y a tous les jours des avions pour l'Europe. Et puis, Bizerte n'est pas si loin.

— Je suis le « policier en chef » : cela veut dire que je ne puis quitter le périmètre de Tunis sans autorisation. Du reste, mon chauffeur est lui-même un indicateur, soit de Boussouf, soit de Bentobbal : je n'ai pas envie de subir le sort des trois colonels, fusillés l'an passé. Et je n'ai pas assez de poids pour m'emparer moi-même du pouvoir. Ne voulant ni me soumettre, ni me démettre je n'ai qu'une ressource, m'en remettre à vous.

Deltheil se lève. Il ne sait pas encore s'il ne s'agit pas d'un traquenard destiné à capturer un « officieux » français. Certes, son passeport belge est authentique, mais il a trop longtemps opéré à Bône pour ne pas figurer quelque part sur une fiche de police.

— Voici comment vous pourrez prendre contact avec nous, dit-il. Tous les jours, entre midi et midi et demi, arrangez-vous pour flâner près de la place de France. Près d'un kiosque à journaux, un « ami » vous attendra. Il ne se dévoilera que si vous tenez ostensiblement *El Moudjahid* sous le bras droit. Vous avez bien entendu ? Le bras droit. Si vous avez peur d'être surveillé, mettez le journal dans votre poche.

— En somme, conclut le lendemain le lieutenant Martin, adjoint du capitaine Hubert, ce que vous voulez, c'est faire passer la défection de Kouara Mabrouk pour un enlèvement ?

— Tout à fait.

— Ça doit être possible.

Martin est aussi grand que le capitaine, mais plus massif, avec des cheveux noirs coupés en demi-brosse, un visage rond aux traits taillés à

coups de serpe et de grosses lunettes à monture d'écaille. Il peut passer aussi bien pour un riche planteur brésilien que pour un marchand de brochettes.

Sous des dehors placides, illuminés par un rire de bon vivant, Martin cache un courage à toute épreuve. Ses camarades prétendent qu'il fait preuve d'une sécheresse absolue de cœur. En fait, Martin est un battant froid et lucide qui se donne entièrement au combat qu'il mène.

Le 30 mars, son plan est au point. Après un rapide briefing, dans la villa, sur les hauteurs de Bône où se réunit l'équipe du C.C.I. de l'Est, quatre hommes s'embarquent dans le Nord 2501.

Le 31 mars, à midi et demi, le lieutenant Martin – devenu pour la circonstance Hafid, importateur libanais – attend Kouara Mabrouk.

Ponctuel, le membre du G.P.R.A. apparaît bientôt, un journal sous le bras droit.

– Nous sommes disposés à vous aider à vous enfuir, dit-il à mi-voix en emboîtant le bas au « secrétaire d'État ».

– Merci. Je n'en pouvais plus... Que devrai-je faire ?

– Quand voulez-vous vous en aller ? Ce soir ?

Une hésitation :

– Non, j'ai encore des choses à mettre au point. Je vous suggère demain, ou plutôt dans trois jours : je serai prêt.

– D'accord. Alors, rendez-vous après-demain ici, même heure, même procédure.

« C'est curieux, déclare Martin au capitaine Hubert qui a tenu à assister à la fin de l'opération à partir de la base de Bizerte, ce type me paraît sincère et pourtant, j'ai comme un malaise. Il a le trac et s'est donné deux jours de délai. Moi, je suis partisan de lui forcer la main.

Hubert ne réfléchit pas longtemps. Il donne le feu vert. L'opération aura lieu le soir même.

Vers cinq heures de l'après-midi, une voiture stoppe à proximité de la villa du Belvédère, siège des services administratifs du G.P.R.A. Un homme en descend. Brun, basané, vêtu du costume de serge bleu marine des chauffeurs officiels, passablement lustré, il se dirige à pas comptés vers le parking officiel. Il sait exactement où il va. Une reconnaissance préalable des lieux lui a permis d'identifier la Mercedes noire du secrétaire d'État à l'intérieur. Il se dirige vers elle, se penche à la portière et dit au chauffeur :

– Bonjour, mon frère, dit-il d'un ton officiel : je suis le chauffeur

personnel de *Saadet el-Vizir*^[56] Boussouf. Ma voiture attend devant la porte : je dois t'accompagner au ministère des Liaisons...

L'autre n'a pas l'air surpris. Il se montre même très flatté d'avoir ainsi été distingué par un personnage aussi puissant. Sans méfiance, il abandonne son siège, ferme soigneusement la portière à clef.

— Ce sera long ? demande-t-il. Mon patron quitte son bureau vers six heures trente...

— Il y en a pour vingt-cinq minutes au maximum.

Les deux hommes sortent dans la rue et se dirigent vers une D.S. noire, garée un peu plus loin. Le chauffeur de Kouara n'a pas le temps de réaliser qu'il est tombé dans un traquenard quand il est expédié au tapis d'une manchette appuyée par les quatre-vingt-dix kilos de Martin.

— À toi de jouer, Miloudi.

Un petit salut désinvolte de la main et le nommé Miloudi, coiffe la casquette du chauffeur et va rejoindre « sa » Mercédès. Auparavant, il a pêché dans la poche de son alter ego, le trousseau de clefs.

— C'est vrai qu'il me ressemble, ce con-là...

Six heures et demie. Kouara Mabrouk s'attarde sur le perron de son « ministère ». Il distribue des ordres, serre interminablement des mains. Puis, d'un pas vif, il s'avance vers sa voiture et s'affale sur les coussins. Il fait nuit. Il ne se rend même pas compte de la substitution.

— À la maison, vite.

La casquette s'incline, un acquiescement, et la Mercédès sort du parking, s'engage sur l'avenue du Belvédère. Un coup d'œil au rétroviseur. Un appel de phares. La voiture de protection est là et suit, fidèlement. Un peu plus loin, une D.S. de couleur noire déboîte de la file et vient se placer devant la Mercédès. Désormais, le sort est scellé.

— Mais... où allons-nous ?

— À Bizerte. Mes « patrons » ont décidé d'avancer de deux jours votre évasion.

Un instant de stupeur. Discrètement, Miloudi a posé sur ses genoux le Colt 45 qui lui servira peut-être d'argument sérieux en cas de discussion. Mais, avec un haussement d'épaules, le secrétaire d'État conclut, fataliste :

— Au fond, c'est sûrement mieux ainsi.

Le ralliement de Kouara Mabrouk constitue pour les services de renseignements une aubaine importante. Par lui, ils apprendront toutes les

tendances qui tiraillent la direction de la rébellion.

Par ailleurs, fidèle à ses engagements, l'ancien haut fonctionnaire répétera au grand jour les propos tenus dans un bar discret de Tunis.

— Le G.P.R.A. ne représente que lui-même, redira-t-il souvent. Il continue la guerre parce qu'il est à l'abri du besoin. Mais le peuple en a assez. L'A.L.N. en a assez. Les pourparlers doivent avoir lieu d'abord avec ceux qui se battent... L'A.L.N. est pour le cessez-le-feu : il faut qu'il se réalise...

Ses propos seront entendus et, deux mois après le ralliement de Kouara Mabrouk, des émissaires de la Wilaya IV prendront contact avec les Français pour mettre au point les conditions militaires d'un ralliement collectif des maquisards. Ce sera l'affaire Si Salah.

Pendant près de deux ans encore, Kouara Mabrouk parlera. Il dénoncera sans cesse les objectifs des dirigeants politiques du Front, démontrera leurs ambitions personnelles. Il deviendra tellement gênant qu'au mois de février 1962, à quelques semaines du cessez-le-feu, deux volontaires de la mort seront désignés pour l'abattre.

Le ralliement de Kouara Mabrouk n'est pas un cas isolé, et, dans les rangs du G.P.R.A., d'autres défections vont se produire. Certaines réussissent, comme celle de Si Meknèche, fonctionnaire des « Affaires étrangères », un des proches de Krim Belkacem, qui s'évade de Tunisie dans des circonstances analogues à celles de son confrère et qui confirme ses déclarations :

— Il n'y a d'accord, déclare-t-il à la presse, que sur un seul point entre les « ministres » : ils cherchent à faire durer la guerre en espérant que de Gaulle finira par les appeler.

D'autres échouent. Et le lieutenant Martin, qui a succédé au capitaine Hubert regrettera longtemps de n'avoir pu obtenir le « feu vert » de Paris pour rééditer un « enlèvement » à Tunis d'une des plus hautes personnalités du gouvernement. L'opération, montée avec un soin extrême, reposait sur la complicité active d'un membre élevé dans la hiérarchie du Front, un Tunisien, connu sous le nom de code d'Abdelhamid^[57].

Techniquement, l'affaire est relativement aisée. Elle était basée, elle aussi, sur une substitution de chauffeur. À une différence près : celui-ci était d'accord pour se laisser faire.

Au début du mois de juin 1960, l'opération est prête. Une répétition générale est faite, à partir des locaux mêmes du G.P.R.A., depuis Tunis jusqu'à Bizerte. Elle se déroule sans anicroche.

Mais l'enlèvement n'aura pas lieu. Le discours prononcé par le général de Gaulle le 14 juin, dans lequel il lance pour la première fois un appel solennel « aux dirigeants de l'insurrection », soude à nouveau l'équipe des Algériens. Abdelhamid rompt le contact. L'occasion est manquée.

Ce discours du général de Gaulle met également un point final à l'affaire Si Salah, dont on a dit plus tard qu'elle avait été le détonateur du putsch des généraux du mois d'avril 1961.

Tout a commencé en janvier 1960. Le capitaine Heux, un officier appartenant au B.E.L., le service du colonel Jacquin, a réussi à entrer en contact avec des envoyés de la Wilaya IV (Algérois). Ceux-ci apprennent à l'officier français que les responsables de la zone, Si Salah, Si Mohammed et le colonel Lakhdar sont disposés à négocier la paix des braves, un cessez-le-

feu immédiat valable pour leurs troupes et, peut-être pour celles des Wilayas voisines, la Kabylie de Mohand Ouel-Hadj, successeur d'Amirouche, et l'Oranie qui n'a toujours pas de colonel pour la commander[58].

Les conversations sont bientôt nouées au niveau le plus haut par deux envoyés de l'Élysée, Bernard Tricot et le colonel Mathon. De Gaulle a en effet décidé de traiter personnellement cette négociation.

— Il faut éviter, a-t-il exigé de ses émissaires, que les gens de Grossin ne soient mêlés à cette affaire.

Depuis Londres, on le sait, de Gaulle n'a jamais porté les services spéciaux dans son cœur. En l'espèce, il redoute peut-être que le S.D.E.C.E. ne confisque à son profit le bénéfice politique d'une telle opération ? On ne peut l'assurer.

Toujours est-il que l'oukase présidentiel est respecté. La caserne des Tourelles sera tenue à l'écart.

Le 10 juin, les trois Algériens effectuent un voyage éclair à Paris où ils ont avec le général de Gaulle en personne une entrevue assez longue, au cours de laquelle, à tour de rôle, chacun des interlocuteurs exprime longuement, et ses projets et ses espoirs. Les Algériens essayent de sonder le général sur ses intentions à l'égard du G.P.R.A. dont eux-mêmes contestent la représentativité :

— Vous aurez tous votre place dans l'Algérie de demain, répond de Gaulle. D'ailleurs dans quelques jours je ferai une allocution à la télévision...

En fait, l'allocution en question, prononcée le 14 juin ne s'adresse pas aux combattants de l'intérieur, mais, en termes très clairs, aux membres du G.P.R.A.

Peut-être le général de Gaulle avait-il espéré que ces derniers rejetteraient, comme ils l'avaient fait jusque-là, les propositions françaises. En tout cas, c'est le contraire qui devait se produire : ils se dépêchèrent de prendre le président au mot et répondirent par l'affirmative ; ils redoutaient d'être débordés par leurs militaires.

Le discours du 14 juin, la réaction immédiate du G.P.R.A. proposant une rencontre officielle – elle aura lieu à Melun – ont fait capoter le processus engagé avec les chefs de la Wilaya IV. Si Lakhdar a été exécuté au lendemain de son retour de Paris par Si Mohammed, et Si Salah se fera tuer, quelques semaines plus tard, dans une embuscade près de Bouira, en Kabylie[59].

Les services spéciaux ont regretté la désinvolture avec laquelle le général de Gaulle a traité une affaire dont l'importance, en cas de réussite, eût sans doute changé l'aspect militaire de la guerre. Le ralliement de Si Salah et de sa Wilaya aurait nécessairement fait tache d'huile. Il procédait en effet d'un état d'esprit de découragement qui gagnait les djounoud de l'intérieur et avait même des échos à l'extérieur.

En Tunisie même, le malaise est profond au début de l'été de 1960. Dans le djebel Chambi, une unité au complet prend le maquis à l'instar d'Ali Hambli. Mais aucun contact ne peut être établi avec les Français et c'est la tragédie. Les troupes de Houari Boumediene, nouveau patron de l'A.L.N., donnent l'assaut et massacrent les dissidents.

Dans le même temps, au Maroc, prétextant le dénuement de ses soldats et accusant les chefs de détourner les fonds d'aide sociale (250 millions, selon *El Moudjahid*, revu et corrigé par le capitaine Maronnier), le colonel Zoubir entre en révolte ouverte et entraîne une centaine d'officiers à sa suite. Il s'implante dans la région d'Oujda et organise une sorte de camp retranché. Il tient trois mois. Par deux fois, les troupes de l'A.L.N. tentent de le réduire, en vain. Pour réussir, il leur faudra faire appel aux renforts de l'armée royale marocaine.

Ces remous, ces malaises n'ont pas échappé aux services français et les antennes du C.C.I. tentent de les exploiter au maximum. Pourtant, du côté français, le moral est atteint : ils ont appris la prochaine rencontre de Melun. Certes, face à l'adversaire, les militaires affectent de montrer un front sans faille et poursuivent avec conscience leur travail de pacification. Mais le fossé se creuse entre les « opérationnels » et la Métropole. À certains égards, l'armée française éprouve la même aigreur à l'égard du gouvernement que les djounoud des maquis vis-à-vis du leur.

Pour les premiers, il n'y aura bientôt plus d'issue que la révolte ou l'abandon. Pour les seconds, le moral reviendra quand ils sentiront le vent souffler en leur faveur.

Pour cela, Boumediene ne veut rien négliger. L'année précédente, deux offensives menées contre le barrage de l'Est ont échoué, faute surtout d'un tonus suffisant des quelque huit mille hommes prévus pour l'attaque. On a même parlé de refus collectifs d'obéissance, de *fidai* qui se sont suicidés plutôt que de partir devant faire sauter les barbelés à coups de bengalores.

Boumediene a repris l'armée en main. Il veut gagner. Dans ce but, deux opérations-tests ont été déclenchées au mois de mars. La première n'a pas abouti. La seconde, menée par Mahmoud Chérif – un ex-officier français, qui a choisi le pseudonyme d'Idir Mouloud – provoque une intense émotion tant en France que dans les capitales arabes. Accrochée près de Munier, la katiba qui avait tenté le passage dans la zone du « Bec de Canard », se trompe de route et va s'enfermer dans les orangers de la périphérie de Bône où les parachutistes du 2^e R.E.P. lui portent le coup de grâce.

Cette déroute permet pourtant aux radios arabes d'annoncer, officiellement la « prise de Bône » par l'A.L.N...

— Boumediene veut réussir un « grand coup », explique l'adjoint du colonel Jacquin au cours du briefing quotidien de l'état-major d'Alger. Tous les renseignements le confirment : les bataillons ont été réorganisés et ont été répartis sur la frontière, entre le Kef et Ghardimaou.

— De quels effectifs disposent-ils ?

Doigt au menton, dans une attitude familière, Crépin, le nouveau « généchef » a à peine élevé la voix. C'est un homme pondéré, taciturne, évoquant par ses questions brèves un robuste paysan examinant les conditions d'un marché. Il a une solidité rustique, un pragmatisme de vieux soldat et son visage lourd et ingrat ne s'éclaire jamais du sourire de ses lèvres minces. Il a remplacé Challe depuis quelques semaines et a compris tout de suite qu'il n'aurait jamais auprès des soldats d'Algérie – principalement de ceux qui « comptent », les paras et la Légion – la cote d'amour de son prédécesseur. Alors, il se borne à commander, de loin, et poursuit, avec la lenteur inexorable d'un bulldozer, la tâche entreprise depuis l'an passé. Il conduit les mêmes opérations massives, dans la lignée de « Pierre précieuse », « Émeraude » et « Étincelle », achevant de détruire le potentiel militaire et politique ennemi.

À la question qu'il a formulée, le commandant Pépin le Halleur, adjoint « OPS » de Jacquin répond en affichant l'organigramme de l'armée de l'Est :

— Boumediene dispose de quinze mille soldats, dont 9 500 combattants, articulés en 19 bataillons de 500 hommes en moyenne. Il possède environ 34 000 armes légères d'infanterie, stocks compris...

— Et selon vous, il envisagerait une attaque frontale du barrage Est ?

— Oui. Tout indique que cette offensive est imminente. Des bengalores ont été fournis par la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S.^[60]. Maintenant, les pays de l'Est se sont dévoilés et soutiennent ouvertement les Algériens.

— Ont-ils une chance de réussir ?

— Techniquement, ma réponse est oui. Surtout si l'assaut est convenablement mené. Il y a deux possibilités : ou bien une série d'attaques de diversions dans la zone côtière, suivie d'une percée massive dans la région du « Bec de Canard », difficilement défendable compte tenu du terrain, particulièrement touffu et coupé de vallées et de montagnes. Pour la suite, tout dépendra de la vigueur et de la qualité de notre riposte. Une chose est certaine, la presse et la radio donneront, même en cas d'échec, un énorme retentissement à cette offensive. Et le but sera tout de même atteint, assurer aux combattants de l'intérieur le soutien qu'ils espèrent de l'extérieur depuis des années... ou, à défaut, leur sollicitude...

Un instant, le silence plane dans la salle de briefing. Le commandant laisse s'écouler quelques secondes et conclut, d'une voix égale, en ménageant ses effets :

— Peut-être serait-il possible et souhaitable de prévoir une riposte... préventive. Ou, à défaut, une manœuvre de dissuasion qui les découragerait de rien tenter ?

Le B.E.L. a eu le « feu vert ». La mission globale fixée par le général Crépin en accord avec Jacquin est répercutée par le capitaine Maronier dans un exposé fait aux commandants de la zone Est-constantinois :

— Dans un premier temps, il est indispensable de faire savoir à l'A.L.N. que nous sommes au courant de ses préparatifs. Cela est facile : il suffit de faire battre l'estrade à des unités d'intervention, les divisions parachutistes et la 13^e demi-brigade de la Légion. Le deuxième temps sera, disons, plus psychologique : il s'agit de saper le moral des combattants, individuellement. Voici une liste nominative de quelques djounoud de l'A.L.N. avec leur biographie, leur bataillon et leur secteur postal. Donnez-moi quelques secrétaires, nous leur enverrons des lettres prétendument écrites par le *taleb*^[61] à la demande des familles. Nous ferons ressortir la joie de ces mères, frères et sœurs à l'annonce que, bientôt, les « glorieux moudjahiddines de l'Armée de libération vont revenir au pays ». Nous insisterons sur le fait que les « Français redoutent cette attaque et ont renforcé leur dispositif mais que ce ne sera pas suffisant pour arrêter la marche de la victoire... ». Nous insisterons sur ce renforcement : l'électricité, les avions et le napalm, les parachutistes, etc. Ou bien alors, nous exprimerons une vive inquiétude : « Mon cher Mabrouk, essaie de te faire porter malade : ici, rien ne va. Tu as de la chance d'être à l'abri ; les Français savent que vous allez attaquer... sois prudent ! »

Maronier s'appuie sur sa canne et se penche vers ses interlocuteurs :

— N'en faites pas trop, encore qu'il ne soit pas interdit de suggérer à un quelconque djoundi qu'il serait temps de revenir pour mettre un peu d'ordre dans son ménage, parce qu'on voit un peu trop sa femme en compagnie du chef local de la *nahia*... À la limite, cela fera des comptes à régler pour plus tard !

Le troisième volet de l'opération a été confié au C.C.I. du colonel Simonneau. Il doit se dérouler en Tunisie même. Toutefois, Simonneau décide de ne pas se limiter à ce seul objectif.

— Si j'étais le F.L.N. explique-t-il à ses deux adjoints, les capitaines Pallay et Ramelle, j'exécuterais une attaque simultanée en Tunisie et au Maroc : cela maintiendrait à l'ouest une partie des troupes d'intervention dont nous aurions besoin à l'est. Il faut, à mon sens, porter l'effort dans ces deux directions.

Il convoque alors à Alger les chefs d'antenne, le lieutenant Martin, de

Bône et le capitaine Féral, d'Oran :

— Opération « intox », conclut-il après leur avoir expliqué ce que l'on attend d'eux. Avez-vous une idée ?

Le visage rond du lieutenant Martin s'épanouit de satisfaction :

— Moi ? J'ai *toujours* une idée. Quel est le but à atteindre ? Faire croire aux fells qu'ils ont tort d'attaquer ? Alors, aucun problème, à nous de les persuader qu'on va les attaquer d'abord, nous !

— Vous nous avez assuré que des troupes d'intervention vont grenouiller le long du barrage pour bien montrer que nous sommes au courant et que nous les attendons, ajoute Féral. Transformons leur mission et préparons-les ostensiblement à une offensive. Aux intentions ennemies, répliquons par le bluff.

Féral parle d'une voix paisible à laquelle un accent bourguignon enlève tout tragique. Fin, racé, on a quelquefois du mal à l'imaginer menant dans l'ombre le combat des commandos. Pourtant cet ancien parachutiste de la France Libre, largué en France en 1944 a réussi seul plusieurs missions de sabotage. À Oran, il lui est arrivé de payer de sa personne et si son physique est à l'opposé de la silhouette d'ours du lieutenant Martin, il est, comme lui tout aussi machiavélique. Avec, peut-être, en plus une lucidité absolue. Successeur du capitaine Krotoff au Centre d'instruction Action il inculquait à ses élèves moins le sens de la mystique de l'action que le goût de l'efficacité :

— Il n'y a pas de sentiment dans les services spéciaux, mais, au contraire une rigueur de mathématicien. Rien n'est pire pour un agent que de se prendre au jeu. Vos chefs pensent pour vous. Eux seuls fixent les buts : il peut vous arriver de détruire demain ce que vous avez construit hier ; faites-le, sans vous poser de question, sans imaginer. Sans résignation non plus. Parce que c'est le métier.

Féral, Martin, deux conceptions tout aussi vigoureuses de leur mission.

— Vous me demandiez si j'avais une idée, reprend le lieutenant Martin : j'en ai une. Elle va exactement dans le sens que vous souhaitez. Avez-vous entendu parler d'un homonyme à moi, le captain Martin de la Royal Navy ?

— Non.

— Vous devriez aller plus souvent au cinéma. Vous auriez peut-être vu un film qui s'appelle *l'Homme qui n'existait pas*. Il raconte l'aventure extraordinaire d'un officier allié qui, à lui tout seul, a réussi à persuader les Allemands que le débarquement aurait lieu en Grèce à partir de l'Afrique du Nord. Et, croyez-moi, le brave captain a eu bien du mérite à y parvenir.

— Pourquoi ?

— Parce qu'il était mort ! Parce qu'il ne s'appelait pas Martin et qu'il n'était pas officier de marine ! Les Anglais qui avaient inventé le personnage, lui ont fabriqué une fausse biographie, élaboré une belle carrière bidon qui

se terminait au cabinet de Winston Churchill. Puis ils ont trouvé un mort, l'ont affublé de cette identité et se sont arrangés pour le perdre quelque part au large des côtes du Portugal, avec une sacoche contenant des documents « secrets » relatifs à un plan d'invasion de l'Europe du Sud. Les Allemands ont trouvé le corps et ont marché à fond dans ce bluff...

— Je ne vois pas ce que votre Martin vient faire dans l'histoire qui nous préoccupe. Il est seulement question de la frontière de Tunisie, rappelez-vous ?

— Au contraire, il existe un rapport direct. Si je trouve un macchabée en bon état, je me fais fort d'intoxiquer notre petit camarade Boumediene.

Le lieutenant Martin avait montré une assurance telle qu'Alger lui avait laissé carte blanche. Mais, à son retour à Bône, force lui est de déchanter.

— Un macchabée ? Où allons-nous trouver ça ?

Le sergent-chef Winkler, dit Bouboule en raison de son obésité, se demande quelle lubie a encore germé dans le cerveau de son chef. D'autant que Martin a précisé les conditions essentielles que doit remplir le cadavre en question :

— Je veux un type frais, et surtout pas trop abîmé...

— Ça élimine du même coup les fellaghas morts au combat : ils sont déchiquetés par des mines ou truffés comme des perdreaux.

Un peu cynique, Bouboule a proposé, sans conviction :

— À moins qu'on vous le prépare exprès ?

— Au lieu de proférer des conneries, va donc faire un tour à l'hôpital municipal. Prends un toubib à part et dis-lui ce qu'il me faut : un commando qui se serait paumé dans la nature...

À la fin de la matinée, Winkler téléphone :

— J'ai peut-être votre client : un jeune maçon qui s'est tué en tombant d'un échafaudage...

— Parfait ! Tu me le ramènes illico avant qu'il ne soit raide...

Grognelement excédé du sergent-chef :

— Vous croyez que c'est facile ? La famille va râler...

— Dis-lui que c'est pour la France et grouille-toi !

Pendant que son adjoint se démène avec les formalités administratives, Martin se met au travail. Il prépare avec minutie le maquillage de son « agent spécial ». Pour que l'adversaire croie réellement qu'il s'agit d'un espion maladroît, il est indispensable d'accumuler les « erreurs » de détail. Ainsi, l'homme est-il habillé en civil, mais il a « oublié » d'ôter sa ceinture d'uniforme, tout comme sa chemise, tout droit venue des magasins de l'Intendance.

Dans une musette, Martin dépose quelques billets de cinquante dinars tunisiens, plus quelques francs français. Une carte d'identité mal maquillée, de faux laissez-passer fellaghas dont il sait qu'ils n'ont plus cours depuis un

mois ou deux; un vieux revolver à barillet modèle 92 avec quatre boîtes de six cartouches, quelques mines antipersonnel du type A.P.I.D., de petits objets de plastique affectant la forme d'un encrier – d'où leur nom de « mine-encrier » – uniquement destiné à blesser un adversaire pour le mettre hors de combat.

Dans une poche « secrète », un laissez-passer à l'intention des troupes françaises précisant que Mohammed Larachi – c'est le nom donné au prétendu « agent » – est un informateur du 2^e Bureau et qu'il doit être acheminé au plus tôt à l'état-major du secteur.

Enfin, et c'est là que réside l'intoxication: un petit carnet en arabe et français contient toute une liste de questions portant sur l'implantation des unités du F.L.N., la situation des P.C., les noms des chefs de bataillons, les organigrammes et les missions prévues par les troupes de couverture de l'A.L.N.

Tout ce qu'un espion aurait pour objet de découvrir si les Français avaient l'intention d'attaquer la Tunisie.

En fin de carnet, Martin inscrit, sur du papier pelure, les lettres d'un prétendu code, une liste d'indicatifs et de mots de passe. Il veut donner l'impression que l'homme n'aura pas été envoyé tout seul en mission.

– Tu comprends, dit-il à Winkler, revenu de l'hôpital avec son colis macabre, la Tunisie est tellement quadrillée par les militaires et la Garde nationale que notre homme ne passera pas inaperçu plus d'une heure !

Winkler grimace :

– Moi, c'est pas mon problème: je me demande seulement qui va être chargé de rhabiller votre macchabée.

– Ce ne sera pas moi, donc, t'as plus qu'à te mettre au travail. Rendez-vous à cinq heures à l'aérodrome...

Enveloppé dans une grande toile de plastique, le cadavre a été hissé dans le Nord 2501 de la Boîte spécialement expédié de Blida pour cette mission. Trois hommes l'ont déposé sur le plancher de l'avion en attendant le décollage. Le lieutenant Martin, Winkler et un sous-officier spécialiste des largages. Un dernier briefing a réuni les membres de l'équipage autour d'une carte de la Tunisie :

– Nous allons parachuter le type, a expliqué Martin, seulement je compte sur vous pour manœuvrer avec naturel. En principe tous les terrains possibles sont gardés par la gendarmerie; les fellaghas d'en face se méfient bien trop, donc, arrangez-vous pour vous faire repérer en survolant deux ou trois terrains. Puis faites-vous remarquer et tournez en rond comme si vous hésitez. Au besoin réduisez les moteurs: j'ai besoin que, dans la nuit, les

Tunisiens croient à de nombreux parachutages.

Aidé du largueur, le sergent-chef Winkler a fini d'assujettir sur le cadavre, les sangles d'attache du parachute. Sous le ventral, il a fixé la musette de toile kaki :

— Mon lieutenant, demande-t-il : je sais bien que le pépin est réformé et qu'il a toutes les chances de se déchirer en vol. Mais imaginez qu'il fonctionne normalement malgré tout ? Les Tunisiens vont se demander comment il se fait que le gus soit mort quand même.

— Ça, réplique Martin, c'est mon problème.

La nuit est tombée. Une nuit noire, sans lune, tout à fait complice des projets de Martin. Consciencieusement, les aviateurs font leur métier.

Dix minutes après le décollage, ils ont franchi la frontière et, après avoir effectué un quart de tour à droite, commencent à longer la frontière. À la portière, Martin se penche, notant les lumières mal camouflées, l'alignement des lampadaires indiquant villes et villages, le faisceau jaunâtre des véhicules militaires, puisqu'il y a le couvre-feu dans la région d'implantation de l'A.L.N.

Le navigateur connaît parfaitement sa mission. Par l'interphone, il désigne au pilote les zones possibles de largage que survole l'appareil. Un brusque virage, une plongée lente, puis un passage au ralenti, à basse altitude, parfois salué par quelque malhabile tir de D.C.A.

Deux fois, trois fois le Nord 2501 a fait semblant de déposer des parachutistes. Maintenant, il vole vers Ghardimaou, fief de l'état-major de la base de l'Est, où Boumediene a fait édifier un bunker de béton à l'intérieur duquel il a installé tous ses services.

D'ailleurs, la D.C.A. se fait plus dense, mieux ajustée : les canons fournis par l'U.R.S.S. sont maintenant équipés de lunettes infrarouges qui permettent un barrage nocturne relativement efficace.

Mais les pilotes du Nord sont de vieux routiers. Ils cabrent l'appareil, prennent un virage à la corde tout en prévenant :

— Va falloir se décider ! Les autres vont finir par trouver suspect qu'on navigue aussi longtemps dans leur secteur.

— O.K.

Martin et Winkler se sont penchés et amènent le cadavre contre le montant de la porte. Le largueur a attaché au câble d'acier qui court le long de la cabine le mousqueton de la sangle de toile qui commande l'ouverture du parachute. Il lève le pouce :

— Go !

Winkler, d'un coup d'épaule a fait basculer le mort. Mais, tandis que la S.O.A. se tend, d'un coup sec du tranchant de son poignard, le lieutenant

Martin a coupé la sangle. Maintenant, le parachute est hors d'état de s'ouvrir et le cadavre plonge, à deux cents kilomètres à l'heure, vers le sol.

Martin est rentré à Bône. Il est aussitôt accueilli par l'adjudant chargé des écoutes radio. Celui-ci a sa tête des mauvais jours :

— Je ne sais pas, dit-il, furieux, ce que vous avez encore mijoté cette nuit : mes opérateurs sont sur les genoux. Depuis onze heures, c'est comme si la fourmilière fellouze avait reçu un coup de pied. Jamais nous n'avons enregistré autant de messages ! Et comme j'ai une équipe réduite, ça va prendre des jours pour décoder tout ça !

En fait, et cela sera confirmé dans les heures qui suivront, le piège a parfaitement fonctionné. Des katibas entières ont été rappelées et lancées aux troussees des « agents de l'ennemi » parachutés dans la nuit du 13 au 14 novembre 1960.

L'ensemble des opérations menées contre Boumediene et son projet lui a fait réellement croire à l'imminence d'une attaque française. Les photos aériennes renseigneront bien vite l'état-major d'Alger : les troupes de l'A.L.N. ont reçu l'ordre de se replier largement vers l'est, dégarnissant les zones du barrage et de la frontière.

L'offensive algérienne n'aura pas lieu.

— Feu !

Six coups de fusil partent, dans un ensemble approximatif, faisant voler la poussière, tout autour des silhouettes de papier peint en noir. Dans le silence qui suit, le sous-lieutenant Jeanneney baisse les bras, découragé. Avec un peu de chance, une seule chevrotine aura atteint son but. Pourtant, à vingt mètres, avec des fusils de chasse à canon scié, les tireurs auraient dû truffer leurs cibles de plombs pour sangliers. Des plombs gros comme des petits pois, que la brièveté du canon était censé répartir en une série d'impacts meurtriers. Mais ses « clients » aspergent le paysage.

Le sous-lieutenant Jeanneney est écoeuré. Jamais il n'a eu affaire à d'aussi piètres tireurs. Pourtant, c'est lui, le spécialiste du tir instinctif. Des promotions entières de « harkis-action » sont passés entre ses mains qui sont devenus sinon des champions, du moins de très honorables chasseurs.

Jeanneney est en effet le directeur des stages de formation de harkis. Il se déplace sans cesse, d'une promotion à l'autre, d'une ferme à l'autre. Dans la région de Valmy, près d'Oran où il a élu domicile, les domaines abandonnés ne manquent pas où l'on peut, sans risque d'attirer l'attention, préparer les missions, récupérer et entraîner des musulmans en vue d'opérations particulières.

Chaque fois, l'équipe qui l'accompagne déménage et change de nom. Cette fois-ci, les quatre instructeurs, venus du service, ont choisi leurs patronymes de circonstance dans le journal et se sont partagés le ministère en formation : c'est ainsi que le sous-lieutenant J. de L. s'est retrouvé homonyme du ministre de l'Industrie du nouveau cabinet Debré.

Lentement, il regagne sa chambre, dans l'aile du bâtiment après avoir ordonné mollement une fin d'exercice aux trois harkis fatalistes qui se sont aussitôt accroupis, au soleil.

— Écoutez, mon capitaine, ou vous avez fait exprès de choisir des aveugles, ou bien ils se foutent de moi ! Jamais je n'ai rencontré des tocards pareils... C'est pas possible de les envoyer en mission, ou alors donnez-leur un bazooka !

Le capitaine Féral rit de toutes ses dents. L'écoeurement du sous-lieutenant l'amuse. Il le rassure aussi :

— Écoutez, mon vieux : je suis même plutôt satisfait d'apprendre que mes trois volontaires sont des cloches. Comme, de toute façon, ils sont destinés à passer aux fellouzes, ça ne fera pas grimper le potentiel opérationnel de l'A.L.N. du Maroc...

— Mais enfin, où les avez-vous découverts ?

— Comme les autres : dans un camp de prisonniers. Seulement, cette fois, je me suis arrangé pour ne récupérer que des salopards dont je suis certain qu'ils désertent à la première occasion. En fait, toute ma combinaison repose là-dessus.

— Je ne comprends pas.

— C'est simple. Jusqu'ici, vous avez instruit des volontaires authentiques, des gars qui avaient un compte personnel à régler avec les fellaghas du Maroc. Soit des civils qui s'étaient fait tabasser par des djounoud en goguette, soit des maris trompés, soit des commerçants spoliés ou des Algériens fanatiques. Vous leur donniez une formation de commando de base, comment poser une mine, comment tuer un collecteur de fonds, comment piéger une voiture. Mission remplie, ces types étaient payés et on n'en parlait plus, ils avaient de quoi vivre des jours paisibles de ce côté-ci de la frontière. Mais cette fois, c'est différent : j'ai choisi dans le camp de prisonniers de francs salauds, des agents notoires du F.L.N. qui cachent sous une apparente servilité un désir profond de rallier les rangs de leurs frères.

— C'était pas la peine de me les repasser...

— Si, précisément. Je n'ai rien à faire de fellaghas moyens qui iront plus ou moins aider une bande en Algérie. Je me moque des collecteurs de fonds ou des responsables de *nahia*. Du reste, rien ne dit que ces trois types auraient marché dans ma combine. Ce que je voulais, c'était recruter des volontaires pour le Maroc. Je leur ai demandé s'ils accepteraient de mener, avec nous, une opération contre l'A.L.N. et les dépôts ennemis. Ils ont dit « oui », sachant sans doute très bien que je leur offrais une occasion de franchir le barrage pour aller se planquer, tranquilles, de l'autre côté.

— Mais ce stage ?

— J'y viens. Quand on les enverra en face, ils se dépêcheront d'aller trouver le premier Algérien venu et lui raconteront, avec force détails, ce qu'ils ont vu et appris ici. Au mieux, les autres les croiront. Au pis, on les prendra pour des provocateurs ou des mythomanes. Mais, dans les deux cas, les fellaghas se poseront des questions : pourquoi avons-nous perdu du temps à former des « commandos », et que préparons-nous ? Ils n'ont pas fini de se casser la tête à notre sujet.

Jeanneney n'est pas convaincu. Il s'enquiert :

— Comment allez-vous les rendre opérationnels ? Je ne vous cache pas que plus tôt vous m'en débarrasserez, plus tôt je serai soulagé. Ça ne me

plaît qu'à moitié de servir de nounou à de futurs déserteurs.

— Justement, répond Féral avec son accent du terroir: je suis venu les récupérer. Je les emmène à Oran. Pour parfaire leur stage.

Il se lève et sort. Sur le pas de la porte, il se retourne:

— Naturellement, en ce qui vous concerne, vous disparaissiez: pas la peine de risquer la curiosité des fellaghas du coin.

Les trois harkis se tiennent, raides, empruntés, dans leurs treillis neufs, alignés sur la banquette arrière de la « 15 » que le capitaine Féral utilise pour ses liaisons discrètes. Une antique traction, renforcée avec du fil de fer, dont le pot d'échappement tient avec de vieilles boîtes de conserve, mais qui, sous sa peinture écaillée, renferme un moteur spécialement revu par les mécaniciens du service. Elle grimpe jusqu'à 160 kilomètres à l'heure et ses accélérations, prodigieuses, collent les passagers au dossier de leur siège.

Tandis que le chauffeur négocie les virages qui précèdent le débouché sur la route côtière, appuyé sur la barre chromée qui sépare les places avant des places arrière, Féral inspecte du regard les trois recrues. Il retient un sourire. Comme l'a dit tout à l'heure le sous-lieutenant Jeanneney, ils ont franchement des têtes de traîtres. Le plus âgé surtout. Un visage maigre, ingrat, tout plissé de rides indiquant la méchanceté, un sourire servile et édenté et un regard fourbe, qui ne se pose jamais et semble voiler, fuyant l'examen. À côté de lui, même les deux autres ont un air moins sournois. Ils multiplient les sourires engageants, mais leur attention reste vive et ils ont l'œil aux aguets.

— Êtes-vous satisfaits de votre entraînement?

— Oui, très bien.

Ils sont unanimes. D'accord sur tout. Et, pêle-mêle, ils citent la soupe, le tabac, les lits, le « pinard ». Le lieutenant « très gentil » et l'adjudant très bon « Français ». Ils remercient au hasard, citent de Gaulle et Massu^[62], et se disent disposés à travailler pour l'Algérie française. Ils sont tellement dithyrambiques que Féral met un frein à leur enthousiasme:

— Savez-vous où je vous emmène? Eh bien, je vais vous montrer des parachutistes qui sautent du haut d'un avion.

Impavides, les autres attendent et Féral enchaîne:

— Puisque vous êtes de bons Français, vous allez aussi sauter en parachute. Contents?

Ils n'ont pas la moindre hésitation. Ils sont d'accord, du moment que c'est pour faire plaisir à la France.

— Ils vont en avoir, des choses à raconter à leurs copains du F.L.N., murmure le chauffeur en tordant la bouche... Les autres ne voudront jamais

les croire, ils en feront trop !

Le spectacle d'une séance de saut, aux abords de l'aérodrome d'Oran-La Sénia n'a pas découragé les harkis. Peut-être n'ont-ils aucune imagination, mais ils se sont bornés à lever le nez, sans émettre le moindre commentaire. En fin d'après-midi, ils ont même effectué à leur tour les exercices réglementaires en franchissant d'un bond, la porte de la maquette. Sans autre émotion, ils ont essayé le parachute et compris rapidement comment se dépêtrer des sangles et des mousquetons.

— Ils n'auraient pas d'aussi sales gueules, note le moniteur impressionné, je serais très admiratif sur leurs qualités d'adaptation...

— Pas trop de sentiment : je vous signale au passage que le plus âgé est un responsable de *nahia*. On lui prête une demi-douzaine d'assassinats, tous à l'arme blanche. C'est un sadique. Quant aux deux autres, il y a un collecteur de fonds et un lanceur de grenades. Des clients sérieux, comme vous voyez.

Féral a récupéré – comme il le dit – ses « ouailles ». Il les emmène à l'autre bout de l'aérodrome, à l'abri d'une tente de toile, organisée comme un P.C. opérationnel. Au mur, des cartes du Maroc, zébrées de flèches rouges et bleues, piquées de petites punaises de couleur, dont la tête figure des emplacements de dépôts, des stationnements militaires, des stations radio-émettrices. Sur la table, d'épais dossiers de carton toilé. Le long des parois, des tabourets métalliques de l'Intendance où sont assis des figurants, déguisés en officiers de commandos. En réalité, les chauffeurs, cuisiniers et secrétaires de l'antenne C.C.I. d'Oran. Mais ils sont indispensables à la réussite du plan.

Les trois « volontaires » ont été accueillis avec déférence par les pseudo-commandos, comme des personnalités dignes d'égards. Ceux-ci ont rapidement assimilé leur rôle et s'ils se cantonnent dans un mutisme prudent, ils y ajoutent une certaine morgue qui n'a pas échappé à Féral. Cela ne peut que mieux le servir. Il s'aperçoit qu'il a misé juste en engageant ces trois hommes. Ils ont accepté de jouer le jeu du ralliement et, pris dans l'engrenage de ce qu'ils croient être une opération ultra-secrète, ils s'adaptent avec un instinct étonnant et sans se compromettre, trouvent du premier coup le ton juste.

Devenu professeur de stratégie, Féral décrit avec force détails la situation de l'autre côté de la frontière. Sa règle se déplace d'une punaise à l'autre au fur et à mesure qu'il désigne aux commandos les objectifs destinés à leurs troupes. Enfin il s'adresse aux « volontaires » :

— Votre mission va consister à déposer des bombes devant les routes

d'accès aux dépôts de munitions et d'armes que voici, sur la carte. Cette nuit, un bataillon de commandos va être parachuté le long de la frontière pour attaquer les camps de l'A.L.N. Vous serez largués en dernier, au plus près de vos lieux d'action. Ensuite, vous rentrerez et vous nous raconterez ce que vous avez noté: les emplacements des postes militaires, les batteries d'artillerie, les cantonnements des troupes de l'arrière.

D'un mouvement de tête unanime, les trois hommes ont approuvé, avec componction. Féral sourit. Il est prêt à parier sa solde qu'il ne les reverra pas de sitôt.

Féral a minutieusement réglé son scénario. Toutes les vingt minutes, le Nord 2501 de la Boîte se pose et embarque son contingent de « commandos », amenés au fur et à mesure des besoins dans un G.M.C. bâché. Immobiles et muets, les volontaires assistent à la manœuvre. Elle est impressionnante de régularité. L'avion part, décolle et prend la route de l'ouest. Puis il revient, se pose et roule sur le *taxi-way*, tandis que le G.M.C. se profile sur le fond clair des hangars. Silencieusement, sans cris inutiles, douze nouveaux parachutistes embarquent et la noria reprend.

Ce qu'ils ne savent pas, ces observateurs attentifs, c'est que la séquence est digne du théâtre du Châtelet. Arrivé en bout de piste, au moment d'effectuer le point fixe des moteurs qui prélude à l'envol, le Nord 2501 se débarrasse de ses passagers qui grimpent tout harnachés dans le G.M.C. Pendant près de deux heures, sans répit, les douze permanents du C.C.I. sont passés du camion à l'avion et inversement. Silencieux pendant les opérations à l'air libre, ils se déchaînent lorsqu'ils sont à l'abri des oreilles indiscrètes. Ils ne se consolent de cette corvée qu'en pensant au saut d'exercice de nuit qu'ils effectueront en fin de « mission ».

Féral donne une tape sur l'épaule des trois volontaires :

— Le prochain coup, c'est vous qui sautez.

Lentement, les fellaghas se lèvent, endossent leurs parachutes et emboîtent le pas aux douze parachutistes que vient de ramener le camion. Un par un, ils gravissent l'échelle métallique qui mène à la cabine. Là, un moniteur les prend en charge, et les conduit derrière une cloison de contreplaqué, installée l'après-midi même et qui isole les groupes tassés dans le fuselage de la carlingue. En tête, face à la porte, les para-commandos. De l'autre côté de la paroi, les « volontaires » musulmans.

L'avion décolle. Il effectue un large cercle puis, plus discrètement, un second virage, de façon à laisser croire qu'il file droit vers le Maroc.

Le régime des moteurs vient de flancher, signe que le largage est pour bientôt. De leur recoin, les « volontaires » n'entendent qu'une série d'ordres hurlés et n'entrevoient qu'un festival de lampes rouges et vertes, reflétées

par les parois d'aluminium.

Féral passe la tête par l'ouverture aménagée dans la cloison de bois :

— Ça y est, dit-il, les commandos ont sauté ! C'est à vous.

Il montre une petite boîte de cigares :

— Ça, explique-t-il, c'est une mine. Il vous faudra la placer sur la route devant le camp de l'A.L.N. Elle est capable de faire sauter un char ou un gros camion. (Il entrouvre le couvercle de bois et dévoile l'intérieur.) Vous voyez, il y a une mine A.P.I.D., grosse comme un encrier. Quand on appuie sur le couvercle de bois, elle fonctionnera. Mais, en dessous, il y a un kilo de plastic qui sautera en même temps...

Les volontaires tendent la main, reçoivent chacun un exemplaire de l'engin. Ils mettent, dans ce geste, une certaine avidité : c'est en effet la seule preuve concrète qu'ils pourront apporter à leurs camarades algériens, au Maroc.

Ce que ne leur a pas dit Féral – et c'est là tout le secret de son piège diabolique – c'est que, noyé dans la masse molle du plastic, il y a un crayon-retard fonctionnant dans un délai de vingt-quatre heures. Dans l'esprit du capitaine, ce laps de temps doit largement permettre aux agents de prendre contact avec leurs amis qui feront sans doute acheminer l'engin vers les plus hautes instances...

La lumière rouge s'est allumée, accompagnée d'un hurlement de klaxon. Vert. Féral a poussé les trois hommes dans le vide. Un regard à l'extérieur, les trois coupoles se sont ouvertes et dérivent lentement, vers le sol.

— O.K., crie-t-il, le pouce levé. On rentre.

Il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour connaître le résultat de l'opération « intox ». Dès le lendemain au milieu de la journée, l'A.L.N. du Maroc s'est lancée dans la chasse aux parachutistes, tandis que les troupes de logistique, conducteurs, secrétaires, mécaniciens, radios et cuisiniers ont été précipitamment repliés vers l'ouest. Là non plus, l'offensive F.L.N. n'est plus à craindre.

— Et vos bombes ? demande l'officier du 2^e Bureau d'Oran auquel Féral a raconté le détail de l'affaire. On ne m'a rien signalé de positif...

— Erreur, réplique le sergent-chef Tiger. Mes informateurs sont rentrés cette nuit d'un raid de trente-six heures de l'autre côté de la frontière : il y a eu une mystérieuse explosion dans le bureau du chef de la sécurité. (Il rit.) Encore un fonctionnaire qui avait rangé la bombe dans un tiroir ! Mais (et il prend un air important) il y a mieux : un dépôt de munitions a sauté, à quinze kilomètres au sud d'Oujda.

— Il semble donc qu'un de vos zèbres ait mené sa mission à bien ?

— Non. Je pense plutôt que, cette fois, nous ayons eu affaire à un manutentionnaire zélé qui a récupéré la mine et l'a stockée dans son dépôt d'explosifs avec, sans doute, l'intention de nous la resservir un peu plus tard. En sautant, la mine a flanqué tout le reste du dépôt en l'air.

L'officier du 2^e bureau se frotte le menton, sceptique :

— Ce qui m'intrigue, dit-il enfin au sergent-chef Tiger, c'est que vous réussissiez à obtenir autant de renseignements sur les activités adverses sur le territoire marocain : je n'ai jamais pu récupérer le moindre informateur. Dès que j'en expédie un en face, il ne rentre jamais.

— Moi, je puis vous assurer qu'ils rentrent toujours.

— Pourquoi ?

— Vous voulez dire « comment » ? C'est simple : avant chaque départ, je demande à mes gars pourquoi ils acceptent ainsi de servir l'armée française. Ils répondent, presque tous, avec logique que c'est, pour eux, une façon de régler leurs comptes avec les fellouzes. Parfois, ils ajoutent qu'ils « aiment la France ». En conséquence (et le sourire du sergent-chef Tiger se fait malicieux), je leur demande une preuve de leur loyalisme. Ils sont obligés de me répondre qu'ils sont prêts à me promettre tout ce que je veux. Alors, je les soumetts à un test : je leur propose d'accepter une piqûre de poison en ajoutant : « C'est un poison violent qui n'agit qu'au bout de trente-six heures. Si vous n'êtes pas revenus avant ce délai, vous mourrez : nous seuls possédons en effet le contre-poison. » Naturellement, la piqûre est sans danger, c'est du sérum physiologique. Mais c'est pas la peine de le leur dire...

— Votre supercherie ne tient qu'à un fil : imaginez que jouant le tout pour le tout, l'un de vos émissaires se décide à ne pas rentrer ? On saurait vite que votre poison c'est du vent.

Tiger hausse les épaules et, philosophe :

— L'important est de ne pas baser une affaire sur une seule astuce. Si celle-ci est éventée, j'en trouverai une autre. Ce qui m'importe, c'est que ça marche : je vous l'ai dit, mes informateurs à moi rentrent toujours.

— Maintenant, il faut viser au coffre-fort...

Exprimée avec l'appui d'un geste déterminé, la conclusion tirée par Gérard Larzac ne souffre aucune contradiction. Il semble qu'il l'ait appuyée de toute sa masse imposante d'ex-rugbyman toujours disposé à la bagarre.

— La disparition de Georg Puchert a été un succès, dit-il sans s'embarrasser de formules. Elle a mis fin au règne des petits contrebandiers prêts à tout risquer pour gagner facilement leurs sales millions. Cette fois, l'avertissement a été entendu: Herr Schlüter s'est tourné vers d'autres marchés moins dangereux pour lui et je viens d'apprendre que Seidenschénur, le syndic, est entré au service du géant de la profession, Sam Cummings, président de l'Interarmco. Or, Cummings n'a pas envie d'être mêlé à des tractations avec le F.L.N. qui pourraient nuire à la conduite de ses affaires légales. Par conséquent, nous pouvons dire que le marché est assaini...

— Seulement, dit doucement le colonel Bercheny, chef du contre-espionnage, le trafic continue. Voici un mois, le 7 avril, nos marins d'Oran ont arraisonné le *Lidice* avec 580 tonnes d'armes !

— Justement, cela prouve que le marché est sain : à partir de maintenant, nous connaissons le fournisseur exclusif du F.L.N. C'est la fabrique nationale tchèque Omnipol. Après des années de répugnance à s'engager officiellement, les Soviétiques se sont enfin résolus à agir à visage presque découvert. Leurs intermédiaires sont les pays de l'Est^[63].

Bercheny fait la moue. Il ne trouve pas que cette aide officielle soit précisément un facteur encourageant.

— Je vois mal, répond-il, comment nous pourrions décourager l'Est de prêter assistance aux Algériens. Nous ne pouvons tout de même pas déclarer la guerre à la planète entière pour arrêter l'approvisionnement en armes. C'est tout juste si notre Quai-d'Orsay osera mollement émettre quelque timide remontrance. Et encore...

— C'est pourquoi nous devons frapper au coffre-fort !

Silence. Tous les regards convergent vers le dossier rouge que, paisiblement, Gérard Larzac vient d'ouvrir sur la grande table ovale des réunions hebdomadaires.

— Tout est là, affirme-t-il. Depuis presque six mois maintenant, bien avant le démantèlement de la filière Puchert, j'ai commencé à rassembler des informations sur les intermédiaires susceptibles de prendre la relève des contrebandiers, des truands ou des anciens nazis qui travaillaient pour les fellaghas. J'ai retenu deux possibilités : soit s'attaquer aux banquiers qui favorisent les transactions entre la Tunisie, la Suisse ou l'Allemagne et les pays de l'Est, soit (et son visage s'épanouit) rafler directement l'argent dans les coffres du F.L.N. Il suffit, pour cela, d'obtenir un chèque en blanc portant la signature des « ministres » du G.P.R.A. habilités à signer ces documents.

Il contemple d'un air ravi l'air stupéfait de ses interlocuteurs et achève sa phrase :

— Ce chèque, le voici !

La stupeur fait place à l'intérêt. De main en main, le petit rectangle de papier bleuté fait le tour de la table. Une signature est parfaitement lisible, celle de Krim Belkacem, l'autre, plus sophistiquée, se veut « intellectuelle ». C'est celle de Chérif Mahmoud, trésorier du G.P.R.A.

— Le service des faux a bien travaillé, reprend Larzac. Avec ce blanc-seing, nous pouvons vider les coffres suisses du « trésor » du F.L.N. Il suffit seulement d'envoyer discrètement un homme à nous avec les papiers d'identité du bénéficiaire de ce chèque...

— Boulharouf ?

— Oui, bien sûr. L'intéressé est présentement à Rome pour négocier l'aide de certains financiers italiens proches d'Enrico Mattéi. Je pense que le service Action est en mesure de neutraliser ce bonhomme le temps de l'opération ?

— Il faut le feu vert de l'Élysée, dit le général Grossin. C'est tout de même une affaire trop lourde de conséquence sur le plan international et vous imaginez sans peine que le G.P.R.A. va ameuter l'opinion ! Il ne va pas se laisser dépouiller sans protester.

L'objection était de taille. Elle a sans doute motivé le refus hautain du général de Gaulle :

— Nous ne sommes pas des gangsters, répond-il seulement.

Larzac ne s'est pas montré plus déçu qu'il n'était nécessaire. En vrai professionnel, il a seulement rangé la fiche qu'il avait rédigée dans les archives du dossier rouge et conclu, tranquillement :

— Pour grever encore plus les charges financières du F.L.N. je ne suis pas à court d'idées : un jour, j'essaierai de leur revendre les armes que nous leur avons saisies, quitte à les saisir à nouveau. Je sens qu'il y a là une jolie manœuvre à monter.

C'est en réalité la seule chose à faire. Depuis le début de l'année 1959, le trafic d'armes en Europe occidentale a pratiquement disparu, brisé sous les coups répétés des services français, et de leur paravent, la Main rouge. Paradoxalement, c'est à l'époque où cette mystérieuse organisation a volontairement été sabordée par Gérard Larzac, qu'elle a pris un essor soudain dans l'imagination déchaînée des journalistes d'Outre-Rhin^[64].

C'est l'époque où Christian Durieux, le porte-parole de l'organisation secrète, donne conférence de presse sur conférence de presse et fait des déclarations fracassantes. Il s'est même découvert un chef, un certain Bruno de Condé qui se cache, dit-on, en Allemagne. Outre-Rhin, la police est sur les dents et traque l'insaisissable gentilhomme avec une ardeur qui, hélas, n'est pas bien récompensée. La raison en est que le fameux Bruno n'existe pas.

— Il faut bien se distraire, confie à Gérard Larzac le capitaine Duruy, alias Jean Viary, alias Jean Walleck. Un jour, je ferai publier par l'intermédiaire de Durieux une liste de personnalités condamnées par la Main rouge.

— C'est risqué, observe Larzac, les polices fédérales vont se déchaîner et tu te feras arrêter toi-même un beau matin ! Ils ne sont pas idiots et Durieux prononcera un mot de trop.

— Aucune crainte : je me sers d'un intermédiaire, un journaliste allemand en poste à Paris qui répercute de bonne foi toutes nos informations, persuadé de tenir un *scoop* !

Le capitaine Duruy joue sur le velours et il le sait. Une semaine plus tard, la plupart des journaux allemands lancent une campagne destinée à convaincre Durieux de venir se constituer prisonnier en Allemagne :

— Je suis prêt à négocier un cessez-le-feu, réplique, impavide, l'intéressé.

Au téléphone, un journaliste du *Spiegel* plaide la reddition :

— Non, répète Durieux, en revanche, je suis disposé à rencontrer, en territoire neutre, un représentant qualifié de la justice de votre pays. Nous verrons ensemble, ce qu'il convient de faire...

Averti, le capitaine Duruy alerte les autorités helvétiques auxquelles il communique les détails de cette rocambolesque confrontation entre un procureur allemand et un mythomane français.

Mais il y a des fuites et, à leur tour, les émissaires du F.L.N. stationnés en Allemagne veulent participer aux tractations. Herr Koll, l'avocat général de Francfort et, à ce titre, membre de la mission de « bons offices » ne peut qu'agréer à cette insolite demande...

Le 23 janvier 1960, le hall de l'hôtel Jungholz à Zurich semble abriter un congrès international de la police. Outre le directeur de la sûreté de Bonn et l'avocat général de Francfort, Heinrich Koll, est présent un « magistrat » du F.L.N. nommé Azouz. Il y a également des observateurs de la P.J. française, envoyés là pour coiffer Christian Durieux.

Mais il y a surtout une nuée de policiers suisses dont le premier soin est de séquestrer, chacun dans sa chambre, ces étranges visiteurs.

Naturellement, Christian Durieux était resté à Paris. Il accepte cependant quelques semaines plus tard de se rendre incognito à Bonn où il rencontre, sous l'égide d'un journaliste allemand, des représentants du F.L.N. parmi lesquels Taïeb Boulharouf, envoyé là par Boussouf. Le capitaine Duruy a failli empêcher cette entrevue, mais, finalement, il a décidé de laisser Durieux jouer son rôle dans cette extravagance. L'inévitable se produit. Face à des gens sérieux, le « chef » de la Main rouge se montre exactement tel qu'il est, un farceur. Et les Algériens comprennent sans difficulté à quel point ils ont été les victimes d'un gigantesque canular. Leur estime et dans une certaine mesure leur admiration pour les services français croîtra en proportion. La Main rouge a vécu.

Pour Gérard Larzac ce sabotage était une nécessité. Au moment où l'évolution de la politique gouvernementale à l'égard du problème algérien rend prévisible l'issue de la guerre, il est important, sinon primordial que les services acquièrent une crédibilité plus grande. Et c'est pourquoi, dans son bureau du troisième étage, il ne relâche pas ses efforts.

Jamais, comme dans ces années difficiles, la véritable machinerie de précision qu'est devenu son service n'a fonctionné avec autant de perfection. Chaque jour amène sa moisson de renseignements sur le trafic international des armes.

Le S.D.E.C.E. est même, par ses soins, devenu partie prenante. En effet, dans les années 1958-1959, Gérard Larzac a compris la nécessité de s'insérer dans le milieu et, à Madrid, il a monté de toute pièce une officine d'armements habilitée à négocier notamment la revente des matériels saisis.

Cette société, qui a rapidement pris sa liberté à l'égard du service, en reste cependant tributaire au niveau des informations. À sa tête, William Sanders, ancien collaborateur du service. Ce jeune homme – il n'a pas trente ans – est un garçon sympathique et dynamique, fort bien introduit dans les milieux proalgériens.

Astucieux, payant de sa personne, il a mené à bien, au début de 1959, une des opérations les plus secrètes de la guerre qui visait à anéantir le potentiel financier du jeune G.P.R.A. À l'époque, Ahmed Francis avait le plus grand mal à maintenir à un niveau raisonnable la trésorerie de la rébellion et cherchait désespérément des artifices pouvant l'aider à sortir du marasme. « Je crois avoir une idée, proposa alors William Sanders. J'ai la possibilité d'entrer en contact avec des truands parisiens spécialisés dans la fabrication de fausse monnaie. »

Les Algériens bondirent sur l'occasion, qui présentait en outre l'avantage de porter un coup sévère à leur adversaire en grevant les finances françaises. « D'accord, dirent-ils à Sanders: nous vous achetons pour 5 milliards de francs en coupures de 5 000 francs en échange de 500 millions. »

Sanders savait que ces 500 millions représentaient la quasi-totalité du trésor de guerre ennemi. Il rendit compte à Paris et le service prit contact aussitôt avec le ministère des Finances et la Banque de France, ainsi qu'avec un des chefs de la répression des fraudes. Ainsi couvert, Sanders poursuivit les conversations avec les Algériens, à Tunis.

Pendant ce temps, à Paris, l'opération prenait forme. Les « faux » billets étaient fabriqués par des techniciens de la Banque de France. Ceux-ci avaient en effet mis au point une encre spéciale qui s'autodétruisait après quelques semaines, à la simple lumière du jour.

L'affaire prenait tournure. À Tunis, Ahmed Francis suivait heure par heure le déroulement de la fabrication, puis de l'acheminement des billets.

Mais le secret ne fut pas aussi bien conservé qu'il aurait fallu et une fuite se produisit, sans doute à Paris même. Et soudain, l'opération prit une tournure tragique. Arrêté, Sanders et ses trois collaborateurs furent interrogés sans relâche par la police tunisienne, agissant sur instructions du G.P.R.A. Deux d'entre eux devaient payer de leur vie cet échec, tandis que les deux autres étaient discrètement échangés après des tractations au plus haut niveau.

Et pourtant, si paradoxal que cela paraisse, cette fâcheuse affaire n'avait pas empêché les Algériens de conserver à William Sanders leur confiance, voire leur sympathie.

Le 2 août 1961, le F.L.N. prend contact avec Sanders en Espagne :

— Vous connaissez, expliquent-ils, nos difficultés d'approvisionnement en armes des Wilayas de l'Ouest et des troupes stationnées sur nos bases du Maroc: pouvez-vous nous procurer ce matériel et assurer leur acheminement ?

Sanders hésite, ajoute que les bateaux de guerre continuent à se montrer actifs au large des côtes, dans cette partie occidentale de la Méditerranée.

— Nous le savons, disent les émissaires, seulement, nous tenons à traiter avec des compagnies indépendantes, afin de ne pas nous remettre pieds et poings liés à la merci des pays de l'Est. Et nous sommes disposés à payer la forte somme pour ces armes.

— Je ferai mon possible, promet Sanders.

Le même soir, Gérard Larzac est averti.

« Suis en contact avec Algériens, dit le message laconique expédié de Madrid. Ils souhaitent acheter trois cents pistolets mitrailleurs que je

possède en stock, modèle Star Z 45, calibre 9 mm Bergmann-Bayard^[65]. Sont également preneurs lot de 3 millions de cartouches. Proposition acceptée: vingt-huit mille dollars. »

Larzac rend compte. Le lendemain, il câble le télégramme conventionnel qui signifie: « Autorisation de traiter l'affaire. »

Dans les jours qui suivent, les tractations se poursuivent et l'affaire se concrétise. Pour négocier, les représentants du F.L.N. doivent produire le fameux *end use certificate*. « Ai reçu le document, signale Sanders à Larzac: la destination finale est l'Argentine. La signature est prétendument celle du ministre de la Défense... »

Larzac prend ses renseignements, par l'intermédiaire du contre-espionnage, auprès de l'ambassade, puis directement à Buenos Aires. « Le certificat est un faux, répond-il, mais poursuivez la négociation. »

Le 12 septembre arrivent enfin les dernières instructions reçues en Espagne:

« Le bateau qui doit effectuer le transport au Maroc est le *Tigrito*, cargo panaméen de 2 600 tonnes. Le chargement d'armes est donc secondaire, c'est sans doute la raison du choix fait par les Algériens. Ils paieront à la livraison à quai, avant le chargement, à Malaga.

Larzac accuse réception et attend. Le correspondant en Espagne doit seulement donner la date de livraison et celle du départ. L'information parvient une semaine plus tard:

« *Tigrito* sera à quai le 27 septembre. Il repartira dans la nuit, vers onze heures ou minuit, le 28. »

De Paris, les renseignements sont transmis à l'amirauté d'Alger, pour intervention. Cette fois, l'arraisonnement se fera à coup sûr, les marins sachant exactement ce qu'ils recherchent.

Ils vont faire preuve d'un zèle tel qu'ils interceptent le *Tigrito* trois heures seulement après qu'il a quitté Malaga, le 29 septembre, à trois heures du matin.

Dans cette affaire, le F.L.N. a perdu vingt-cinq mille dollars, ce qui, finalement, est pour lui bien plus grave que les pistolets mitrailleurs.

Cette affaire aura un rebondissement inattendu: à Buenos Aires, le gouvernement argentin ouvre une enquête pour savoir quel est le fonctionnaire d'État qui a fourni, sur un document authentique, une signature fausse. Dans l'incapacité de le découvrir, il donnera alors des ordres pour mettre en place, au sein de ses services de renseignements, une organisation destinée à lutter contre le trafic d'armes, analogue à celle dont disposent ses homologues français.

Le *Tigrito* clôt la liste des bateaux arraisonnés pour avoir tenté de

transporter des armes au profit du F.L.N. Dans l'incapacité de réussir une opération officieuse, les Algériens se résignent à accepter la tutelle soviétique. Deux mois plus tard, après avoir suivi son périple à travers la Méditerranée, les marins de la surveillance maritime signalent le passage d'un cargo communiste, le *Bulgaria*.

D'Oran l'amiral Querville, patron du C.O.M.A.R. demande à Paris l'autorisation d'arraisonner le *Bulgaria*. « Autorisation accordée », répond le Premier ministre qui a la responsabilité suprême de ces opérations.

Michel Debré n'a pas pris sa décision à la légère, la fiche élaborée par Gérard Larzac et transmise avec la demande d'interception mentionne le poids des armes transportées: 1 100 tonnes, le plus gros transport jamais encore effectué au profit des Algériens.

Dans la soirée du 10 novembre, les avisos se lancent à la poursuite du cargo. Ils ne peuvent l'approcher :

« Nous avons repéré des périscopes tout autour du bâtiment soviétique, disent-ils. Devons-nous courir le risque d'être attaqués par des sous-marins et, dans ce cas, sommes-nous autorisés à riposter ? »

L'amiral Querville rend compte. Cette fois, la décision est urgente. Elle est également difficile à prendre. La France peut-elle courir le risque d'un affrontement armé avec des bâtiments soviétiques ? La réponse est négative.

La nuit suivante, le *Bulgaria* commence son déchargement à Melilla. Le 20 novembre, le général Gambiez commandant le corps d'armée d'Oran essaiera de mettre sur pied l'attaque terrestre menée par un commando du C.C.I. dont la mission consistera à faire sauter les dépôts. Il est déjà trop tard, la destruction d'un tel chargement relève du domaine de la fiction. Pressenti, le capitaine Féral a secoué la tête avec une grimace dubitative.

— Que peuvent faire une poignée d'hommes, même décidés, contre des caisses d'armes ? Y mettre le feu ? En faire sauter une ou deux ? Et combien de vies humaines sacrifierons-nous pour un résultat minime, sinon nul ? À quoi bon ?

À quoi bon en effet ? Pour tous les militaires français, cette année s'achève sur la douloureuse certitude que, même si elle est favorable, la solution militaire est dépassée. Ils voient dans cette situation – et ils ne sont pas les seuls, l'O.A.S. le clame avec violence – un sabotage de leur victoire par la duplicité du pouvoir gaulliste.

En réalité, il s'agit d'un tragique malentendu, résultant d'une appréciation différente de la manière dont il faudra mettre fin à la guerre. Constatant leur succès sur le terrain l'armée d'Algérie et les civils pieds-noirs ne veulent envisager qu'une seule issue : la reddition des débris des bandes armées de l'intérieur et la capitulation sans conditions des responsables extérieurs du F.L.N.

À Paris en revanche, dans un climat plus réaliste et moins passionnel, on sait depuis longtemps – depuis toujours – que la paix passera nécessairement par des accords politiques.

Dans cette perspective, dès 1958, aussitôt acquis les résultats du référendum du 28 septembre, les services spéciaux français, tout comme ils sont à la pointe du combat, ont décidé d'être à la pointe des négociations. Ils veulent que celles-ci tiennent compte de la position de force de la France. Ils voient dans leur intervention un rempart contre l'abandon pur et simple, prôné par tous ceux qui, depuis le début de la guerre, ont pris fait et cause pour l'adversaire.

C'est pour négocier à partir de positions de force, qu'il est indispensable de montrer au F.L.N. la redoutable efficacité des services français et de le persuader que toute discussion passera obligatoirement par eux. Tout sera donc tenté contre les Algériens, leurs alliés et leurs fournisseurs. Durant trois ans, les actions du S.D.E.C.E. seront, comme on l'a vu, menées avec vigueur, rapidité et succès.

Parallèlement, en accord avec le directeur des services, le général Grossin, et le Premier ministre Michel Debré, une opération est mise sur pied, visant à infiltrer dans les milieux du G.P.R.A. un agent susceptible de fournir des informations concernant l'état d'esprit des dirigeants de la rébellion. En temps utile, cet homme doit pouvoir aiguiller les chefs du F.L.N. dans la voie des négociations. Appelée en nom de code Cassiopée, cette

opération sera menée jusqu'au bout, et avec succès.

Elle met en œuvre un agent – Scrabble, tel est son nom de code – dont il n'est pas possible de révéler l'identité. C'est un sociologue anglo-saxon, introduit dans les milieux de la presse internationale, correspondant occasionnel d'un grand hebdomadaire anglais. Il fut, trois années durant – de septembre 1958 à janvier 1961 – l'agent qui apporta aux services français les informations les plus nombreuses, les plus exactes et les plus précieuses sur l'évolution de l'état d'esprit, les tendances et les luttes d'influence du G.P.R.A.

Mais c'est lui surtout qui a été à l'origine de la décision prise par les Algériens de renouer les contacts avec le général de Gaulle, coupés après l'entrevue de Melun en septembre 1960, contacts qui aboutirent aux accords d'Évian.

Tout commence au mois de septembre 1958. Les analystes du service attirent l'attention du directeur sur un jeune essayiste anglo-saxon dont les sympathies vont au F.L.N., mais dont les articles font preuve d'une étonnante objectivité. Spécialiste de l'histoire et de la philosophie des mouvements nationalistes dans le tiers monde, le jeune journaliste suit de près l'évolution des pays d'Afrique du Nord. Il est du reste inscrit à Genève à divers instituts spécialisés dans l'étude du Maghreb.

Pour l'approcher sans lui donner l'éveil, le S.D.E.C.E. détache à Genève un officier, le capitaine L. qui s'inscrit aux mêmes cours et qui ne tarde pas à lier connaissance avec Scrabble. Les deux hommes finissent par sympathiser et, dans le courant de l'année 1959, le Britannique fait part à son confident de son désir d'aller à Tunis pour y rencontrer les dirigeants du G.P.R.A.

Averti, le S.D.E.C.E. décide de lui faciliter les choses, notamment en favorisant ses entrées dans les milieux de la presse internationale et en lui permettant de nouer des contacts fructueux avec des écrivains et des éditorialistes engagés.

Dans le même temps, le service fait le vide autour du général de Gaulle de façon à faire avorter toutes les tentatives d'approches dont il est l'objet de la part de personnalités du monde de la presse ou de la politique. En effet, Fehrat Abbas et ses amis essaient par tous les moyens de sonder le chef de l'État sur ses intentions et saisissent toutes les occasions de nouer le dialogue par alliés ou sympathisants interposés.

Ils frappent à toutes les portes, pressentent tous les intermédiaires possibles. Tantôt, c'est le journaliste Jean Amrouche de *l'Express*, tantôt Roger Stéphane. Mais c'est également Edmond Michelet, voire Antoine Pinay, quand il ne s'agit pas du libéral Pierre Chauveau, chargé des relations

publiques de l'Élysée. Alors, le S.D.E.C.E. entre en scène. Aucune démarche n'aboutit. La meilleure des méthodes consistant à avertir le général de Gaulle de la manœuvre dont il est l'objet. La plupart du temps, avec hauteur, sèchement, le général coupe court.

Pendant ce temps, à Tunis, Scrabble progresse. Il côtoie maintenant quotidiennement les politiques du G.P.R.A., principalement Saad Dahlab, le plus « engagé » des ministres, et surtout Ahmed Francis le beau-frère de Fehrat Abbas dont la personnalité ambiguë le fascine. Francophile de cœur, devenu francophobe par raison, l'ancien médecin de Relizane accepte mal cette dualité. À la fois aigre et généreux, pessimiste et enthousiaste, c'est un rêveur lancé dans l'action, un romantique égaré dans la Finance.

Dès la première rencontre, Scrabble sent que s'il y a une chance d'aborder une discussion, Ahmed Francis la saisira.

Mais pour le moment, le S.D.E.C.E. s'est bien gardé de se dévoiler. Par l'intermédiaire du capitaine L., il se borne à maintenir le contact et à enregistrer les impressions que le journaliste consent à confier.

Autour du général de Gaulle, les tentatives d'approche se multiplient. Le service ne les compte plus, et il a parfois bien du mal à les stopper *in extremis*. Au mois de juin 1960, un message de Krim Belkacem en personne parvient même jusque sur la table du chef de l'État. Il est donc urgent de rendre Scrabble opérationnel.

L'occasion est fournie par le discours prononcé par le général de Gaulle, le 4 novembre 1960, dans lequel, pour la première fois, il fait une allusion à la « République algérienne ». Le S.D.E.C.E. comprend qu'une course de vitesse est désormais engagée entre les Algériens et leurs alliés et lui-même pour arriver en tête du peloton des intermédiaires.

— L'opération Cassiopée est terminée, décide le général Grossin : elle a réussi. Il s'agissait d'infiltrer un agent de contact au sein des milieux du G.P.R.A. C'est fait. Il faut sonder désormais le G.P.R.A. sur ses intentions véritables et savoir s'il accepterait l'idée de nouer de nouvelles relations avec des milieux français autorisés. Cette nouvelle phase de l'opération s'appellera « Équilibriste ».

Un sourire court sur le visage des interlocuteurs, groupés autour de la table ovale de la salle de réunion. Cette dénomination reflète la périlleuse entreprise qui s'amorce.

À Genève, où il est revenu, Scrabble est mis enfin au courant de ce que Paris entend lui demander. S'il est étonné, sa réaction est favorable. Au fil

des années, il a tour à tour sondé les milieux français et algériens et sa sympathie est égale pour les deux camps. Au lieu de le rebuter, sa mission le passionne plutôt. Il accepte de jouer loyalement son rôle.

— Du reste, ajoute-t-il avec un certain humour, je n'ai pas le choix. Peut-être vos chefs auraient-ils la mauvaise idée de me griller auprès de mes amis du G.P.R.A.?

— Nous savions que nous n'aurions en aucun cas, besoin de faire état de cet argument, réplique, sans mentir, le capitaine L. Une chose est bien plus importante à notre avis, c'est que vous avez su vous montrer équitable en dépit de votre sympathie pour nos adversaires. Et cela seul compte.

Scrabble se met au travail. Au mois de décembre, il est en Libye, à Tripoli où se tient la conférence du G.P.R.A. Il y est accueilli en ami et, tous les jours, il adresse à Paris par une filière mise au point par les services de Gérard Larzac, des comptes rendus détaillés des séances, la position de chacun des leaders, les dissensions internes et les luttes sourdes entre les divers clans.

L'idée directrice qui se dégage bientôt de ces informations est que le G.P.R.A. a dressé un bilan pessimiste de sa situation. Sur le plan de l'approvisionnement et de la logistique, les stocks atteignent le niveau le plus critique jamais enregistré, autant par le fait du blocus sévère des côtes que par la disparition des marchands d'armes de petite envergure.

— Il faudra nous résoudre à nous engager un peu plus avant dans la coopération avec les pays de l'Est, a dit Krim Belkacem, sous les huées des « pro-occidentaux ».

Par ailleurs, l'état d'esprit des populations – urbaines principalement – donne des soucis aux Algériens. Ils ont tiré les leçons de l'immobilisme dans lequel s'est complu la masse musulmane alors que, sur le terrain, les troupes des Wilayas étaient mises à mal par les opérations du général Crépin – qui a repris à son compte les grandes lignes du plan Challe.

« Le moral des combattants est au plus bas, note Saad Dahlab. L'affaire Si Salah a sonné le glas de l'esprit d'offensive de nos soldats et les manifestations d'indiscipline constatées sur les bases du Maroc et de Tunisie traduisent la fatigue et le désespoir des djounouds. »

À mots couverts, les ministres ont évoqué la possibilité de réamorcer le canal des négociations. Mais, depuis l'échec de l'entrevue de Melun, au début de l'été passé, plus aucune possibilité ne s'est offerte d'entrer à nouveau en contact avec le général de Gaulle.

« En conclusion, écrit Scrabble, je suis certain que les Algériens, Ahmed Francis principalement – n'oubliez pas ses liens de parenté avec le président du G.P.R.A. Fehrat Abbas – serait certainement favorable à toute initiative entrouvrant la porte à de nouvelles rencontres. »

À Paris, le Premier ministre et le directeur du service décident d'autoriser Scrabble à se mettre sur les rangs afin de renouer le contact.

Pour rendre crédible la qualité d'intermédiaire possible de leur agent, le S.D.E.C.E. provoque des entretiens exclusifs du journaliste britannique avec des personnalités touchant de près le chef de l'État. Comme preuve de la réalité de ces entrevues, la presse publie un certain nombre de ces interviews.

— Je n'ai publié que ce qui motivait ma demande d'entretien, explique un peu plus tard Scrabble à Ahmed Francis et à Saad Dahlat. En fait, j'ai passé sous silence les échanges de vue d'ordre confidentiel. Par exemple, les liens de sympathie qui m'unissent à vous. Je puis vous assurer que les ministres français ont été fort intéressés...

— Croyez-vous pouvoir poser directement la question d'une reprise des entretiens avec de Gaulle ? demandent les Algériens.

— Je crois que je le pourrai, affirme Scrabble.

Mais les hommes du G.P.R.A. sont méfiants, ce n'est pas la première fois qu'un journaliste leur fait de semblables promesses. De plus, ils sont prudents et ne tiennent pas à ce que leur tentative passe pour une capitulation déguisée.

— Par ailleurs, ajoutent-ils, pouvez-vous garantir que les services spéciaux français ne dynamiteront pas une fois de plus votre démarche ? Que nos envoyés ne subiront pas le sort d'Aït Ahcène ?

Scrabble se croit autorisé à leur affirmer qu'ils n'ont rien à craindre :

— Il importe, affirme Ahmed Francis, que nous ayons des garanties de ce côté-là.

Scrabble rend compte :

— Il serait, dit-il, souhaitable qu'un émissaire des services français dûment mandaté par votre directeur rencontre l'un de ces deux dirigeants. Cela suffirait sans doute à rassurer les Algériens sur votre neutralité...

Le général Grossin obtient l'accord de Michel Debré. L'entrevue se déroule à Genève, le 2 février 1961 entre Saad Dahlab et le capitaine L., porteur d'une lettre du directeur du S.D.E.C.E. l'autorisant en son nom à écouter les propositions algériennes.

— Ce n'est pas suffisant, tranche Dahlab. Nous souhaitons que ces contacts soient poursuivis sous l'autorité directe de votre Premier ministre, Michel Debré.

La seconde entrevue a lieu quinze jours plus tard, à Berne, le 19 février 1961. Cette fois, elle est plus chaleureuse et les deux hommes se mettent

d'accord sur un prochain rendez-vous, avec, cette fois, une personnalité « officielle » nantie cependant de la confiance du général de Gaulle.

Et, le 20 mars suivant, à Lucerne, Georges Pompidou – alors directeur de la banque Rothschild après avoir été directeur du cabinet de de Gaulle en 1958 – entame le processus de la négociation.

À partir de ce moment-là, le S.D.E.C.E. souhaitait conserver la couverture des négociations qui s'amorçaient. Mais le général de Gaulle, jamais revenu sur ses préventions à l'égard des services spéciaux, en décida autrement : une fois encore, il élimina le S.D.E.C.E. de l'affaire et exigea qu'il s'efface devant les nécessités de la politique.

D'ailleurs, le F.L.N., qui redoutait d'être circonvenu par quelque manœuvre venue de la caserne des Tourelles, avait pris les devants. Sitôt le principe de la nécessité de la discussion admis par Georges Pompidou, les dirigeants du G.P.R.A. s'étaient tournés vers le gouvernement suisse dont le ministère des Affaires étrangères s'était mis en relation avec son homologue du Quai-d'Orsay qui répercuta la demande algérienne au général de Gaulle par le canal de Louis Joxe. Désormais, la conduite des négociations entrerait dans le domaine réservé de la politique d'État. Le S.D.E.C.E. devait quitter la scène. Il le fit, sans bruit, avec la même discrétion qui avait présidé à ses actions, sans participer à aucune action subversive contre le pouvoir^[66]. Un instant, peut-être, de Gaulle a-t-il eu des doutes sur la loyauté de ses services spéciaux. La suite montra qu'il avait eu tort : les soldats qu'ils étaient, avaient choisi la discipline.

Une page était tournée. Maintenant, la paix semblait devoir s'installer et, pour la première fois depuis vingt-deux ans, des soldats français ne mouraient plus au feu. Pour le S.D.E.C.E., le temps était venu de changer de style et de visage. Tous ceux qui, dans ses rangs, avaient mené à leur manière une guerre en marge, inexpiable, dans des conditions morales difficiles, une solitude presque totale et une situation matérielle plus que précaire, allaient chercher, dans d'autres affectations, une façon différente de servir.

Bien souvent, l'aigreur subsistait et le choix de la discipline n'excluait pas le regret de tant d'efforts gâchés, d'occasions perdues, de tant de sang répandu en vain. Au moment de l'action, pas un d'entre les soldats du S.D.E.C.E. n'avait eu la moindre hésitation à accepter des missions dans lesquelles ils jouaient plus que leur vie ; ils risquaient leur âme. Maintenant arrivait le moment des questions, des jugements et des bilans.

Quoi d'étonnant à cela ? Quatorze ans après, la guerre d'Algérie pèse encore sur la conscience collective de la France.

Carnet photos

Fusils Cetme (espagnols) attribués aux commandos musulmans en novembre 1960 Ces armes ont été vendues par le S.D.E.C.E. au F.L.N., puis saisies sur le Tigrino par la Marine nationale.

Une des 200 M. G. 42 saisies sur le cargo tchèque Lidice et inscrite comme « pièce de rechanges » : en cinq ans, le S.D.E.C.E. a fait arraisonner 2 500 tonnes d'armes, représentant deux milliards et demi de F.

*Fusils Ceime (espagnols)
attribués aux commandos
musulmans en novembre 1966.
Ces armes ont été vendues
par le S.D.E.C.E.
au F.L.N.,
puis saisies sur le Tigrino
par la Marine nationale.*

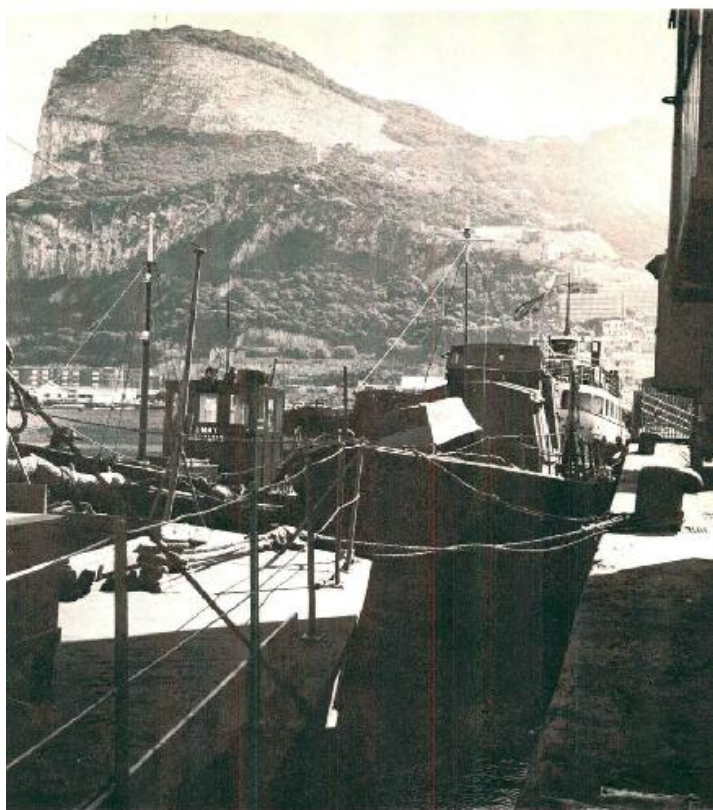


*Une des 200 M.G. 42
saisies sur le cargo tchèque Li
et inscrite comme
«pièce de rechanges»;
en cinq ans, le S.D.E.C.E.
a fait arraisonner
2 500 tonnes d'armes,
représentant
deux milliards et demi de F.*



Le port de Gibraltar plaque tournante du trafic d'armes après la neutralisation de filières allemandes.

Mortiers de 81 de fabrication tchèque saisis sur le Slovenija (mars 1959).



*Le port de Gibi
plaqué tourna
trafic d
après la neutral
de filières allem*

*Mortiers de 81
de fabrication tchèque
saisis sur le Slovenija
(mars 1959).*

Le ralliement d'Ali Hambli et de son bataillon (156 hommes) traduit la décomposition de l'A.L.N. de Tunisie. L'exemple fait tache d'huile et aboutit, un an plus tard, aux propositions de cessez-le-feu de la Wilaya de l'intérieur par l'entremise de Si Salah.



allieement d'**Ali Hambli** et de son bataillon (156 hommes) traduit la décomposition
A.L.N. de Tunisie. L'exemple fait tache d'huile et aboutit,
un plus tard, aux propositions de cessez-le-feu
Wilaya de l'intérieur par l'entremise de **Si Salah**.



Ali Hambli (à droite au-dessus).

En révolte ouverte contre Mohamedi Saïd, il prend le maquis en Tunisie à la fin de 1958. Attaqué par le F.L.N., il se rallie le 16 mars 1959.

Son adjoint s'appelle Si Messaoud : c'est un officier français du S.D.E.C.E.

Les armes d'Ali Hambli : fournies par la filière nazie de Springer et Beissner, anciens dignitaires S.S.



Ali Hambli (à droite au-dessus).
En révolte ouverte
contre Mohamedi Saïd,
il prend le maquis en Tunisie
à la fin de 1958. Attaqué par le F.L.N.,
il se rallie le 16 mars 1959.
son adjoint s'appelle
si Messaoud :
'est un officier français
tu S.D.E.C.E.

R.C.P. 7



Les armes d'Ali Hambli :
fournies par la filière nazie
de Springer et Beissner,
anciens dignitaires S.S.

ENCE DE PRESSE A L'ELYSEE DEVANT 600 JOURNALISTES

Quelle met en garde l'URSS

acte hostile à Berlin

Grande-Bretagne et la France
 pter que le passage de Berlin

troupes
 idées à coopérer
 in programme
 ce programme

Le Président de la République française a été reçu par le Secrétaire d'Etat à la Défense et à l'Armement de l'Union soviétique, M. Mikhaïl G. Pouchkine, à l'occasion de sa visite à Paris.

Le Secrétaire d'Etat à la Défense et à l'Armement de l'Union soviétique, M. Mikhaïl G. Pouchkine, a été reçu par le Président de la République française, M. Charles de Gaulle, à l'occasion de sa visite à Paris.

Le Secrétaire d'Etat à la Défense et à l'Armement de l'Union soviétique, M. Mikhaïl G. Pouchkine, a été reçu par le Président de la République française, M. Charles de Gaulle, à l'occasion de sa visite à Paris.

Le Secrétaire d'Etat à la Défense et à l'Armement de l'Union soviétique, M. Mikhaïl G. Pouchkine, a été reçu par le Président de la République française, M. Charles de Gaulle, à l'occasion de sa visite à Paris.

Suite page 2

ENTRÉS DEPUIS UN AN EN DISSIDENCE

Les 156 rebelles ralliés

et leur chef Hamblil Al
 ne voulaient plus se battre
 contre les troupes française
 et luttait en Tunisie contre
 le FLN et l'armée de Bourguib



LES DISSIDENTS
 ENTRE

CHEFS REBELLI
 CONFIRMÉE
 par ceux qui ont ob

le "paix des braves"

DE NOTRE SERVICE

PARIS (AGF) 26 MARS

C'est une bombe qui a été lancée hier par le commandant Hamblil Al, chef des rebelles tunisiens, qui a déclaré qu'il ne voulait plus se battre contre les troupes françaises et l'armée de Bourguib.

C'est une bombe qui a été lancée hier par le commandant Hamblil Al, chef des rebelles tunisiens, qui a déclaré qu'il ne voulait plus se battre contre les troupes françaises et l'armée de Bourguib.

Suite page 4

Deux Conseils interministériels hier à Matignon

Le premier a été consacré aux mesures à prendre en faveur des Français rapatriés du Maroc et de Tunisie.

LE SECOND S'EST OCCUPÉ DU FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION.

M. Michel Rocard, ministre de l'Intérieur, a présidé les deux conseils.

Le premier conseil a été consacré aux mesures à prendre en faveur des Français rapatriés du Maroc et de Tunisie.

Le second conseil a été consacré au financement de la construction.

Le premier conseil a été consacré aux mesures à prendre en faveur des Français rapatriés du Maroc et de Tunisie.

Le second conseil a été consacré au financement de la construction.

Le premier conseil a été consacré aux mesures à prendre en faveur des Français rapatriés du Maroc et de Tunisie.

Le second conseil a été consacré au financement de la construction.

Le premier conseil a été consacré aux mesures à prendre en faveur des Français rapatriés du Maroc et de Tunisie.

Le second conseil a été consacré au financement de la construction.

Le premier conseil a été consacré aux mesures à prendre en faveur des Français rapatriés du Maroc et de Tunisie.

Le second conseil a été consacré au financement de la construction.

Le premier conseil a été consacré aux mesures à prendre en faveur des Français rapatriés du Maroc et de Tunisie.

Le second conseil a été consacré au financement de la construction.

Le premier conseil a été consacré aux mesures à prendre en faveur des Français rapatriés du Maroc et de Tunisie.

Le second conseil a été consacré au financement de la construction.

Le premier conseil a été consacré aux mesures à prendre en faveur des Français rapatriés du Maroc et de Tunisie.

Le second conseil a été consacré au financement de la construction.

Le premier conseil a été consacré aux mesures à prendre en faveur des Français rapatriés du Maroc et de Tunisie.

Le second conseil a été consacré au financement de la construction.



Novembre 1958. Par centaines, les soldats de l'A.L.N. en Tunisie se mutinent et défilent aux cris de « Vive de Gaulle ! Vive la quille ! »

La « bête noire » : Mohamed Saïd en compagnie de Amirouche, dit Si Nacer, ancien agent de l'Abwehr, qu ne se sépara jamais de son casque de la Wehrmacht.

Omar Ouamrane : pour dissiper le malaise, il range définitivement le F.L.N. dans le camp socialiste.



en 1958. Par centaines, les soldats de l'A.L.N. en Tunisie se mutinent
 «lent aux cris de « Vive de Gaulle ! Vive la quille ! »

« bête noire » : **Mohamed Saïd** en compagnie
 irouche, dit Si Naver, ancien agent de l'Abwehr,
 » se sépara jamais de son casque de la Wehrmacht.



Omar Ouamrane : pour dissiper
 le malaise, il range définitivement
 le F.L.N. dans le camp socialiste.



Fellagha à l'entraînement. Il utilise le fusil B.S.A. (anglais) fourni par Ernst Wilhelm Springer chef du parti néo-nazi allemand.

Pour « authentifier » les carabines Mauser 98 K de sa fabrication, la fabrique d'armes tchèque Omnipol fait graver sur la culasse l'aigle et la svastika du III^e Reich : les affaires passent avant la politique.



*Fellagha à l'entraînement
Il utilise le fusil B.S.,
(anglais)
fourni par
Ernst Wilhelm Sprin,
chef du parti néo-naz
allemand.*

*Pour « authentifier »
les carabines
Mauser 98 K
de sa fabrication,
la fabrique d'armes t
Omnipol fait graver
sur la culasse
l'aigle et la svastika
du III^e Reich :
les affaires passent
avant la politique.*



Télégramme de protestation du cargo polonais (180 tonnes d'armes) arraisonné au large des côtes algériennes :

Ai protesté à plusieurs reprises auprès du destroyer, en traitant ses agissements hors la loi et en signalant céder à la force en me plaçant sous son escorte.

— STOP – Français accusent la liste du chargement ne correspondant pas à la réalité – STOP – Pense protester à Oran auprès des autorités militaires avec tous les frais en conséquences – STOP – Espère une protestation énergique par voie diplomatique. »

Szemiot – Le Capitaine du Monte Cassino.

Le wharf de Melilla au Maroc (ex-espagnol) où étaient déchargés les bateaux d'armes en provenance des pays de l'Est.

M/S MONTE CASSINO

Stage of home Ship station

RADIOTELEGRAM

Transféré par le câble - Radiotelegram company

Przyjęto - Received

gods. 14/7
time 0823Options included:
Ship charge
Options multi-charge
Cable charge
Options inter-charge
Telegraph charge
Time multi-charge
Other chargeRazem
Total

Usage - Remarks MSG

Chiffre de référence - ref

14/7 gods. 0823

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

date

time

M/S MONTE CASSINO No. 4

date 14/7

gods. 0823

no. of telegrams received

Address

POLOCEAN

no. of service instructions

Address

GDYNIA

NIEC NIEZGODNOŚĆ PROTESTOWAŁEM JUŻ KILKAKROTNIE NAWYNAJAC
 STOPOWANIE BEZPRAWIEM ORAZ ZAZNACZAJAC ŻE ULEGAM SIŁE I IDE
 LIKO POD JEGO Eskortę STOP. FRANCUZI PODKRESLAJĄ ŻE SPISY
 LUKU SA CZĘSTO NIEZGODNE Z RZECZYWISTOŚCIĄ STOP ZAMIERZAM
 JÓŻYĆ PROTEST W ORANIE OBCIĄŻAJAC WSZELKIMI KOSZTAMI ORAZ
 NIEBEKROJĄCMI WŁADZE WOJSKOWE STOP SPODZIEWAM SIĘ ENERGETYCZNE
 PROTESTU W DRODZE DYPLOMATYCZNEJ = SZEMIOT

no. of telegrams received

KAPITAN M/S MONTE CASSINO

gramme de protestation du cargo polonais (180 tonnes d'armes) arraisonné
 arge des côtes algériennes :

protesté à plusieurs reprises auprès du destroyer, en traitant ses agissements
 lors la loi et en signalant céder à la force en me plaçant sous son escorte.

JP — Français accusent la liste du chargement ne correspondant pas à la réalité —

JP — Pense protester à Oran auprès des autorités militaires avec tous les frais
 conséquences — STOP — Espère une protestation énergique par voie diplomatique. »

Szemiot — Le Capitaine du Monte Cassino

charf de Melilla au Maroc (ex-espagnol) où étaient déchargés
 bateaux d'armes en provenance des pays de l'Est.



Le Granita: arraisonné au large du Portugal. Une des affaires les plus complexes qu'ait eu à mener le S.D.E.C.E., mais qui a découragé définitivement les trafiquants nazis.

Le T.N.T. du Granita à l'inventaire. Quarante tonnes d'explosifs, qui n'ont fait que deux victimes, Marcel Léopold et Georg Puchert



Le Granita : arraisonné au large du Portugal. Une des affaires les plus complexes qu'ait eu à mener le S.D.E.C.E., mais qui a découragé définitivement les trafiquants nazis.

Le T.N.T. du Granita à l'inventaire, 40 tonnes d'explosifs, qui n'ont fait que deux victimes : Marcel Léopold et Georg Pu.



Marina Puchert.

Par amour, elle renseignait le S.D.E.C.E.

Georg Puchert.

Principal acheteur d'armes pour le F.L.N. Il passait pour un agent du K.G.B.

Le F.L.N. lui avait promis le titre de ministre de la Marine marchande de l'Algérie indépendante.

Mars 1959. Les restes de la Mercédès de Georg Puchert après l'attentat imputé à la Main Rouge.



Georg Puchert.

*Principal acheteur d'armes pour le F.L.N.
passait pour un agent du K.G.B.
Le F.L.N. lui avait promis le titre
ministre de la Marine marchande
d'Algérie indépendante.*



Marina Puchert.

Par amour, elle renseignait le S.D.E.C.E.

*En 1959. Les restes de la Mercedes de Georg Puchert après l'attentat
porté à la Main Rouge.*



Le Typhoon après sa destruction à Tanger le 21 juillet 1957.

Abdelhafid Boussouf (ci-contre) ancien chef de la Wilaya V (Oranie) devient, en 1958, l'homme fort du F.L.N.

Il met son trésor de guerre (1 milliard de francs) à la disposition des trafiquants d'armes.

Le syndic Hans Joachim Seidenschénur (ci-contre à droite), a renseigné le S.D.E.C.E. par jalousie.



*Le Typhoon après sa destruction à :
le 21 juillet.*



Abdelhafid Boussouf (ci-contre)
ancien chef de la Wilaya V (Oranie)
devient, en 1958, l'homme fort du F.L.N.
Il met son trésor de guerre (1 milliard de francs)
à la disposition des trafiquants d'armes.



Le syndic Hans Jonchim Seidenschenur
(ci-contre à droite),
a renseigné le S.D.E.C.E. par jalousie.

Le port de Tanger et la petite flotte du trafiquant Georg Puchert.

Au premier plan le Typhoon (bateau du type Fairmile) qui sera coulé par le S.D.E.C.E.

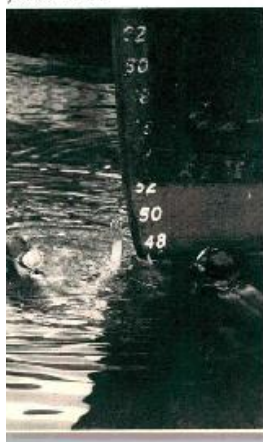
Premier objectif du S.D.E.C.E. la Bruja Roja (Sorcière rouge) coulée dans le port de Tanger, le 18 juillet 19



Port de Tanger et la petite flotte du trafiquant **Georg Puchert**.
 premier plan le Typhoon (bateau du type Fairmile) qui sera coulé par le S.D.E.C.E.

hommes-grenouilles
 Service Action
 entraînement :
 ont porté le coup
 décisif au trafic
 explosifs
 fin de 1958.

Premier objectif du S.D.E.C.E. la Bruja R
 (Sorcière rouge) coulée dans le port de Tan,
 le 18 juillet 1958.



Les hommes-grenouilles du Service Action à l'entraînement : ils ont porté le coup décisif au trafic d'explosifs à la fin de 1958.

L'Athos II, ancien mouilleur de mines britannique, affrété par les services spéciaux égyptiens pour le compte du F.L.N. Arraisonné le 23 octobre 1956, il transportait 300 tonnes d'armes.

Janvier 1957. Sur les pressions du S.D.E.C.E., les autorités espagnoles mettent sous embargo la cargaison (200 tonnes d'armes) du Don Juan Illueca dans le port de Ceuta. Photo prise d'un Neptune » de l'Aéronavale.



*"Athos II, ancien
nouilleur de mines
britannique,
frété par les
services
péciaux égyptiens
pour le compte du F.L.N.
Arraisonné le 23 X 1956,
transportait
90 tonnes d'armes.*

*Janvier 1957.
Sur les pressions
du S.D.E.C.E.,
les autorités espagnoles
mettent sous embargo
la cargaison (200 tonnes
d'armes)
du Don Juan Illueca
dans le port de Ceuta.
Photo prise d'un
«Septune» de l'Aéronavale.*



Le capitaine Krotoff. Sa discrétion passe pour du mystère. Responsable de la formation des agents « Action », il est tué dans les Aurès en mars 1959 (ci-dessous).

À ses obsèques, aux Invalides, sont présents la plupart des représentants des services spéciaux occidentaux.

Son adversaire, Mostefa Benboulaïd, ne lui survit pas longtemps. Il est victime de l'explosion de son poste de radio, fourni par le S.D.E.C.E.



*Le capitaine **Krotoff**. Sa discrétion passe pour du mystère. Responsable de la formation des agents « Action », il est tué dans les Aurès en mars 1959 (ci-dessous).
À ses obsèques, aux Invalides, sont présents la plupart des représentants des services spéciaux occidentaux.*

*Son adversaire, **Mostefa Benboulaïd**, ne lui survit pas longtemps. Il est victime de l'explosion de son poste de radio, fourni par le S.D.E.C.E.*



Mars 1959. Présent parmi les premiers en Algérie, le G.L.I. (Groupement léger d'intervention) commando d'élite du 11^e Choc, unité du Service Action du S.D.E.C.E., mène la guérilla dans les Aurès.

La région de Ménaa où a été montée l'opération contre le chef F.L.N. Benboulaïd.



*En mars 1959. Présent
 parmi les premiers en
 Algérie, le G.L.I.
 (groupe léger
 d'intervention)
 commando d'élite
 du 11^e Choc, unité
 du Service Action
 du S.D.E.C.E.,
 contre la guérilla
 dans les Aurès.*



*La région de Ménaa
 où a été menée
 l'opération contre
 le chef F.L.N.
 Benboulaïd.*

Notes

1 Verneuil, alias Lafont, un des adjoints du célèbre capitaine Paillole pendant l'occupation, responsable du C.E. clandestin des services français.

2 Ce procédé permit de remonter les filières de ravitaillement et d'y infiltrer jusqu'à la fin de la guerre nombre d'agents de renseignements.

3 Modèle conçu pour les logements des Sous-Officiers de carrière.

4 Cf. *les Héros oubliés*. Grasset.

5 Créés en 1950 et encadrés par des officiers et des gradés du service « Action » du S.D.E.C.E. en Indochine, le groupement des commandos mixtes aéroportés avaient pour mission de mener, sur les arrières du Vietminh, de véritables opérations comportant parfois plusieurs milliers d'hommes. Ces « contre-maquis » étaient principalement constitués de minorités ethniques, ennemis héréditaires des Vietnamiens dont ils refusaient la domination.

L'histoire et les missions de ces maquis du G.C.M.A. a fait l'objet d'un livre du même auteur, paru chez le même éditeur, *les Héros oubliés*.

6 Cf. chapitre II.

7 Trois officiers des services égyptiens s'occupent de Ben Bella : le major Fathi Ed Dib, le colonel Soliman Ezzat, chef de la section Maghreb et Hachemi Tourad, patron des « brigades commandos ».

8 L'opération a exactement coûté : 6 650 000 livres égyptiennes pour le bateau ; 1 000 000 pour le carburant et 200 000 livres pour l'équipage.

9 Gêné par la présence des troupes françaises sur le territoire chérifien, le F.L.N. a installé ses bases et ses dépôts au Maroc espagnol, avec la complicité active et bienveillante du gouverneur, le général Velasco Valino.

10 Cargaison de *l'Athos* : 2 000 fusils (anglais) Emfield, 190 fusils divers (Mauser 98 K), 100 fusils Hown, 250 mitraillettes Beretta, 50 fusils mitrailleurs Bren, 6 mitrailleuses Vickers.

Il y avait de plus un million de cartouches pour ces différentes armes, 500 grenades et 5 000 obus de mortier, ainsi que le matériel d'entretien et de maintenance de ce matériel.

11 Cf. *les Héros oubliés*.

12 Souvent, en effet, les frais de missions seront à leur charge !

13 Au mois de septembre 1956, le contre-espionnage helvétique apprend que les fiches d'écoutes téléphoniques des ambassades arabes à Berne sont arrivées sur le bureau de l'ambassadeur de France. Il mène une enquête et parvient à la certitude que l'homme qui renseigne les Français n'est autre que le procureur général de la Confédération, René Dubois. Celui-ci est d'ailleurs très lié avec le « résident » du S.D.E.C.E., le colonel Mercier. La presse suisse s'empare de l'affaire et, devant le scandale, René Dubois se suicide, le 23 mars 1957. Pour sa part, le colonel Marcel Mercier est discrètement rappelé à Paris. Un an plus tard, le commissaire de police qui a assuré les écoutes au profit des Français, Max Ulrich, sera condamné à deux ans de prison.

14 C'est au cours de cette réunion des chefs du F.L.N. que devait être décidé, par Krim Belkacem et Mohamedi Saïd, la mise hors circuit d'un de leurs rivaux qu'ils jugeaient le plus dangereux, Abane Ramdane. Quelques jours plus tard, le 27 décembre, au Maroc, sur ordre de Boussouf et en présence des deux délégués venus tout exprès de Tunis, Abane Ramdane était étranglé dans sa « prison ».

Cherif Mahmoud a commandé, après l'Indépendance, la gendarmerie algérienne.

15 Section.

16 Voir *les Héros oubliés*, Grasset.

17 Célèbre chef de la tribu indochinoise des Mans qui anéantit en 1951 plusieurs régiments vietminh aventurés sur son territoire, dans le nord de l'Indochine, à la frontière chinoise. Avec deux mille de ses guerriers, au cours de l'été 1952, il réussit même à tenir en échec une division communiste chinoise qui avait pénétré au Nord-Vietnam pour le mettre à la raison. Cho Quan Lo et ses Mans constituèrent l'un des premiers maquis anticommunistes. Il fut pris en compte par le service Action du S.D.E.C.E. dans le cadre du G.C.M.A. D'autres minorités ethniques (les Hrés dans le Centre-Vietnam) s'engagèrent également dans la lutte sur les arrières adverses. Il semble du reste que des résurgences anticommunistes voient le jour depuis la chute de Saigon, dans la région de Pleiku-Kontum, sur les Hauts plateaux annamitiques. Cf. à ce sujet *les Héros oubliés*, Grasset.

18 Bundes Nachrichten Dienst : Services de renseignements et de contre-espionnage de la République fédérale d'Allemagne.

19 Corinna a fait depuis une carrière remarquée à la Télévision allemande.

20 De son vrai nom Mahmoud Cherif, ancien lieutenant de spahis, aujourd'hui chef de la Gendarmerie algérienne.

21 Sitôt rétabli, Beissner changea de nom et partit se réfugier au Maroc.

22 Cité par Bert Engelmann dans *Meine Freunde die Waffenhändler* (Mes amis les trafiquants d'armes).

23 Grade S.S. équivalent à celui de lieutenant-colonel.

24 Les Poudreries réunies de Zeebrugge et la Précision liégeoise, installée à Herstal, fabriquant le célèbre pistolet automatique Herstal.

25 Cf. *les Héros oubliés*, Grasset.

26 Une légende, complaisamment répandue depuis quelques années par un certain nombre d'auteurs qui se veulent « renseignés », fait état soit d'une cartouche de 7,65, soit d'une capsule de gaz comprimé, ce qui, on s'en doute, dément le principe même du « silence » absolu indispensable à l'exploitation opérationnelle de la « pompe ». Plus grave, ces mêmes auteurs affirment que la tête de la fléchette était garnie d'une ampoule remplie de curare se brisant au moment de l'impact. C'est peut-être une belle (?) légende, mais elle se heurte à une impossibilité matérielle. Dans une opération « Homo » rien ne doit être laissé au hasard et, du reste, jamais un agent – qui était, rappelons-le, un soldat en mission de guerre – n'aurait accepté ce type d'arme jugé déloyal. Jamais les services français n'ont eu d'ailleurs l'autorisation de se servir de produits toxiques. Jusqu'à ce jour, seuls certains services de l'Est ont effectué des missions « ponctuelles » en utilisant du cyanure. L'affaire la plus connue est l'assassinat, en 1957 de deux émigrés nationalistes ukrainiens, Lev Rebet et Stepan Bandera, par un agent du K.G.B., Bogdan Stachynski, au moyen d'un pistolet à air comprimé expédiant des cristaux de cyanure. Il semble que, maintenant, même les services spéciaux de l'Est aient renoncé à l'emploi de poisons.

27 Là non plus, la flèche n'était pas empoisonnée.

28 Voir ci-dessous.

29 Voir chapitre 25.

30 Cf. chapitre 27.

31 Alias Mahmoud Cherif, ancien officier français, démissionnaire en 1945.

32 Cf. chapitre 12.

33 Ce numéro était celui d'un bar proche de l'Étoile où Jean-Paul Leblanc et ses amis avaient leurs habitudes.

34 Les Soviétiques ont ainsi envisagé la création d'une aviation F.L.N. Dans ce but, une centaine de candidats pilotes algériens embarquèrent, revêtus d'uniformes tchèques, le 18 avril 1958 sur l'aérodrome de Ruzyně près de Prague à destination de Moscou. Mais leur manque de qualités techniques découragea les instructeurs soviétiques qui renoncèrent à leur projet.

35 Issu du premier des mouvements réclamant l'indépendance (l'Étoile nord-africaine de Messali Hadj, fondée en 1927), le M.N.A. (Mouvement national algérien) est né en 1954 d'une scission du M.T.L.D. (Mouvement pour le triomphe des Libertés démocratiques) qui a également débouché sur le C.R.U.A. (Comité révolutionnaire d'union et d'action) puis sur le F.L.N. (1^{er} novembre 54). Depuis cette date, « messalistes » du M.N.A. particulièrement bien implantés en France, et F.L.N. se font une guerre féroce en vue d'être reconnus comme seul « interlocuteur valable ».

36 Nom global donné à l'ensemble de l'administration française en Algérie.

37 Un « quartier ».

Transcrit plus loin par « secteur » (*Note du numériseur*).

38 Devenus respectivement chef et adjoint de la Wilaya VI (Sud-algérien), Si Haouès et Amor Driss tomberont aux côtés d'Amirouche dans une embuscade, le 28 mars 1959. Seul Amor Driss échappera à la mort.

39 Cf. chapitre 23.

40 La « bataille des frontières », engagée au mois de janvier 1958 se poursuivra jusqu'à la fin du mois de mai.

41 Son « maquis » tiendra au-delà de l'année 1959 et sera à la base des tractations avec l'O.A.S. au moment de l'Indépendance.

42 Ghelala Mohammed participera, le 26 mars 1962, à la « fusillade de la rue d'Isly » où, au cours d'une manifestation, les troupes françaises attaquées

par l'O.A.S. riposteront violemment.

43 Drine Ben Ali, alias « colonel » Lofti sera tué dans une embuscade montée par les services du colonel Jacquin au mois de mars 1960 et les Français prendront le commandement de sa Wilaya. Cf. chapitre 36.

44 Rapport manuscrit trouvé sur le cadavre d'un de ses courriers en janvier 1958, et destiné aux dirigeants de Tunis. Djoglali Tayeb sera exécuté le 29 juillet 1959 par ses « subordonnés » (?).

45 C'est si vrai que les autres chefs du F.L.N., Abane Ramdane, Saad Dahlab et Mahmoud Chérif iront jusqu'à dire : « Au Maroc, ce n'est pas une organisation du F.L.N. qui existe, mais une organisation d'assassins à gages dirigée par Boussouf,... aucun élément de base n'a le droit de contacter un élément étranger... » (Cité par Yves Courrière, in *l'Heure des colonels*).

46 Voir *Pour une parcelle de gloire* de M. Bigeard.

47 Auxiliaire de justice musulman, correspondant au poste de greffier.

48 Cf. chapitre 43.

49 Gouvernement provisoire de la République algérienne, constitué le 19 septembre 1958 en riposte préventive au référendum du 28 septembre de la même année.

50 Sous le couvert de l'ambassade de France, le poste S.D.E.C.E. de Tunis fut l'un des plus efficaces. Jusqu'en 1959, date à laquelle la police tunisienne découvrit le réseau « Magenta » : composé de postiers français servant dans l'administration locale, ce réseau avait réalisé une série de branchements téléphoniques aboutissant dans les locaux de l'ambassade de France. Même le poste téléphonique personnel de Habib Bourguiba était écouté ! Après cette affaire, le S.D.E.C.E. fut contraint de mettre ses activités en veilleuse.

51 Son Excellence le ministre !

52 Laskri Amara, Lamouri et Nouaraoua furent fusillés à Tunis le 16 mars 1959. Ahmed Draïa, condamné à deux ans de prison, devint, en 1962, le chef de la Sûreté de l'Algérie indépendante.

53 Le capitaine.

54 Ali Hambli se tuera au mois de décembre 1959 au cours d'un mystérieux « accident » de voiture. Il avait, murmura-t-on tenté de négocier son retour dans l'A.L.N. Quant à Bouterfa Makhoulouf, il retrouva son vrai nom, suivit les cours de l'école de Cherchell et devint aspirant dans l'armée

française. Affecté aux groupes de commandos du commandant Robin, il devait, en avril 1961, participer au putsch des généraux et subir le sort de ses camarades exclus de l'armée.

55 En 1975, le problème n'est toujours pas réglé et cette question de frontière entretient toujours une situation explosive entre Alger et Rabat.

56 Son Excellence le ministre.

57 Certains avancent le nom de Mehri, ministre du G.P.R.A. et cousin du ministre tunisien de l'Intérieur, Tayeb Mehri.

58 Le colonel Lofti a été tué quelques jours plus tôt.

59 Si Mohammed, abattu à son tour le 6 août 1961 au cours d'une opération ponctuelle réalisée par un commando du 11^e Choc, dans les faubourgs de Blida.

60 Transportés par le cargo est-allemand *Ravensberg* qui a déchargé sa cargaison à Tripoli.

61 Écrivain public.

62 Bien que rappelé en France depuis le début de 1960, le général Massu reste aux yeux des Algériens le symbole de l'Algérie française.

63 Depuis 1948, les services secrets soviétiques ont spécialisé chacun des pays satellites dans une branche d'activité déterminée: la fourniture des armes et les missions de diversion sont confiées aux Tchèques et aux Hongrois. Les Polonais et les Allemands de l'Est s'occupent du renseignement militaire et des opérations d'infiltration. Le K.G.B., pour sa part, se réserve les grandes manœuvres politiques.

64 Un producteur allemand, inspiré par le service, envisagea même à l'époque de porter à l'écran, sous le titre *la Main rouge* une rocambolesque histoire d'espionnage, transposition des attentats imputés à l'organisation.

65 Armes saisies sur le *Lidice*.

66 On peut imaginer ce qu'auraient été les attentats de l'O.A.S. si le service Action s'en était mêlé...